

Hospices cantonaux
Département universitaire de médecine
et de santé communautaires
Lausanne

Institut universitaire
de médecine sociale et préventive
Lausanne

POLITIQUES ET PRATIQUES CANTONALES
EN MATIERE DE PREVENTION VIH/SIDA
ET D'EDUCATION SEXUELLE A L'ECOLE

*Brenda Spencer, Barbara So-Barazetti, Marie-Jo Glardon
avec la collaboration de Séverine Scott*

Etude financée par :

Contrat no 316.95.5755 A-B-C

Cette évaluation a été mandatée par l'Office fédéral de la santé publique et financée par la Commission de contrôle de la recherche sur le sida, projet no 91-7074, Berne.

Citation suggérée :

Spencer B, So-Barazetti B, Glardon M-J avec la collaboration de Scott S. Politiques et pratiques cantonales en matière de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle à l'école. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2001 (Raisons de santé, 66).

Remerciements :

Nous remercions vivement les répondantEs du questionnaire adressé aux cantons ainsi que les personnes-ressources ayant fourni les informations collectées dans cette enquête. Nous remercions également Monique Weber-Jobé et l'Unité de formation Profa, Lausanne, pour leur collaboration, ainsi que les secrétaires de l'Unité d'évaluation de programmes de prévention, IUMSP, pour leur aide importante dans la réalisation de ce travail.

TABLE DES MATIERES

Liste des figures et des tableaux	6	
Liste des abréviations	7	
Section I	Résumé - Zusammenfassung	
1	Résumé	
1.1	Problématique	10
1.2	Questions d'évaluation	10
1.3	Méthode	11
1.4	Contexte	11
1.5	Réponses aux questions d'évaluation	12
1.6	Synthèse des conclusions et des recommandations	19
2	Zusammenfassung	
2.1	Problemstellung	23
2.2	Evaluationsfragen	23
2.3	Methodik	24
2.4	Umfeld	24
2.5	Antworten auf die Evaluationsfragen	25
2.6	Zusammenfassung der Schlussfolgerungen und Empfehlungen	32
Section II	Introduction et méthode	
3	Introduction	
3.1	Evaluation globale de la stratégie de prévention VIH/sida en Suisse	37
3.2	Objectifs de l'étude	38
3.3	Questions d'évaluation	38
3.4	Problématique	38
3.5	Structure du rapport	40
4	Méthode	
4.1	Développement de la grille d'analyse	43
4.2	Identification et prise de contact avec les personnes-ressources cantonales ; recueil de la documentation	44
4.3	Entretiens au niveau supracantonal	45
4.4	Recherche de documentation supplémentaire	45
4.5	Synthèse cantonale et procédure de validation	45
4.6	Analyse transversale des informations	45
Section III	Contexte	
5	Quel est le contexte de l'enseignement de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle en Suisse ?	
5.1	Structure du système éducatif	49
5.2	Hétérogénéité du cadre	50
5.3	Choix et décisions politiques	51
5.4	Organisation administrative (communale, cantonale et fédérale)	51
5.5	Plans d'étude	52
5.6	Par quelles voies la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle peuvent-elles s'introduire dans l'école ?	53
5.7	Les modèles d'organisation	53
5.8	Les trois approches thématiques : VIH, éducation sexuelle, promotion de la santé	54
5.8.1	Origines de l'introduction des trois approches en milieu scolaire	54
5.9	Les conditions de la mise en œuvre	57
5.9.1	Les soutiens institutionnels	57
5.9.2	Les acteurs sur le terrain : leur place, leur rôle, leur formation	58
5.10	Les offres et les compétences à disposition dans le canton pour dynamiser la prévention en santé sexuelle en milieu scolaire (comprise ou non dans l'ensemble de la promotion de la santé)	59

Section IV Questions d'évaluation

6	Quelles sont les bases légales et administratives pour les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?	
6.1	La prévention VIH/sida	65
6.2	L'éducation sexuelle	65
6.3	La promotion de la santé	66
6.4	Limites de la notion d'obligation et la question de consentement parental	67
7	Comment sont organisés les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?	
7.1	Quels sont les départements responsables pour les thèmes VIH/ES/PS dans les écoles ?	69
7.2	Au niveau administratif, quel est l'organe ou la fonction responsable de la mise en œuvre des thèmes VIH/ES aux différents niveaux scolaires ?	70
7.3	Qui décide de la mise en œuvre ? Qui prend l'initiative sur le terrain ? Qui exerce un contrôle ?	71
7.4	Qui sont les intervenants ? Comment les intervenants externes sont-ils engagés ?	72
7.5	Par quels moyens l'enseignement des thèmes dans les écoles est-il financé ?	73
8	Quel est le niveau de couverture atteint par cette éducation ?	76
8.1	Dans quel pourcentage la population scolaire bénéficie-t-elle d'une information sur les thèmes VIH et éducation sexuelle ?	77
8.2	L'enseignement spécialisé est-il également couvert ? (estimations obtenues pour 19/21 unités cantonales)	79
8.3	Combien d'heures sont consacrées à ces thèmes ?	79
8.4	Y a-t-il des cantons/régions où le niveau de la couverture est inégal ?	80
9	Quel est le contenu des cours de prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle ?	
9.1	Quels sont les thèmes de la sexualité mentionnés dans les textes, quel que soit le cadre ?	82
9.2	Quelle est la distribution des thèmes mentionnés par les cantons, par niveau d'école ? ..	83
9.3	Y a-t-il un contenu homogène défini pour les cours ou les interventions ?	84
10	Dans quelle mesure la prévention VIH/sida est-elle incluse dans l'éducation sexuelle	
10.1	Dans quel cadre la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle sont traitées dans les cantons ?	88
10.2	Le cadre reste-t-il le même ou va-t-il prendre une nouvelle direction ?	90
10.3	L'Objectif 5 du Programme national est-il atteint ou atteignable dans le canton ?	91
11	Quelle formation les intervenants reçoivent-ils ?	
11.1	Le corps enseignant chargé de l'enseignement sur le VIH et/ou de l'éducation sexuelle	94
11.1.1	La formation de base	94
11.1.2	La formation continue	95
11.1.3	Estimation de la proportion des enseignants ayant reçu une formation spécifique aux thèmes de l'éducation sexuelle ou de la prévention VIH/sida	96
11.2	La formation des spécialistes externes dans les régions francophones	97
11.2.1	Le concept de la formation de base romande	97
11.2.2	La formation continue	98
12	Quel est le matériel didactique utilisé ?	100
13	Existe-t-il différents modèles d'organisation, et si oui, quelles sont leurs caractéristiques ? Quels sont les avantages et les inconvénients des différents modèles ?	102

Section V Conclusions et recommandations

14	Conclusions et recommandations	
14.1	Existe-t-il une garantie de durabilité de la prévention VIH à l'école ?	106
14.2	Synthèse des conclusions et des recommandations	106

Section VI Synthèses cantonales

15	Fiches de synthèse par canton	
15.1	Kanton Aargau	113
15.2	Kanton Appenzell Ausserrhoden	117
15.3	Kanton Basel-Landschaft	121
15.4	Kanton Basel-Stadt	125
15.5	Kanton Bern	130
15.6	Canton de Fribourg	136
15.7	Canton de Genève	143
15.8	Kanton Glarus	146
15.9	Kanton Graubünden	150
15.10	Canton du Jura	153
15.11	Kanton Luzern	156
15.12	Canton de Neuchâtel	160
15.13	Kanton Nidwalden	165
15.14	Kanton Obwalden	168
15.15	Kanton St. Gallen	172
15.16	Kanton Schaffhausen	176
15.17	Kanton Schwyz	179
15.18	Kanton Solothurn	183
15.19	Canton du Tessin	186
15.20	Kanton Thurgau	190
15.21	Kanton Uri	195
15.22	Canton du Valais	199
15.23	Canton de Vaud	203
15.24	Kanton Zug	208
15.25	Kanton Zürich	212

Section VII Bibliographie et annexes

16	Bibliographie	
16.1	Bases écrites avec notion d'obligation	218
16.2	Autres documents consultés par canton	224
16.3	Bibliographie générale	230
17	Annexes	233
17.1	Grille pour la récolte d'informations	234
17.2	Guide d'entretien	240
17.3	Lettres de demande de collaboration auprès des Directeurs de l'Instruction publique (DIP)	254
17.4	Rappel : lettre de demande de collaboration auprès des Directeurs de l'Instruction publique (DIP)	256
17.5	Lettre de demande de collaboration auprès des personnes-ressources signalées par les DIP	257
17.6	Principales personnes-ressources contactées par canton	262
17.7	Deuxième demande de collaboration auprès du canton ayant refusé	266
17.8	Personnes-ressources au niveau supracantonal	267
17.9	Demande de validation de la fiche de synthèse	268
17.10	Population scolaire par canton et niveau d'école	272
17.11	Existence d'une notion d'obligation dans les cantons par thème et niveau d'école	273
17.12	Structures et organes responsables et/ou impliqués	274
17.13	Contrôle de la mise en œuvre	279
17.14	Existence de budgets spécifiques par thème	282
17.15	Réactions relatives à l'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003	283
17.16	Concept "Fächerübergreifend" (exemple BEg, école obligatoire)	286
17.17	Cours de formation continue en prévention VIH/sida et éducation sexuelle offerts (1997-1999)	287
17.18	Liste du matériel didactique HIV/sida	290
17.19	Matériel didactique éducation sexuelle	291

Liste des figures et des tableaux

Figure 4.1	Synthèse de la méthode	47
Figure 5.1	Système de scolarité en Suisse	50
Figure 5.2	Premier cas de figure : ES vers VIH vers PS	56
Figure 5.3	Deuxième cas de figure : VIH vers ES et VIH vers PS	57
Figure 5.4	Troisième cas de figure : PS vers VIH	57
Figure 6.1	Nombre de documents identifiés contenant une notion d'obligation par thème et niveau d'école	64
Figure 6.2	Nombre d'unités cantonales avec une notion d'obligation pour les thèmes (VIH, ES, PS), par niveau d'école	64
Tableau 4-1	Nombre de cours d'éducation sexuelle, selon le sexe et la région linguistique	40
Tableau 5-1	Calendrier de la méthode	46
Tableau 9-1	Estimations des heures consacrées aux thèmes VIH/ES/PS au cours de la scolarité : unités cantonales avec modèle intervenants externes (ou mixte)	79
Tableau 9-2	Estimation des heures consacrées aux thèmes VIH/ES/PS au cours de la scolarité, unités cantonales avec modèle intervenants internes (d'après des études)	80
Tableau 10-1	Distribution des thèmes mentionnés dans les sources des cantons, par niveau d'école	84
Tableau 10-2	Moyens utilisés par les unités cantonales pour assurer l'homogénéité du contenu des cours et des interventions (par niveau d'école)	86
Tableau 11-1	Cadre de l'enseignement sur la prévention VIH/sida	90
Tableau 11-2	La tendance de l'évolution de la prévention VIH/sida pour les écoles obligatoires	91
Tableau 11-3	Le thème VIH figure en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité	92
Tableau 15-1	Résumé des principaux constats, leur contexte, des exemples de lacunes particulières, des mesures à envisager et des 'bonnes pratiques' actuelles	108
En annexe		
18.1	Grille pour la récolte d'informations	234
18.6	Principales personnes-ressources contactées par canton	262
18.10	Population scolaire par canton et niveau d'école	272
18.11	Existence d'une notion d'obligation dans les cantons par thème et niveau d'école	273
18.12	Structures et organes responsables et/ou impliqués	274
18.13	Contrôle de la mise en œuvre	279
18.14	Existence de budgets spécifiques par thème	282
18.15	Réactions relatives à l'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 ..	283
18.17	Cours de formation continue en prévention VIH/sida et éducation sexuelle offerts (1997-1999)	287
18.18	Liste du matériel didactique HIV/sida	290
18.19	Matériel didactique éducation sexuelle	291

Liste des abréviations

Abréviations utilisées pour ce rapport

ES	Education sexuelle
GF	Gesundheitserziehung/-förderung
Prévention VIH/sida	Activités visant une éducation à la prévention de la transmission du VIH et la communication d'informations générales sur le VIH/sida
PS	Promotion de la santé et éducation à la santé
pVIH, pHIV	Prévention VIH/sida, HIV/Aids-Prävention
SE	Sexualerziehung

Abréviation des 29 unités cantonales

Appenzell A. Rh.	AR
Appenzell I. Rh.	AI
Argovie	AG
Baselland	BL
Basel-Stadt	BS
Bern (germanophone)	BEg
Berne (francophone)	BEf
Fribourg (germanophone)	FRg
Fribourg (francophone)	FRf
Genève	GE
Glaris	GL
Grisons	GR
Jura	JU
Lucerne	LU
Neuchâtel	NE
Nidwald	NW
Obwald	OW
Schaffhouse	SH
Schwyz	SZ
Soleure	SO
St-Gall	SG
Tessin	TI
Thurgovie	TG
Uri	UR
Valais (germanophone)	VSg
Valais (francophone)	VSf
Vaud	VD
Zug	ZG
Zürich	ZH

Autres abréviations

ADJAES	Association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle
AH	AIDS-Hilfen
AHSGA	Aids-Hilfe St. Gallen/Appenzell
APESE	Association pour l'éducation sexuelle dans les écoles du Jura bernois et de Bienne romande
ARTANES	Association romande et tessinoise des animateurs en éducation sexuelle
ASDAC	Association suisse pour le droit à l'avortement et à la contraception
ASPFES	Association suisse pour le planning familial et l'éducation sexuelle
ASS/AHS	Aide suisse contre le sida/AIDS-Hilfe Schweiz, Zurich
BAG	Bundesamt für Gesundheit, Bern
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
DIP	Département de l'instruction publique
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
GIS	Groupe Information Sexuelle et éducation à la santé
INPER	Institut de Perfectionnement
IVG	Interruption volontaire de grossesse
MST	Maladies sexuellement transmissibles
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
OFSP	Office fédéral de la santé publique, Berne
OMSV	Organisme médico-social vaudois
ONG	Organisation non gouvernementale
PEC	Plan d'étude cadre
PLANeS	Fondation suisse pour la santé sexuelle et reproductive
SCHILF	Formation continue intrascolaire pour les enseignants
Sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
SSJ	Service de santé de la jeunesse, Genève
SSPS	Société suisse pour la politique de la santé
SVFS	Schweizerische Vereinigung für Familienplanung und Sexualerziehung
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

SECTION I
RÉSUMÉ - ZUSAMMENFASSUNG

1 RESUME

1.1 PROBLEMATIQUE

Comment la prévention VIH/sida pourrait-elle être institutionnalisée dans les écoles ? Quels sont les indicateurs pour mesurer le niveau d'intégration actuel de la prévention VIH/sida ? L'étude "Politiques et pratiques cantonales en matière de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle à l'école" menée dans le cadre de l'évaluation globale de la stratégie de prévention du sida en Suisse, dont les points saillants sont présentés dans ce résumé, décrit et analyse les politiques appliquées dans les écoles suisses en matière de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle.

En Suisse la responsabilité politique de l'éducation échoit aux 26 cantons, ce qui implique la nécessité d'investiguer la situation dans chacun des cantons.

En ce qui concerne la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle dans les écoles suisses :

- l'étude met en évidence le **contexte** dans lequel s'intègre cet enseignement
- à travers une série de questions d'évaluation spécifiques elle recense ses **bases légales et administratives** (le cas échéant, l'absence de celles-ci) ainsi que **son organisation et sa mise en œuvre**
- elle examine la faisabilité d'identifier des **indicateurs de durabilité** de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle dans le système actuel
- elle fournit des informations relatives à la réalisation et à l'évaluation de **l'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999 à 2003**, à savoir : "Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés" ¹

Sont présentés dans ce résumé

- l'essentiel de la **méthodologie** utilisée
- les éléments importants du **contexte** cantonal et éducatif
- les **réponses résumées** aux questions d'évaluation
- la synthèse des **conclusions et recommandations**

1.2 QUESTIONS D'EVALUATION

Les questions d'évaluation spécifiques à cette étude sont les suivantes :

- Quelles sont les bases légales et administratives pour les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?
- Comment sont organisés les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?
- Quel niveau de couverture atteint cette éducation ?
- Quel est le contenu des cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?
- Dans quelle mesure la prévention VIH/sida est-elle incluse dans l'éducation sexuelle ?

¹ Somaini B, Twisselmann W, Ferber T, Schlegel F. VIH et sida: programme national 1999-2003. Berne : Office fédéral de la santé publique; 1999.

- Quelle formation reçoivent les intervenants ?
- Quel matériel didactique est utilisé ?
- Existe-t-il différents modèles d'organisation, et si oui, quelles sont leurs caractéristiques ? Quels sont les avantages et inconvénients des différents modèles ?
- Existe-t-il une garantie de durabilité de la prévention du sida à l'école ?

1.3 METHODE

Une grille d'analyse a été développée pour classifier les informations relatives aux questions d'évaluation, ainsi que des données contextuelles. Elle comporte les domaines suivants :

- les bases politiques et administratives
- les moyens
- la mise en œuvre
- la couverture
- la formation
- le contenu
- le matériel didactique
- la pérennisation

Ces informations ont été récoltées à partir d'une recherche de documentation auprès de chaque canton² ainsi que des entretiens avec 97 personnes ressources provenant des autorités cantonales compétentes, des instances supracantonales et des écoles. Les données ainsi obtenues ont été saisies sous Access dans un fichier structuré en fonction de la grille d'analyse. Deux analyses ont été menées : une analyse de synthèse au niveau de chaque canton (intracantonale) et une analyse transversale (intercantonale) relative aux questions d'évaluation. Une synthèse des résultats par canton a été restituée à toutes les autorités cantonales pour vérification, avant la rédaction finale.

1.4 CONTEXTE

Pour des raisons d'ordre historique, **deux différents modèles d'organisation** des cours d'éducation sexuelle se sont développés dans les écoles, selon les deux régions linguistiques principales de Suisse. En Suisse allemande, c'est généralement le "modèle interne" qui est appliqué : les enseignants sont chargés d'inclure les différents aspects de l'éducation sexuelle dans les branches d'enseignement existantes. Le concept "éducation sexuelle" en tant que tel n'existe pas forcément. En Suisse romande en revanche, les cours d'éducation sexuelle sont donnés par des spécialistes externes formés à cet effet ("modèle externe") ; ceux-ci donnent aux élèves un nombre déterminé de cours durant la durée de leur scolarité obligatoire. Dans les deux modèles il est occasionnellement fait appel à des intervenants externes spécialisés dans le domaine du VIH³.

Pour plusieurs raisons la situation se présente de façon très hétérogène :

- selon la région (deux modèles différents)
- d'un canton à l'autre : du fait de la souveraineté des cantons en matière d'éducation, chaque canton a ses propres bases légales et administratives ainsi que ses propres plans d'études

² Seul un canton, Appenzell Innerrhoden, a refusé de participer.

³ Au Tessin les deux modèles sont présents.

- au sein des cantons, en fonction du niveau d'enseignement, la responsabilité de l'enseignement obligatoire et celle de l'enseignement post-obligatoire échoient à des autorités administratives distinctes
- au sein des cantons, en fonction du système scolaire, chaque niveau scolaire a ses propres plans d'étude
- au sein des cantons bilingues on retrouve les deux modèles. Pour cette raison les deux parties sont traitées séparément et l'analyse se base sur des « unités cantonales⁴ » plutôt que des cantons
- dans le cadre de l'enseignement obligatoire au niveau secondaire I (11-15 ans) : les plans d'étude diffèrent selon les filières dans certains cantons
- dans le cadre de l'enseignement post-obligatoire : chaque école établit son propre plan d'étude, généralement sur la base de différents plans d'études élaborés au niveau fédéral et cantonal ; de plus, les enseignants ont une grande liberté d'interprétation
- en fonction du contexte dans lequel l'enseignement est donné : le point central de l'étude est la **prévention VIH/sida**, mais ce thème peut être soit enseigné séparément, soit abordé dans le cadre d'autres thèmes d'enseignement, à savoir l'**éducation sexuelle**, la **promotion de la santé**, ou encore dans le cadre d'autres branches d'enseignement tel que la biologie ou la "*Lebenskunde*". Il s'agissait donc de mener une recherche par rapport à **trois thèmes possibles**

La situation est en constante évolution :

- les plans d'étude sont révisés régulièrement et évoluent en fonction du développement des concepts pédagogiques
- les concepts relatifs à la santé et à l'enseignement sont en constante évolution, par exemple, le concept de promotion de la santé gagne du terrain par rapport à d'autres approches plus traditionnelles de prévention dans les écoles

1.5 REPONSES AUX QUESTIONS D'EVALUATION

■ **Quelles sont les bases légales et administratives pour les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?**

Prévention VIH/sida : une notion d'obligation d'enseigner est présente dans les documents analysés pour les niveaux de scolarité obligatoire dans tous les cantons sauf GL et VD⁵. La prévention VIH/sida est néanmoins assurée par d'autres dispositions dans le canton de VD. Les écoles post-obligatoires ne sont pas systématiquement mentionnées dans les dispositions cantonales. Il existe dès lors une lacune évidente dans la majorité des cantons.

L'éducation sexuelle a des bases légales solides dans l'école obligatoire ; mais ces bases sont lacunaires au niveau post-obligatoire.

⁴ En raison des différences constatées dans les cantons bilingues, les informations les concernant ont dû être présentées séparément. Pour cette raison, le terme "unité cantonale" est utilisé et l'abréviation des cantons bilingues est suivie de la lettre 'f' pour la partie francophone et de la lettre 'g' pour la partie germanophone.

⁵ La situation a été modifiée en décembre 1999 : la loi sur la santé publique mentionne désormais explicitement l'éducation sexuelle parmi les "mesures de santé scolaire" (article 45).

En ce qui concerne le thème de la **promotion de la santé**, il existe partout une base légale, sauf pour les écoles professionnelles.

Le problème identifié au niveau postsecondaire était déjà présent lors de la publication des premières lois et directives touchant au VIH en 1987/88, dans la mesure où il n'existait pas dans chaque canton une indication claire pour ces écoles. Ces lacunes semblent être devenues plus marquées dans les années qui ont suivi.

Bien que l'enseignement de la prévention VIH/sida soit le plus souvent obligatoire (au moins au niveau secondaire I), l'éducation sexuelle reste soumise au droit de veto parental.

La présence d'une notion d'obligation encourage l'enseignement des thèmes mais ne constitue pas une garantie d'enseignement effectif. Par contre, l'enseignement peut tout à fait avoir lieu en l'absence d'une base légale.

■ **Comment sont organisés les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?**

Modèle interne

Bien que théoriquement la responsabilité soit attribuée à la hiérarchie administrative, dans la pratique, il incombe à chaque enseignant ou à la direction d'école, de donner du poids ou non à l'éducation sexuelle. L'interprétation des directives écrites est laissée largement à leur appréciation. Les structures administratives/organisationnelles donnent des impulsions et des recommandations et mettent leurs compétences à disposition, mais elle n'exerce pas leur autorité en imposant, par exemple, des critères de qualité ou un contrôle. Cette éducation est traitée en fait comme beaucoup d'autres sujets scolaires qui ne font pas l'objet d'examen : on fait confiance aux enseignants pour les traiter consciencieusement. Ce modèle se pratique en Suisse alémanique et partiellement au Tessin.

Modèle externe

L'éducation sexuelle est reconnue par les autorités et par des écoles comme "sujet pas comme les autres" qui nécessite des dispositions spéciales. C'est le canton ou les communes (au niveau primaire) qui assument la responsabilité que cette éducation soit donnée dans les écoles. Ils prennent en charge la rétribution des spécialistes. Un minimum de périodes d'enseignement de qualité est ainsi assuré moyennant le fait que les enseignants puissent se sentir dispensés de la tâche "délicate" de l'éducation sexuelle. Elle reste ainsi un peu en marge de la vie scolaire quotidienne.

En plus des régions latines qui connaissent ce modèle depuis longtemps, on constate en Suisse alémanique qu'un certain nombre d'écoles du niveau post-obligatoire commencent à déléguer la tâche de l'éducation sexuelle à l'extérieur.

Coexistence des deux modèles

Certains cantons laissent l'éducation sexuelle aux enseignants, mais dans la pratique, ceux-ci invitent de manière quasi systématique des intervenants extérieurs à donner les cours ou à les compléter.

Mise en garde

De façon générale, un grand nombre d'acteurs sont impliqués à tous les niveaux : politique, administratif, mise en œuvre. Selon les informateurs, la coordination n'est pas toujours adéquate, et la définition des tâches et responsabilités entre les différents organes n'est souvent pas assez clairement définie.

▪ **Quel est le niveau de couverture atteint par cette éducation ?**

Il est difficile d'avoir des informations précises concernant le niveau de couverture de cette éducation. Bien que les informations soient plus facilement obtenues pour l'école obligatoire que pour l'école post-obligatoire, même à ce niveau-là, l'intégration du thème VIH dans l'éducation sexuelle, et de l'éducation sexuelle dans la promotion de la santé, rend problématique l'appréciation de la couverture. Au niveau post-obligatoire, l'évaluation est difficile non seulement en raison d'un possible "emboîtement" des thèmes, mais aussi à cause de l'indépendance des écoles dans la définition du contenu de l'enseignement.

Néanmoins, les informations qui ont pu être obtenues indiquent qu'au **niveau primaire**, dans au moins un tiers des unités cantonales, il y a une bonne couverture en éducation sexuelle. Au **niveau secondaire I**, la plupart des élèves reçoivent une éducation ; souvent les deux thèmes (sida et éducation sexuelle) sont traités ensemble. Il semble que la majorité de l'enseignement a lieu pendant cette partie de la scolarité.

Au **niveau secondaire II (écoles de maturité et écoles professionnelles)** c'est à chaque établissement, voire à chaque enseignant, de déterminer la place qu'il souhaite accorder à cette éducation. Il semblerait que la couverture soit très hétérogène, certaines écoles ont mis en place un enseignement systématique, d'autres ont des actions et initiatives ponctuelles et d'autres encore, pour différentes raisons, accordent peu d'importance aux thèmes ; dans les écoles professionnelles la prévention VIH/sida est moins intégrée à l'éducation sexuelle.

Une enquête sur la sexualité des adolescents de 16 à 20 ans, menée en 1995-1996, a montré que bien que les cours d'éducation sexuelle soient donnés dans l'ensemble du pays, des différences régionales subsistent, ces cours étant moins fréquents en Suisse allemande. Ces résultats peuvent en effet s'expliquer par les différences d'organisation constatées entre les régions ; le système dans les régions alémaniques offre une moins bonne garantie de couverture⁶.

▪ **Quel est le contenu des cours de prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle ?**

Des informations ont pu être récoltées concernant le contenu des enseignements de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle mais elles ne sont pas exhaustives.

Dans les cantons francophones (modèle externe), la formation des intervenants définit le contenu, tandis que dans les cantons alémaniques (modèle interne), ce sont surtout les plans d'études des différentes matières qui contiennent des indications quant au contenu de l'enseignement.

Les principaux thèmes de l'éducation sexuelle et de la prévention VIH/sida sont en général cités dans les plans d'étude et les directives. Dans certains cantons, les sujets relevant de l'éducation sexuelle sont désignés par des termes flous. Certains sujets ne sont pas cités dans tous les cantons (interruption volontaire de grossesse, pornographie, homosexualité, information sur lieux de conseil).

Ces documents de référence ne garantissent pas l'homogénéité du contenu dans les classes. Lorsque les enseignants sont chargés des cours (modèle interne), la manière de traiter les

⁶ Néanmoins, ces résultats peuvent en partie également s'expliquer par la différence de conceptualisation en ce qui concerne "l'éducation sexuelle" retrouvée entre les deux modèles.

thèmes et le poids à leur accorder est le plus souvent laissé à leur appréciation. Les enseignants sont alors libres de choisir le contenu et la pédagogie selon leur appréciation des besoins de leurs classes.

Lorsque les interventions sont faites par des spécialistes externes (modèle externe), le contenu est plus homogène de par la formation commune et spécifique. Par contre, ils disposent de peu de temps par rapport à leur mission.

Concernant les niveaux d'école :

Pour les écoles post-obligatoires qui disposent de plans d'étude pour chaque établissement, aucune uniformité cantonale ne peut être établie. Les enseignements sont souvent organisés par l'école (initiative du directeur ou d'une autre personne chargée de santé ou de prévention) et par conséquent les interventions jouissent d'une certaine homogénéité, souvent par le biais des intervenants externes.

Il existe des documents écrits de référence, décrivant de manière claire le concept de l'éducation sexuelle et son contenu, qui inclut la prévention VIH/sida. En voici quelques exemples.

Le chapitre "*Sexualerziehung*" du "*Lehrplan Lebenskunde*" (utilisé à FRg⁴, LU, UR, SZ, NW, OW, VSg⁴, ZG) représente une directive de qualité pour le niveau de l'école obligatoire, avec un contenu précis.

Le plan d'étude de biologie de la "*Kantonsschule*" à Lucerne (niveau secondaire II) est également complet.

En français, le plan d'étude d'éducation sexuelle édité par le Service Santé Jeunesse du Canton de Genève peut être considéré comme un document de référence pour le modèle d'organisation des experts externes. Il ne s'adresse pas à des enseignants, mais aux animateurs spécialisés en éducation à la santé et l'éducation sexuelle.

■ **Dans quelle mesure la prévention VIH/sida est-elle incluse dans l'éducation sexuelle ?**

Lorsque des cours d'éducation sexuelle ont lieu, le VIH est bien intégré, mais ces cours ne représentent qu'une des formes d'intégration de la prévention VIH/sida dans le système scolaire. Il existe d'autres cas de figure : l'intégration dans un cours plus large (le plus fréquemment dans le cours de biologie) ; l'intégration dans le cadre de l'enseignement transversal⁷ ; le traitement de la prévention lors d'événements ponctuels (animés le plus souvent par des spécialistes externes). Plusieurs approches peuvent exister dans un même canton. L'intégration se fait donc de diverses façons.

En ce qui concerne les tendances à l'avenir, seul BL prévoit de continuer avec des cours VIH ad hoc, sinon le reste des unités cantonales prévoient l'intégration de la prévention VIH/sida dans des concepts plus larges, la plupart dans une perspective de promotion de la santé.

L'intégration de la prévention VIH/sida à "*la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité*" à l'école, telle décrite dans l'Objectif 5 du Programme national, semble largement admise.

⁷ Le terme courant en allemand '*fächerübergreifend*' a été traduit en français par l'expression 'enseignement transversal'.

Néanmoins 7 unités cantonales estiment cet objectif pas atteint. Les problèmes se posent essentiellement au niveau de la scolarité post-obligatoire mais également au niveau obligatoire pour BS et ZH. Le Programme national n'est pas toujours connu dans le milieu et il existe un certain flou autour de l'objectif 5, cette intégration étant comprise de façon hétérogène.

▪ **Quelle formation les intervenants reçoivent-ils ?**

Personnel enseignant

Le corps enseignant chargé du thème de la prévention VIH/sida ou de l'éducation sexuelle y est rarement préparé par une formation spécifique, celle-ci n'étant généralement pas prévue dans la formation de base ; la formation continue offre quelques cours spécifiques, mais ces cours sont peu fréquentés par les enseignants.

Par contre, les enseignants ont souvent une formation socio-pédagogique. Cette formation comprend l'enseignement de compétences sociales utiles à l'ensemble des thèmes de la prévention (la communication, la prise de responsabilité, la gestion du risque).

En conclusion, aucune préparation systématique à l'enseignement de ces thèmes n'existe actuellement, bien que dans le modèle interne, le corps enseignant soit systématiquement chargé d'assumer cette tâche.

Spécialistes externes

La formation des spécialistes externes francophones est sérieuse (2 ans de travail théorique et pratique). Elle offre un cadre pour travailler les méthodes et les concepts des interventions d'éducation sexuelle à l'école. Néanmoins, le personnel bénéficiant de cette formation n'est pas assez nombreux par rapport aux besoins, et les statuts ainsi que les conditions de travail sont très hétérogènes d'un canton à l'autre.

▪ **Quel est le matériel didactique utilisé ?**

Un choix important de matériel didactique est accessible aux enseignants. Par contre, il existe un certain besoin de pouvoir disposer d'un choix de matériel ayant fait l'objet d'une présélection, voire de "paquets didactiques" spécialement conçus et limitant le temps de préparation des cours.

- Existe-t-il différents modèles d'organisation, et si oui, quelles sont leurs caractéristiques et quels sont les avantages et les inconvénients des différents modèles ?

Aspect	Modèle externe	Modèle interne
Bref descriptif	L'éducation sexuelle, y compris la prévention VIH/sida, est assurée par des institutions extérieures à l'école ou par un personnel spécialisé attaché au système scolaire. Les cantons et communes prennent la responsabilité d'assurer que cette éducation ait lieu.	Les cours traitant de la sexualité et du VIH sont normalement inscrits dans les plans d'étude ; les enseignants sont chargés de les organiser et de les donner, éventuellement avec l'appui de spécialistes externes. Dans la pratique, il incombe à chaque enseignant ou à la direction de l'école de déterminer la place accordée au sujet et d'interpréter les plans d'études.
Responsabilité administrative	Au niveau de la scolarité obligatoire, tous les cantons concernés ont identifié un organe responsable ou mandaté. GE, TI et VD ont une seule structure chargée de l'ES pour tous les niveaux d'école.	Les responsabilités réparties entre les différentes structures ne sont pas toujours claires, ce qui est problématique surtout au niveau post-obligatoire.
Prise d'initiative	La décision est prise au niveau cantonal ou communal (obligatoire) ou par l'école elle-même (post-obligatoire).	L'enseignant décide de quelle façon il suit les plans d'étude (obligatoire). Au niveau post-obligatoire ce sont les directeurs d'école et/ou les enseignants qui le font. L'initiative est prise parfois par des institutions extérieures.
Contrôle	Un contrôle de la couverture fait en principe partie de la routine administrative. Sur le contenu, les spécialistes travaillent en équipe et ont des supervisions pour assurer la qualité de la prestation.	Les organes de contrôle (inspecteurs) ne posent que rarement des questions au sujet de l'éducation sexuelle. Le sujet échappe particulièrement au contrôle lorsqu'il est transversal ou lorsqu'il n'y a pas de coordination entre les enseignants à ce sujet.
Moyens financiers	Les spécialistes externes reçoivent des subventions ou des contrats qui, parfois, doivent être renégociés chaque année.	Ce sont les salaires des enseignants qui représentent la plupart des moyens financiers engagés.
Approche du thème	L'éducation sexuelle est reconnue comme un sujet en soi, mais c'est "un sujet pas comme les autres" nécessitant l'intervention de personnes externes à l'école. En principe, il est soumis au veto parental. Les parents peuvent dispenser leur enfant d'assister à cet enseignement.	L'éducation sexuelle n'est pas forcément reconnue comme un thème en soi, mais peut se retrouver à plusieurs endroits dans le plan d'étude. Quand le thème apparaît en tant que tel dans les plans d'étude, il est précisé qu'il doit être discuté avec les parents.
Les intervenants et leurs formation	Les cours sont donnés par des experts externes ayant bénéficié d'une formation spécialisée dans le domaine de la sexualité.	L'éducation est donnée par les enseignants, ayant donc reçu une formation générale d'enseignant, mais très rarement une formation spécialisée dans la sexualité
Contenu	Défini par la formation des intervenants ; bien structuré mais nécessairement restreint à cause du temps.	Défini dans les plans d'étude à des niveaux de précision variables. Manque de transparence concernant l'interprétation faite par les enseignants des plans d'étude.

Aspect	Modèle externe	Modèle interne
Intégration	Le VIH est toujours inclus dans les cours d'éducation sexuelle (exceptions au niveau primaire).	Le sujet est généralement intégré aux questions de promotion de la santé ou à d'autres branches d'enseignement (exemple : cours de biologie).
Principaux avantages	La qualité des interventions est assurée. La couverture (au moins d'une base minimum) est assurée. Les cours ne sont pas tributaires de la motivation des enseignants. Un certain contrôle est inhérent au modèle.	Les interventions peuvent être faites "sur mesure" et selon les exigences d'une classe à un moment voulu. Bonne stabilité des moyens financiers car les thèmes sont intégrés dans le système scolaire.
Principaux inconvénients	La stabilité des moyens est variable. Bien que le travail des équipes externes n'exclue pas que les enseignants interviennent aussi à ce sujet, le système peut laisser penser que le domaine est déjà couvert et certaines occasions d'intervention risquent alors d'être perdues. Avec ce système il ne va pas de soi que le sujet soit intégré et il y a nécessité d'assurer que le travail des équipes externes soit relayé par le personnel enseignant. Une coordination particulière est nécessaire.	L'enseignement des thèmes est tributaire de la motivation des enseignants et/ou des directeurs des écoles. Au niveau post-obligatoire, la responsabilité administrative est très dispersée (inconvenient, toutefois pas inhérent au modèle). Il n'est pas évident que les écoliers, surtout les plus âgés, souhaitent discuter de questions de sexualité avec leurs enseignants ⁸ .

▪ **Existe-t-il une garantie de durabilité de la prévention VIH à l'école ?**

La question du **maintien des activités de prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle** est au cœur de l'étude. Il s'est avéré que la situation est fort complexe.

Un certain nombre de conditions minimales doivent être réunies pour créer les bases nécessaires à la durabilité : par exemple l'inclusion de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle dans le plan d'étude ; la proposition d'un concept d'enseignement clair dans ce domaine ; l'inclusion de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle dans la formation des enseignants ; le monitoring des pratiques d'enseignement. Aucun critère simple n'a cependant pu être établi. Par exemple : dans certains contextes, il existe de bons plans d'étude, mais ils ne sont pas suivis par les enseignants ; certains cantons peuvent se targuer d'une solide tradition pratique dans ce domaine, bien qu'ils n'aient pas de bases légales ou administratives. Il est donc extrêmement difficile d'établir des **indicateurs de durabilité** fiables.

⁸ Meyer Z. Das Informations-Verhalten Jugendlicher bezüglich Aids und Aids-Prävention [Lizentiatsarbeit an der Rechts- und Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Bern]. Bern: Institut für Marketing und Unternehmensführung Prof. Dr. Richard Kühn, 1999.

1.6 SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS

Bases légales et administratives

- L'obligation de traiter les thèmes VIH et éducation sexuelle est formulée dans des textes de loi et ordonnances administratives (modèle externe) ou par les plans d'étude et programmes scolaires (modèle interne). Bien que l'existence d'une base légale ne constitue pas à elle seule une garantie de durabilité, c'est un élément essentiel pour inscrire cette éducation dans l'enseignement de base à long terme. La prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle devraient alors être explicitement mentionnées dans les plans d'études s'appliquant à toutes les écoles, quel que soit le niveau de scolarité.
- Les plans d'études, les concepts et guidelines, lorsqu'ils sont élaborés, constituent une bonne base, mais un dispositif pour assurer leur utilisation devrait y être associé.
- Les parents ont le droit de demander une dispense des cours d'éducation sexuelle. Par contre, ce n'est pas le cas pour la prévention VIH/sida : la présence de ce thème dans les plans d'étude constitue donc "une notion d'obligation". L'association des deux thèmes laisse donc un "flou juridique" autour de cette question, même si dans la pratique cela ne pose pas souvent problème.
- L'objectif 5 du Programme national semble prendre comme présupposé le fait que les thèmes liés à la sexualité figurent déjà dans les plans d'étude. Ce n'est pas toujours le cas au niveau post-obligatoire. Pour que le VIH puisse s'intégrer dans les discussions autour de la sexualité, il faut déjà que ces discussions elles-mêmes soient prévues.

Constat	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
Le principe de l'éducation sexuelle et de la prévention VIH/sida est admis dans la plupart des cantons au niveau de l'école obligatoire. Par contre, il n'est pas acquis au niveau post-obligatoire	Niveau obligatoire : GL, BS, SO, TH (plans d'étude extrêmement flous) Niveau post-obligatoire : Les plans d'étude cadre au niveau fédéral ne sont pas explicites. Les écoles sont libres d'inclure ou non la sexualité/prévention VIH/sida dans leur programmes	Un lobbying auprès des autorités responsables assurerait que la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle soient explicitement présentes dans les plans d'étude fédéraux, cantonaux et des écoles (travail de sensibilisation et de négociation)	LU : Biologielehrplan der Kantonsschule Luzern SG : guidelines (niveau obligatoire) GE : plan d'étude

Organisation

- Il est nécessaire de clarifier les responsabilités politiques et administratives pour cette éducation. C'est surtout valable au niveau post-obligatoire. Plusieurs acteurs sont souvent impliqués, aussi bien aux niveaux politique et administratif que sur le terrain, et des efforts particuliers sont nécessaires pour assurer une bonne coordination.

Constats	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
<p>Les lignes de responsabilité sont peu claires à tous niveaux.</p> <p>La responsabilité est très dispersée (confiée largement aux directeurs d'école) au niveau post-obligatoire</p>	<p>BS, BE, LU, SG (peu de coordination, responsabilités mal définies ou communiquées) et pour SO où le responsable est à la fois concepteur, coordinateur et intervenant. Les cantons NE, TG, ZH et VS ont également identifié des problèmes de coordination</p>	<p>Lorsque plusieurs départements sont impliqués, une commission cantonale établit la répartition des responsabilités</p> <p>Les cantons identifient clairement les structures qui assument dans les faits la responsabilité pour les thèmes. Ils confient à ces structures l'assurance de qualité et de durabilité de cet enseignement</p> <p>L'OFSP soutient ces structures dans leur travail de sensibilisation (met à disposition des guidelines, check-lists et argumentaires)</p>	<p>TI : la loi sur la promotion de la santé traite de la collaboration entre les départements concernés. Une commission est nommée à chaque nouvelle législature : la <i>Commissione per l'educazione sessuale nelle scuole</i></p> <p>GE : le service de la santé de la jeunesse, dirigé par un médecin, est responsable d'un cahier des charges clairement défini pour les trois domaines et tous les niveaux scolaires</p> <p>GR : étude cantonale d'analyse des besoins : recommandations concernant la répartition des responsabilités</p>
<p>La stabilité des systèmes de financement est variable</p>	<p>BEf : le statut de APESE, l'institution qui assure l'éducation sexuelle, n'est pas assuré</p>	<p>Un mode de financement plus stable pour les systèmes les plus fragiles est assuré</p>	

Couverture et contrôle

- La couverture ne semble pas toujours suffisante dans le modèle interne. Etant donné que le sujet n'est pas soumis aux examens scolaires, il n'est pas prioritaire ; son enseignement dépend de l'appréciation de chaque enseignant. Il y a un manque de transparence quand l'enseignement est transversal ("*fächerübergreifend*", abordé dans plusieurs branches d'enseignement). Il existe des différences régionales dans la fréquence des cours sur l'éducation sexuelle⁹ qui peuvent s'expliquer par une plus faible couverture dans la région alémanique mais également par la dispersion des différentes composantes de cette éducation dans plusieurs cours.
- Etant donné le poids décisionnel des enseignants, la formation de ceux-ci devient cruciale, mais celle-ci est inadéquate en ce qui concerne les thèmes.
- Un soutien matériel pour les enseignants serait très utile.
- Au niveau obligatoire, un relativement bon niveau de couverture est rapporté par les cantons. C'est surtout au niveau post-obligatoire que les lacunes dans la couverture sont évidentes. Une sensibilisation des directeurs d'écoles est nécessaire.
- L'utilisation du modèle externe pourrait être encouragée pour les écoles post-obligatoires.
- Il n'existe actuellement pas de dispositif de contrôle adéquat dans le modèle interne.

Constat	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
<p>Bien que le niveau de couverture rapporté soit relativement bon, il existe un risque intrinsèque de lacunes dans le modèle interne car la dispensation de l'enseignement de ces thèmes dépend de la motivation des enseignants. Ces lacunes sont surtout évidentes au niveau post-obligatoire. Ces lacunes peuvent avoir les causes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • manque de temps, les enseignants étant surchargés 	<p>Pas de plage d'horaire pour les leçons (BEg)</p> <p>Seul 1/3 des établissements de formation préparent les futurs enseignants à aborder les thèmes de la sexualité</p> <p>Au niveau post-obligatoire : Estimations de faible couverture</p> <p>Il existe une conviction (non vérifiée) que les élèves sont saturés par le thème du VIH</p>	<p>Des plages horaires précises sont désignées pour les thèmes (cantons, écoles)</p> <p>Des modules d'enseignement pour chaque niveau d'école sont disponibles (OFSP, ou autre institution compétente, en collaboration avec des spécialistes en pédagogie)</p> <p>Des mesures de sensibilisation sont entreprises dans les lieux de formation pour les enseignants (OFSP)</p>	<p>Quelques cantons indiquent que les leçons doivent être données pendant la "<i>Klassenstunde</i>" (réunions de classe)</p> <p>Soutien du personnel enseignant par des "paquets pédagogiques" tels que ceux établis par</p> <p>AG (Hautnah), BL (Hilfestellungen) SG (Lehrmittel der AHSGA) ZH (liste de matériel pédagogique)</p>

⁹ Narring F, Michaud P-A, Wydler H, Davatz F, Villaret M. Sexualité des adolescents et sida : processus et négociations autour des relations sexuelles et du choix de la contraception. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1997 (Raisons de santé, 4).

Constat	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
<ul style="list-style-type: none"> • les enseignants sont peu préparés à enseigner ces thèmes • réticences personnelles • les enseignants sont peu convaincus de l'importance du sujet • Les lacunes sont particulièrement évidentes au niveau obligatoire <p>Le contrôle de la couverture ainsi de la qualité de l'enseignement des thèmes n'est que partiellement assuré</p>		<p>La formation d'acteurs externes et de personnes relais (Mediatoren) à l'intérieur des écoles est soutenue</p> <p>Les différents services cantonaux, les directeurs et les enseignants des différentes écoles sont sensibilisés (OFSP)</p> <p>Utilisation du modèle externe au niveau post-obligatoire</p> <p>Les cantons déterminent des mesures de contrôle pertinentes dans leur contexte (les autorités mettent à disposition des exemples de bonnes pratiques, du matériel approprié tel que des check-lists à tous les niveaux de responsabilité)</p> <p>Les concepts de promotion de la santé incluent explicitement les thèmes.</p>	<p>ZH : les futurs enseignants doivent obligatoirement suivre un cours en éducation sexuelle</p> <p>SH : il existe une formation d'enseignants relais en éducation sexuelle. Des enseignants-médiateurs ont été formés avec le soutien du réseau écoles en santé ; la formation continue en éducation sexuelle des enseignants du 6^e est suivie, car elle est obligatoire</p> <p>LU : cours de formation spécialisée en sexualité, offert par la Fachhochschule pour la première fois dès août 2000</p> <p>JU : la formation des animateurs et animatrices en éducation sexuelle est payée par le Département de l'instruction publique</p> <p>AG : concept de promotion de la santé qui inclut spécifiquement l'éducation sexuelle/le VIH</p> <p>SZ : les thèmes sont confiés à 2 enseignants désignés dans une école</p> <p>ZG : les enseignants de l'école professionnelle doivent signaler par écrit à leur direction leurs besoins pour l'enseignement des thèmes</p>

2 ZUSAMMENFASSUNG

2.1 PROBLEMSTELLUNG

Wie kann HIV-Prävention in Schulen institutionalisiert werden? Gibt es Indikatoren, welche die Einbettung der HIV-Prävention in den Schulalltag anzeigen? Die vorliegende Untersuchung, durchgeführt im Rahmen der globalen Evaluation der HIV/Aids-Strategien in der Schweiz, beschreibt und analysiert die Politik und Praxis der Sexualerziehung und HIV-Prävention in schweizerischen Schulen.

In der Schweiz ist Erziehungspolitik Sache der Kantone, was eine Untersuchung in allen 26 Kantonen bedingt.

Gegenstand der vorliegenden Studie zu HIV-Prävention und Sexualerziehung in schweizerischen Schulen sind folgende Aspekte:

- Das **Umfeld**, in welchem dieser Unterricht stattfindet
- Die **rechtlichen und administrativen Grundlagen** für diesen Unterricht (oder gegebenenfalls die fehlenden Grundlagen)
- Die **Organisation und Umsetzung** dieses Unterrichts
- Ebenso versucht die Studie, **Indikatoren für die Nachhaltigkeit** der HIV-Prävention und des Sexualunterrichts im heutigen System zu identifizieren
- Sie liefert **ebenfalls Informationen zum Ziel 5 des Nationalen Programms 1999-2003 zu HIV und Aids**, welches heisst: «Bis Ende 2001 ist an Volks-, Berufs- und Mittelschulen die HIV-Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten und Sucht werden miteinbezogen»¹⁰.

Diese Kurzfassung enthält:

- Die wichtigsten Informationen zur angewandten Methodik
- Die wichtigsten Elemente zum kantonalen und erziehungspolitischen Umfeld
- Zusammenfassende Antworten zu den Evaluationsfragen
- Übersicht der Schlussfolgerungen und Empfehlungen

2.2 EVALUATIONSFRAGEN

Die spezifischen Evaluationsfragen für diese Studie waren die folgenden:

- Welches sind die gesetzlichen und administrativen Grundlagen für HIV-Prävention und Sexualerziehung?
- Wie ist der Unterricht organisiert?
- Welche Abdeckung erreicht dieser Unterricht?
- Welche Aspekte und Themen beinhaltet dieser Unterricht?
- In welchem Mass ist die HIV-Prävention in die Sexualerziehung eingeschlossen?
- Wie sind die Lehrpersonen auf die Thematik vorbereitet?
- Welches didaktische Material wird verwendet?

¹⁰ Somaini B, Twisselmann W, Ferber T, Schlegel F. HIV und Aids: Nationales Programm 1999 – 2003. Bern: Bundesamt für Gesundheit; 1999.

- Gibt es verschiedene Organisationsmodelle für diesen Unterricht, wenn ja, wie charakterisieren und/oder unterscheiden sie sich? Welches sind die Vorteile und Nachteile der verschiedenen Modelle?
- Ist die HIV-Prävention in den Schulen nachhaltig garantiert?

2.3 METHODIK

Eine Tabelle wurde entwickelt, die es erlaubte, sämtliche Informationen zu den Evaluationsfragen mit ihrem Kontext zu erfassen und zu klassifizieren. Diese Tabelle enthält folgende Bereiche:

- Gesetzliche und administrative Grundlagen
- Finanzielle Mittel
- Umsetzung
- Ausbildung
- Abdeckung
- Inhalte
- Didaktisches Material
- Nachhaltigkeit

Diese Informationen wurden aufgrund einer Analyse schriftlicher Informationsquellen aus allen Kantonen¹¹ sowie der Befragung von 97 Auskunftspersonen erhoben. Die Auskunftspersonen waren oft die Vertreter der zuständigen kantonalen oder überkantonalen Behörden und Amtsstellen oder der Schulen selber. Die erhaltenen Informationen wurden in einem entsprechend strukturierten ACCESS Programm gespeichert und analysiert: einerseits wurde eine zusammenfassende Analyse für jeden Kanton erstellt (intrakantonal), andererseits wurde eine Transversalanalyse (interkantonal) zu den Evaluationsfragen durchgeführt. Der Berichtsentwurf zu den einzelnen Kantonen wurde den Auskunftspersonen zur Überprüfung der sachlichen Richtigkeit vor der Transversalanalyse zugestellt.

2.4 UMFELD

Aus historischen Gründen haben sich in der Schweiz in den zwei grossen Sprachregionen (Deutschschweiz und Romandie) **zwei verschiedene Organisationsmodelle** für die Sexualerziehung in den Schulen entwickelt. In der Deutschschweiz findet man vor allem das 'interne Modell': es obliegt den Lehrpersonen, die verschiedenen Aspekte der Sexualität in ihren Unterricht einzuschliessen; das Konzept 'Sexualerziehung' als solches existiert nicht zwingend. In der Romandie hingegen wird Sexualunterricht von schulexternen und spezifisch ausgebildeten Fachleuten erteilt ('externes Modell'); je nach Kanton werden ihnen pro Klasse einige Unterrichtseinheiten, über die ganze Schulzeit verteilt, anvertraut.

In beiden Modellen werden gelegentlich externe HIV-Spezialisten zugezogen¹².

Aus verschiedenen Gründen ist die Situation äusserst uneinheitlich:

- Je nach Sprachregion bestehen zwei verschiedene Modelle
- Von einem Kanton zum anderen: da jeder Kanton souverän ist, hat jeder seine eigenen gesetzlichen Grundlagen und seine eigenen Lehrpläne für die obligatorische Schulstufe

¹¹ Es fehlen die Daten aus dem Kanton Appenzell Innerrhoden, welcher die Teilnahme an der Umfrage ablehnte.

¹² Im Tessin finden sich beide Modelle.

- Innerhalb jedes einzelnen Kantons: je nach Schulstufe unterstehen der obligatorische und der nach-obligatorische Unterricht verschiedenen Amtsstellen
- Innerhalb jedes einzelnen Kantons : je nach Schulsystem, jedes Kanton hat seine eigene Lehrpläne
- Innerhalb der zweisprachigen Kantone: beide Modelle sind vorhanden. Aus diesem Grund wurde in diesen Kantonen jeder Sprachteil separat analysiert; es wird deshalb von 'kantonalen Einheiten'¹³ und nicht von Kantonen gesprochen
- Innerhalb der Sekundarschulstufe I (ca. 11-15-jährige): je nach Schulsystem kann diese Schulstufe in einem Kanton verschiedene Lehrpläne und damit verschiedene Vorgaben zur Sexualerziehung haben
- Innerhalb der nach-obligatorischen Stufe: jede Schule hat ihren eigenen, individuellen Lehrplan, der die kantonalen und eidgenössischen Rahmenlehrpläne umsetzt. Die einzelnen Lehrpersonen haben in der individuellen Ausgestaltung der Lerninhalte ebenfalls grosse Freiheiten
- Je nach Schulsystem findet die **HIV-Prävention** in verschiedenen Rahmen statt: entweder in einer separaten Unterrichtseinheit oder eingebettet in die **Sexualerziehung** oder in die **Gesundheitsförderung**; sie kann aber auch ein Teil anderer Fächer wie z.B. der Biologie oder der Lebenskunde sein. Hieraus entstand die Notwendigkeit, die Studie im Hinblick auf diese **drei Themen** zu gestalten

Die beschriebene Situation ist zudem ständigen Veränderungen unterworfen:

- Lehr- und Schulpläne werden im Zuge von neuen Lehr- und Schulmodellen neu erarbeitet oder überarbeitet
- Neue Unterrichtsmodelle sind am Entstehen, besonders auch im Zusammenhang mit Gesundheitserziehung. So gewinnt etwa die Gesundheitsförderung an Boden, im Gegensatz zu traditionelleren Methoden der Gesundheitserziehung/Prävention an Schulen

2.5 ANTWORTEN AUF DIE EVALUATIONSFRAGEN

- **Welches sind die gesetzlichen und administrativen Grundlagen für die HIV-Prävention und die Sexualerziehung?**

HIV/Aids-Prävention: Eine Verpflichtung besteht für die obligatorische Schulstufe in allen Kantonen mit Ausnahme von VD¹⁴ und GL. Obwohl verpflichtende Vorschriften fehlen, hat der Kanton Waadt Vorkehrungen getroffen, um die HIV-Prävention in den Schulen zu garantieren.

Die nach-obligatorische Schulstufe ist in den Texten, welche die Grundlage für HIV-Prävention bilden, nicht systematisch miteinbezogen. Deshalb besteht in den meisten Kantonen für diesen Bereich eine eindeutige Lücke.

Auch die **Sexualerziehung** ist in den Texten nur für die obligatorische Schulstufe fest verankert, für die nach-obligatorische Stufe sind die Grundlagen lückenhaft.

¹³ In den zweisprachigen Kantonen findet man beide Modelle. Aus diesem Grund mussten die Daten für jeden Sprachteil separat erhoben, analysiert und präsentiert werden. Deshalb auch der Ausdruck 'kantonale Einheit' und nicht 'Kanton'. Die Abkürzungen der zweisprachigen Kantone sind gefolgt vom Buchstaben 'f' für den französischen Teil, vom Buchstaben 'g' (frz. germanophone) für den deutschen Teil.

¹⁴ Die Situation wurde im Dezember 1999 neu definiert : Das Gesetz zur öffentlichen Gesundheit erwähnt jetzt die Sexualerziehung ausdrücklich als Aufgabe der schulischen Gesundheit (frz. 'mesure de santé scolaire', Artikel 45).

Für die Gesundheitsförderung bestehen ausser an Berufsschulen gute gesetzliche Grundlagen.

Die Lücken auf der nach-obligatorischen Schulstufe gehen auf die ersten Richtlinien aus den Jahren 1987/88 zurück. Diese waren schon damals in den meisten Kantonen für diese Stufe sehr unklar. Diese Lücken haben sich seither eher noch verstärkt.

Während die HIV-Prävention (mindestens auf der obligatorischen Schulstufe) vorwiegend obligatorisch ist, unterliegt die Sexualerziehung dem elterlichen Veto.

Eine gesetzliche Grundlage für die Thematik Sexualerziehung/HIV-Prävention ist zwar förderlich, bietet aber keine Gewähr für eine systematische Durchführung. Andererseits kann diese Erziehung auch ohne schriftliche Verpflichtung stattfinden.

■ **Wie sind die HIV-Prävention und die Sexualerziehung organisiert?**

Das 'interne' Modell

Obwohl die Verantwortung für die HIV/Aids-Prävention und die Sexualerziehung theoretisch bei verschiedenen administrativen Stellen oder Ämtern liegt, ist es in der Praxis den Schulleitern oder Lehrpersonen überlassen, ob und wieviel Gewicht sie dieser Thematik zugestehen wollen. Die Interpretation der Vorschriften ist ihnen in grossem Masse überlassen. Die verschiedenen Ämter geben zwar Anregungen und machen Empfehlungen, selten nur machen sie z.B. Qualitätsvorgaben oder üben eine Kontrollfunktion aus. Die Sexualerziehung hat in der Schule denselben Stellenwert wie andere Fächer, die keiner Prüfung unterstehen: man vertraut der Kompetenz und der Sorgfalt der Lehrkräfte. Dieses Modell findet sich vor allem in der Deutschschweiz und teilweise im Tessin.

Das 'externe Modell'

Sexualerziehung wird von Behörden und Schulen als 'spezielles' Fach/Thema angesehen, für welches auch spezielle Vorkehrungen getroffen werden. Kantone und Gemeinden (auf der Primarschulstufe) übernehmen die Verantwortung für die Durchführung des Sexualunterrichts, indem sie für die Anstellung externer Fachleute aufkommen. Qualitativ hochstehender Unterricht für alle Schüler ist damit gewährleistet, allerdings nur während weniger Stunden, ebenfalls besteht das Risiko, dass die Lehrpersonen dieses ihnen nicht sehr nahestehende Thema vollständig delegieren. So bleibt die Sexualerziehung in diesem Modell am Rande des Schulalltags und ist wenig integriert.

Neben der Romandie und dem Tessin, die dieses 'externe Modell' schon seit langer Zeit kennen, ist dieses Modell auch in der Deutschschweiz nicht unbekannt. So delegieren heute verschiedene Schulen, vor allem auf der nach-obligatorischen Stufe, die Aufgabe der Sexualerziehung/HIV-Prävention an schulexterne Spezialisten.

Koexistenz beider Modelle

In einigen Kantonen mit dem internen Modell werden von den Lehrpersonen/Schulen beinahe systematisch externe Spezialisten zugezogen.

Vorsicht

Auf allen Stufen und in beinahe allen Kantonen sind sehr viele Akteure in verschiedener Weise mit der Sexualerziehung/HIV-Prävention beschäftigt: dies gilt auf politischer, administrativer und Umsetzungsebene. Unseren Auskunftspersonen gemäss ist die Koordination nicht immer

angemessen, die Aufgaben und die Verantwortlichkeiten unter den verschiedenen Amts- und Dienststellen sind oft unklar definiert.

■ Welche Abdeckung erreicht diese Erziehung?

Genauere Informationen zur Abdeckung sind nur schlecht erhältlich. Die Verschachtelung der Themen HIV-Prävention, Sexualerziehung und Gesundheitsförderung erschwert genaue quantitative Angaben. Obwohl diese für die obligatorische Schulstufe etwas leichter erhältlich sind als für die nach-obligatorische, bleibt man auf Schätzungen angewiesen und alle so erhaltenen Daten müssen mit grossen Vorbehalten interpretiert werden. Die grosse Unabhängigkeit nach-obligatorischer Schulen bezüglich der Themenwahl im Unterricht erschwert ebenfalls die Evaluation der Abdeckung.

Trotzdem: die erhaltenen Informationen lassen vermuten, dass **auf der Primarstufe** die Abdeckung in einem Drittel aller kantonalen Einheiten gut ist. **Auf der Sekundarstufe I** (bis Ende der obligatorischen Schulzeit) erhält die grosse Mehrheit aller Schüler Sexualerziehung/HIV-Prävention (oft werden die beiden Themen gemeinsam behandelt). Es scheint, dass Sexualerziehung vor allem auf dieser Schulstufe stattfindet.

Auf der nach-obligatorischen Stufe (Maturitäts- und Berufsschulen) ist es jeder Schule, oft auch jeder einzelnen Lehrperson überlassen, welchen Stellenwert sie der Sexualerziehung geben will. Die Abdeckung ist aus diesem Grund äusserst uneinheitlich: während einige Schulen systematisch für Sexualunterricht sorgen, begnügen sich andere mit Einzelaktionen oder gewähren diesem Thema aus verschiedenen Gründen einen nur geringen Stellenwert. In Berufsschulen ist die HIV-Prävention wenig in die Sexualerziehung integriert.

Eine Studie aus den Jahren 1995/96 zur Sexualität Jugendlicher zwischen 16-20 Jahren hat gezeigt, dass die Sexualerziehung, obwohl landesweit erteilt, in der Deutschschweiz weniger weit verbreitet ist. Dieser Unterschied erklärt sich durch die verschiedenen Organisationsmodelle; das in der Deutschschweiz praktizierte Modell garantiert die Abdeckung in geringerer Masse als das 'externe Modell' der Romandie¹⁵.

■ Was beinhaltet Sexualerziehung und HIV-Prävention?

Informationen zum thematischen Inhalt der Sexualerziehung/HIV-Prävention wurden erhoben, sind aber lückenhaft. In der Romandie (externes Modell) sind die Inhalte durch die Ausbildung der Spezialisten definiert, während in der Deutschschweiz (internes Modell) eher die verschiedenen Fachlehrpläne zu den Inhalten Aufschluss geben.

Die hauptsächlichsten Themen und Inhalte der Sexualerziehung und der HIV-Prävention sind im allgemeinen in den Lehrplänen und Richtlinien enthalten. In einigen wenigen Kantonen sind die Inhalte sehr unklar und zurückhaltend formuliert. Einige Themen (z.B. Schwangerschaftsabbruch, Pornographie, Homosexualität, Verweis auf Beratungsstellen) werden nicht in allen Kantonen erwähnt.

Die Referenzdokumente (Lehrpläne, Richtlinien, usw.) garantieren allein keine einheitlichen Inhalte. Die Vermittlung des Sexualunterrichts und der Stellenwert, der diesem gewährt wird,

¹⁵ Teilweise lassen sich die Resultate auch durch das verschiedene Verständnis von Sexualerziehung in den drei Sprachgebieten erklären.

hängt im internen Modell, wo die Lehrpersonen für die Sexualerziehung verantwortlich sind, oft von deren Motivation ab. Es ist ihnen überlassen, den Zeitpunkt, die Inhalte und die Methodik den Bedürfnissen ihrer Klassen anzupassen.

Im externen Modell, wo Spezialisten für Sexualpädagogik den Unterricht übernehmen, ist der einheitliche Zugang zur Thematik eher gewährleistet, denn alle Unterrichtenden sind einheitlich ausgebildet. Andererseits wird ihnen für den Sexualunterricht nur wenig Zeit zugestanden.

Für die nach-obligatorische Stufe, die jeder Schule ihren eigenen Lehrplan gewährt, kann keine einheitliche kantonale Regelung festgestellt werden. Wenn die Interventionen für eine ganze Schule geplant und organisiert werden (durch die Direktion oder z.B. eine/n Präventionsdelegierte/n), so sind diese Interventionen natürlich eher homogen, da sie oft durch externe Spezialisten durchgeführt werden.

Referenzdokumente, die die Sexualerziehung samt Inhalten (inkl. HIV-Prävention) klar definieren und ein Konzept für die Umsetzung anbieten, lassen sich finden. Einige Beispiele: Das Kapitel 'Sexualerziehung' im Lebenskundelehrplan der Innerschweizer Kantone (LU, UR, SZ, NW, OW), sowie der Kantone ZG, VSg und FRg ist ein gutes Beispiel für die obligatorische Schulstufe.

Auf der nach-obligatorischen Stufe hat z.B. die Kantonsschule Luzern innerhalb des Biologielehrplans ein klares Konzept.

In der Romandie hat der *Service Santé Jeunesse* des Kantons GE einen klaren Lehrplan zur Sexualerziehung ausgearbeitet. Dieser Plan kann als Referenzdokument angesehen werden; er richtet sich hier nicht an den Lehrkörper, sondern an die externen Spezialisten.

■ In welchem Mass ist HIV/Aids-Prävention in die Sexualerziehung integriert?

Wenn Sexualerziehung als solche erteilt wird, wird heute HIV/Aids-Prävention miteinbezogen. Diese Form der Einbettung der HIV/Aids-Prävention in den Unterricht ist aber nur eine von verschiedenen Möglichkeiten: Einbezug in ein anderes Fach (meistens in die Biologie); fächerübergreifender Einbezug; Integrierung in punktuelle Präventionsaktionen (die oft von externen Fachleuten organisiert werden) sind andere Arten, die Thematik einzubringen. Verschiedene Integrationsmodelle können sich nebeneinander in einem Kanton finden. Die Integration kann daher auf verschiedenen Wegen erreicht werden.

In Zukunft hat nur noch der Kanton BL vor, isolierte, nicht-integrierte HIV/Aids-Prävention durchzuführen. Alle anderen Kantone sehen vor, HIV/Aids-Prävention in grössere Konzepte einzubetten, die meisten wollen sie in die allgemeinen Anstrengungen zur Gesundheitsförderung einbeziehen.

Die HIV/Aids-Prävention als *'Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität'* wie im Ziel 5 des Nationalen Programms beschrieben, scheint unbestritten. Trotzdem erklären 7 kantonale Einheiten dieses Ziel als nicht erreicht oder vorläufig nicht erreichbar. Probleme finden sich vor allem auf der nach-obligatorischen Stufe, in den Kantonen BL und ZH auch auf der obligatorischen Stufe. Das Nationale Programm ist im Schulumilieu nicht gut bekannt und das Ziel 5, nicht ganz klar formuliert, wird nicht überall gleich verstanden.

▪ **Wie werden die Lehrpersonen auf die Sexualerziehung vorbereitet?**

Der Lehrkörper

Die Lehrpersonen, die in den Schulen für die Sexualerziehung/HIV/Aids-Prävention verantwortlich sind, werden selten spezifisch auf diese Aufgabe vorbereitet, denn im allgemeinen sieht die Lehrerausbildung keine Sexualpädagogik vor; ein Weiterbildungsangebot an sexualpädagogischen Themen besteht, es wird aber von den Lehrpersonen in nur geringem Mass beansprucht.

Andererseits beinhaltet die Lehrerausbildung viele sozial-pädagogische Aspekte, die die Unterrichtenden befähigen, Sozialkompetenzen zu vermitteln, die den Themen der Prävention wiederum zugute kommen (Kommunikationskompetenz, Erziehung zur Verantwortlichkeit, Risikoverhalten, usw).

Zusammenfassend ist zu bemerken, dass im internen Modell keine systematische Vorbereitung zur Sexualerziehung besteht, obwohl die Verantwortung für diese Erziehung dem Lehrkörper systematisch zufällt.

Externe Spezialisten

Die Ausbildung der französisch- (und teilweise italienischsprechenden) Sexualpädagogen ist umfassend. Sie bereitet die Kursabsolventen während zweier Jahre theoretisch und praktisch auf alle Aspekte ihrer Arbeit in den Schulen vor. Es fehlen aber genügend so ausgebildete Spezialisten, auch sind die Anstellungs- und Arbeitsverhältnisse von Kanton zu Kanton verschieden.

▪ **Welches didaktische Material steht zur Verfügung?**

Lehrpersonen verfügen über eine grosse Auswahl an didaktischem Material für die Sexualerziehung und die HIV-Prävention. Es besteht jedoch ein gewisses Bedürfnis nach vorselektierten Material, Lektionsplänen, abrufbaren Unterrichtseinheiten, usw., welche den Lehrpersonen die Vorbereitungszeit verkürzen helfen.

▪ **Bestehen verschiedene Organisationsmodelle, wenn ja, welches sind ihre Eigenheiten, Vorzüge und Nachteile?**

Umfeld	Externes Modell	Internes Modell
Kurzbeschreibung	Sexualerziehung und damit eingeschlossen HIV-Prävention werden durch schul-unabhängige Einrichtungen oder durch Fachleute innerhalb des Schulsystems sichergestellt. Die Kantone oder Gemeinden sind für die Durchführung dieser Erziehung verantwortlich.	Sexualerziehung und HIV-Prävention sind meistens in den Lehrplänen erwähnt; das Lehrpersonal ist für den Unterricht verantwortlich, oft können externe Spezialisten zugezogen werden. In der Praxis ist es jeder einzelnen Lehrperson oder der Schuldirektion überlassen, in welchem Masse sie die Vorgaben der Lehrpläne umsetzen will.
Administrative Verantwortlichkeit	Für die obligatorische Schulstufe haben alle Kantone mit diesem Modell eine für die Sexualerziehung verantwortliche oder beauftragte Stelle identifiziert. In GE, TI und VD ist eine einzige Stelle für sämtliche Schulstufen zuständig.	Die Verantwortung für die Sexualerziehung liegt auf verschiedenen Ebenen und ist somit nicht klar definiert. Das ist besonders für die nach-obligatorische Stufe der Fall.

Umfeld	Externes Modell	Internes Modell
Wer ergreift die Initiative?	Die Initiative liegt auf kantonaler oder gemeindlicher Ebene (für die obligatorische Stufe), oft auch bei den einzelnen Schulen (nach-obligatorische Stufe).	Die Lehrperson entscheidet, wie sie die Lehrplanvorgaben umsetzen will (obligatorische Stufe). Auf der nach-obligatorischen Stufe ergreifen die Schuldirektionen oder einzelne Lehrkräfte die Initiative. Die Initiative wird auch von externen Stellen an die Schulen herangetragen.
Kontrolle	Ob Sexualerziehung überhaupt durchgeführt wird, braucht bei diesem Modell nicht kontrolliert zu werden, da sie systematisch an allen Schulen durchgeführt wird. Die Qualität ist durch die regelmässige Weiterbildung und Supervision der Fachkräfte gesichert, auch Teamarbeit ist weit verbreitet.	Kontrollorgane (z.B. Schulinspektoren) stellen selten Fragen zur Sexualerziehung. Wenn die Sexualerziehung fächerübergreifend vermittelt wird oder wenn die Koordination unter dem Lehrpersonal fehlt, ist eine Kontrolle (quantitativ und qualitativ) kaum möglich.
Finanzielle Mittel	Die externen Fachstellen sind entweder subventioniert oder vertraglich angestellt. Die Verträge müssen teilweise jährlich neu abgeschlossen werden.	Die finanziellen Aufwendungen sind zum grossen Teil durch die Saläre der Lehrpersonen abgedeckt.
Verständnis der Sexualerziehung	Sexualerziehung wird als eigenständige Einheit anerkannt, allerdings als 'Spezialfach', das von externen Fachpersonen erteilt wird. Im Prinzip können Schüler von diesem Unterricht dispensiert werden.	Sexualerziehung ist selten ein eigenständiges Thema, Aspekte der Sexualität sind vielmehr auf verschiedene Fächer verteilt. Die Sexualerziehung, wenn als solche erwähnt, muss mit den Eltern abgesprochen werden.
Die Unterrichtenden und ihre Ausbildung	Sexualerziehung wird ausschliesslich von externen Sexualpädagogen mit Spezialausbildung erteilt.	Die Sexualerziehung fällt dem Lehrpersonal zu, das nur selten eine Spezialausbildung in Sexualpädagogik genossen hat.
Inhalte	Definiert durch die Ausbildung der Fachleute; gut strukturiert, aber aus Zeitmangel kann nur ein kleiner Teil aller möglichen Inhalte angesprochen werden.	Meistens durch die Lehrpläne definiert, mehr oder weniger präzise. Die Umsetzung der Vorgaben durch die Lehrkräfte ist wenig transparent.
Einbezug von HIV-Prävention	Ausser auf der Primarstufe ist HIV-Prävention immer in der Sexualerziehung eingeschlossen.	HIV-Prävention kann Teil der Sexualerziehung, der Gesundheitsförderung oder eines Schulfachs, meistens der Biologie, sein.
Hauptsächliche Vorteile	Die Qualität der Interventionen ist garantiert. Die Abdeckung (zumindest eine minimale) ist garantiert. Die Sexualerziehung ist unabhängig von der Motivation der einzelnen Lehrkräfte. Eine Kontrolle erübrigt sich, da Qualität und Abdeckung garantiert sind.	Der Zeitpunkt, die Inhalte und das Ausmass der Sexualerziehung können dem Bedürfnis einzelner Klassen angepasst werden. Die Sexualerziehung braucht nur unerhebliche finanzielle Mittel, da sie ins Schulsystem integriert ist.

Umfeld	Externes Modell	Internes Modell
Hauptsächliche Nachteile	Die Finanzierung ist nicht überall langfristig garantiert. Obwohl es den Lehrkräften freisteht, Themen der Sexualität bei Bedarf in ihren Unterricht einzubauen, üben sie eine gewisse Zurückhaltung aus und überlassen diese ganz den Sexualpädagogen. Gelegenheiten zu Klassengesprächen gehen so verloren, auch werden die wenigen Lektionen der Sexualpädagogen selten durch die Lehrkräfte vertieft. Die Koordination zwischen Lehrkräften und Spezialisten fehlt; die Sexualpädagogik ist wenig in den übrigen Unterricht integriert.	Ob und wie Themen der Sexualität, inbegriffen HIV-Prävention, in den Schulen angegangen werden, hängt in grossem Masse von der Motivation der Lehrkräfte oder der Schuldirektionen ab. Auf der nach-obligatorischen Stufe sind die Verantwortlichkeiten breit verteilt (was zwar unerwünscht ist, aber nichts mit dem Organisationsmodell selbst zu tun hat). Vieles weist darauf hin, dass besonders ältere Schüler eher ungern mit ihren Lehrern über Sexualität sprechen ¹⁶ .

▪ Ist die Nachhaltigkeit der HIV-Prävention in der Schule garantiert?

Die Frage der Nachhaltigkeit der HIV-Prävention und der Sexualerziehung ist zentral für diese Untersuchung. Wie sich herausgestellt hat, ist die Situation äusserst komplex.

Um Nachhaltigkeit zu erreichen, müssen einige Minimalbedingungen erfüllt sein: z.B. müssen HIV-Prävention und Sexualerziehung in den Lehrplänen enthalten sein; ebenso muss für die Umsetzung ein klares Konzept bestehen; die Lehrerausbildung muss den Anforderungen, die dieser Unterricht an die Lehrkräfte stellt, Rechnung tragen und sie entsprechend vorbereiten; eine gewisse Überwachung der Unterrichtspraxis ist nötig. Ein einzelnes einfaches Kriterium zur Nachhaltigkeit konnte nicht ausgemacht werden. So wurden z.B. gut ausgearbeitete Lehrpläne gefunden, die aber von den Lehrkräften nach Gutdünken umgesetzt werden; andererseits gibt es Kantone mit einer soliden Tradition von Sexualerziehung, obwohl die administrative oder gesetzliche Basis dazu fehlt. Aus diesem Grunde ist es extrem schwierig, zuverlässige Indikatoren für die Nachhaltigkeit auszumachen.

¹⁶ Meyer Z. Das Informations-Verhalten Jugendlicher bezüglich Aids und Aids-Prävention [Lizentiatsarbeit an der Rechts- und Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Bern]. Bern: Institut für Marketing und Unternehmungsführung Prof. Dr. Richard Kühn, 1999.

2.6 ZUSAMMENFASSUNG DER SCHLUSSFOLGERUNGEN UND EMPFEHLUNGEN

Gesetzliche und administrative Grundlagen

- Die Verbindlichkeit von HIV-Prävention und Sexualerziehung ist schriftlich festgehalten; im sog. externen Modell (v.a. in der Romandie) in Gesetzestexten und anderen Vorschriften, im sog. internen Modell (v.a. in der Deutschschweiz) eher in den Lehr- und Schulplänen. Diese Grundlagen allein garantieren keine Nachhaltigkeit, sie sind aber unabdingbare Voraussetzung für den langfristigen Einbezug der Sexualerziehung (und damit HIV-Prävention) in die Allgemeinbildung. Aus diesem Grund ist es unerlässlich, dass sowohl Sexualerziehung wie auch HIV-Prävention **ausdrücklich** in allen Lehrplänen aller Schulstufen erwähnt werden.
- Wenn Lehrpläne, Konzepte und Leitfäden bestehen, bilden sie zwar eine gute Basis, die Voraussetzungen für die Umsetzung müssen aber ebenfalls gegeben sein, um Sexualerziehung und HIV-Prävention zu garantieren.
- Eltern haben das Recht, ihre Kinder von der Sexualerziehung dispensieren zu lassen, nicht aber von der HIV-Prävention. Nur wenn diese in den Lehrplänen erscheint, kann von einer echten Verpflichtung gesprochen werden. Die Verbindung der zwei Ausdrücke in den Texten kann deshalb die absolute Verbindlichkeit untergraben und erlaubt eine unklare Interpretation. In der Praxis stellt sich das Problem aber eher selten.
- Das Ziel 5 des Nationalen HIV und Aids Programms 1999-2003 scheint vorauszusetzen, dass Themen der Sexualität bereits in den Schulplänen vorhanden sind. Besonders auf der nach-obligatorischen Stufe ist das aber bei weitem nicht der Fall. Damit die HIV-Problematik wie vorgesehen zum integralen 'Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität' wird, muss sichergestellt sein, dass diese Diskussion auch stattfindet.

Feststellung	Beispiele spezifischer Lücken	Massnahmen	Beispiele guter Praktiken, die als Anhaltspunkt dienen könnten
Sexualerziehung und HIV-Prävention sind in den meisten Kantonen der Schweiz im Prinzip unbestritten. Diese Feststellung gilt nur für die obligatorische, nicht aber für die nach-obligatorische Schulstufe	<p>Auf der obligatorischen Stufe: GL, BS, SO, TH</p> <p>Die Lehrpläne sind in diesen Kantonen sehr unspezifisch und lassen eine grosse Interpretationsfreiheit</p> <p>nach-obligatorische Stufe: die Rahmenlehrpläne auf Bundesebene sind wenig explizit. Den Kantonen/Schulen steht es deshalb frei, Themen der Sexualität und die HIV-Prävention in ihre Schulpläne aufzunehmen oder nicht</p>	Sensibilisieren und verhandeln : Lobbyarbeit bei den verantwortlichen Stellen müsste darauf abzielen, dass Sexualerziehung/HIV-Prävention ausdrücklich in alle eidgenössischen, kantonalen und lokalen Lehr- und Schulpläne einbezogen wird	<p>LU: der Biologielehrplan der Kantonsschule Luzern</p> <p>SG: klare Richtlinien für die obligatorische Stufe</p> <p>GE: Lehrplan</p>

Organisation

- Die politische und administrative Verantwortung für die Sexualerziehung/HIV-Prävention muss für alle Schulstufen, dringend aber im nach-obligatorischen Bereich, geklärt werden. Oft sind verschiedenste Akteure (Amts- und Dienststellen, Fach- und Unterrichtspersonen) beteiligt ; besondere Anstrengungen sind nötig, um eine gute Koordination aller Beteiligten zu garantieren.
- Wenn externe Fachleute eingesetzt werden, sind verschiedene Finanzierungsmodelle möglich.

Feststellungen	Spezifische Lücken	Massnahmen	Beispiele guter Praktiken, die als Anhaltspunkt dienen könnten
<p>Unklare Verantwortlichkeit auf allen Ebenen</p> <p>Auf der nach-obligatorischen Stufe ist die Verantwortlichkeit sehr breit verteilt (vor allem an die Schuldirektion übertragen)</p> <p>Die Finanzierung externer Akteure ist nicht überall langfristig geregelt</p>	<p>BS, BE, LU, SG (wenig Koordination, unklar definierte oder kommunizierte Verantwortlichkeit)</p> <p>SO (eine einzige Person mit kleinem Mandat hat die alleinige Verantwortung für Konzept, Koordination und Unterricht)</p> <p>NE, TG, ZH, VS haben ebenfalls Koordinationsprobleme identifiziert</p> <p>BEf: der Statut der APESE, der Organisation, der in diesem Kantonsteil die Sexualerziehung anvertraut ist, ist ungesichert</p>	<p>Bei Beteiligung verschiedener politischer Departemente klärt eine kantonale Kommission die Verantwortlichkeit</p> <p>Die Kantone können klar identifizieren, wer de facto die Verantwortung für Sexualerziehung/HIV-Prävention trägt. Die verantwortliche Stelle muss ebenfalls für die Qualität und die Nachhaltigkeit des Sexualunterrichts/der HIV-Prävention verantwortlich sein</p> <p>Das BAG unterstützt diese Stellen in ihrer Sensibilisierungsarbeit. Es erstellt z.B. Richtlinien und Checklisten, sowie ein Argumentarium</p> <p>Die Kantone streben eine langfristige Finanzierung für die unsichersten Systeme an</p>	<p>TI: Das Gesetz zur Gesundheitsförderung regelt die Zusammenarbeit der verschiedenen Departemente. In jeder Legislaturperiode wird die <i>Kommission für Sexualerziehung in den Schulen</i> wieder ernannt.</p> <p>GE: Das Jugendgesundheitsamt, dem ein Arzt vorsteht, ist mit der klaren Aufgabenzuteilung in den Bereichen Gesundheitsförderung, Sexualerziehung und HIV-Prävention betraut. Es kümmert sich um die gesamte obligatorische und nach-obligatorische Schulzeit.</p> <p>GR: hat eine Bedürfniserhebung zu Sexualerziehung durchgeführt und u.a. auch Empfehlungen zur klaren Definition der Verantwortlichkeiten erlassen</p>

Abdeckung und Kontrolle

- Im internen Modell scheint die Abdeckung nicht immer genügend zu sein. Ein Unterrichtsthema, das weder geprüft noch benotet wird, ist im Druck des Schulalltags kaum eine Priorität ; ob und wie das Thema angegangen wird, hängt stark von der Motivation der Lehrperson selbst ab. Wenn die Sexualerziehung als fächerübergreifendes Thema verstanden wird, ist wenig klar, 'wer was macht'. Daten zeigen¹⁷, dass die Sexualerziehung in der deutschen Schweiz weniger gut abgedeckt ist ; dafür könnte u.a. auch die fächerübergreifende Unterrichtsform verantwortlich sein.
- Die Entscheidungsfreiheit der Lehrpersonen ist gross und ihre Vorbereitung und Bereitschaft zur Thematik ist ausschlaggebend. Die Aus- und Weiterbildung ist aber ungenügend.
- Unterrichtsmaterialien wären ebenfalls nützlich.
- Die Kantone schätzen die Abdeckung auf der obligatorischen Stufe als relativ gut ein. Auf der nach-obligatorischen Stufe hingegen sind die Lücken eindeutig. Eine breite Sensibilisierung der Schuldirektionen ist nötig.
- Der Beizug externer Fachkräfte sollte für diese Stufe unterstützt werden.
- Im internen Modell gibt es heute kaum Vorkehrungen, die eine Kontrolle der Sexualerziehung (zu der im Prinzip fast überall eine Verpflichtung besteht) erlauben würde.

Feststellungen	Spezifische Lücken	Massnahmen	Beispiele guter Praktiken, die als Anhaltspunkt dienen könnten
<p>Obwohl die Abdeckung als relativ gut eingeschätzt wird, sind Lücken im internen Modell unvermeidbar, da die Sexualerziehung in grossem Masse von der Motivation der einzelnen Lehrperson abhängt. Diese Lücken dürften folgenden Faktoren zuzuschreiben sein</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zeitmangel, Überlastung des Lehrpersonals • ungenügende Vorbereitung des Lehrpersonals für den Themenbereich 	<p>Der Stundenplan erlaubt keine Zeit für solche Lerninhalte (z.B. fehlt in BEg trotz klar vorgegebenen Inhalten und gutem Lehrplan die Zeit)</p> <p>Nur rund ein Drittel der Lehrerausbildungsstätten bereiten zukünftige Lehrpersonen auf die Thematik der Sexualität vor</p> <p>Auf der nach-obligatorischen Stufe wird die Abdeckung als gering eingeschätzt</p>	<p>Der Stundenplan muss so gestaltet sein, dass Zeit für 'Spezialthemen' zur Verfügung steht (Kantone, Gemeinden, Schulen)</p> <p>Leicht abrufbare Unterrichtsmodule stehen für Lehrpersonen aller Schulstufen bereit (BAG oder andere kompetente Institution, in Zusammenarbeit mit Pädagogen)</p> <p>Lehrerausbildungsstätten werden für das Thema sensibilisiert (BAG)</p> <p>Die Ausbildung von Lehrkräften zu Mediatoren, wie auch die Ausbildung externer Fachpersonen wird gefördert</p>	<p>In einigen Kantonen steht die Klassenlehrerstunde für solche Aufgaben zur Verfügung</p> <p>Unterstützung des Lehrpersonals mit guten Unterrichtshilfen wie z.B. in:</p> <p>AG (Hautnah) BL (Hilfestellungen) SG (Lehrmittel der AHSGA) ZH (Liste von Unterrichtsmaterial)</p> <p>ZH: zukünftige Oberstufenlehrer müssen einen obligatorischen Kurs zu Sexualpädagogik belegen</p>

¹⁷ Narring F, Michaud P-A, Wydler H, Davatz F, Villaret M. Sexualité des adolescents et sida : processus et négociations autour des relations sexuelles et du choix de la contraception. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1997 (Raisons de santé, 4).

SECTION II
INTRODUCTION ET METHODE

3 INTRODUCTION

3.1 EVALUATION GLOBALE DE LA STRATEGIE DE PREVENTION VIH/SIDA EN SUISSE

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'évaluation globale de la stratégie de prévention VIH/sida en Suisse, menée à L'Institut universitaire de médecine sociale et préventive à Lausanne. Le concept d'évaluation retenu consiste en une approche d'évaluation **globale**, capable d'appréhender les éléments de **mise en œuvre** et de **résultats** de la prévention, ainsi que des éléments pertinents de **l'environnement social**.

Il s'agit de fournir en temps utile une information qui puisse contribuer à l'amélioration de la prévention VIH/sida en Suisse, et d'aider ceux qui la mettent en œuvre à prendre des décisions adéquates. L'évaluation accompagne la stratégie et se complète au fil du temps de nouvelles interrogations¹⁸.

Les principales questions de l'évaluation globale sont :

En relation avec la mise en œuvre de la prévention

- Quelles sont les activités de prévention qui se mettent en place, comment se développent-elles, avec quelles difficultés et réussites ? Sont-elles pertinentes par rapport aux besoins ?
- Y a-t-il des lacunes dans la couverture préventive (lacunes régionales, groupes spécifiques inégalement touchés, etc.) ?
- La prévention se développe-t-elle à tous les niveaux attendus ?
- Les autres acteurs de la prévention, partenaires de l'OFSP (associations, cantons, certains groupes professionnels, multiplicateurs, etc.) sont-ils actifs et efficaces ?
- Y a-t-il des éléments qui garantissent la pérennité et la qualité de la prévention ?

En relation avec les résultats de la prévention

- Observe-t-on une amélioration des connaissances, des changements de comportement dans les domaines visés par la prévention (notamment comportement sexuel, modes de consommation de drogues, qualité du counselling, etc.) ?
- Voit-on émerger des attitudes de solidarité, de peur ?
- La situation épidémiologique se modifie-t-elle ?
- Apparaît-il des effets secondaires, inattendus ou non désirés, de la prévention ?

En relation avec le contexte dans lequel se déroule la prévention

- Est-ce que l'environnement est favorable aux processus de la prévention utilisés ?
- Quel rapport y a-t-il entre le contexte (l'environnement) et le progrès des mesures de prévention entreprises ?

¹⁸ Dubois-Arber F, Jeannin A, Spencer B. Long term global evaluation of national AIDS prevention strategy: the case of Switzerland. AIDS 1999;13(18):2571-2582.

3.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE

Cette étude vise à déterminer l'offre en matière de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle dans les écoles suisses. Il s'agit de mettre en évidence et de comparer les politiques et pratiques cantonales, d'en faire un bilan en termes de bonnes pratiques ainsi que de lacunes, et d'émettre des recommandations afin d'améliorer l'adéquation de l'éducation à la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle à l'école.

L'étude met à disposition des éléments pour la construction d'indicateurs de l'intégration et de la durabilité de l'éducation à la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle.

Elle fournit des informations relatives à la réalisation et à l'évaluation de l'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999 à 2003, à savoir : **"Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés"**¹⁹.

Enfin, cette étude s'inscrit également dans une série de recherches menées pour mieux connaître et pour documenter l'offre faite en promotion de la santé sexuelle dans les différents cantons et régions de la Suisse.

3.3 QUESTIONS D'EVALUATION

Les questions d'évaluation spécifiques à cette étude sont les suivantes :

- Quelles sont les bases légales et administratives pour les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?
- Comment sont organisés les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?
- Quel niveau de couverture atteint cette éducation ?
- Quel est le contenu des cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?
- Dans quelle mesure la prévention VIH/sida est-elle incluse dans l'éducation sexuelle ?
- Quelle formation reçoivent les intervenants ?
- Quel matériel didactique est utilisé ?
- Existe-t-il différents modèles d'organisation, et si oui, quelles sont leurs caractéristiques ?
Quels sont les avantages et inconvénients des différents modèles ?
- Existe-t-il une garantie de durabilité de la prévention du sida à l'école ?

3.4 PROBLEMATIQUE

Pour assurer la pérennisation de la prévention VIH/sida il est souhaitable d'intégrer celle-ci dans les structures existantes. En ce qui concerne les jeunes, l'éducation à la prévention VIH/ sida devrait donc à terme s'intégrer dans d'autres cours à l'école. Plusieurs possibilités existent concernant le cadre de cette intégration : dans l'éducation à la santé en général, dans les cours d'éducation sexuelle, les cours de "*Lebenskunde*" ou d'autres matières, telle la biologie. L'éducation sexuelle se recoupe en partie avec l'éducation à la prévention VIH/sida, mais aborde la sexualité et les questions de santé sexuelle de façon

¹⁹ Somaini B, Twisselmann W, Ferber T, Schlegel F. VIH et sida: programme national 1999-2003. Berne : Office fédéral de la santé publique; 1999.

plus large. En revanche, la prévention VIH/sida ne concerne pas que des questions autour de la sexualité mais touche aussi à la transmission par injection, à la solidarité avec les personnes infectées, etc.

Dans la mesure où l'éducation sexuelle constitue un moyen privilégié de parler du VIH, et où elle est importante pour promouvoir l'épanouissement et la santé sexuelle de façon générale, une étude qui vise à déterminer les bases pour la durabilité de la prévention VIH/sida en milieu scolaire doit évaluer à la fois l'ensemble des efforts d'éducation concernant le VIH/sida et l'éducation sexuelle en tant que telle.

Plusieurs questions se posent concernant la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle à l'école. Il s'agit des questions relatives à la couverture atteinte, au contenu des cours d'éducation sexuelle, de l'importance qui leur est accordée par les autorités politiques et administratives, de la manière dont les cours sont organisés, de la formation et des compétences des intervenants, de la collaboration entre les différents partenaires concernés (autorités, enseignants, intervenants externes, parents, services de conseil à l'extérieur). Cette étude cherche à repérer dans les différents cantons les bases légales et administratives qui constituent la pierre angulaire de la durabilité de ces cours, ainsi qu'à déterminer les pratiques actuelles. Une comparaison de ces politiques et pratiques permettra également une appréciation de l'adéquation en qualité et en quantité de l'offre actuelle.

Dans le cadre de l'évaluation globale de la stratégie suisse de prévention VIH/sida, une étude menée au début des années 90 a documenté les politiques cantonales en matière de prévention VIH/sida et des toxicomanies dans le cadre scolaire²⁰. L'étude a également fourni des indications sur l'organisation de l'éducation sexuelle. Elle a montré l'existence de différents modèles dans l'organisation de l'éducation en matière de prévention VIH/sida et des toxicomanies, certains cantons faisant plutôt venir des intervenants spécialisés externes (surtout en Suisse romande), d'autres s'appuyant plutôt sur les enseignants réguliers, c'est-à-dire internes au système scolaire (Suisse alémanique, Tessin). L'hypothèse a néanmoins été émise que ce clivage allait probablement s'atténuer, toutes les régions tendant à évoluer vers un système "mixte".

Chaque modèle a ses avantages et inconvénients, et les auteurs soulignent surtout la nécessité d'une bonne coopération interne/externe, d'une formation adéquate y compris une meilleure préparation aux aspects psychosociaux (par rapport aux informations techniques) et de la multiplication des "guichets" d'information. Il s'est avéré que le matériel pédagogique nécessaire n'était pas toujours suffisamment accessible, ou mis à jour.

Selon une recherche menée en 1995-1996 sur l'ensemble de la Suisse, la grande majorité des adolescents de plus de 16 ans a eu au moins un cours d'éducation sexuelle. Toutefois la durée, le contenu ainsi que la qualité de ces cours ne sont pas connus. L'éducation sexuelle paraissait moins systématique en Suisse alémanique où 14% des adolescents n'en avait pas eu (8% au Tessin, 4% en Suisse romande)²¹. Les adolescents de Suisse romande sont plus nombreux à avoir bénéficié de plusieurs séances (Tableau 3-1).

²⁰ Panchaud C. et al. Politiques cantonales en matière de prévention du sida et des toxicomanies dans le cadre scolaire : I Cadre général. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1992 (Cah Rech Doc IUMSP no 82.4).

Panchaud C. et al. Politiques cantonales en matière de prévention du sida et des toxicomanies dans le cadre scolaire : II Les intervenants; III Les jeunes de 15-17 ans. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1993 (Cah Rech Doc IUMSP no 82.5).

²¹ Narring F, Michaud P-A, Wydler H, Davatz F, Villaret M. Sexualité des adolescents et sida : processus et négociations autour des relations sexuelles et du choix de la contraception. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1997 (Raisons de santé, 4).

Tableau 3-1 Nombre de cours d'éducation sexuelle, selon le sexe et la région linguistique

	Féminin			Masculin		
	SA %	SR %	TI %	SA %	SR %	TI %
jamais	13,7	3,2	4,4	13,6	3,7	12,1
une séance d'éducation sexuelle	43,2	17,5	42,3	39,0	20,9	45,6
plusieurs séances	41,2	78,8	51,4	46,6	74,9	40,8
	(954)	(760)	(362)	(1072)	(738)	(397)

Source : Narring F, Michaud P-A, Wydler H, Davatz F, Villaret M. Sexualité des adolescents et sida : processus et négociations autour des relations sexuelles et du choix de la contraception. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1997 (Raisons de santé, 4).

La présente étude s'inscrit dans une démarche globale qui vise une meilleure connaissance de tous les efforts de prévention et de soins pour améliorer la santé sexuelle en Suisse. Parmi ces efforts citons le projet "Ressources en santé sexuelle accessibles partout" une revue du travail des centres de planning et des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida²² ; l'inventaire ASPFES/SVFS des centres d'information, de conseil et de prestations en Suisse²³ ; la revue des pratiques en matière d'interruption de grossesse en Suisse²⁴ ; et dernièrement, un recensement des sources de données sur la santé sexuelle et reproductive disponibles en Suisse²⁵. Cette recherche rejoint également les intérêts de l'ASPFES (Association Suisse de Planning Familial et d'Education Sexuelle - association faitière au niveau national²⁶) dont deux des axes de travail prioritaires sont les programmes d'éducation sexuelle, et la formation en planning familial et en éducation sexuelle.

3.5 STRUCTURE DU RAPPORT

La structure de ce rapport d'évaluation est construite autour de la demande faite par l'OFSP et par le contexte général du système scolaire.

²² So-Barazetti B. et al. Ressources en santé sexuelle accessibles partout : Bestandesaufnahme und Bedarfserhebung bei Familienplanungsstellen und Aids-Hilfen in der Schweiz. Savigny: Schweizerische Vereinigung für Familienplanung und Sexualerziehung/Association suisse de planning familial et d'éducation sexuelle; 1996.

²³ ASPFES. Infos, conseil, prestations. Savigny: Schweizerische Vereinigung für Familienplanung und Sexualerziehung/Association suisse de planning familial et d'éducation sexuelle; 1998.

²⁴ ASDAC. Interruption de grossesses en Suisse : loi, pratiques et prévention, 1990, (mise à jour janvier 1995).

²⁵ Coda P, Glardon M-J, Schmid M. Santé sexuelle et reproductive en Suisse : étude préparatoire avec recensement des études, publications et statistiques. ASPFES et Programme d'action "Santé des femmes". septembre 1998.

²⁶ Au début de l'année 2001, la Fondation PLANeS a repris toutes les activités de l'ancienne ASPFES et l'a remplacée en tant qu'organisme faitier suisse pour le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

La demande

Elle est exprimée sous forme de questions d'évaluation citées plus haut, déterminées dans le protocole d'étude²⁷ et par le contexte de la prévention de la transmission du VIH en Suisse à l'heure actuelle, selon 2 axes.

- La nécessité d'établir une durabilité pour cette prévention. Dans un contexte de normalisation du sida, la prévention devra s'intégrer dans d'autres activités de prévention, de promotion de la santé, d'éducation générale. Or, cette intégration ne va pas de soi, puisque d'une part, on constate un phénomène de banalisation du sida pendant que d'autres questions de santé publique prennent de l'importance (pour cette étude dans le domaine de l'enfance, citons l'exemple de maltraitance et de violence) et, que d'autre part, les rôles et responsabilités des autorités et des acteurs non gouvernementaux se chevauchent, la prévention VIH/sida devient l'affaire de tous, mais la responsabilité absolue de personne. Ainsi, une tâche importante de l'évaluation est de décrire la situation actuelle en identifiant les facteurs susceptibles de promouvoir la durabilité de la prévention et les facteurs susceptibles de l'entraver. Idéalement, en ce faisant, on identifie des indicateurs qui permettront un suivi de la situation à plus long terme.
- Le nouveau programme national du sida¹⁹ publié en 1999, définit un certain nombre d'objectifs et des jalons par rapport à leur réalisation. La prévention VIH/sida en milieu scolaire figure parmi les objectifs, elle devrait devenir "partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité". L'étude apporte des informations sur les chances de réalisation de cet objectif.

Contexte du système éducatif

Il est complexe et surtout très hétérogène, étant donné que :

- l'éducation est une responsabilité cantonale, voire communale. On obtient alors 26 contextes différents (ou 29 en séparant les cantons bilingues). A cause des différences constatées dans les cantons bilingues, les informations les concernant ont dû être présentées séparément. C'est pour cette raison que le terme "unité cantonale" est souvent utilisé. Bien qu'un peu lourd, l'expression permet la clarté par rapport à la question des cantons bilingues.
- En ce qui concerne l'administration, les différents niveaux scolaires ne sont pas gérés de la même façon, ne dépendent pas d'une même autorité.
- En ce qui concerne la prévention et l'éducation sexuelle en milieu scolaire, différentes traditions font qu'il existe différents modèles d'organisation ; également, la prévention VIH/sida est venue s'associer à différentes thématiques plus larges touchant à la sexualité et/ou la promotion de la santé.

Présentation des informations

Le cadre du recueil d'informations a été défini par une grille prenant en compte la demande et le contexte précités (Annexe 17.1).

Dans le rapport une place importante est d'abord accordée à une explication des éléments du contexte puisque ceux-ci permettent de mieux saisir les circonstances qui déterminent les réponses aux questions d'évaluation.

²⁷ IUMSP/UEPP. Politiques et pratiques cantonales en matière de prévention du VIH/sida et d'éducation sexuelle à l'école [Protocole]. Lausanne : IUMSP; 1999.

Certaines informations apparaissent à différents endroits dans le rapport, et ceci pour trois raisons :

- Une analyse de la situation est faite pour chaque canton individuellement (voir synthèses cantonales, chapitre 15) d'une part à cause de l'autonomie des cantons en la matière, d'autre part à cause de la nécessité de développer une meilleure communication entre les acteurs à l'intérieur de chaque canton²⁸. Cette présentation a également permis un exercice de validation des données recueillies par chaque canton.

Les chapitres 6 à 13 par contre, présentent une analyse transversale de la situation pour l'ensemble de la Suisse sur la base des réponses aux questions d'évaluation.

A la fin des chapitres 5 à 13 se trouve une réponse résumée à la question d'évaluation.

- Les informations relatives aux différentes questions d'évaluation se recourent. Parfois, le lecteur est dirigé vers un texte placé ailleurs qui complète la réponse ; parfois certaines informations sont répétées.
- Enfin, les annexes à la fin du rapport sont très complètes et contiennent de nombreux détails sur les données récoltées.

²⁸ Ce qui correspond à certaines initiatives dans cette direction de la part de l'OFSP.

4 METHODE

Des informations ont été recherchées dans chacun des cantons auprès des personnes responsables pour les thèmes en question, ainsi que des sources écrites. La structure des données récoltées a été déterminée par une grille d'analyse établie en fonction des questions d'évaluation et du contexte général. Deux analyses ont été menées : une analyse de synthèse au niveau de chaque canton (intracantonale) et une analyse transversale (intercantonale) relative aux questions d'évaluation.

Les principaux éléments de la méthode adoptée pour l'étude sont synthétisés dans la Figure 4.1, et le calendrier de l'étude est résumé dans le Tableau 4-1. Les détails des différentes étapes de la méthode sont décrits ci-dessous.

4.1 DEVELOPPEMENT DE LA GRILLE D'ANALYSE

Une grille d'analyse sert de cadre à l'ensemble des informations nécessaires pour répondre aux questions d'évaluation (voir Annexe 17.1). Elle a donc servi de base pour le développement du guide d'entretien auprès des personnes-ressources (Annexe 17.2) et pour la lecture des documents. La grille comporte neuf domaines d'interrogation relatifs à la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle à l'école :

- les tâches et responsabilités des personnes-ressources,
- les bases politiques et administratives,
- les moyens,
- la mise en œuvre,
- la formation,
- la couverture,
- le contenu,
- le matériel didactique,
- la pérennisation.

Chaque domaine ci-dessus est subdivisé en différents éléments. La structure des réponses est souvent stratifiée par niveau d'école (enseignement obligatoire : primaire, secondaire I ; enseignement post-obligatoire : écoles de maturité, écoles professionnelles) ainsi que par thème (prévention VIH/sida, éducation sexuelle, promotion de la santé).

L'importance et les enjeux de cette stratification sont présentés en détail dans les chapitres consacrés au contexte (5) et à l'organisation (7). En ce qui concerne la méthode, il faut signaler que les différents niveaux ont dû être traités de façon différente. Les informations concernant l'enseignement obligatoire (niveaux primaire et secondaire I) ont été obtenues des autorités administratives responsables pour l'ensemble des écoles de ces niveaux dans chaque canton. Par contre, pour l'enseignement post-obligatoire les informations n'ont pas pu être obtenues de cette façon : à ces niveaux, les écoles sont plus autonomes dans la définition du contenu de l'enseignement. Par conséquent une réponse homogène pour l'ensemble d'un canton n'est pas possible. Les résultats à ces niveaux proviennent donc des différentes sources, qui ont été signalées dans le premier entretien, et d'un certain nombre d'écoles. En ce qui concerne les écoles secondaires fréquentées à plein temps, les entretiens ont été effectués avec le personnel de certaines écoles de maturité, ainsi que des écoles normales et bien évidemment avec le responsable administratif quand il a été possible d'en identifier un ; dans le cas des

écoles professionnelles, les entretiens ont été effectués dans les écoles industrielles et artisanales et de métiers. Les écoles privées n'ont pas été contactées.

Les écoles spécialisées dépendent pour la plupart des Départements de l'Instruction publique. Néanmoins, les responsables interviewés ne disposaient pas toujours des informations souhaitées, certaines écoles spécialisées ont donc été contactées directement. A cet égard, le choix a porté sur les écoles ayant des classes spéciales pour enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire.

Le développement de la grille s'est avéré long du fait de la nécessité de produire un cadre d'analyse capable d'englober des situations très différents en milieu scolaire (différents modèles, différents niveaux d'école, voir 17.1) dans une perspective de synthèse au niveau fédéral. La grille a également été révisée suite aux entretiens dans les deux premiers cantons (un francophone et un germanophone) qui ont servi de test.

4.2 IDENTIFICATION ET PRISE DE CONTACT AVEC LES PERSONNES-RESSOURCES CANTONALES ; RECUEIL DE LA DOCUMENTATION

Une lettre de l'IUMSP a été envoyée aux Directions cantonales de l'instruction publique le 6 septembre 1999. Elle présentait l'enquête et sollicitait leur collaboration ainsi que les coordonnées des personnes susceptibles de servir de répondants pour l'étude dans les cantons (Annexe 17.3).

Une réponse positive avec les informations nécessaires a été reçue de tous les cantons sauf du canton d'Appenzell Innerrhoden²⁹. Vingt-trois cantons ont répondu dans les 5 semaines qui ont suivi, et deux suite à une lettre de rappel envoyée le 12 octobre (Annexe 17.4). Entre un et cinq répondants potentiels par canton ont été signalés.

Un premier contact par courrier a été pris en octobre dans chaque canton auprès d'un des répondants signalés par les directions de l'instruction publique (Annexe 17.5). Ce courrier précisait les objectifs de l'étude et les informations recherchées ; il sollicitait l'envoi de documents à ce propos ainsi qu'un entretien téléphonique. Une liste indiquant les documents déjà récoltés pour le canton a été jointe au courrier.

Plusieurs documents ont été fournis à la suite de ce courrier. Pour chaque canton, l'ensemble des documents le concernant a été dépouillé en préparation des entretiens téléphoniques. Chaque entretien a donc été préparé en fonction de la grille et individuellement à partir des informations obtenues dans la documentation rassemblée. L'entretien a presque toujours révélé la nécessité de recourir à des entretiens avec d'autres personnes-ressources, signalées par les premiers répondants. Au total, au niveau des cantons, des entretiens ont été menés auprès de 97 personnes-ressources (entre 1 et 10 personnes par canton). La plupart des entretiens ont duré entre une heure et une heure et demie ; ils ont eu lieu entre octobre 1999 et fin janvier 2000. D'autres documents ont également été fournis suite à l'entretien avec des informations plus précises et non disponibles au moment de l'entretien. Quelques contacts supplémentaires ont été pris pour compléter les informations. Néanmoins, il n'a pas été possible d'interviewer toutes les personnes signalées au cours de l'enquête.

La liste en annexe 17.6 indique les principales personnes-ressources cantonales de l'étude et leurs fonctions. Comme l'indique la liste, les contacts signalés par les directeurs de l'instruction publique concernaient au premier chef l'école obligatoire ; pour ce qui concerne le niveau secondaire II, les répondants appropriés ont dû être identifiés à partir des entretiens auprès des premières personnes-ressources signalées. En fait, au niveau de l'enseignement post-obligatoire les directeurs des écoles ont beaucoup d'autonomie et élaborent un plan d'étude propre à leur établissement. Pour cette raison les

²⁹ Ce canton a retourné la lettre à l'IUMSP en indiquant comme motif le principe de l'autorité cantonale.

informations obtenues à ce niveau sont moins complètes qu'au niveau de l'enseignement obligatoire où les établissements travaillent selon un plan d'étude commun.

Le feedback reçu des entretiens s'est en général avéré positif. Trois éléments favorables ont été identifiés : la préparation à l'entretien à partir des documents avant l'entretien ; les questions posées ont fait ressortir pour les personnes interviewées elles-mêmes les lacunes dans la situation actuelle ; l'entretien a permis à l'interviewé d'exprimer les besoins ressentis en termes de soutien souhaité de la part des autorités cantonales et fédérales et aussi l'approche et la vision des thèmes au sein de l'organisation scolaire.

Une deuxième demande de collaboration a été envoyée à Appenzell Innerrhoden, précisant la démarche en fonction des réticences signalées dans la réponse reçue, soulignant la participation de tous les autres cantons et l'intérêt d'une étude compréhensive (Annexe 17.7) ; ce courrier est resté sans réponse.

4.3 ENTRETIENS AU NIVEAU SUPRACANTONAL

Au cours de l'étude, il s'est avéré nécessaire d'obtenir des informations supplémentaires au niveau supracantonale, surtout par rapport à la formation de base et la formation continue des intervenants. Une liste des personnes/institutions contactées est jointe en annexe 17.8.

4.4 RECHERCHE DE DOCUMENTATION SUPPLEMENTAIRE

Une recherche a été effectuée auprès d'autres sources, notamment auprès de la CDIP et de Sida Info Doc Suisse. Une littérature grise d'une quantité et d'une diversité importantes (lois scolaires, plans d'études, études) a donc pu être consultée. Une liste bibliographique se trouve au chapitre 16.

4.5 SYNTHÈSE CANTONALE ET PROCEDURE DE VALIDATION

Pour chaque canton, les informations recueillies de diverses sources orales et écrites ont été synthétisées dans une série de "fiches de synthèse cantonales", résumant la situation dans chaque canton selon une structure définie (principales personnes-ressources contactées, bases légales ou administratives, autres documents, existence d'une notion d'obligation, responsabilité du département de l'instruction publique, responsabilité pour la mise en œuvre, collaboration et coordination, moyens financiers, formation des intervenants, matériel didactique, contexte scolaire de l'enseignement, initiatives et interventions sur le terrain, contenu des interventions, couverture, classes spéciales, pérennisation, lacunes et priorités [voir fiches de synthèse chapitre 15]).

En janvier 2000, dans un but de validation, ces fiches cantonales ont été retournées à toutes les personnes-ressources avec une demande de relecture afin d'établir si les informations ainsi résumées étaient correctes et si d'autres précisions devaient être ajoutées (Annexe 0). Les modifications indiquées ont été effectuées. Il s'agissait essentiellement de questions de détail, mais dans quelques cas des divergences entre informateurs ont été relevées et sont indiquées dans la fiche.

4.6 ANALYSE TRANSVERSALE DES INFORMATIONS

A partir de la grille, un masque de saisie informatique a été développé sur Access, et l'ensemble des informations récoltées ont été saisies. Cet outil a été utilisé pour l'analyse transversale (intercantonale) des données.

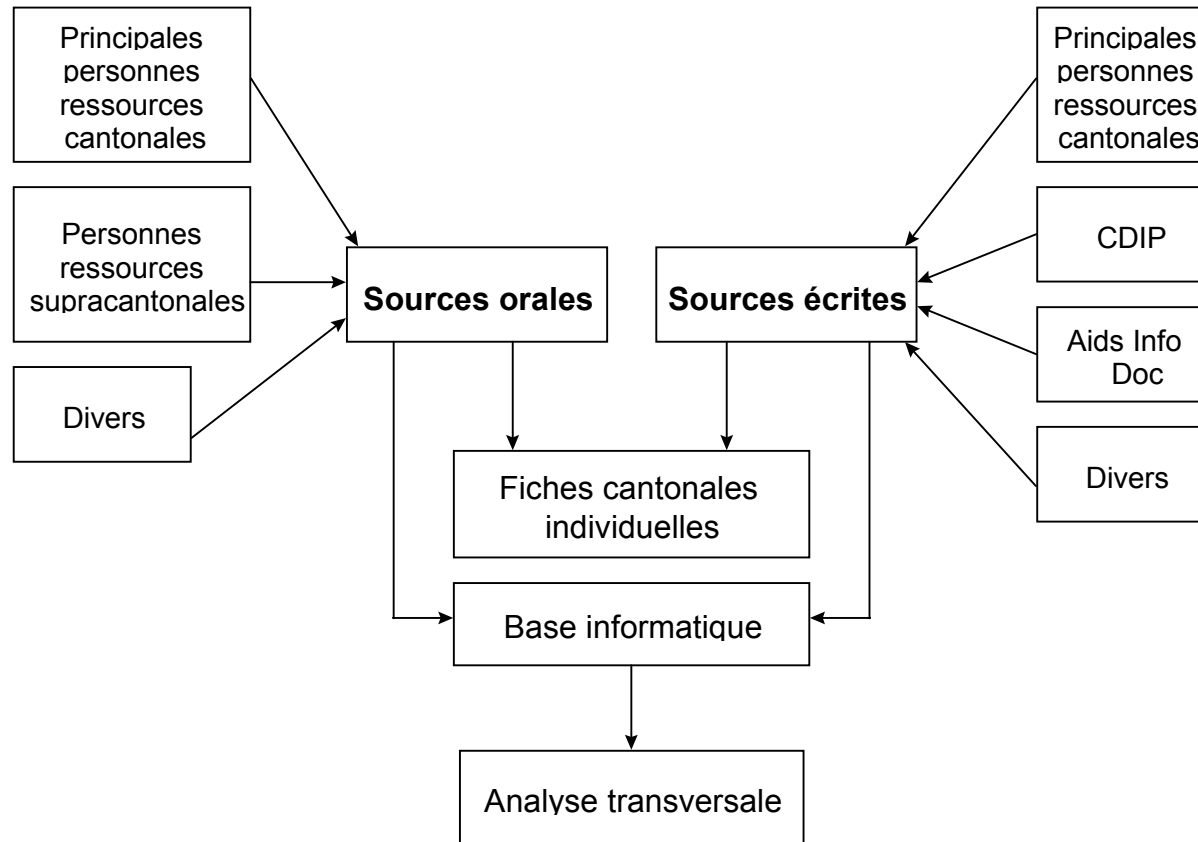
Lors des entretiens il est apparu que les cantons bilingues pouvait avoir deux approches différentes de la question. Ainsi, pour les cantons de Valais, Fribourg et Berne, les informations ont été enregistrées séparément pour la partie francophone et la partie germanophone. Les analyses sont donc faites sur une base de 28 "unités cantonales" (3 cantons enregistrés à double et un canton absent (voir liste des abréviations, page 6). Les principales variables prises en compte pour l'analyse transversale sont : le canton, le niveau d'école, et le thème traité (voir la grille d'analyse en annexe).

Tableau 4-1 Calendrier de la méthode

Septembre 1999	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole définitif approuvé • Demande de collaboration auprès des Directions cantonales de l'Instruction publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de la grille • Développement du guide d'entretien 	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche et analyse de la documentation
Octobre - décembre 1999	<ul style="list-style-type: none"> • Prise de contact avec les personnes-ressources signalées par les Directions cantonales • Entretiens avec personnes-ressources signalées et avec d'autres contacts identifiés par la suite • Préparation des synthèses cantonales 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement du masque de saisie informatique 	
Janvier 2000	<ul style="list-style-type: none"> • Suite des entretiens • Mise au point et envoi des synthèses cantonales pour validation • Retour et modification des synthèses cantonales 	<ul style="list-style-type: none"> • Saisie des données sur Access 	
Février - juin 2000	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse transversale • Rédaction du rapport 		

Figure 4.1

Synthèse de la méthode



SECTION III
CONTEXTE

5 QUEL EST LE CONTEXTE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA PREVENTION VIH/SIDA ET DE L'EDUCATION SEXUELLE EN SUISSE ?

L'école est un espace public, sous contrôle public, qui occupe une place de choix en tant que courroie de transmission de la prévention destinée aux jeunes générations.

La mise en œuvre de la prévention s'organise de manière différente selon les cantons, et les niveaux de scolarité.

Ce chapitre donne un aperçu général concernant :

- l'hétérogénéité du cadre politique et administratif de l'école,
- les voies par lesquelles la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle peuvent s'introduire dans le milieu scolaire.

5.1 STRUCTURE DU SYSTEME EDUCATIF

Pour comprendre les différences d'approche et d'organisation de la prévention dans les écoles en Suisse, il faut se référer à l'hétérogénéité des structures et institutions scolaires. Voici donc un bref rappel des bases du système éducatif en Suisse.

Le système est cantonal, et se conforme à des dispositions concordataires entre les cantons.

Le **Concordat intercantonal sur la coordination scolaire du 29 octobre 1970** règle des dispositions communes aux cantons concernant, l'âge de l'école obligatoire, sa durée et certaines modalités qui garantissent l'accès et la qualité des différents niveaux de scolarité sur tout le pays - au total environ un million de personnes (voir Annexe 17.10, présentant la répartition des élèves par cantons selon les régions du concordat "Population scolaire par région et par canton").

La mise en place et l'organisation du système scolaire ne sont pas uniformes, mais dépendent de 26 différents systèmes cantonaux.

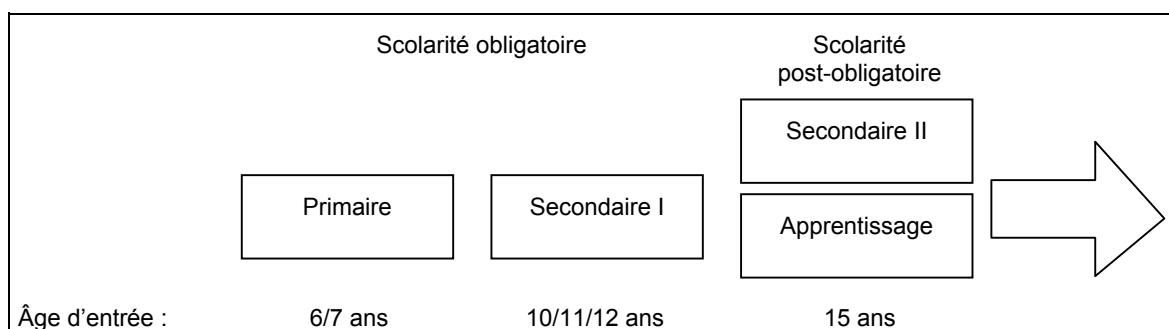
Le tableau concernant la population scolaire (Annexe 17.10) montre que ces cantons sont de taille très différentes. La coordination scolaire les a regroupés en quatre régions, qui constituent des unités de coordination intercantonale au sein de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP/EDK).

Les niveaux de scolarité considérés dans l'étude

Le système scolaire distingue quatre degrés de scolarité : le préscolaire, le primaire, le secondaire I, le secondaire II, le tertiaire.

Dans la présente étude, les niveaux d'école préscolaire et tertiaire (universités) ne sont pas pris en compte. Par contre, le niveau d'école secondaire II a été divisé en deux parties : les écoles secondaires II fréquentées à plein temps et les écoles professionnelles (cours professionnels liés à un apprentissage).

Figure 5.1 **Système de scolarité en Suisse**



Source : Regli F, Furer H. Schulsysteme der Schweiz: Eine tabellarische Übersicht des Bildungswesens in der Schweiz. Basel: Schule und Elternhaus Schweiz ;1996.

L'école obligatoire (primaire et secondaire I) se situe dans la sphère politique et administrative du canton et de la commune (commission scolaire communale pour l'école primaire). Les enseignants du niveau primaire sont formés au sein d'un système cantonal, dont les diplômes ne sont pas toujours reconnus entre les cantons. Les diplômés des universités qui entrent dans l'enseignement secondaire suivent une filière de formation pédagogique qui est souvent cantonale.

Le **niveau post-obligatoire** dépend aussi de l'autorité cantonale, mais il est également soumis à des réglementations fédérales concernant les maturités et les apprentissages. Les écoles concernées par ces niveaux sont administrativement soumises au canton, mais le contenu des plans d'étude relève aussi de directives fédérales, interprétées par les établissements concernés avec une marge d'autonomie.

La manière dont les thèmes de la promotion de la santé et de la prévention sont abordés dépend de l'ensemble du contexte : le climat politique, la discussion sur le rôle de l'école, sur le contenu et l'application des plans d'étude, les qualifications et le profil des enseignants (notamment la place de la pédagogie dans leur fonction).

L'hétérogénéité du cadre (décrite ci-dessous, voir 5.2) engendre des pratiques sur le terrain qui sont elles aussi disparates. Une revue des portes d'entrée qui ouvrent le chemin de la prévention VIH/sida dans ces différents milieux est présenté dans la section 5.6.

5.2 HETEROGENEITE DU CADRE

Pour faire le point sur les pratiques de prévention autour de la sexualité en milieu scolaire, il faut tenir compte de la variété et de l'hétérogénéité du cadre dans lequel elles se concrétisent.

L'institution scolaire est la résultante de nombreux facteurs comme les décisions politiques, les modes d'organisation, la mise en place de compétences et de moyens, la définition des contenus, les concepts sur le profil et la formation des enseignants.

Voici un bref rappel de la situation concernant trois aspects :

- choix et décisions politiques,
- compétences administratives,
- application des plans d'étude.

5.3 CHOIX ET DECISIONS POLITIQUES

Les décisions d'ordre politique prennent différentes formes :

- décisions cantonales (lois, règlements, structures administratives et missions des départements et administrations cantonales concernant les différents niveaux d'école),
- définition de la participation et du pouvoir des communes (école primaire surtout).

Les décisions cantonales sont prises de manière autonome tout en tenant compte du cadre général fourni par

- les directives fédérales (réglementations sur l'apprentissage, les maturités fédérales) et recommandations de santé publique (compétences fédérales en matière d'épidémies, de consultation en matière de grossesse),
- les bases intercantionales issues de la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (divisée en quatre régions pour certains dossiers).

Objectif de l'étude

L'étude a cherché à établir si la **prévention VIH/sida et/ou l'éducation sexuelle font l'objet d'une décision de principe qui les rend obligatoires** dans le canton, et pour quel niveau d'école. Cette notion d'obligation a été difficile à définir, étant donné la complexité de l'arsenal de prise de décision, et le fait que le sujet fait l'objet d'un débat politique. Le chapitre 6 fait le point sur les bases légales en vigueur.

Les décisions politiques traitent du thème de manière dispersée selon les niveaux d'écoles, les compétences des acteurs, le degré d'autonomie de décision dans les différentes structures.

Certains cantons ont fixé une ligne générale sur le thème, par exemple à travers la mission d'un service administratif compétent, ou par le biais de commissions chargées de fournir des directives aux services et niveaux d'écoles concernées. On trouve des précisions sur la santé scolaire et la médecine dans diverses lois cantonales (touchant la santé publique et l'instruction publique).

Les dispositifs cantonaux qui existent sont parfois officiels et parfois officieux (voir ci-dessous section 17.12 à propos des responsabilités et de la coordination cantonale).

5.4 ORGANISATION ADMINISTRATIVE (COMMUNALE, CANTONALE ET FEDERALE)

C'est en principe l'administration cantonale qui a la compétence de gérer le système scolaire. Elle le fait en respectant les dispositions du Concordat sur la coordination scolaire établi par la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP/EDK).

En général, le département cantonal chargé de l'éducation chapeaute l'organisation de tous les niveaux d'école. Dans certains cantons, l'enseignement concernant l'apprentissage dépend d'un autre département (l'économie par exemple, ou l'intérieur).

Les directions et services cantonaux responsables du fonctionnement du système éducatif ont des cahiers des charges qui varient selon les cantons. Les services sont responsables de l'application des lois et des budgets qui peuvent être découpés par niveau d'école. Leurs compétences sont définies en relation avec d'autres instances de décision qui sont plus ou moins soumises à leur autorité hiérarchique (les directions des écoles, les inspecteurs, le corps enseignant, les commissions scolaires).

Concernant l'école **primaire**, les **communes** ont une structure de gestion communale dont les compétences varient d'un canton à l'autre. Les commissions scolaires communales statuent sur de nombreux sujets administratifs. Dans certaines régions, elles sont responsables de la sélection des enseignants, ont leur mot à dire sur la gestion et les contenus des pratiques sur le terrain : sélection du personnel, plans d'études, horaires, locaux, budgets.

Le niveau **secondaire I** est organisé le plus souvent directement par les services cantonaux, au sein desquels sont intégrés les inspecteurs scolaires et les directions des établissements.

Les écoles **secondaires II** (diplômes cantonaux, maturités fédérales, écoles professionnelles) n'ont généralement pas une structure administrative unifiée. Certaines décisions relèvent directement de la compétence de la direction de chaque établissement. L'évolution au cours des dernières années tend vers une structure intégrée gérant l'ensemble de l'organisation du niveau post-obligatoire. Cette organisation est généralement responsable du lien avec les directives fédérales régissant l'apprentissage et les maturités fédérales, mais les directions des établissements concernés ont une marge d'autonomie dans la définition du contenu des plans d'étude et leur contrôle.

Objectif de l'étude

Certaines questions touchant à la prévention relèvent du domaine de la **médecine scolaire** qui n'est pas toujours articulée à l'organisation administrative de l'école. Les médecins scolaires et les services de médecine scolaire sont parfois rattachés directement à la santé publique. Leur cahier des charges peut aussi être fixé par les communes, ou faire l'objet de conventions cantonales entre plusieurs départements concernés.

Les compétences des **directeurs et directrices d'écoles** sont variables selon les cantons et selon les niveaux d'écoles. Les directions des écoles disposent souvent d'un budget destiné à la prévention, qu'ils gèrent selon leur interprétation des besoins, en collaboration avec les enseignants et les enseignantes.

Les responsables administratifs des différents niveaux d'école ne sont pas obligatoirement coordonnés. Les services administratifs de l'école obligatoire sont différents de ceux qui s'occupent du post-obligatoire, qui distingue la formation en apprentissage des écoles professionnelle à plein temps. La coordination de la prévention entre ces différents niveaux est exceptionnelle.

5.5 PLANS D'ETUDE

Les plans d'étude cantonaux, fédéraux ou intercantonaux contiennent les termes généraux des matières à traiter ainsi que dans certains cas des précisions sur les examens, la validation, le contrôle, et la formation.

La **Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP/EDK)** établit des recommandations et des plans d'étude cadre qui sont ensuite détaillés et interprétés dans les cantons³⁰.

Ce type de source est lui aussi hétérogène, de même que l'interprétation qu'on en fait au niveau cantonal et dans la pratique sur le terrain. Les cantons et le personnel des niveaux d'école concernés interprètent les lignes directrices des plans d'étude selon un degré d'autonomie à géométrie variable. Les connaissances qui relèvent du domaine de l'éducation sexuelle ne font pas l'objet des mêmes précisions que les branches soumises à des examens.

³⁰ Bibliographie des plans d'étude fournie par le service de documentation de la CDIP/EDK, Berne.

Un exemple : le plan d'étude cadre des écoles de maturité mentionne en principe dans le cours de biologie la matière "reproduction humaine". Mais dans la plupart des cantons, la définition concrète du contenu du cours est en révision, au même titre que l'ensemble des plans d'étude de maturité. On ne peut donc pas préciser le nombre d'heures consacré au thème, ni la manière dont il est abordé (explications uniquement cognitives ou discussion plus large concernant la sexualité). Certains cantons se contentent d'une directive très générale, d'autres veulent des précisions, qui prennent du temps à être élaborées.

Objectifs de l'étude

Un survol du contenu des plans d'études dans les cantons a cherché à identifier comment les thèmes touchant à l'éducation sexuelle et la prévention VIH/sida y sont traités.

Les structures régionales de la CDIP ont créé des groupes de travail sur la question de la promotion de la santé à l'école.

5.6 PAR QUELLES VOIES LA PREVENTION VIH/SIDA ET L'EDUCATION SEXUELLE PEUVENT-ELLES S'INTRODUIRE DANS L'ECOLE ?

- **Les modèles d'organisation** : la prévention VIH/sida s'est implantée en milieu scolaire selon des modèles d'organisation différents qui datent d'avant l'épidémie, et dont une brève définition est rappelée ici.
- **Les trois approches thématiques VIH, ES, PS** : en tant que thème traité à l'école, le VIH a été considéré soit comme un thème totalement nouveau, soit comme une matière à intégrer au sein de l'éducation sexuelle, soit encore comme une matière à intégrer plus largement dans l'approche globale de la promotion de la santé. Un bref rappel de l'histoire de l'introduction du VIH à partir des différentes thématiques est tracé.
- **Les conditions de la mise en œuvre** : les trois grandes conditions structurelles nécessaires à la mise en œuvre de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle sont abordés (le soutien institutionnel, le rôle attribué aux acteurs sur le terrain et la situation des offres et des compétences disponibles dans les cantons).

5.7 LES MODELES D'ORGANISATION

Deux modèles d'organisation caractérisent la mise en œuvre des activités touchant à la prévention VIH/sida. Ils sont présents tout au long de la collecte des données et de leur analyse.

Modèle interne : les cours traitant de thèmes ayant trait à la sexualité et au VIH font partie des plans d'étude et les enseignants en sont chargés dans le cadre de leurs cours, éventuellement avec l'appui de spécialistes externes.

Modèle externe : les cours sont assurés par des spécialistes de la prévention extérieurs ou par un personnel spécialisé attaché au système de santé de l'école (équipes de santé, services de médecine scolaire, médecins scolaires).

Ces modèles sont le produit de l'histoire de la mise en œuvre des politiques de prévention à l'école.

L'impulsion produite par la prévention VIH/sida a eu des répercussions différentes dans les deux modèles d'organisation.

Dans les régions latines, les animatrices et animateurs en éducation sexuelle ont très vite intégré le thème du VIH dans leurs interventions³¹. Un programme de formation romande largement ouvert à toute personne-relais intéressée a permis aussi de toucher une minorité d'enseignants mais en dehors de leur milieu de travail.

En régions alémaniques, par contre, la prévention VIH/sida en milieu scolaire s'est développée à travers des actions d'information et de sensibilisation du corps enseignant, en tant que relais de l'information et des messages de prévention.

Une vague intense de sensibilisation s'est donc mise en place entre 1987 et 1990, pour toucher le relais que constituait le corps enseignant à travers des "inputs" de formation, la diffusion de matériel pédagogique et de "guidelines".

Dans ces initiatives, les Antennes régionales de l'Association suisse contre le sida (ASS) ont parfois joué le rôle des spécialistes externes, soit auprès des enseignants, soit directement auprès des élèves.

5.8 LES TROIS APPROCHES THEMATIQUES : VIH, EDUCATION SEXUELLE, PROMOTION DE LA SANTE

Les données de l'enquête ont été récoltées en opérant, lorsque cela était possible, une distinction entre les trois thèmes, qui correspondent à trois modes d'apparition de la question de la prévention VIH/sida en milieu scolaire.

Historiquement, l'éducation sexuelle s'est implantée dans certains cantons avant la prévention VIH/sida. Là où elle existait, le VIH a été traité au sein de l'éducation sexuelle. Ailleurs, c'est le VIH qui a ouvert la voie à une place plus importante à l'éducation sexuelle. Dans un troisième cas de figure, le VIH est intégré comme une partie du concept de promotion de la santé qui est actuellement en plein développement. Il y a donc recoupement des trois thèmes, qui correspondent néanmoins à des manières différenciées d'aborder la question.

5.8.1 Origines de l'introduction des trois approches en milieu scolaire

Approche VIH

Là où l'éducation sexuelle n'existait pas en tant que telle, les **campagnes de prévention VIH/ sida** (à partir de 1987) ont été adressées au milieu scolaire, soit directement auprès des élèves, soit à travers des informations et une sensibilisation des enseignants. Selon le temps à disposition et les modalités, les questions touchant à d'autres aspects de la sexualité pouvaient - ou ne pouvaient pas - être abordées. Le thème de l'abus de substances (toxicomanies) y était souvent intégré, puisque l'injection de drogues représente un risque important de transmission du VIH.

Les campagnes et les actions de prévention VIH/sida, notamment à travers les offres des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida de l'Association suisse contre le sida et les spécialistes de la prévention des toxicomanies ont pénétré le milieu scolaire en même temps. Ces spécialistes ont offert des prestations de prévention dans les écoles, par le biais de multiplicateurs et de personnel formé pour animer des discussions dans lesquelles il n'y a pas seulement transmission d'information mais aussi discussion sur la sexualité.

³¹ Cf. sur ce point : Weber-Jobé M, de Vargas-Rochat D. Les adolescents face au SIDA : une nouvelle légitimité pour l'éducation sexuelle? Med Hyg 1990;48:3254-57. (Le thème du VIH fait partie de la leçon, à partir d'une discussion provoquée sur l'usage du préservatif. Le cours est l'occasion de lever les réticences et laisser la place à la curiosité et aux questions.)

Approche éducation sexuelle (ES)

C'est dans les années 60 que l'idée d'une éducation sexuelle a fait son chemin dans les régions latines. Sa justification était fondée sur la prévention des grossesses non désirées, mais aussi sur la conviction que l'éducation sexuelle contribue à l'épanouissement de la personnalité. Des interventions (qu'on appelait à l'époque des "causeries") ont été proposées aux directions des écoles à l'initiative d'associations non gouvernementales. Elles se sont progressivement imposées en même temps que se précisaient les méthodes et la formation spécialisée à l'origine du modèle et qu'apparaissaient des associations qui ont usé de leur influence auprès des milieux politiques, des autorités scolaires et du grand public, en expliquant le bien-fondé et la nécessité de leur pratique d'animation dans les classes. C'est là l'origine du modèle externe de l'éducation sexuelle, dans lequel les thèmes de la sexualité sont traités à l'école avec des méthodes participatives utilisées par des animateurs et animatrices spécialisés extérieurs à l'école. Une synergie existe entre l'éducation sexuelle et les centres de planning familial qui offrent à la jeunesse un conseil personnalisé et préventif sur la contraception et la santé sexuelle³².

Ce dispositif d'éducation sexuelle relié au Planning familial est une particularité des cantons latins qui ne s'est jamais développé de la même manière dans les régions germanophones. Dans ces cantons, avant le temps du sida, les thèmes liés à la sexualité étaient considérés comme une branche à traiter par les enseignants dans le cadre de leurs cours, selon le modèle interne. Dans cette logique, la notion d'éducation sexuelle était interprétée de manière plutôt restrictive, limitée à quelques informations de sciences naturelles sur la reproduction humaine. L'amour et les relations entre hommes et femmes étaient aussi abordés dans des cours de morale et de religion dont l'approche était différente de l'éthique laïque et médicale de la prévention. Les pratiques en la matière ont par conséquent été peu formulées et peu traitées dans les plans d'étude et les "guidelines" destinés aux enseignants.

Il reste que dans de nombreux cas, la manière de traiter le thème "sexualité et VIH" dans le modèle interne reste sujette à des interprétations très hétérogènes. Dans certains cantons, on parle d'éducation sexuelle (*Sexualerziehung*) sans définir ce qu'on entend par là (SO, TH). Dans d'autres, les contenus sont précisés (Suisse centrale, SG, BEg). Dans un certain nombre de plans d'étude, des sujets ayant trait à la sexualité sont mentionnés parmi les thèmes à traiter sans que les aspects psychologiques et relationnels soient thématiques (la "reproduction humaine" dans les cours de biologie est considérée par certains répondants comme de l'éducation sexuelle).

Mais l'introduction de la prévention VIH/sida a suscité un travail dynamique de conception méthodologique qui englobe la prévention VIH/sida dans le contexte plus large de la sexualité (aspects relationnels, existentiels, liés à la puberté, etc.). Un bon exemple de cette tendance est la partie "Education sexuelle" du concept "*Lebenskunde*" de la Suisse centrale³³, plus FRg et VSg. Dans ce texte, on trouve un concept très complet sur les objectifs et le contenu d'une éducation sexuelle selon le modèle interne, c'est-à-dire assumée par le corps enseignant dans le cadre d'un plan d'étude.

Il demeure que le développement d'une pratique de la prévention VIH/sida à l'école n'est pas nécessairement liée avec l'éducation sexuelle (BL, BS par exemple).

³² Cortolezzis C, Muheim D. Education sexuelle en milieu scolaire vaudois (1965-1980). Mandat No 316.95.5727 de la division principale médecine et pharmacie de l'Office fédéral de la santé publique: "Prévention et éducation sexuelle". Lausanne: Institut universitaire d'histoire de la médecine et de la santé publique; juin 1997.

³³ Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.

Approche "promotion de la santé" (PS)

Les années 90 ont été marquées par l'apparition d'une nouvelle préoccupation plus large : la **promotion de la santé à l'école**. Dans cette perspective, les thèmes liés à la santé sexuelle font désormais partie d'un tout, et s'intègrent dans une perspective visant à développer au sein de la population scolaire une conscience et une culture de prévention dans laquelle l'hygiène de vie est thématifiée (la gestion du stress et de la fatigue, l'alimentation, le sport, le mouvement et la détente). L'approche se distingue des approches traditionnelles de la prévention (prévenir des pathologies, problèmes de santé spécifiques) puisqu'il s'agit de la promotion du bien-être global³⁴. En milieu scolaire, on est donc emmené à s'interroger aussi sur les effets préventifs de l'ensemble du mode de vie et de l'organisation scolaire. La promotion de la santé vise le développement des compétences - tels l'affirmation de soi - ceux-ci auraient un effet transversal, par exemple, une amélioration de l'affirmation de soi sera bénéfique pour promouvoir un comportement positif dans plusieurs domaines (sexualité, nutrition, dépendances ...).

La nécessité de faire de l'école un lieu de promotion de la santé est apparue comme un enjeu important, dynamisé notamment par des impulsions venues de l'Office fédéral de la santé publique et des collaborations avec la CDIP/EDK pour promouvoir un Réseau suisse d'école en santé.

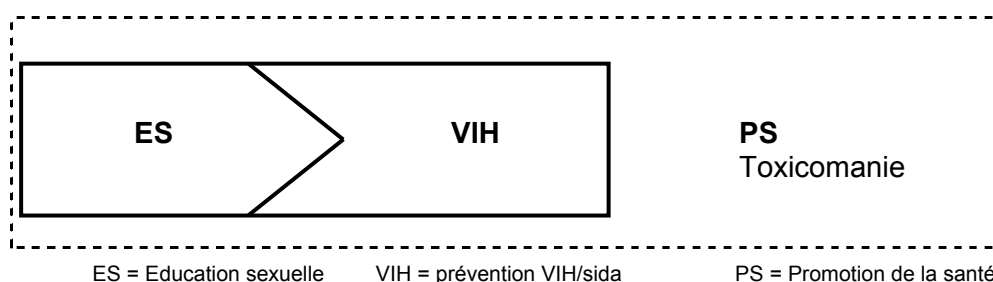
Dans plusieurs cantons, le débat sur le rôle de l'école dans la transmission d'une "culture de santé" est très actif. Il se concrétise par des initiatives impliquant le corps enseignant et le travail en réseau avec des spécialistes externes de la prévention, ainsi que la collaboration avec les médecins scolaires et les services de médecine scolaire.

Dans ce processus, le rôle des enseignants est discuté, ainsi que leur rôle de relais pour faciliter l'accès des élèves aux offres de prévention et de santé scolaire et pour diffuser des contenus de prévention auprès de la jeunesse.

Dans ces différentes étapes, le rôle du personnel spécialisé de prévention, ses relations avec le corps enseignant, les élèves, et l'organisation scolaire a aussi évolué. On trouve aujourd'hui différents types de ressources (extérieures et intérieures à l'école) qui peuvent intervenir avec des méthodes de sensibilisation participatives, et compléter le travail des enseignants (voir ci-dessous).

Les points de départ de l'ancrage du thème du VIH à l'école

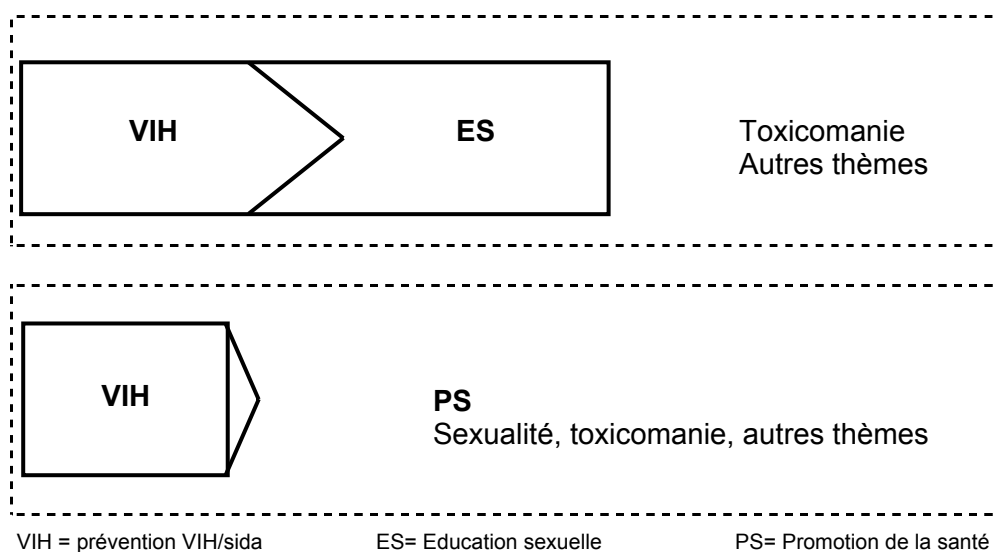
Figure 5.2 Premier cas de figure : ES vers VIH vers PS



Le thème du VIH est intégré au cadre de l'**éducation sexuelle**, mise en place avant l'apparition de l'épidémie (cas des cantons latins, école obligatoire).

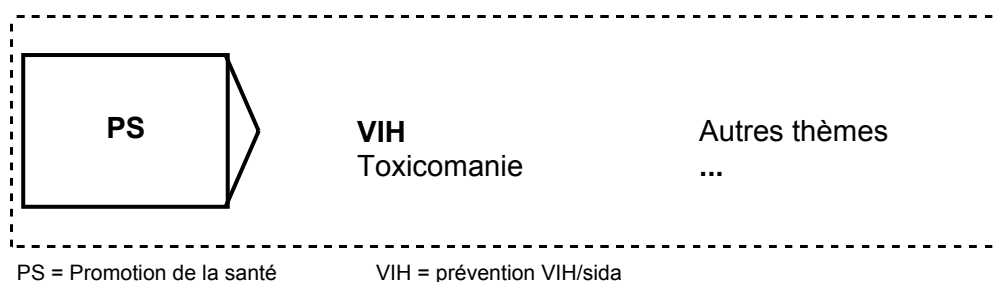
³⁴ World Health Organization. The Ottawa Charter for Health Promotion. In: Health Promotion 1986;1:iii-v.

Figure 5.3 Deuxième cas de figure : VIH vers ES et VIH vers PS



Les campagnes de prévention VIH/sida, qui abordent aussi le thème de la toxicomanie, s'intègrent selon les circonstances à des concepts plus larges de promotion de la santé ou d'éducation sexuelle.

Figure 5.4 Troisième cas de figure : PS vers VIH



La perspective de la promotion de la santé à l'école et les dynamiques qu'elle suscite permettent de situer les actions de prévention VIH/sida dans un cadre plus large. Les concepts de promotion de la santé thématissent la prévention en matière de santé sexuelle et de toxicomanies et les relient à l'acquisition de compétences liées à une "culture de santé" en milieu scolaire. Cette approche globale est évoquée dans plusieurs cantons pour mettre en place une pérennisation de la prévention VIH/sida.

5.9 LES CONDITIONS DE LA MISE EN ŒUVRE

Structurellement, l'étude a permis de dégager des ensembles de conditions qui permettent de mettre en œuvre la prévention VIH/sida indépendamment des différences qui viennent d'être mentionnées. Sont traités ci-dessous les conditions relatives au soutien institutionnel et aux acteurs sur le terrain.

5.9.1 Les soutiens institutionnels

Il existe une interaction entre les initiatives officielles et le soutien public. Pour que les initiatives parviennent à un niveau d'organisation qui en garantissent la continuité, il faut que le travail de

sensibilisation auprès du public, avec les parents, les enseignants, les groupes de pairs ouvre la voie aux décisions de principe plus officielles. La nature du thème faisant qu'il vaut mieux opérer par la persuasion plutôt que par décret, c'est ce va-et-vient entre la société civile et les autorités qui va garantir le succès de l'entreprise.

Le soutien institutionnel peut prendre plusieurs formes

- décision de principe (notion d'obligation)

Les **législations cantonales** traitant du thème peuvent être les lois scolaires, les lois de santé publique, et les lois et règlements touchant à la prévention VIH/sida. Selon les cantons, les décisions de principe sur ces questions sont formalisées et ont une influence sur ce qui se passe en milieu scolaire. S'il existe une décision claire, il sera plus facile de mettre en œuvre l'intégration de l'éducation sexuelle ou de la prévention VIH/sida en tant que thème traité de routine dans le programme scolaire cantonal.

Il arrive aussi qu'une décision politique ou administrative soit un vœu pieux qui reste lettre morte.

- aide financière ponctuelle
- aide financière régulière
- encouragement à la coordination et aux synergies
- préparation de concepts et de directives, qui utilisent les expériences pilotes et tirent les leçons des initiatives novatrices.

Le rôle des autorités fédérales

L'Office fédéral de la santé publique et la CDIP/EDK (Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique) sont les partenaires d'une action publique de soutien à la promotion de la santé à l'école, à partir du groupe de travail "Education et promotion de la santé". Ce groupe de travail gère le programme "Ecole en santé" qui finance des projets dans les écoles et soutient le Réseau suisse d'école en santé³⁵.

Par ailleurs, les 4 régions de la CDIP travaillent à des collaborations intercantionales dans le domaine de la promotion de la santé.

La sexualité figure parmi les thèmes traités dans ce programme. En 1999, deux projets sur les 16 retenus touchaient directement à la sexualité.

5.9.2 Les acteurs sur le terrain : leur place, leur rôle, leur formation

Une typologie a permis de distinguer différentes catégories d'acteurs et actrices :

- des spécialistes externes de la prévention en santé sexuelle ou prévention VIH/sida (intervenants externes),
- des enseignants ayant suivi une formation,
- des enseignants n'étant pas spécialement formés sur ce thème,
- des équipes de santé et de prévention s'occupant à la fois du soutien individuel et de la prévention primaire en milieu scolaire,

³⁵ Zwischenbericht der Arbeitsgruppe Gesundheitserziehung und -förderung (Rapport intermédiaire du groupe de travail Education et promotion de la santé. Bern: Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK: AG Gesundheitserziehung und -förderung; Bundesamt für Gesundheit: Stelle für Prävention und Gesundheitsförderung im Schulbereich; August 1999.

- des professionnels de santé liés aux services de médecine scolaire et de santé (médecins et infirmières scolaires).

Les thèmes de la prévention et de la sexualité sont situés à la frontière entre le monde médical et le monde de la pédagogie. La vision de la promotion de la santé qui se construit dans les écoles est confrontée à une discussion sur les rôles de chaque profil professionnel, et notamment sur la place et le rôle de l'enseignant.

Le terrain de l'éducation sexuelle et de la prévention VIH/sida est particulièrement intéressant, car il confronte les acteurs au problème de la frontière entre le développement personnel et l'éducation.

La discussion sur les avantages et inconvénients de confier la tâche à des spécialistes externes vs corps enseignant est donc inévitable (cf. chapitre 11 "formation" et chapitre 13 "modèles d'organisation").

Sa conclusion est dans l'air du temps : chaque personne appelée à travailler "pour la santé à l'école" fait l'expérience du travail en réseau. Les collaborations, préparations communes, actions concertées et synergies entre les spécialistes de la prévention et les généralistes de l'éducation sont fructueuses et efficaces, lorsqu'elles existent. Elles supposent que les partenaires sont formés au "travail en réseau" et motivés. Le succès des expériences d'équipes de santé avec participation du corps enseignant semble aller dans ce sens.

La question de la formation est donc essentielle.

5.10 LES OFFRES ET LES COMPETENCES A DISPOSITION DANS LE CANTON POUR DYNAMISER LA PREVENTION EN SANTE SEXUELLE EN MILIEU SCOLAIRE (comprise ou non dans l'ensemble de la promotion de la santé)

Le tableau synoptique présentant l'organisation de la mise en œuvre sur le terrain dans les cantons (17.12) montre qu'il existe des articulations entre les autorités administratives, les ONG de la société civile et les initiatives qui se développent à partir de personnes motivées au sein des écoles.

La promotion de la santé à l'école mobilise des énergies, en relation avec les autorités administratives et les structures de coordination cantonales. A des degrés divers, et avec des moyens qui varient beaucoup selon les cantons, le dispositif est constitué de

- structures offrant des prestations en direction du milieu scolaire : services d'éducation sexuelle, Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida, "Fachstellen" traitant de prévention,
- mandats dispersés (plus ou moins officiels) chargés d'implanter la prévention,
- personnes ou commission en charge de la coordination (dont le découpage présente tous les cas de figure : prévention en général, santé scolaire, prévention VIH/sida, etc.).

On a vu que les services d'éducation sexuelle se sont imposés dans les cantons romands grâce à ce fonctionnement mixte créant des ponts entre le secteur public et l'initiative privée.

L'émotion liée à l'épidémie du VIH et toutes les initiatives des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida de prévention ont dynamisé la présence du thème dans l'école.

Les actions en direction de l'école sur le thème VIH ont répondu à une nécessité d'information et de mise à jour de connaissances qui a donné une impulsion en milieu scolaire (à travers les enseignants, les intervenants extérieurs, les services médicaux, ou des membres d'associations).

A titre d'exemple : le projet "Ecole" de l'ASS organise une offre de témoignage dans les écoles qui est bien reçue dans plusieurs cantons.

En Valais romand, le "Concept sida" en tant que projet pilote initié par l'Antenne sida de l'ASS (Association suisse contre le sida) a permis d'organiser des rencontres et des actions avec les enseignants, les parents, les pairs qui ont sensibilisé tout le niveau de l'école obligatoire de la région. Cette action a relancé toute la question de la présence du thème "sexualité" en milieu scolaire.

Dans le domaine plus large de la promotion de la santé, les projets **Ecole en santé** qui partent en général de quelques enseignants motivés touchent parfois la sexualité, mais pas prioritairement.

En résumé, il existe un espace important pour des initiatives - groupes de travail, projets pilotes, actions coordonnées - qui développent les compétences et contribuent à développer une culture de prévention au sein de l'école. C'est le terreau dans lequel un travail approfondi sur le développement général des compétences de prévention peut se faire. Les actions de prévention sexualité/VIH ne peuvent pas se tenir en dehors de la vision plus large de la promotion de la santé qu'il représente.

Réponses résumées

Si un accord de plus en plus large existe sur la **pertinence** d'aborder la sexualité à l'école, les régions et les cantons ont développé des pratiques très différentes sur la **manière de le faire**, les **modalités**, les **méthodes** à utiliser pour la traiter, les **contenus** et les **objectifs** visés.

Ces différences ont des origines historiques.

Dans les **régions latines**, l'éducation sexuelle introduite selon le modèle d'organisation externe a précédé la prévention VIH/sida.

Dans les **régions germanophones**, le corps enseignant a été chargé de transmettre les messages de prévention VIH/sida (années 87 à 90) sans être particulièrement formé sur la problématique pédagogique particulière nécessaire pour traiter du thème de la sexualité en classe.

Le modèle des intervenants extérieurs est en progression dans certains cantons et niveaux d'école.

La thématique des trois pôles PS/ES/VIH est le résultat d'une histoire. Mais elle peut aussi être utile pour envisager les moyens d'ancrer la prévention dans l'avenir.

Dans les cantons ou dans les niveaux de scolarité où les cours d'éducation sexuelle sont instaurés, l'intégration du VIH passe par l'éducation sexuelle.

Là où le dispositif de prévention en santé sexuelle est insuffisant, l'approche "Promotion de la santé" peut contribuer à renforcer des initiatives et la mise en place de moyens pour garantir une pérennisation de la prévention VIH/sida.

Les approches des cantons et des niveaux de scolarité dépendent aussi de la capacité de motivation et de créativité pédagogique que peuvent inspirer l'imbrication des trois thèmes. Partir de la sexualité en général pour aboutir au thème MST et VIH est aussi plus mobilisant. Englober les aspects psychologiques et relationnels de la sexualité dans un ensemble de compétences sociales et de santé est un défi qui stimule de nombreux acteurs de la prévention. L'approche PS comporte à la fois des avantages et des risques relatifs à la durabilité de la prévention VIH/sida à l'école. Culturellement, la sexualité reste un thème "pas comme les autres" et l'approche PS est une voie pour que la préoccupation de la santé soit pleinement intégrée à la culture scolaire. Le thème de la sexualité, présenté dans un ensemble, devient moins tabou. Mais d'autre part, l'approche est large, il y a un risque de "noyer le poisson" et un moyen d'assurer l'inclusion de la question du VIH devrait être trouvé.

SECTION IV
QUESTIONS D'EVALUATION

6 QUELLES SONT LES BASES LEGALES ET ADMINISTRATIVES POUR LES COURS DE PREVENTION VIH/SIDA ET D'EDUCATION SEXUELLE ?

Les bases légales et administratives sont, par définition, essentiellement de nature écrite. Sur l'ensemble des documents obtenus, un certain nombre a été identifié comme contenant une notion d'obligation pour l'enseignement sur un, deux ou trois des thèmes concernés : la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle et la promotion de la santé. Dans l'étude, pour chaque canton, la mention d'une telle notion d'obligation dans au moins un de ces documents indique l'existence d'une "base légale et/ou administrative".

Sur l'ensemble des documents analysés, 83 ont été identifiés comme contenant une notion d'obligation. La liste de ceux-ci se trouve dans le chapitre 16.1.

La notion d'obligation a été retrouvée dans différents types de documents : lois et directives cantonales sur l'école ou la santé ; règlements et plans d'étude émis par les autorités cantonales ; plans d'étude cadre au niveau fédéral, plans d'étude d'établissements scolaires individuels. Les fiches cantonales indiquent les références précises des documents utilisés dans chacun des cantons. Essentiellement, la présence de "base légale ou administrative" est basée sur l'analyse des documents, mais comme les textes ne sont pas toujours clairs, ce jugement a également été complété par les entretiens. La validation auprès des cantons, a permis aux personnes-ressources de proposer des modifications aux interprétations faites des informations récoltées. Néanmoins, il faut souligner qu'étant donné le manque de clarté de certains textes, d'autres interprétations ne peuvent être exclues.

Le tableau 17.11 en annexe montre pour l'ensemble des unités cantonales l'existence ou non d'une notion d'obligation pour chaque thème selon le niveau d'enseignement. Ces informations sont synthétisées dans les Figure 6.1 et Figure 6.2. Il est clair que, quel que soit le thème, c'est dans le secondaire I que la notion d'obligation apparaît la plus ancrée.

En ce qui concerne l'école obligatoire, les textes utilisés sont cantonaux et s'appliquent à l'ensemble des établissements dans le canton.

Pour le **niveau post-obligatoire**, les textes proviennent de trois niveaux différents : fédéral (plans d'études cadre PEC^{36,37}), cantonal (éventuellement lois et directives cantonales) et l'école (chaque école a élaboré son propre plan d'étude). De plus, les plans d'étude de chaque école professionnelle, artisanale et industrielle ainsi que ceux des écoles des métiers sont actuellement en révision, ce qui rend d'autant plus complexe la recherche sur cette question.

³⁶ Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne: Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP); 1994.

³⁷ OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne: OFIAMT, 1996.

Figure 6.1 Nombre de documents identifiés contenant une notion d'obligation par thème et niveau d'école

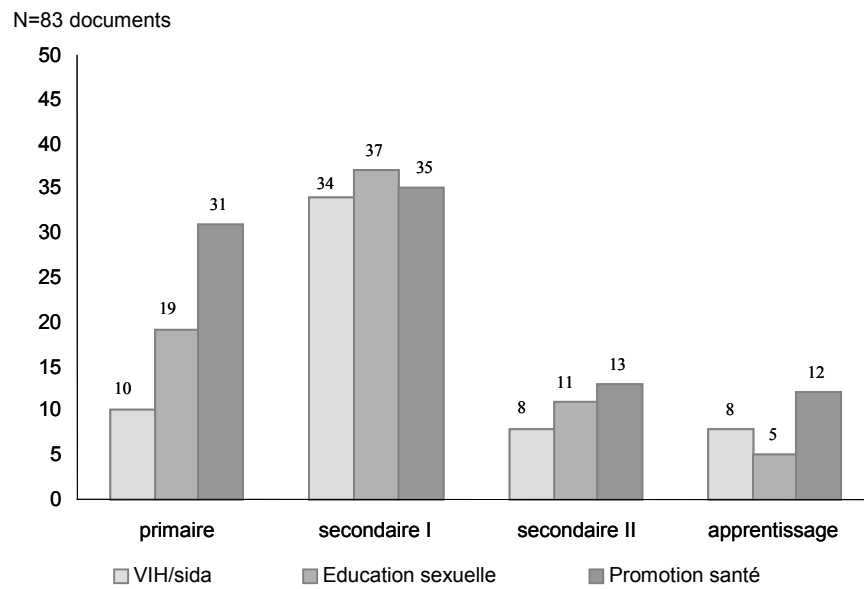
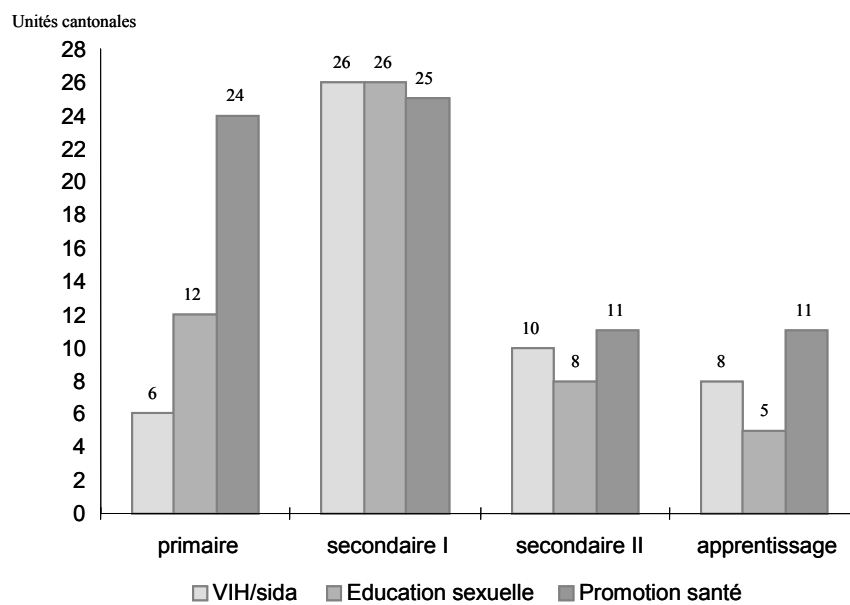


Figure 6.2 Nombre d'unités cantonales avec une notion d'obligation pour les thèmes (VIH, ES, PS), par niveau d'école



6.1 LA PREVENTION VIH/SIDA

L'obligation en matière de prévention VIH/sida se trouve en général dans une décision ou une directive des autorités politiques cantonales de l'année 1987/1988 ou dans d'autres dispositions cantonales. Ces bases fondent l'obligation d'enseignement approprié sur le sida dans les écoles de niveau obligatoire et, parfois, post-obligatoire. Dans certains cantons la validité de ces dispositions a été réaffirmée depuis lors. Dans d'autres, il reste peu clair si ces dispositions doivent toujours être suivies³⁸.

Au niveau de l'enseignement obligatoire, les plans d'étude rédigés à la suite de ces dispositions ont généralement intégré l'obligation d'éducation sur le sida dans leur textes, cela est moins souvent le cas au niveau post-obligatoire.

Enseignement obligatoire

Niveau primaire : une obligation existe à ce niveau dans 6 unités cantonales : BL, GE, JU, NE, SH et SG.

Niveau secondaire I : toutes les unités cantonales sauf GL et VD prescrivent explicitement l'enseignement de la prévention VIH/sida. Signalons que pour VD, il existe par ailleurs un accord avec un organisme externe pour l'enseignement de l'éducation sexuelle, dont le sida³⁹ ; donc cet enseignement se fait, même en l'absence de cette notion d'obligation légale. A GL, une obligation pour la prévention VIH/sida peut être déduite du texte du plan d'étude de la *Sekundarschule*, mais cette notion est absente des plans d'étude de la *Ober-* et la *Realschule* (également niveau secondaire I).

Enseignement post-obligatoire

Dans les écoles post-obligatoires, aucune obligation explicite n'existe dans les plans d'étude cadre précités.

Ecoles de maturité : une obligation a été trouvée dans 10 unités cantonales (AR, BL, GE, LU, SZ, SG, SH, SO, TI, ZH). Selon les textes, elle n'existe pas clairement dans le canton de TG, mais d'après les entretiens, l'obligation existe (voir aussi plus haut).

Ecoles professionnelles : obligation dans 8 cantons (BS, BL, GR, OW, SH, SZ, TI, ZG) ; pour quatre de ces cantons, cette obligation a été retrouvée au niveau cantonal, dans les autres la notion d'obligation a été retrouvée dans plusieurs plans scolaires d'établissements individuels.

6.2 L'EDUCATION SEXUELLE

Enseignement obligatoire

L'éducation sexuelle est obligatoire dans toutes les unités cantonales sauf VD⁴⁰ et BEf.

Cette obligation est explicite et claire dans 22 unités cantonales, moins claire mais entendue comme obligatoire dans 4 autres encore (BS, GL, SO, TG), bien que les textes laissent une large marge d'interprétation ou soient lacunaires⁴¹.

³⁸ A titre d'exemple : une directive à propos du VIH du canton TG du 1987 pour les écoles post-obligatoires déclare : "[...] diesem Thema soll auch in Zukunft die nötige Beachtung geschenkt werden".

³⁹ Les autorités politiques et administratives recommandent la collaboration avec le Service d'éducation sexuelle de la Fondation Profa pour l'éducation sexuelle, soumises à l'appréciation des directeurs d'école et des communes.

⁴⁰ La situation a été modifiée en décembre 1999 : la loi sur la santé publique mentionne désormais explicitement l'éducation sexuelle parmi les "mesures de santé scolaire" (article 45).

12 cantons introduisent l'éducation sexuelle déjà au niveau des écoles primaires.

Enseignement post-obligatoire

Au niveau post-obligatoire, l'éducation sexuelle n'est pas obligatoire selon les deux plans d'étude cadres fédéraux^{42,43}.

Pour les écoles de maturité, la situation a été investiguée de plus près dans 15 unités cantonales et une notion d'obligation a été trouvée dans 8 d'entre eux (AR, FRf, FRg, GR, LU, SG, TI, UR)⁴⁴.

Pour les écoles professionnelles, 5 unités cantonales ont une obligation d'éducation sexuelle (GR, GE, TI, ZH, ZG).

6.3 LA PROMOTION DE LA SANTE

Enseignement obligatoire

Toutes les unités cantonales sauf SO et VD ont une obligation explicite de faire de la promotion de la santé à l'école. Dans les cantons de ZH et AR cette obligation ne concerne que l'école primaire.

Enseignement post-obligatoire

Selon les plans d'étude cadre, il existe une obligation de faire de la promotion de la santé⁴⁵ pour les écoles de maturité mais pas pour les écoles professionnelles⁴⁶.

⁴¹ BS: les directives sur le VIH laissent entendre que l'éducation sexuelle existe ("*[...] der allgemeine Sexualunterricht ist vor der Aids-Instruktion zu vermitteln*"), des thèmes concernant la sexualité se trouvent dans les plans d'étude (actuellement en révision), mais il reste peu clair s'ils doivent être abordés obligatoirement.

GL: voir explication sur VIH plus haut.

SO: l'éducation sexuelle est définie comme "*besonderes Erziehungsanliegen*" et elle est obligatoire comme telle, mais admise (*statthaft*) seulement avec l'accord préalable des parents, de la direction et des autorités scolaires, ce qui est en contradiction avec un enseignement "spontané, quand l'occasion se présente", également prescrite pour l'éducation sexuelle.

TG: le plan scolaire est flou quant à l'obligation d'une éducation sexuelle: "*[...] l'école contribue à l'éducation sexuelle ...*". Et encore: "*[...] les élèves apprennent à connaître leur corps, ses fonctions, ses changements et ses besoins ...*".

⁴² Le plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale des écoles professionnelles mentionne la santé et la sexualité en tant que possibles sujets d'enseignement dans la description de l'aspect "éthique". Cependant, les écoles ont une grande marge de liberté pour définir les sujets d'enseignement qui seront abordés.

⁴³ Le plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité stipule que : "*Der Biologieunterricht leistet einen wichtigen Beitrag an die Erziehung zur Mündigkeit. Er hilft, Stellung zu beziehen in existentiellen Fragen wie Ernährung, Sexualität, Krankheit, Altern und Tod sowie Fragen zur Gestaltung des Lebens.*". La sexualité est aussi mentionnée par rapport au développement des compétences personnelles et la santé. Donc, bien que la sexualité figure dans le PEC, le texte laisse une large place à l'interprétation.

⁴⁴ Signalons néanmoins quelques différences dans le concept d'éducation sexuelle, telles qu'elles apparaissent dans les textes au niveau obligatoire et post-obligatoire. Au niveau obligatoire, l'éducation sexuelle est le plus souvent nommée comme telle avec une description du contenu et des buts; au niveau post-obligatoire, l'éducation sexuelle existe comme thème de façon implicite dans certaines branches scolaires, notamment en biologie, en sciences et dans les branches générales, où des termes tels que "sexualité, hormones, biologie de la reproduction, éthique, questions de la vie", témoignent de son existence. Pour cette étude, il a été considéré qu'une notion d'obligation pour l'éducation sexuelle existe, dans la mesure où plusieurs aspects de la sexualité sont mentionnés dans les textes.

Sinon, selon les autres documents qui ont été transmis par les cantons, 11 unités cantonales indiquent une obligation de faire de la promotion de la santé à ce niveau.

6.4 LIMITES DE LA NOTION D'OBLIGATION ET LA QUESTION DE CONSENTEMENT PARENTAL

La notion d'obligation sous-entendue dans les règlements politiques et administratifs n'est pas absolue⁴⁷. Il existe un droit de veto des parents, qui peuvent demander une dispense de ce cours pour leur enfant. Les intervenants ont l'obligation d'informer les parents, par lettre ou lors d'une séance d'information, du contenu du cours proposé. Ceci implique que les "bases légales" de cet enseignement, lorsqu'elles existent, se réfèrent à l'organisation des cours mais n'impliquent pas la présence de chaque élève (même si le droit de veto parental est rarement pratiqué). Une autre limitation a trait à l'autonomie communale en matière d'enseignement primaire. Une commission scolaire communale ou une commune peut se prononcer sur la question de l'éducation sexuelle, et choisir des options différentes de celles du canton. Les divergences peuvent aussi porter sur les budgets et les moyens accordés.

⁴⁵ "[...] die Jugendlichen mit der Verantwortung für ihre Gesundheit konfrontiert sind ...", und die Schule "[...] im Interesse der Jugendlichen und ihrer Entwicklung diese Aspekte nicht vernachlässigen darf". Ziele sind: "eine ausgeglichene persönliche Entwicklung fördern [...], die Gesundheit schätzen und fördern [...], sich in seinem Körper wohlfühlen". "Die zu erwerbenden Grund- und ergänzenden Kompetenzen zu diesen Aspekten sind aufgeführt".

⁴⁶ Celles-ci aborderont néanmoins toujours les aspects de santé au travail pertinents pour les différents apprentissages.

⁴⁷ Erziehungsdirektion. Schulblatt des Kantons Zürich, Oktober 1993. "Da sexualpädagogische Themen im neuen Lehrplan verbindlich sind, ist der Besuch dieses Unterrichts für alle Schülerinnen und Schüler obligatorisch. Bereits in den Richtlinien des Erziehungsrates von 1984 und 1988 wurde darauf hingewiesen, dass Dispensationen möglichst vermieden werden sollten. Es ist jedoch in Einzelfällen nicht auszuschliessen, dass Eltern dennoch eine solche Dispensation wünschen. Schulbehörden und Lehrer sollten in solchen Fällen nach sorgfältiger Prüfung einer punktuellen Dispensation stattgeben. Gemäss § 60 Abs. 3 des Gesetzes über die Volksschule und Vorschulstufe (Volksschulgesetz vom 11. Juni 1899) ist dies möglich. Keine Dispensation darf gewährt werden, wenn innerhalb der Sexualerziehung Aids-Aufklärung stattfindet. Dies ist durch einen bundesrätlichen Entscheid untermauert."

Réponses résumées

▪ **Quelles sont les bases légales et administratives pour les cours de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle ?**

Prévention VIH/sida : une notion d'obligation d'enseigner est présente dans les documents analysés pour les niveaux de scolarité obligatoire dans tous les cantons sauf GL et VD⁴⁰. La prévention VIH/sida est néanmoins assurée par d'autres dispositions dans le canton de VD. Les écoles post-obligatoires ne sont pas systématiquement mentionnées dans les dispositions cantonales. Il existe dès lors une lacune évidente dans la majorité des cantons.

L'éducation sexuelle a des bases légales solides dans l'école obligatoire ; mais ces bases sont lacunaires au niveau post-obligatoire.

En ce qui concerne le thème de la **promotion de la santé**, il existe partout une base légale, sauf pour les écoles professionnelles.

Le problème identifié au niveau post-scolaire était déjà présent lors de la publication des premières lois et directives touchant au VIH en 1987/88, dans la mesure où il n'existait pas dans chaque canton une indication claire pour ces écoles. Ces lacunes semblent être devenues plus marquées dans les années qui ont suivi.

Bien que l'enseignement de la prévention VIH/sida soit le plus souvent obligatoire (au moins au niveau secondaire I), l'éducation sexuelle reste soumise au droit de veto parental.

La présence d'une notion d'obligation encourage l'enseignement des thèmes mais ne constitue pas une garantie d'enseignement effectif. Par contre, l'enseignement peut tout à fait avoir lieu en l'absence d'une base légale.

7 COMMENT SONT ORGANISES LES COURS DE PREVENTION VIH/SIDA ET D'EDUCATION SEXUELLE ?

La question de l'organisation est abordée sous l'angle des acteurs politiques, administratifs et de terrain, et dans une moindre mesure, des moyens financiers consacrés à l'enseignement de ces thèmes.

La question de l'organisation des cours est examinée selon la hiérarchie de responsabilité dans chaque canton, à savoir la responsabilité politique, la responsabilité administrative et la responsabilité sur le terrain.

Les questions posées sont donc :

- Quels sont les départements responsables pour les thèmes VIH/ES/PS dans les écoles ?
- Au niveau administratif, qui est responsable de la mise en œuvre des thèmes VIH/ES dans les différents niveaux scolaires ?
- Qui décide de la mise en œuvre ? Qui prend l'initiative sur le terrain ? Qui exerce un contrôle ?
- Qui sont les intervenants ? Comment sont engagés les intervenants externes, le cas échéant ?

De cette façon il est possible de retracer le chemin qui détermine la mise en œuvre de l'enseignement et d'identifier l'ensemble des acteurs impliqués aux différents niveaux.

La question de la responsabilité est difficile à démêler car les niveaux de décision sont souvent multiples et concernent plusieurs départements et organes. C'est ainsi qu'au cours de l'enquête, plusieurs répondants actifs dans la mise en œuvre ont refusé de se déclarer officiellement responsables du travail et ont tenu à préciser qu'ils s'occupent des thèmes sans mandat explicite, ou qu'ils se sont responsabilisés sur cette question à titre personnel. Rares sont les répondants qui ont pu donner des réponses exhaustives aux questions de responsabilité. Dans la plupart des cantons, il n'a pas été possible de trouver une personne ayant une vision globale pour tous les niveaux scolaires de son canton.

Le tableau 17.12 en annexe résume la répartition des responsabilités dans chacun des cantons. Pour chaque unité cantonale sont listés : les départements politiques impliqués, les organes ayant une responsabilité ou un rôle administratif ainsi que d'autres organes impliqués, l'affiliation des intervenants extérieurs, éventuellement les intervenants intérieurs autres que les enseignants, le nombre total des organes impliqués ainsi qu'une appréciation (émise par les interlocuteurs) de la qualité de la collaboration/coordination entre les différents partenaires.

7.1 QUELS SONT LES DEPARTEMENTS RESPONSABLES POUR LES THEMES VIH/ES/PS DANS LES ECOLES ?

Dans la majorité des unités cantonales (18) le Département de l'instruction publique est le seul responsable pour que les thèmes soient "traités" dans les écoles. Dans 10 unités cantonales la responsabilité s'étend également à d'autres départements (3 Départements de l'économie responsables pour les écoles professionnelles, 5 Départements de la santé, 1 Département de la justice, et 1 Département de la justice / santé / sécurité).

Bien que les thèmes concernent la santé, il apparaît que les départements de la santé ont souvent entièrement délégué aux Départements de l'instruction publique la responsabilité du traitement de ces thèmes dans les écoles. Les médecins scolaires relèvent dans la plupart des cantons du Dé-

partement de l'instruction publique. La collaboration se fait au moyen de commissions interdépartementales et de groupes de travail. La collaboration étroite, nécessaire pour la conception des cours de prévention VIH/sida à la fin des années 80, a diminué progressivement avec l'intégration systématique de ce thème dans les écoles. Aujourd'hui, la collaboration interdépartementale existe toujours, mais elle s'occupe plutôt de promotion de la santé dans les écoles.

7.2 AU NIVEAU ADMINISTRATIF, QUEL EST L'ORGANE OU LA FONCTION RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DES THEMES VIH/ES AUX DIFFERENTS NIVEAUX SCOLAIRES ?

L'enseignement obligatoire

Toutes les unités cantonales sauf 4 (LU, NW, UR, SZ) disposent - au moins pour l'école obligatoire - d'une ou de plusieurs structures "administratives" qui s'occupent de manière officielle ou officieuse, avec ou sans mandat, explicitement ou implicitement, de la conception, de l'organisation et de la coordination des thèmes. Le personnel de ces organes principalement a fourni les informations obtenues.

Le manque d'une structure dans les quatre cantons mentionnés s'explique par la présence d'un conseiller pédagogique pour le domaine de la "*Lebenskunde*" qui, dans la pratique, remplit le rôle de coordinateur.

Pour l'école obligatoire, il existe dans tous les cantons des organes ou des personnes qui sont responsables ou qui s'occupent de la prévention VIH/sida et/ou de l'éducation sexuelle.

Il existe cependant des lacunes :

BS : selon les sources consultées, la responsabilité serait déléguée aux écoles ou à l'Antenne sida.

SG : la responsabilité échoit directement aux écoles ; la responsabilité des organes d'inspection (*Schulräte*) n'étant que théorique pour les thèmes.

BL : un organe est responsable pour la prévention VIH/sida, mais pas pour l'éducation sexuelle.

SO : le responsable dispose de deux heures seulement par semaine pour s'occuper de la totalité de la promotion de la santé pour tous les niveaux scolaires.

L'enseignement post-obligatoire

Les informations disponibles pour les écoles post-obligatoires sont incomplètes, mais des lacunes à ce niveau sont évidentes en Suisse alémanique ; certains responsables administratifs contactés ont renvoyé les questions aux directions de chaque établissement car ils ne s'estimaient pas compétents sur le thème. Lorsque des dispositifs existent, ces écoles sont directement responsables de leur application, avec une grande autonomie d'organisation et de définition des plans d'étude. Ils disposent de peu d'appui sur le plan administratif et l'initiative repose le plus souvent sur les directions ou les enseignants.

Seuls les cantons de Genève, Tessin et Vaud ont une structure unique, clairement identifiée, chargée des thèmes pour tous les niveaux scolaires. Sinon, dans la plupart des cantons, comme le démontre le tableau (Annexe 17.12), un grand nombre et une grande variété d'acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre. Néanmoins, le tableau n'est pas exhaustif. Les enseignants, les médecins scolaires, les Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida et les centres de planning

familial figurent seulement s'ils ont été mentionnés par les personnes-ressources. Cette complexité relative aux différents acteurs est confirmée par d'autres études⁴⁸.

L'existence de nombreux partenaires au niveau administratif et de l'organisation est signe d'une dilution des responsabilités, ce qui peut donner lieu à des problèmes de coordination. Le tableau 17.12 inclut une appréciation de la coordination dans chaque canton et indique que la présence d'un grand nombre d'acteurs est souvent liée à une mauvaise coordination.

7.3 QUI DECIDE DE LA MISE EN ŒUVRE ? QUI PREND L'INITIATIVE SUR LE TERRAIN ? QUI EXERCE UN CONTROLE ?

En principe, dans les cantons qui ont rendu obligatoire l'éducation sexuelle et la prévention VIH/sida dans les écoles, la question de la mise en œuvre ne devrait pas poser problème, du fait même de l'obligation. Pourtant, il s'agit de vérifier l'application réelle des directives.

Dans le modèle interne, au niveau de l'enseignement obligatoire, lorsque l'éducation sexuelle est donnée par l'enseignant, c'est lui seul qui décide si, et de quelle façon il va suivre les prescriptions des plans d'étude. Il va prendre cette décision en toute liberté, sachant que les organes de contrôle (*Schulpflege, Inspektorat, usw.*) ne vont que très rarement lui poser des questions au sujet de l'éducation sexuelle. C'est particulièrement le cas lorsque l'enseignement est transversal (*fächerübergreifend*⁴⁹), et que la coordination entre les maîtres n'existe pas.

Au niveau post-obligatoire, bien que les enseignants gardent une responsabilité importante, l'initiative est plus souvent prise par les directeurs d'école.

Dans le modèle externe par contre, la décision de "faire ou ne pas faire" de l'éducation sexuelle est prise au niveau cantonal, communal, ou de l'établissement. Le contrôle de la couverture ou de la qualité fait partie de la routine administrative.

Le contrôle

Aucune information n'est disponible à ce sujet pour le niveau post-obligatoire. Les réponses obtenues se rapportent principalement au niveau secondaire I, les réponses directes des interlocuteurs se trouvent en annexe 17.13. Les réponses manquent pour 3 unités cantonales.

8 unités cantonales signalent que dans la pratique, il n'existe aucun contrôle de la mise en œuvre, même si en théorie les organes d'inspection en sont chargés (AG, BS, GL, LU, SO, SG, TI, VSg).

17 unités cantonales exercent un certain contrôle, soit :

- à travers un service administratif chargé de la mise en œuvre (GE, TI) ;
- par l'enseignement confié aux spécialistes externes qui travaillent en équipe, et ont des supervisions qui garantissent la qualité de leurs prestations (VD, NE, BEf, VSf, FR, JU) ;

⁴⁸ Vitali R, Cattacin S, en collaboration avec Abele M, Landert C. La prévention du VIH/sida dans les cantons suisses : une analyse organisationnelle. Muri: Société suisse pour la promotion de la santé, 1997 (Cahiers d'études de la SSPS, no. 55).

Jeannin J, Schmid M, Huynh Do P. Mise en œuvre du programme national VIH/sida de 1999 à 2003: Etat des activités dans les différents domaines en 1999 sous les angles de la couverture et de la durabilité. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2000 (Raisons de santé, 53).

⁴⁹ Le terme '*fächerübergreifend*' se trouvant dans les textes en allemand est traduit en français par 'transversal' (cf. présentation du concept en Annexe 17.16, page 286).

- à l'initiative des inspecteurs ou des conseillers pédagogiques qui demandent de manière systématique si la prévention VIH/sida ou l'éducation sexuelle a fait l'objet d'un cours (UR, NW, TG) ;
- par l'exercice d'un certain auto-contrôle, du fait que les cours doivent être organisés et coordonnés par un team d'enseignants (BEg, GR, SH, SZ). Ce modèle "team" existe également, mais pas encore dans toutes les écoles, dans les cantons de UR et ZH ;
- Par d'autres moyens (BL, AR, OW, ZG, ZH), cf. synthèses cantonales, chapitre 15.

7.4 QUI SONT LES INTERVENANTS ? COMMENT LES INTERVENANTS EXTERNES SONT-ILS ENGAGÉS ?

Dans toutes les **unités cantonales alémaniques**, ce sont principalement les enseignants qui sont chargés de traiter les thèmes, et ceci à tous les niveaux scolaires (**modèle interne**). Les intervenants externes sont interpellés de manière ponctuelle par les enseignants de l'école obligatoire, un peu plus souvent par les établissements et les enseignants du niveau post-obligatoire.

La présence des intervenants externes est relativement importante dans les unités cantonales suivantes :

BL : les médecins scolaires interviennent dans 1/3 des classes du niveau obligatoire.

BEg : les médecins scolaires, un groupe d'étudiants en médecine, la *Fachstelle für Sexualpädagogik* et une personne privée mandatée par Sida Info Doc Suisse ont une activité importante dans les classes (plus de 40 interventions par année pour chacun de ces intervenants).

GR : les Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida et le planning familial sont très présents dans les classes post-obligatoires.

SG : signale la présence de spécialistes externes dans 3/5 des écoles de maturité.

L'activité de ces spécialistes reste marginale dans tous les autres cantons alémaniques.

Les unités cantonales francophones (modèle externe) ont le plus souvent recours à des spécialistes actifs dans leur canton. Ces spécialistes ont un statut administratif différent selon les cantons, mais sont assimilés à du personnel médico-social (voir tableau ci-dessous pour leur statut d'engagement). Il s'agit surtout d'animateurs en éducation sexuelle (BEf, FRf, GE, JU, NE, VSf, VD), des médiateurs, de personnel de teams de santé (médecins scolaires, infirmières scolaires). Ils interviennent de manière systématique au niveau obligatoire, leur présence est plus ponctuelle au niveau post-obligatoire.

Bien évidemment, le modèle externe n'exclut pas que les enseignants traitent également eux-mêmes les thèmes. Ils jouent un rôle important dans les unités cantonales de FRf (tous les niveaux scolaires), VD et VSf (surtout niveau post-obligatoire) où les interventions des spécialistes externes ne sont pas systématiques.

Signalons que le **modèle tessinois** suit les deux formules : l'interne pour la scolarité obligatoire et l'externe pour le secondaire II.

Quatre **modes d'engagement** ont été distingués pour les divers intervenants externes.

- **Prestations facturées par une organisation non-gouvernementale externe, par exemple**

BEf : Association pour l'Education Sexuelle dans les écoles du Jura Bernois et de Bienne romande (APESE). Statut pas assuré par le canton

FRf et FRg : Service de planning familial et d'information sexuelle

NE : Groupe Information Sexuelle et éducation à la santé (GIS)

VD : Fondation Profa

VSf et VSg : Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida et membres de la Fédération valaisanne des Associations de planning familial et de consultation conjugale

- **Personnel non enseignant de service public ou organisation subventionnée par le canton , par exemple**

BL : service de médecine scolaire

BEg : *Fachstelle für Sexualpädagogik*

GE : Service de santé de la jeunesse (SSJ)

TI : Antenne sida et planning familial

- **Prestataire individuel privé (ex. médecin scolaire) , par exemple**

BEg : médecin scolaire, personne privée

NE : médecins conventionnés

JU : Association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle (ADJAES)

- **Autre, par exemple**

BEg : étudiants en médecine.

7.5 PAR QUELS MOYENS L'ENSEIGNEMENT DES THEMES DANS LES ECOLES EST-IL FINANCE ?

La façon de financer l'enseignement dépend du modèle. Dans le modèle interne, ce sont essentiellement les enseignants qui interviennent, donc la plupart du financement est incluse dans leurs salaires ; dans le modèle externe il s'agit d'intervenants à l'extérieur du système scolaire et les cours doivent donc être financés par un budget particulier.

Dans un premier temps, des informations ont été recherchées sur l'existence ou non de budgets spécifiques pour la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, la promotion de la santé dans les écoles, et sur les montants attribués (voir annexe 17.14). Les informations détaillées ne sont pas présentées ici, car il n'est pas possible de faire une comparaison directe entre les cantons, des montants, des budgets ou des dépenses, les données des cantons n'étant pas calculées de la même façon. En effet, au niveau des cantons, les dépenses pour les thèmes sont généralement intégrées aux budgets de destination plus large (éducation, santé, prévention, formation continue, matériel didactique, etc.).

Mis à part les salaires des enseignants, d'autres acteurs peuvent être impliqués, même dans le modèle interne (ex : Fachstelle pour la coordination, des intervenants ponctuels), et des moyens spécifiques peuvent être alloués pour du matériel. Différentes procédures de financement peuvent être identifiés.

1. Montants à disposition des écoles pour des dépenses directes de fonctionnement et des prestations de prévention

Les écoles disposent souvent de moyens pour des actions spéciales qu'ils utilisent librement. Ces moyens sont parfois destinés aux thèmes étudiés ici, mais le plus souvent, la santé n'est pas distinguée des autres activités (culture, loisirs, sports) et les montants spécifiques aux thèmes ne peuvent pas être identifiés.

2. Prestations externes subventionnées ou payées directement par les départements de l'administration (santé ou éducation)

Les prestations des spécialistes sont parfois payées directement par l'administration ou subventionnées par le canton. Le canton du Jura paie directement les intervenants externes qui ont le statut d'enseignant privé. La Fondation Profa (VD) est largement subventionnée par le canton.

Souvent, les services de planning familial et les Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida sont subventionnés ou mandatés et ne facturent pas directement les écoles où ils interviennent.

Il y a aussi des mandats confiés à des organisations non gouvernementales par voie de subvention ou de soutien à des projets. Les collaborations avec les partenaires des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida, des services d'éducation sexuelle, des centres spécialisés dans la prévention (*Fachstellen*) font l'objet d'arrangements financiers présentant divers cas de figure : subventions globales aux services, paiements de prestations, soutien par projets.

3. Tâches de prévention internes à l'administration

Les cantons qui sont dotés d'un centre ou d'un service responsable de la promotion de la santé ou de prévention VIH/sida (*Fachstelle*) ne peuvent généralement pas indiquer séparément le coût de leurs prestations (postes de travail, charges, dépenses de fonctionnement) destiné aux écoles. Les coûts sont alors plus ou moins intégrés à l'ensemble de l'administration du département concerné. D'autres cantons, dotés des services spécifiquement destinés aux écoles, ont avancé certains chiffres.

Les médecins scolaires et le personnel de santé sont payés pour l'ensemble de leurs activités par le Département de l'instruction publique (mais il y a des exceptions).

Le département chargé de la santé finance et subventionne des centres de compétences qui interviennent dans les écoles sans avoir besoin de facturer leurs prestations (exemple : *Fachstelle Sucht*, Antennes cantonales de l'ASS, personnel du planning familial TI et JU).

Réponses résumées

■ Comment sont organisés les cours de prévention VIH et d'éducation sexuelle ?

Modèle interne

Bien que théoriquement la responsabilité soit attribuée à la hiérarchie administrative, dans la pratique, il incombe à chaque enseignant ou à la direction d'école, de donner du poids ou non à l'éducation sexuelle. L'interprétation des directives écrites est laissé largement à leur appréciation. Les structures administratives/organisationnelles donnent des impulsions et des recommandations et mettent leurs compétences à disposition, mais elle n'exercent pas leur autorité en imposant, par exemple, des critères de qualité ou un contrôle. Cette éducation est traitée en fait comme beaucoup d'autres sujets scolaires qui ne font pas l'objet d'examen : on fait confiance aux enseignants pour les traiter consciencieusement. Ce modèle se pratique en Suisse alémanique et partiellement au Tessin.

Modèle externe

L'éducation sexuelle est reconnue par les autorités et par des écoles comme "sujet pas comme les autres" qui nécessite des dispositions spéciales. C'est le canton ou les communes (au niveau primaire) qui assument la responsabilité que cette éducation soit donnée dans les écoles. Ils prennent en charge la rétribution des spécialistes. Un minimum de périodes d'enseignement de qualité est ainsi assuré moyennant le fait que les enseignants puissent se sentir dispensés de la tâche "délicate" de l'éducation sexuelle. Elle reste ainsi un peu en marge de la vie scolaire quotidienne.

En plus des régions latines qui connaissent ce modèle depuis longtemps, on constate en Suisse alémanique qu'un certain nombre d'écoles du niveau post-obligatoire commencent à déléguer la tâche de l'éducation sexuelle à l'extérieur.

Coexistence des deux modèles

Certains cantons délèguent l'éducation sexuelle aux enseignants, mais dans la pratique, ceux-ci invitent de manière quasi systématique des intervenants extérieurs à donner les cours ou à les compléter.

Mise en garde

De façon générale, un grand nombre d'acteurs sont impliqués à tous les niveaux : politique, administratif, mise en œuvre. Selon les informateurs, la coordination n'est pas toujours adéquate, et la définition des tâches et responsabilités entre les différents organes ne sont souvent pas assez clairement définie.

8 QUEL EST LE NIVEAU DE COUVERTURE ATTEINT PAR CETTE EDUCATION ?

En termes de santé publique, le niveau de couverture atteinte par une action est une question de première importance. Dans la présente étude cette question a été abordé sous trois angles :

- Quel est le pourcentage de la population scolaire bénéficiant d'une information sur les thèmes VIH et éducation sexuelle ?
- Y a-t-il des différences de couverture au sens des cantons ?
- Combien d'heures sont consacrées à ces thèmes ?
- L'enseignement spécialisé est-il également couvert ?

La plupart des informations à ce sujet proviennent d'estimations obtenues dans les entretiens. Quatre études cantonales contiennent quelques données sur la couverture : BEg⁵⁰, BL⁵¹, GR⁵², TG⁵³. L'enquête sur la sexualité des adolescents suisses menée en 1995-96 a également inclus une question au sujet de l'éducation sexuelle⁵⁴ (voir chapitre 3.4).

Idéalement, il faudrait pouvoir estimer la couverture par thème et par niveau scolaire, mais il s'avère qu'un tel degré de précision nécessiterait une étude détaillée dans chaque canton, car à quelques exceptions près, ces données ne font pas l'objet d'un recueil systématique.

Les personnes interviewées ont été invitées à fournir les chiffres dont elles disposaient, ou à faire une estimation personnelle à partir de leur expérience et de leur connaissance du terrain.

En l'absence de chiffres précis, plusieurs interlocuteurs hésitaient à faire une estimation, se sentant trop éloignés du terrain. Dans beaucoup de cas, il s'est avéré également très difficile de fournir des estimations différenciées selon chaque thème, puisque la prévention VIH/sida est souvent traitée dans le cadre de l'éducation sexuelle ou de la promotion de la santé.

Mettre en évidence un décalage entre la théorie et la pratique pouvait aussi poser problème : dans les cantons où il y a obligation de traiter ces thèmes, certains interlocuteurs ont trouvé difficile d'avancer des chiffres autres que ceux d'une couverture totale.

Enfin, en ce qui concerne les niveaux post-obligatoires, les informations ont été particulièrement difficiles à obtenir ; les personnes interviewées ne connaissaient généralement que la pratique dans leur propre établissement (directeurs d'école) ou l'étendue de leur propre intervention (intervenants externes, Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida ou intervenants en éducation sexuelle).

Pour toutes ces raisons, les chiffres indiqués ci-dessous ont une valeur indicative.

⁵⁰ Fischer D, Mayer et al. Sexualerziehung in den deutschsprachigen Schulen des Kantons Bern, Inhalte, Methoden, Rahmenbedingungen. Ergebnisse einer Umfrage. Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern: 1995. Abk. Berner Umfrage'95.

⁵¹ Glauser R. Aids-Bericht 1997. Liestal: Erziehungs- und Kulturdirektion; 1997.

⁵² Aidskommission des Kt. GR und Autorenteam. Sexualkunde und Aidsprävention im 7.- 9. Schuljahr in Graubünden, Umfrage 1998 bei rund 1000 16-17-jährigen Jugendlichen. Chur: Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement; 1998.

⁵³ Inspektorat Oberstufe. Auswertung der Umfrage zur Aids-Prävention an sämtlichen Schulen der Oberstufe im TG. Frauenfeld: Kanton Thurgau, Amt für Volksschule und Kindergarten; 1999.

⁵⁴ Narring F, Michaud P-A, Wydler H, Davatz F, Villaret M. Sexualité des adolescents et sida : processus et négociations autour des relations sexuelles et du choix de la contraception. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive; 1997 (Raisons de santé, 4).

8.1 DANS QUEL POURCENTAGE LA POPULATION SCOLAIRE BENEFICIE-T-ELLE D'UNE INFORMATION SUR LES THEMES VIH ET EDUCATION SEXUELLE ?

Ecole primaire

(estimations obtenues pour 12/28 unités cantonales)

9 unités cantonales estiment que presque tous les enfants (90-100%) bénéficient d'une éducation sexuelle (BEg, BEf, FR, GL, JU, NE, SH, SG, VD), la couverture est considérée comme partielle (de 20 à 70%) dans 3 cantons (AG, LU, ZG).

Le thème VIH est abordé dans ce cadre, en fonction de l'appréciation qui est faite des besoins et de la motivation des jeunes élèves. Dans les petites classes qui font l'objet d'une sensibilisation aux abus sexuels, le VIH n'est pas nécessairement abordé.

A SG et SH, l'éducation sexuelle et la prévention VIH/sida font l'objet d'un module transmis en sixième (12 à 13 ans).

Les 16 unités cantonales n'ayant pas fourni d'estimations pour ce niveau scolaire, déclarent soit que les thèmes ne sont pas pertinents pour ce niveau d'école, soit qu'ils ne peuvent estimer une couverture globale que pour la promotion de la santé.

Ecole secondaire I

(estimations obtenues pour 26/28 unités cantonales)

- **Prévention VIH**

16 unités cantonales annoncent une couverture de 100% (AR, BL, FRf, GE, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SG, TI, UR, VSf, VD) ;

9 unités cantonales une couverture de 80% à 95% (TG, SO, BEg, BEf, AG, GR, SZ, ZG, BS) ;

à ZH la couverture serait inférieure à 50% (selon deux informateurs, sous réserve puisque les chiffres exacts n'existent pas) ;

2 unités cantonales ne sont pas en mesure de donner une réponse (FRg, VSg).

- **Education sexuelle**

Les estimations sont semblables à celles concernant le VIH sauf pour BL et TG (aucune estimation pour ce thème disponible), pour BEg (estimation entre 30% et 100% selon l'informateur) et AG (estimation 100% pour ce thème).

22 cantons ont fourni leurs estimations pour les deux thèmes ensemble, avec l'explication qu'ils étaient toujours traités ensemble *"Es ist nicht vorstellbar, Sexualerziehung zu erteilen, ohne auch von Aids zu sprechen"*.

Ecoles de maturité

(estimations obtenues pour 10/17 unités cantonales⁵⁵)

- **Prévention VIH**

6 unités cantonales déclarent avec certitude une couverture à 100%. A GE et au TI il existe une politique systématique d'interventions par des spécialistes externes pour ce niveau de scolarité. D'autres cantons ont pu fournir des informations complètes car les écoles con-

⁵⁵ Dans certains cantons, il n'a pas été possible de trouver un répondant adéquat concernant cette question (11 sur 28 pour le Secondaire II).

cernées sont peu nombreuses (AR, OW, UR, SO). Pour les autres cantons, il n'a pas été possible d'investiguer l'ensemble des écoles car chaque école du Secondaire II s'organise de façon indépendante. Les informations sont donc partielles.

GR a une couverture de 80% ; SG, ZG et LU ont une couverture d'environ 60% ;

Dans l'unité cantonale BEg, les chiffres étaient très variables selon l'informateur.

Dans 6 unités cantonales (NE, VS, VD, ZH, FRf, JU) les informateurs dans les écoles contactées ont déclaré qu'ils ne disposaient d'aucun élément pour estimer la couverture. Néanmoins, un bon nombre d'actions ponctuelles dans les écoles ont été évoquées, surtout concernant la promotion de la santé ou l'organisation d'événements ponctuels de prévention VIH/sida.

- **Education sexuelle**

La situation se présente de façon semblable, sauf dans les cantons de UR, SO et AR, où les informations se limitaient plutôt au VIH.

Ecoles professionnelles (15/22⁵⁵)

Au cours des entretiens avec les écoles professionnelles le thème de l'éducation sexuelle a souvent été réduit au thème du VIH ; la prévention VIH/sida est considérée comme plus concrète et abordable que l'éducation sexuelle qui reste, pour certains informateurs, un thème plutôt abstrait. Pour ces écoles, les estimations se rapportent donc surtout⁵⁶ à ce thème.

Les réponses parviennent à la fois des établissements et des acteurs externes intervenant dans les écoles :

- **une couverture de 100%** dans 3 unités cantonales (GE, OW, TI)
- **une couverture de 60% à 80%** dans 7 unités cantonales (BEg, FRf, GR, JU, SZ, VD, ZG)
- une couverture faible dans 3 unités cantonales (BS, SG, TG)
- des estimations très divergentes ou incomplètes dans 2 cantons (AR, GL)
- dans 7 unités cantonales les informateurs n'ont pu se prononcer (AG, FRg, LU, NE, VSf, VSg, ZH).

Il semblerait qu'il existe des actions ponctuelles pour la prévention VIH/sida et la discussion autour de la sexualité et du couple dans l'enseignement des branches générales, mais de manière non-systématique. Certaines remarques au cours des entretiens laissent penser qu'il peut y avoir des difficultés à assurer une bonne intégration de ces thèmes dans les écoles professionnelles : *"Les informations sur ces thèmes ne sont pas souhaitées par les apprentis. Ils sont saturés". "Les écoles professionnelles avec une prédominance d'élèves masculins sont plus difficilement atteignables par les intervenants externes que les écoles avec beaucoup d'élèves féminins ; les thèmes de la sexualité sont moins présents dans ces écoles." "Les thèmes ont déjà été traités pendant la scolarité obligatoire, donc il n'a plus nécessité."*

Néanmoins, des initiatives intéressantes ont été constatées : le canton de ZG se distingue par un concept de sensibilisation des enseignants des écoles professionnelles ; à BS et LU, un concept englobant toutes les écoles professionnelles est en préparation.

⁵⁶ Panchaud C, De Puy J, Landert C, Schäringer U, Chevalier P, Barbey P. Evaluation de la stratégie de prévention du sida en Suisse. Phase 5, 1991-1992. Politiques cantonales en matière de prévention du sida et des toxicomanies dans le cadre scolaire. II. Les intervenants. III. Les jeunes de 15-17 ans. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1993 (Cah Rech Doc IUMSP, no. 82.5).

8.2 L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE EST-IL EGALEMENT COUVERT ? (estimations obtenues pour 19/21 unités cantonales)

Des informations chiffrées n'ont pu être obtenues pour les écoles spécialisées. Il s'agissait plutôt de savoir si les informateurs estimaient que les écoles spécialisées bénéficiaient du même niveau de sensibilisation que les autres écoles.

GE, NE, TI, VD signalent que les écoles spécialisées bénéficient de la même organisation d'enseignement (interventions par des spécialistes externes) que les autres écoles.

Les informateurs dans les autres unités cantonales ont indiqué que ces thèmes sont d'actualité dans les écoles spécialisées, et plutôt intégrés au cours. Pour certains informateurs, les thèmes ne sont abordés que sur demande, ou bien avec les élèves individuellement selon leurs besoins spécifiques. Il a également été signalé que dans ces écoles on dispose de beaucoup de temps pour s'occuper des thèmes spéciaux, "qui touchent à la vie" et que l'approche didactique serait souvent meilleure que dans l'école non-spécialisée. La place du VIH quand ces thèmes sont abordés n'est pas claire ; en tout cas, ce thème ne semblerait pas prioritaire : "*HIV-Prävention ist weniger ein Thema als Verhütung und Schutz vor sexuellen Übergriffen*".

8.3 COMBIEN D'HEURES SONT CONSACREES A CES THEMES ?

La possibilité de connaître le temps consacré aux thèmes dans les écoles dépend en grande partie du modèle d'organisation. Lorsqu'un contrat est passé avec des spécialistes externes, les heures d'enseignement sont quantifiables ; quand le niveau d'investissement dépend du choix de chaque enseignant il n'est pas possible de chiffrer le temps qui y est consacré. Ainsi, toutes les unités cantonales qui engagent des intervenants spécialisés de manière systématique ont pu fournir des chiffres ; c'est également le cas des cantons qui disposent de données à travers une étude spécifique.

Tableau 8-1 Estimations des heures consacrées aux thèmes VIH/ES/PS au cours de la scolarité : unités cantonales avec modèle intervenants externes (ou mixte)

Unité cantonale	Primaire			Secondaire I			Ecoles de maturité			Ecoles professionnelles		
	VIH	ES	PS	VIH	ES	PS	VIH	ES	PS	VIH	ES	PS
BEf		4			4							
GE			8**		4			2				2
FRf					10*							1-2
JU		4		2	8							1-2
NE			8**			16						
TI					12			2				2
VSf					2-4							2
VD		2			6							

* FR : le modèle est mixte : thèmes traités dans le plan d'étude et par des interventions externes

** L'éducation sexuelle et la prévention VIH/sida sont définis précisément à l'intérieur du programme PS

Tableau 8-2 Estimation des heures consacrées aux thèmes VIH/ES/PS au cours de la scolarité, unités cantonales avec modèle intervenants internes (d'après des études)

Unité cantonale	Primaire			Secondaire I			Secondaire II			Ecoles professionnelles		
	VIH	ES	PS	VIH	ES	PS	VIH	ES	PS	VIH	ES	PS
BEg					23*							
BL				12-20								
GR				5,5	4,1							

* pendant toute l'école obligatoire

Dans les autres cantons, quelques informateurs ont essayé d'avancer des estimations, mais de façon très approximative. La plupart n'ont pas jugé l'exercice possible, surtout dans les cantons où le thème sexualité/VIH est traité en répondant aux questions des élèves lorsque l'occasion se présente en classe. Dans d'autres cantons, les questions de la sexualité font partie de la promotion de la santé.

8.4 Y A-T-IL DES CANTONS/REGIONS OU LE NIVEAU DE LA COUVERTURE EST INEGAL ?

En ce qui concerne l'homogénéité à l'intérieur des cantons, à quelques exceptions près, les répondants sont unanimes pour dire que le facteur géographique (différence ville/campagne) n'est pas important. Par contre, des disparités intrinsèques au système sont signalées, c'est à dire que l'intensité et la qualité de l'enseignement dépendent des caractéristiques de l'enseignant, notamment de sa capacité et de sa motivation à travailler de tels sujets (du moins avec le modèle interne). Il est aussi probable que la situation soit hétérogène à l'intérieur des cantons bilingues, étant donné les différences organisationnelles constatées. Sinon, quelques interlocuteurs ont signalé des efforts particuliers faits dans certaines écoles pour remédier aux lacunes constatées (exemple : Entlebuch dans le canton LU).

Au niveau intercantonal, il est évident que la situation dans son ensemble est très hétérogène. Les répercussions de cette hétérogénéité sur la couverture sont discutées plus bas.

Réponses résumées

▪ Quel est le niveau de couverture atteint par cette éducation ?

Il est difficile d'avoir des informations précises concernant le niveau de couverture de cette éducation. Bien que les informations soient plus facilement obtenues pour l'école obligatoire que pour l'école post-obligatoire, même à ce niveau-là, l'intégration du thème VIH dans l'éducation sexuelle, et de l'éducation sexuelle dans la promotion de la santé, rend problématique l'appréciation de la couverture. Au niveau post-obligatoire, l'évaluation est difficile non seulement en raison d'un possible "emboîtement" des thèmes, mais aussi à cause de l'indépendance des écoles dans la définition du contenu de l'enseignement.

Néanmoins, les informations qui ont pu être obtenues indiquent qu'au **niveau primaire**, dans au moins un tiers des unités cantonales, il y a une bonne couverture en éducation sexuelle. Au **niveau secondaire I**, la plupart des élèves reçoivent une éducation ; souvent les deux thèmes (sida et éducation sexuelle) sont traités ensemble. Il semble que la majorité de l'enseignement a lieu pendant cette partie de la scolarité.

Au **niveau secondaire II (écoles de maturité et écoles professionnelles)** c'est à chaque établissement, voire à chaque enseignant, de déterminer la place qu'il souhaite accorder à cette éducation. Il semblerait que la couverture soit très hétérogène, certaines écoles ont mis en place un enseignement systématique, d'autres ont des actions et initiatives ponctuelles et d'autres encore, pour différentes raisons, accordent peu d'importance aux thèmes ; dans les écoles professionnelles la prévention VIH/sida est moins intégrée à l'éducation sexuelle.

Une enquête sur la sexualité des adolescents de 16 à 20 ans, menée en 1995-1996, a montré que bien que les cours d'éducation sexuelle soient donnés dans l'ensemble du pays, des différences régionales subsistent, ces cours étant moins fréquents en Suisse allemande. Ces résultats peuvent en effet s'expliquer par les différences d'organisation constatées entre les régions ; le système dans les régions alémaniques offre une moins bonne garantie de couverture⁵⁷.

⁵⁷ Néanmoins, ces résultats peuvent en partie également s'expliquer par la différence de conceptualisation en se qui concerne "l'éducation sexuelle" retrouvée entre les deux modèles.

9 QUEL EST LE CONTENU DES COURS DE PREVENTION VIH/SIDA ET DE L'EDUCATION SEXUELLE ?

En tant qu'enseignement, la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle se définissent comme un ensemble d'objectifs ayant un contenu cognitif à intégrer sous forme d'attitudes et d'aptitudes.

Etant donné les limites de l'étude, les questions de contenu de l'enseignement ont été abordées en fonction des sources à disposition. Les textes et documents fournis par les cantons (plans d'études, directives, instructions, concepts) et les réponses des informateurs et informatrices lors des entretiens ont été analysés en fonction de deux questions :

- Quels sont les thèmes concernant la sexualité mentionnés dans les textes, quel que soit le cadre ?
- Y a-t-il un contenu homogène défini pour les cours ou les interventions ?

Aucune distinction n'est faite ici entre l'éducation sur le VIH et l'éducation sexuelle. Il importait d'avoir des réponses sur l'ensemble de l'éducation touchant à la sexualité.

Le modèle d'organisation (interne et externe) a une influence sur le contenu

Les animateurs externes de prévention qui interviennent dans les écoles ont une formation spécialisée qui a des répercussions sur les thèmes et la manière de les traiter.

Leur formation en éducation sexuelle ou en prévention leur permet de traiter les thèmes avec des méthodes pédagogiques participatives et une conception relativement homogène des matières à traiter. Par contre, ils disposent de peu de temps. Ils ne peuvent pas aborder tous les thèmes en profondeur, et encore moins s'ils adaptent leurs contenus aux motivations et intérêts de la classe.

Dans le modèle interne, il est plus difficile de se faire une idée sur la manière dont les enseignants traitent les thèmes dans leurs classes. Seule une minorité d'entre eux est formée à des méthodes d'animation et de prévention dans les classes.

Lorsque l'enseignement des thèmes est confié aux enseignants, les instructions dont ils disposent figurent dans les plans scolaires et les directives. C'est la raison pour laquelle l'étude a recouru à l'analyse des documents écrits qui leur servent de référence.

9.1 QUELS SONT LES THEMES DE LA SEXUALITE MENTIONNES DANS LES TEXTES, QUEL QUE SOIT LE CADRE ?

L'analyse du matériel écrit révèle qu'il est rare de disposer d'un concept clair et détaillé définissant le contenu des cours. Le contenu minimal a donc été établi à partir d'un ensemble d'informations provenant des diverses sources.

Niveau d'enseignement obligatoire

Dans certains cantons, le concept est décrit et détaillé de manière très complète. Les cantons de la Suisse centrale (ainsi que FRg et VSg) ont un concept détaillé, qui contient non seulement les sujets à traiter mais aussi des précisions sur les objectifs, la méthode, les moyens pédagogiques, les ressources à disposition (cf. réf. "*Lebenskunde*", Résumés cantonaux). On trouve également des précisions à BEg, SH, SG et d'autres cantons (voir Tableau 9-1).

Dans d'autres cantons, le terme "éducation sexuelle" ne fait l'objet d'aucune précision.

Exemples :

"Die Schule trägt zur Gesundheits-, Sexual- und Gemeinschaftserziehung bei ... und bietet Orientierungshilfen an. ... die Schüler lernen ihren Körper, dessen Funktionen, Veränderungen, Bedürfnisse ... kennen" (TG).

Geschlechterziehung soll : "den Heranwachsenden helfen, die Geschlechtlichkeit zu bejahen ..., sie zu Partnerschaft und Liebe zu führen, Verantwortung übernehmen zu können. Sie soll durch den Unterrichtsstil der Lehrkraft, durch die Behandlung lebenskundlicher Themen (... , Heirat, Treue, Geburt, Scheidung) und durch sexualkundliche Informationen = "Aufklärung" stattfinden. Sie soll als Gelegenheits- und Spontanunterricht, aber auch in speziellen Lektionen stattfinden. Sexualtechnik ist kein Inhalt der Geschlechterziehung. Aids-Information ist obligatorisch. ... Das Unterrichtskonzept soll den Vorbehalten der Eltern entsprechend modifiziert werden" (SO).

L'autorité confiée à l'école le soin de décider la place à donner à la prévention VIH/ sida : "Es ist der Schule überlassen, wie detailliert sie das Thema HIV-Prävention und Sexualerziehung aufnehmen will" (GL).

Enseignement post-obligatoire

Des plans d'étude précis existent exceptionnellement. La sexualité est parfois citée dans les plans d'études de biologie, de culture générale ou d'autres branches, sans plus de précisions sur le contenu.

9.2 QUELLE EST LA DISTRIBUTION DES THEMES MENTIONNES PAR LES CANTONS, PAR NIVEAU D'ECOLE ?

Le Tableau 9-1 "Distribution des thèmes mentionnés dans les sources des cantons, par niveau d'école" indique la présence des sujets ayant trait à la sexualité selon les niveaux d'école regroupés en obligatoire et post-obligatoire.

La liste de sujets figurant sur ce tableau a été reprise de l'enquête de 1987 (IUMSP)^{56,58}. Le terme "puberté" qui apparaissait souvent dans les plans d'étude a été ajouté. Les thèmes comme "grandir" et "rôles sexuels" ont également été placés dans cette rubrique.

En tête, un groupe de thèmes pratiquement homogène constitue le noyau dur du contenu transmis : le VIH/sida, les thèmes relationnels concernant l'amour, la grossesse et la naissance, la contraception, la biologie de la reproduction humaine.

Le thème des abus sexuels est souvent traité de manière particulière, dans le cadre d'actions auprès des jeunes élèves de l'école primaire, de leurs enseignants et de leurs parents (les données spécifiques à l'école primaire ne sont pas montrées ici). Il n'est pas toujours précisé si ces questions doivent être abordées aussi plus tard dans le curriculum.

Vient ensuite un deuxième groupe de thèmes qui sont cités moins systématiquement : l'IVG (quelquefois incluse dans "contraception" et parfois sciemment évitée parce que difficile à traiter de manière consensuelle) ; "autres MST", orientation sexuelle, informations sur lieux de conseil, pornographie.

Les cantons qui ne citent pas ce deuxième groupe de sujets, sont aussi ceux dans lesquels le concept d'éducation sexuelle et de prévention VIH/sida est le moins précis (SO, GL, TG, BS).

⁵⁸ Panchaud C, De Puy J, Landert C, Schäringer U, Chevalier P, Barbey P. Evaluation de la stratégie de prévention du sida en Suisse. Phase 5, 1991-1992. Politiques cantonales en matière de prévention du sida et des toxicomanies dans le cadre scolaire. II. Les intervenants. III. Les jeunes de 15-17 ans. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1993 (Cah Rech Doc IUMSP, no. 82.5).

Tableau 9-1 Distribution des thèmes mentionnés dans les sources des cantons, par niveau d'école

	Présence du thème dans les unités cantonales (N=29)	
	Ecole obligatoire	Post-obligatoire
VIH/sida	19	6
Relations affectives, amour	26	5
Grossesse et naissance	22	4
Sexualité	26	6
Biologie /reproduction	24	6
Contraception	21	6
Abus sexuels	20	2
Autres MST	18	4
IVG	19	3
Orientation sexuelle	19	5
Relations sexuelles	17	4
Information sur lieux de conseil	18	3
Pornographie	13	4
Autres thèmes	7	3
Puberté	4	3

L'interprétation de ces données doit être prudente : des exemples ont été obtenus qui témoignent d'un écart entre la réalité et les textes. Certaines directives écrites ne passent pas dans les faits (dans le Haut-Valais, par exemple, le concept "éducation sexuelle" dans le cadre de la "*Lebenskunde*" n'est que rarement appliqué). A l'inverse, certains contenus sont traités alors même qu'ils ne figurent pas dans le plan d'étude. Le répondant de TG affirme de manière certaine que le VIH/sida est traité dans les écoles, alors même qu'il n'est mentionné dans aucun texte de ce canton. Les répondants de ZH confirment ce même constat : les précisions écrites ne garantissent pas l'existence ou la qualité des leçons, tandis que l'absence de précision n'empêche pas un enseignement adéquat.

Pour savoir si et comment les thèmes sont traités en classe, des investigations plus poussées seraient nécessaires. Plusieurs répondants font remarquer qu'il est difficile d'en avoir une idée précise. L'éducation sexuelle est une branche qui ne fait pas l'objet d'un contrôle ni d'une évaluation particulière. Les membres du corps enseignant qui ont une formation continue ou spécialisée en la matière sont l'exception. "*Malgré l'obligation de le traiter, le thème reste tabou*"; "*Etant donné que la responsabilité est laissée à l'enseignant, on ne sait pas grand chose sur le contenu*"; "*Même là où le programme minimum est bien précisé, la question de la qualité reste ouverte*"; "*La pédagogie n'est pas toujours adaptée*"; "*On ne sait rien de la qualité*".

9.3 Y A-T-IL UN CONTENU HOMOGENE DEFINI POUR LES COURS OU LES INTERVENTIONS ?

L'éducation sexuelle et la prévention VIH/sida n'étant pas des matières à examen, la notion d'homogénéité du contenu est plus complexe à saisir.

Le Tableau 9-2 présente la synthèse de la position des cantons par niveau de scolarité par rapport aux quatre moyens identifiés afin d'assurer l'homogénéité du contenu.

- la formation commune des intervenants,
- le matériel scolaire largement utilisé,
- les directives (guidelines) à l'intention des intervenants,
- les plans d'étude contenant des précisions.

La formation commune

La formation commune des intervenants garantit à la fois l'homogénéité du contenu et de la pédagogie utilisée. Elle concerne essentiellement le modèle d'organisation externe. Les animateurs en éducation sexuelle, les agents de prévention des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida et des services de prévention et de santé scolaire ont une culture commune qui leur permet d'aborder sans tabou et de manière participative les thèmes de sexualité dans les classes. La formation romande des animateurs et animatrices en éducation sexuelle est la formation la plus reconnue dans le domaine, mais il existe d'autres curricula.

Le matériel scolaire

Le matériel scolaire largement utilisé rend un contenu commun minimum accessible à tous les élèves. Les manuels mis à disposition contiennent aussi parfois des indications supplémentaires à l'intention des enseignants (voir chapitre 12).

Directives (guidelines, concepts, programmes de prévention, directives avec précisions, etc.)

Si les directives (guidelines) aux enseignants sont clairement formulées, les enseignants sont soutenus et encouragés à traiter certains sujets considérés comme tabous.

Plans d'étude

Le même genre de précisions peut exister dans les plans d'étude. Toutefois, la tendance générale de ce genre de documents est d'indiquer des objectifs plutôt que de décrire les contenus dans le détail. Par conséquent la garantie est plus limitée quant à l'homogénéité du contenu.

Le Tableau 9-2 fait apparaître les résultats suivants : dans l'enseignement obligatoire, la majorité des cantons disposent d'un ou plusieurs moyens de garantir une homogénéité du contenu. Seuls trois cantons ne disposent d'aucun des ces moyens (BS⁵⁹, SO, GL).

Dans l'enseignement post-obligatoire, 14 unités cantonales ne disposent d'aucun de ces moyens. BS, ZG et LU sont en train de développer un concept pour les écoles professionnelles.

⁵⁹ Les plans d'étude de BS n'étaient que très partiellement (quelques pages) disponibles pour l'analyse.

Tableau 9-2 Moyens utilisés par les unités cantonales pour assurer l'homogénéité du contenu des cours et des interventions (par niveau d'école)

	Ecole obligatoire			Ecoles post-obligatoires	
	Primaire	Secondaire I	Total		Total
Matériel scolaire largement utilisé	AG, BL, LU, SH, SG, ZH	AG, AR, BL, LU, NW, OW, SZ, SG, TI, ZG, ZH	12	AR, BL, SG, TI, VSf, VD, ZG	7
Formation commune des intervenants	BEf, FRf, GE, JU, NE, SH, VSf, VD, ZH	BEf, FRg, FRf, GE, JU, NE, SG, VD, VSf, ZH	11	BL, FRf, FRg, GE, JU, SG, TI, VD, ZG	9
Guideline à l'intention des intervenants (concept, programme de prévention, directives avec précisions, etc.) ⁶⁰	BL, FRf, FRg, GE, SG, SH, TI	BL, FRf, FRg, GE, GR, SG, TI, VSf, VSg	10	BL (Aidskonzept), FRf, GE, SZ (HIV Konzept für Berufsschulen), SG (Konzept ES für Mittelschulen), TI, VD	7
Plans d'étude contenant des précisions	BEg, FRg, LU, NW, OW, SH, SZ, SG, UR, VSg, ZG	BEg, FRg, LU, NW, OW, SZ, SG, UR, VSg, ZG	11	LU (concerne une école de maturité)	1
Autre			1	AR (une seule école est concernée, les interventions sont homogènes)	1
Aucun	BS, GL, SO	BS, GL, SO	3	AG, BEf, BEg, BS, GL, GR, NW, OW, SO, SH, TG, UR, VSg, ZH	14

⁶⁰ Voir fiches cantonales pour les détails.

Réponses résumées

▪ Quel est le contenu des cours de prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle ?

Des informations ont pu être récoltées concernant le contenu des enseignements de prévention VIH/sida et d'éducation sexuelle mais elles ne sont pas exhaustives.

Dans les cantons francophones (modèle externe), la formation des intervenants définit le contenu, tandis que dans les cantons alémaniques (modèle interne), ce sont surtout les plans d'études des différentes matières qui contiennent des indications quant au contenu de l'enseignement.

Les principaux thèmes de l'éducation sexuelle et de la prévention VIH/sida sont en général cités dans les plans d'étude et les directives. Dans certains cantons, les sujets relevant de l'éducation sexuelle sont désignés par des termes flous. Certains sujets ne sont pas cités dans tous les cantons (interruption volontaire de grossesse, pornographie, homosexualité, information sur lieux de conseil).

Ces documents de référence ne garantissent pas l'homogénéité du contenu dans les classes. Lorsque les enseignants sont chargés des cours (modèle interne), la manière de traiter les thèmes et le poids à leur accorder est le plus souvent laissé à leur appréciation. Les enseignants sont alors libres de choisir le contenu et la pédagogie selon leur appréciation des besoins de leurs classes.

Lorsque les interventions sont faites par des spécialistes externes (modèle externe), le contenu est plus homogène de par la formation commune et spécifique. Par contre, ils disposent de peu de temps par rapport à leur mission.

Concernant les niveaux d'école :

Pour les écoles post-obligatoires qui disposent de plans d'étude pour chaque établissement, aucune uniformité cantonale ne peut être établie. Les enseignements sont souvent organisés par l'école (initiative du directeur ou d'une autre personne chargée de santé ou de prévention) et par conséquent les interventions jouissent d'une certaine homogénéité, souvent par le biais des intervenants externes.

Il existe des documents écrits de référence, décrivant de manière claire le concept de l'éducation sexuelle et son contenu, qui inclut la prévention VIH/sida. En voici quelques exemples.

Le chapitre "*Sexualerziehung*" du "*Lehrplan Lebenskunde*" (utilisé à FRg, LU, UR, SZ, NW, OW, VSg, ZG) représente une directive de qualité pour le niveau de l'école obligatoire, avec un contenu précis.

Le plan d'étude de biologie de la "*Kantonsschule*" à Lucerne (niveau secondaire II) est également complet.

En français, le plan d'étude d'éducation sexuelle édité par le Service Santé Jeunesse du Canton de Genève peut être considéré comme un document de référence pour le modèle d'organisation des experts externes. Il ne s'adresse pas à des enseignants, mais aux animateurs spécialisés en éducation à la santé et l'éducation sexuelle.

10 DANS QUELLE MESURE LA PREVENTION VIH/SIDA EST-ELLE INCLUSE DANS L'ÉDUCATION SEXUELLE

Ce chapitre traite de l'intégration du VIH à l'éducation sexuelle au niveau du cadre de l'enseignement plutôt qu'en terme de sujet abordé lors des cours. La question du contenu des cours est discutée dans le chapitre précédant.

Intégrer l'enseignement de la prévention VIH/sida à l'éducation sexuelle est un moyen d'ancrer cette prévention dans le système scolaire, pour autant qu'elle soit généralisée. Néanmoins, comme il a déjà été expliqué, étant donné le fait que les cours d'éducation sexuelle n'existent pas partout, il faudrait plutôt examiner le cadre général, quel qu'il soit, dans lequel a lieu la prévention VIH/sida (éducation sexuelle, promotion de la santé, cours de biologie ou *Lebenskunde* ...), ainsi que les tendances qui se dessinent pour l'avenir.

Des informations relatives à l'intégration de la prévention VIH/sida à l'éducation sexuelle sont également importantes pour connaître la situation actuelle par rapport à l'Objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999 à 2003⁶¹, à savoir :

"Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés".

Pour toutes ces raisons, cette question d'évaluation a été abordée dans les termes suivants :

- Dans quel cadre l'enseignement sur la prévention VIH/sida est-il donné ?
- Le cadre reste-t-il le même ou la prévention VIH/sida va-t-elle prendre une nouvelle direction dans votre canton ?
- L'Objectif 5 du Programme national est-il atteint ou atteignable dans chaque canton ?

10.1 DANS QUEL CADRE LA PREVENTION VIH/SIDA ET L'ÉDUCATION SEXUELLE SONT TRAITÉES DANS LES CANTONS ?

Dans la situation actuelle, le thème du VIH est généralement intégré dans un cadre plus large. Il est souvent lié à l'éducation sexuelle (*Sexualerziehung, Geschlechterziehung, Aufklärungsunterricht*) ou à d'autres thèmes mentionnés qui ont trait à la sexualité.

Quatre cas de figure peuvent être identifiés en ce qui concerne l'enseignement de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle. Ces différents cadres peuvent coexister au sein d'un même système scolaire. Cette typologie permet néanmoins de dégager une tendance générale dominante au niveau de l'école et du canton.

- Des **périodes scolaires sont consacrées à des cours d'éducation sexuelle, incluant le thème VIH**⁶². Ce type de cadre est le plus fréquent à l'école obligatoire dans les cantons et les régions francophones (modèle externe). Il existe partiellement pour le niveau post-obligatoire dans neuf cantons, et dans deux il est systématiquement appliqué (TI, GE).

⁶¹ Somaini B, Twisselmann W, Ferber T, Schlegel F. VIH et sida: programme national 1999-2003. Berne : Office fédéral de la santé publique; 1999.

⁶² Un cas de cours exclusivement consacré au VIH a également été trouvé (BL, 6ème primaire).

- Des contenus ayant trait à la sexualité et au VIH sont spécifiés comme **matières à traiter dans un cours donné**. Cela peut être la biologie (reproduction humaine), l'éducation à la santé, la religion (un seul cas), l'éthique, et la "*Lebenskunde*" (programme des 6 cantons de la Suisse centrale, FRg et VSg).

Dans les écoles de maturité, le cadre le plus souvent cité est celui du cours de biologie et sciences naturelles, qui traite de la reproduction humaine (14 cantons).

Dans les écoles professionnelles pour apprentis, certains maîtres de branches générales se mobilisent pour intégrer le thème dans leur enseignement, éventuellement en collaboration avec d'autres initiatives.

- Le thème est considéré comme devant être **traité de manière transversale et interdisciplinaire** entre différentes branches (*fächerübergreifend*). Un exemple graphique de la conception "*fächerübergreifend*" se trouve en annexe 17.16.

Le cadre du traitement transversal interdisciplinaire est adopté de manière dominante dans 13 unités cantonales, pour l'enseignement obligatoire surtout. Certains cantons encouragent et recommandent la concertation des enseignants (GR, BEg).

- **Evénements ponctuels** : des initiatives et des actions de sensibilisation sur le VIH en général animées par des spécialistes de la prévention, permettent de faire un rappel sur le thème (12 cantons pour le niveau post-obligatoire).

Quatre cantons ont à disposition des indications au sujet du cadre, provenant de leurs enquêtes :

- TG : 27% "*Sexualaufklärung*" (leçon spécifique d'éducation sexuelle) ; 26% : biologie, 25% "*Lebenskunde*", 16% éducation à la santé (avec drogues et autres thèmes), 6% religion⁶³.
- GR : 74% biologie ; 25% religion ; 23% "*Lebenskunde*", 6% autres⁶⁴. Dans ce canton, un effort spécial est fourni pour favoriser la coordination et une préparation commune entre les enseignants.
- BE : 75% biologie, 75% religion et "*Lebenskunde*"⁶⁵.
- BL : la prévention VIH/sida est incluse en général dans une seule branche, sinon dans plusieurs branches de manière transversale, ou encore à travers des actions spécifiques⁶⁶.

Les informations sur le cadre selon le canton sont résumé dans le Tableau 10-1.

⁶³ Réponses provenant de 96% des enseignants du canton. Inspektorat Oberstufe. Auswertung der Umfrage zur Aids-Prävention an sämtlichen Schulen der Oberstufe im TG. Kanton Thurgau, Amt für Volksschule und Kindergarten; Frauenfeld: 1999. Abk. 'Umfrage 1999'.

⁶⁴ Réponses provenant de 762 élèves, plusieurs réponses possibles. (Aidskommission des Kt. GR und Autorenteam. Sexualkunde und Aidsprävention im 7.- 9. Schuljahr in Graubünden, Umfrage 1998 bei rund 1000 16-17-jährigen Jugendlichen. Chur: Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement; Oktober 1998).

⁶⁵ Réponses provenant de 88 enseignants, plusieurs réponses possibles. (Fischer D, Mayer et al. Sexualerziehung in den deutschsprachigen Schulen des Kantons Bern, Inhalte, Methoden, Rahmenbedingungen. Ergebnisse einer Umfrage. Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern: 1995. Abk. Berner Umfrage'95).

⁶⁶ Réponses provenant de toutes les écoles secondaires I.

Tableau 10-1 Cadre de l'enseignement sur la prévention VIH/sida

Cadre	Ecole obligatoire		Enseignement post-obligatoire	
	Cantons	Total	Cantons	Total
Cours d'éducation sexuelle, y compris VIH	BEf, BL, FRf, FRg, GE, JU, NE, TG, VS, VD	10	FRg, GE, JU, LU, TI, ZG, ZH, FRf, VSf	9
Questions de sexualité définies dans un cours plus large	AR, BE, BL, FRg, GL, LU, NW, OW, SZ, TG, UR	11	FRg, AR, AI, BS, BL, BE, GL, GR, NW, OW, SG, SZ, SH, ZG,	14
Enseignement transversal, interdisciplinaire, (fächerübergreifend)	AG, AR, BE, BS, GR, SG, SO, TG, TI, ZH	10	AR, BS, BL, BE, GL, GR, NW, OW, SG, SZ, SH, UR, ZG	13
Evénements ponctuels sur VIH	FRf, FRg, VSf	3	AG, AR, BS, NE, VD, FR, JU, LU, SG, UR, VSf, VSg	12

10.2 LE CADRE RESTE-T-IL LE MEME OU VA-T-IL PRENDRE UNE NOUVELLE DIRECTION ?

De quelle façon voit-on dans les cantons l'évolution de l'intégration de la prévention VIH/sida dans l'éducation sexuelle ou d'autres formes d'enseignement ?

BL est le seul canton qui envisage encore des cours ad hoc concernant le VIH, non intégré dans un thème plus large. Cette approche sera revue en 2001, elle est aujourd'hui mise en question.

Les cantons de Suisse centrale (sauf OW et ZG), GR et SO vont maintenir leurs cours d'éducation sexuelle comme actuellement, SG, ZH et UR également ne changeront pas leur approche. En Valais, de grands espoirs avaient été mis dans le programme "Objectif Grandir" qui visait de manière globale à mettre en œuvre une réelle promotion de la santé⁶⁷. Après l'abandon de ce programme, toutes les questions doivent à nouveau être définies, donc il n'y a pas de réponse possible à ce stade.

14 cantons ont élaboré, ou sont en train d'élaborer des concepts globaux de promotion de la santé (exemple FR, ZG), des personnes-relais ont été formées, des enseignants multiplicateurs, des médiateurs et médiatrices, des équipes de santé, etc., sont disponibles. Tous ces efforts vont ultérieurement intégrer la prévention VIH/sida, ainsi que l'éducation sexuelle, dans une vision plus large. On travaille de plus en plus dans une perspective holistique, englobant la sexualité dans un concept de bien-être au sens large.

Les tendances selon le canton sont résumées dans le Tableau 10-2.

⁶⁷ Office fédéral de la santé publique, Berne. Contrat : Objectif Grandir - formation des enseignants VD, no. 31605894096, 01.05.1996-31.12.1998.

Tableau 10-2 La tendance de l'évolution de la prévention VIH/sida pour les écoles obligatoires

Tendance	Cantons	Total
Cours VIH ad hoc	BL	1
Prévention VIH intégrée au cours ES	AR, LU, NW, GR, SO, SZ, VSg, FRg	8
Prévention VIH et ES ultérieurement intégrée dans les efforts en PS	AG, BS, BEf, BEg, GE, GL, FRf, NE, JU, SH, TI, TG, OW, VD, ZG	15
Enseignement transversal	SG, ZH, UR,	3
Autre	VSf	1

10.3 L'OBJECTIF 5 DU PROGRAMME NATIONAL EST-IL ATTEINT OU ATTEIGNABLE DANS LE CANTON ?

Les répondants ont été invités à porter un jugement sur l'état d'avancement vers l'Objectif 5 du Programme national dans leur canton, à savoir :

"Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés."

Dans quel mesure estiment-ils cet objectif déjà atteint ou atteignable ?

Etant donné la diversité des contextes cantonaux, les réponses obtenues pour chaque canton (si l'objectif est atteint, s'il est atteignable, les commentaires) sont fournies en annexe 17.15.

Toutes les réponses des interlocuteurs (souvent plusieurs par canton) portant sur l'intégration ont été analysées et classées de façon séparée pour les deux niveaux scolaires⁶⁸, voir Tableau 10-3).

Ecole obligatoire

Les réponses sont claires pour le niveau obligatoire :

26 unités cantonales affirment que cette intégration est déjà largement atteinte (19) ou atteignable (7) dans leur canton. Seuls Bâle-Ville et Zurich indiquent être encore loin d'une telle intégration (voir remarques en annexe 17.15).

⁶⁸ Des renseignements ont également été cherchés par rapport au premier jalon de l'objectif : *"Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni le matériel et les instructions nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles"*.

13 unités cantonales ont élaboré du matériel ou ont préparé des listes de références (ou envisagent dans un avenir proche de le faire) pour soutenir les enseignants dans leurs efforts de prévention VIH.

L'expression "*Ausbildung*" dans le texte allemand, qui est d'ailleurs bizarrement traduite par "instructions" dans la version française, n'est pas claire. Seuls 4 cantons ont signalé qu'ils envisagent des efforts de formation continue, l'initiative vient principalement des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida. Plusieurs cantons ont attiré l'attention des enseignants sur le cours post-grade "*Sexualpädagogik*", offert par la Fachschule für Sozialpädagogik à Lucerne dès septembre 2000. Un tel cours est proposé pour la première fois en Suisse alémanique.

Ecole post-obligatoire

Au niveau de l'école post-obligatoire, la situation se présente de manière très différente : l'intégration pour toute l'école post-obligatoire est seulement atteinte dans 2 cantons (GE, TI où l'éducation sexuelle est dispensée systématiquement par des intervenants extérieurs) et partiellement atteinte dans certains cantons (VD, AR et SG dans les écoles de maturité).

Elle est atteignable soit pour tout le niveau post-obligatoire, soit seulement pour les écoles de maturité ou les écoles professionnelles dans les cantons de AG, AR, BS, GR, JU, LU, ZG⁶⁹. Plusieurs initiatives pour ce niveau d'école doivent débiter prochainement : des journées de prévention dans toutes les écoles professionnelles à BS ; le travail en équipe entre l'Antenne sida et le planning familial à GR et JU ; un grand travail de sensibilisation de la part des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida à LU et à ZG dans le but d'obtenir un mandat pour l'enseignement dans les écoles professionnelles.

7 cantons (BEg, BS, LU, SH, NE, SZ, ZH) déclarent qu'une intégration n'est pas possible dans un avenir proche, citant le manque d'intérêt, de temps ou de motivation de la part des écoles ou des enseignants.

Un grand nombre de cantons n'a pas pu répondre à cette question, la manière de traiter le thème étant trop diffus au niveau de l'école post-obligatoire. On constate un véritable manque d'informations solides dû à l'autonomie des écoles au niveau post-obligatoire.

Les réponses des cantons sont résumées dans le Tableau 10-3.

Tableau 10-3 Le thème VIH figure en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité

Résultats par unité cantonale	Niveau obligatoire	Niveau post-obligatoire	
		Secondaire II	Ecoles professionnelles
Intégration atteinte	19*	GE, TI, AR, SG	GE, TI,
Intégration atteignable	7*	GR, JU, SO	AG, AR, BS, GR, JU, LU, ZG
Intégration pas ou difficilement atteignable	2 (BS, ZH)	BEg, LU, NE, SH, ZH	BEg, NE, SH, SZ, SG
Pas de réponse obtenue permettant une appréciation au sujet de l'intégration		AG, BL, BS, BEf, FRf, FRg, GL, NW, OW, SZ, TG, UR, VSg, VSf, VD, ZG	BL, BEf, FRf, FRg, GL, NW, OW, SO, TG, UR, VSg, VSf, VD, ZH
Total	28	28	28

* Liste des cantons indiquée en annexe 17.15.

⁶⁹ A SO le responsable aimerait atteindre ce but, mais signale un besoin de soutien pour pouvoir faire les démarches nécessaires auprès des autorités cantonales.

Réponses résumées

▪ Dans quelle mesure la prévention VIH/sida est-elle incluse dans l'éducation sexuelle ?

Lorsque des cours d'éducation sexuelle ont lieu, le VIH est bien intégré, mais ces cours ne représentent qu'une des formes d'intégration de la prévention VIH/sida dans le système scolaire, d'autres cas de figure étant : l'intégration dans un cours plus large (le plus fréquemment dans le cours de biologie) ; l'intégration dans le cadre de l'enseignement transversal⁷⁰ ; le traitement de la prévention lors d'événements ponctuels (animés le plus souvent par des spécialistes externes). Plusieurs approches peuvent exister dans un même canton. L'intégration se fait donc de diverses façons.

En ce qui concerne les tendances à l'avenir, seul BL prévoit de continuer avec des cours VIH ad hoc, sinon le reste des unités cantonales prévoient l'intégration de la prévention VIH/sida dans des concepts plus larges, la plupart dans une perspective de promotion de la santé.

L'intégration de la prévention VIH/sida à *"la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité"* à l'école, telle décrite dans l'Objectif 5 du Programme national, semble largement admise. Néanmoins 7 unités cantonales estiment cet objectif pas atteint. Les problèmes se posent essentiellement au niveau de la scolarité post-obligatoire mais également au niveau obligatoire pour BS et ZH. Le Programme national n'est pas toujours connu dans le milieu et il existe un certain flou autour de l'objectif 5, cette intégration étant comprise de façon hétérogène.

⁷⁰ Le terme courant en allemand '*fächerübergreifend*' a été traduit en français par l'expression 'enseignement transversal'.

11 QUELLE FORMATION LES INTERVENANTS REÇOIVENT-ILS ?

La formation des différents intervenants qui peuvent être chargés de l'enseignement de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle est de première importance pour assurer la qualité de cet enseignement. Dans quelle mesure les personnes chargées d'enseigner les thèmes (prévention VIH/sida, éducation sexuelle) sont-elles préparées à leur tâche ? Ce chapitre fait le point sur les informations récoltées concernant la formation des différents types d'intervenants.

Les intervenants sont répartis en deux catégories:

- La **formation du corps enseignant** lorsque la tâche de traiter le thème de la prévention VIH/sida ou/et de l'éducation sexuelle lui est confiée (généralement dans les cantons et régions germanophones et au Tessin pour le niveau secondaire I). En principe, une formation aux thèmes peut avoir lieu soit dans le cadre de la formation de base, soit dans celui de la formation continue.
- La **formation des intervenants externes** selon le modèle pratiqué pour les cantons et les régions francophones (formation commune des animateurs en éducation sexuelle et des conseillères en planning familial).

Les autres types d'intervenants (notamment le personnel médical ou paramédical, ainsi que les intervenants des Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida ou d'autres centres de ressources appelés dans les écoles, ne sont pas considérés ici).

11.1 LE CORPS ENSEIGNANT CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUR LE VIH ET/OU DE L'ÉDUCATION SEXUELLE

11.1.1 La formation de base

La formation de base reçue dépend du niveau d'enseignement et des différentes pratiques cantonales. Il a été plus facile d'obtenir des informations sur la formation de base des enseignants du niveau primaire, formés dans les instituts de formation des enseignants, que celle des autres niveaux ayant souvent reçu une formation universitaire. Ces niveaux étant plus importants par rapport aux thèmes, les résultats restent lacunaires et donnent une impression plutôt qu'un panorama exhaustif de la formation de base.

Enseignement obligatoire

Dans la situation actuelle, la formation de base des enseignants ne comporte généralement pas d'enseignement sur la pédagogie spécifique de la sexualité (*Sexualpädagogik*). Il n'y a pas non plus de spécialisation offerte dans ce domaine.

Il existe néanmoins des projets d'avenir en la matière : un cours de pédagogie de la sexualité devrait être inscrit dans le futur plan d'étude de la Haute école pédagogique du canton des Grisons. A Lucerne la "*Höhere Fachschule für Sozialpädagogik Luzern*" offrira dès septembre 2000 un module postgrade (*Nachdiplomkurs*) sur "*Sexualität in Pädagogik und Beratung*".

En règle générale, si une telle pédagogie est dispensée aux futurs enseignants, elle s'inscrit dans un cours plus large en promotion de la santé. Selon Gretler (1997)⁷¹, des tels cours sont donnés dans environ 70% des instituts de formation des enseignants; l'éducation sexuelle et le sida sont mentionnés comme "thème traité" par la moitié des instituts, ce qui voudrait dire qu'elle figure (obligatoire ou facultative) dans environ 35% des établissements. Cette pédagogie est rarement obligatoire ou systématiquement enseignée et peu d'heures, voire aucune, y sont consacrées.

Un programme complet et détaillé de formation en pédagogie de la sexualité (*Sexualpädagogik*) dans la formation de base n'existe qu'à ZH, où 20 heures obligatoires sont explicitement consacrées aux différents aspects de l'éducation sexuelle pour les futurs *Oberschul- und ReallehrerInnen*; 3 demi-journées obligatoires pour les *SekundarlehrerInnen*.

Plusieurs répondants ont souligné l'importance de la formation socio-pédagogique que reçoivent les futurs enseignants: elle vise plutôt à l'enseignement de la communication, de la prise de responsabilité, de la gestion des risques, bref au développement des compétences sociales utiles à l'ensemble des thèmes de la prévention.

Enseignement post-obligatoire

Ecoles de maturité

Une représentante des enseignants de biologie (*Fachschaft Biologie*) ainsi que les autres répondants estiment que ce sont les enseignants de biologie qui s'occupent le plus souvent des thèmes et qu'ils auraient une préparation largement suffisante pour aborder les thèmes de la sexualité et la prévention VIH/sida sur le plan scientifique. Par contre, ils ne disposent pas de formation de base pour aborder la problématique dans toute son ampleur (questions d'éthique, d'intimité, relationnelles, etc.). La seule information précise pour ce niveau d'école vient du TI où les futurs enseignants du niveau secondaire II reçoivent un cours sur la problématique de l'adolescence (12 heures), dans lequel l'éducation sexuelle est présentée.

Ecoles professionnelles

Les enseignants sont formés dans quatre centres en Suisse: Zollikofen, Zürich, Lugano et Lausanne. Généralement, ce sont les enseignants des branches générales qui s'occupent de l'enseignement des thèmes. Le répondant qui s'occupe de la formation de ces enseignants dans un des centres confirme que la formation de base ne s'occupe pas spécialement de l'éducation sexuelle mais prépare les futurs enseignants à aborder avec compétence toutes les "questions de la vie" qui pourraient surgir dans leurs cours.

11.1.2 La formation continue

Etant donné la particularité des thèmes concernant la sexualité et les lacunes dans la formation de base décrite ci-dessus, on pourrait imaginer que la formation continue joue un rôle de spécialisation et de recyclage.

Elle est offerte sous différentes formes:

- cours ponctuels traditionnels (sur inscription individuelle et volontaire),
- *Holkurse*⁷² (cours adapté à un groupe intéressé),
- intervention informelle dans un groupe d'enseignants de la même branche,
- conseil individualisé sur demande,
- journées thématiques,
- SCHILF Kurse⁷³ (formation continue des enseignants au sein de l'école).

⁷¹ Gretler Bonanomi S. La promotion de la santé dans la formation de base des enseignantes et des enseignants. Dossier 46B. Berne: Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP); 1997.

⁷² *Holkurse*: cours proposés à la demande des établissements scolaires.

Des cours de formation continue existent, surtout pour les enseignants du niveau obligatoire, sous toutes ces formes. Pendant les trois dernières années, dans toute la Suisse, 35 cours ont été proposés sur la sexualité/VIH. Cette offre très diversifiée rencontre relativement peu de succès, car 14 ont dû être annulés faute de participants (voir détails en annexe 17.17). Néanmoins, selon Landert⁷⁴, ce ne sont pas seulement les cours sur la sexualité qui sont touchés par cette problématique, mais beaucoup d'autres offres sont annulés pour la même raison.

La seule formation continue qui a eu lieu récemment et qui a réussi à toucher un nombre important d'enseignants était obligatoire (dans le canton de SH). Cette formation s'adressait à la totalité du corps enseignant de la 6^{ème} primaire. Un module de l'Antenne sida St. Gallen/Appenzell portant sur la problématique du VIH a été relativement bien suivi (500 enseignant sur trois ans). La fréquentation des autres offres proposées dans les cantons est trop faible pour qu'elle puisse avoir un effet global sur la qualité de l'enseignement.

Il en est de même pour les initiatives au sein d'un établissement scolaire à partir d'une personne jouant un rôle d'animation (multiplicateur, médiateur) par la promotion de la santé, ou de conseil pour la branche "*Lebenskunde*". Ce sont des initiatives ponctuelles, peu institutionnalisées, qui reposent sur le dynamisme de quelques acteurs et actrices, peu représentatifs de l'ensemble de la situation.⁷⁵

Pour les enseignants du niveau post-obligatoire, aucun cours de formation continue dans les derniers années a été offert pour les thèmes.

11.1.3 Estimation de la proportion des enseignants ayant reçu une formation spécifique aux thèmes de l'éducation sexuelle ou de la prévention VIH/sida

Les répondants ont exprimé une grande difficulté à estimer la proportion d'enseignants ayant reçu une telle formation. Le plus souvent, la formation obligatoire (surtout pour la prévention VIH/sida), si elle existait, a eu lieu plusieurs années auparavant. La gamme des estimations avancées est alors très large, allant de 30% à 100% et ne peut pas être interprétée.

Certains cantons disposent néanmoins de données à ce sujet :

SH : 100% des enseignants du niveau primaire ont bénéficié en 1998 d'un séminaire de mise à jour animé par 14 multiplicateurs formés pour le faire. Une journée cantonale de formation a été consacrée au thème de l'éducation sexuelle.

GR : depuis quelques années tous les enseignants ont l'obligation de suivre une formation sur le thème de l'éducation sexuelle.

⁷³ SCHILF (formation intrascolaire pour les enseignants) : offre de cours divers, organisés à la demande des établissements scolaires et/ou un groupe d'enseignants et, selon les sujets, également pour parents d'élèves, élèves et autre personnel d'établissements scolaires (voir par exemple : Wärs weiss, wills müsse. Lehrer/innen Fortbildung Basel-Stadt, Baselland, Jahresprogramm. Basel: Institut für Unterrichtsfragen und LehrerInnenfortbildung, 1999.

⁷⁴ Landert C. Lehrerweiterbildung in der Schweiz. Ergebnisse der Evaluation von ausgewählten Weiterbildungssystemen und Entwicklungslinien für eine wirksame Personalentwicklung in den Schulen. Chur: Rügger, 1998-1999 (Nationales Forschungsprogramm 33. Wirksamkeit unserer Bildungssysteme).

⁷⁵ Quelques commentaires à ce propos: "*Spontane Gruppen von Lehrpersonen orientieren sich gemeinsam. Es ist sehr zufällig*". "*Weiterbildung erfolgt über das Delegiertensystem. Die Delegierten haben sich in 4 halben Tagen zu Gesundheitsförderung weitergebildet. Sie haben eine Multiplikatorenfunktion*". "*Weiterbildung erfolgt ad hoc, wenn vom Lehrerteam gewünscht. Aber eigentlich winken alle ab, denn die Schüler sind von HIV-Prävention total übersättigt*".

TH : 71% du corps enseignant déclarent en réponse à un questionnaire, se tenir au courant des nouvelles connaissances sur le thème du VIH et les dispenser dans leurs classes⁷⁶.

SZ : les enseignants des écoles professionnelles (apprentissage) suivent obligatoirement tous les deux ans une formation continue dispensée par des spécialistes externes.

SO : au cours des dernières années, tous les enseignants en branches générales des écoles professionnelles suivent une formation ponctuelle sur l'éducation sexuelle.

Certaines données existent également par rapport aux besoins dans ce domaine. A BL, presque la totalité des enseignants questionnés dans le cadre d'une enquête ont déclaré souhaiter une aide extérieure pour traiter de la prévention VIH/sida⁷⁷. A BEg, seuls 23% des enseignants estiment que leur formation en pédagogie de la sexualité est suffisante ou très bonne⁷⁸.

Il est également à signaler que des recommandations par rapport à la formation VIH/sida pour les enseignants ont déjà été développées dans le cadre d'une étude mandatée par l'OFSP⁷⁹.

11.2 LA FORMATION DES SPECIALISTES EXTERNES DANS LES REGIONS FRANCOPHONES

Dans les régions francophones, les interventions externes sont majoritairement assurées par des spécialistes d'animation en éducation sexuelle ou conseil en planning familial, qui sont chargés de la plus grande partie des principaux acteurs du "modèle externe".

Les 6 cantons francophones ont des équipes d'éducation sexuelle qui comportent entre 8 et 15 personnes formées capables d'intervenir dans les écoles, en qualité d'animatrices ou de conseillères en planning familial. Une formation d'une année commune aux deux professions a été mise en place pour répondre aux besoins en personnel d'animation sexuelle et de planning familial, qui dans certains cantons travaillent au sein d'un même service (TI, VS, FR), et dans d'autres ont des services séparés (GE, JU, BEf, NE, VD : deux services séparés au sein d'une même institution).

Les candidats à la formation spécialisée peuvent être présentés par leurs futurs employeurs des différents cantons, qui souvent contribuent au coût de la formation.

Cette formation commune des équipes d'éducation sexuelle et de planning familial forge une culture de base et favorise les collaborations entre les deux profils professionnels.

11.2.1 Le concept de la formation de base romande

Le cours romand de formation de conseillers/ères en planning familial et d'animateurs en éducation sexuelle existe depuis 1975. Il a permis de former environ 120 personnes, pour répondre aux besoins de centres de conseil et d'éducation qui se sont implantés et développés dans les cantons francophones et au Tessin.

⁷⁶ Inspektorat Oberstufe. Auswertung der Umfrage zur Aids-Prävention an sämtlichen Schulen der Oberstufe im TG. Kanton Thurgau, Amt für Volksschule und Kindergarten; Frauenfeld: 1999. Abk. "Umfrage 1999".

⁷⁷ René Glauser. Aids-Bericht 1997. Liestal; Erziehungs- und Kulturdirektion: 1997.

⁷⁸ Fischer D, Mayer B, Meli B, Wagner, et al. Sexualerziehung in den deutschsprachigen Schulen des Kantons Bern, Inhalte, Methoden, Rahmenbedingungen. Ergebnisse einer Umfrage. Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1995.

⁷⁹ Cathieni F, Hofner M-C, Mannella C, Wohnhas J. Recommandations de formation VIH/sida pour 14 professions. Berne: Office fédéral de la santé publique; 1998.

Son organisation est assurée par une commission mixte des représentants des deux professions. La formation commune (longtemps appelée "cours de base romand") de la première année, constituée de stages, de sessions (170 heures) et de travaux personnels, permet d'acquérir et de compléter des notions de base dans le domaine de l'éducation sexuelle, de travailler le thème de la communication et de la relation dans les animations, et de "*prendre conscience de ses réactions personnelles et de ses limites, ainsi que de vérifier ses motivations*".

Elle a pour objectif de préparer les participants à remplir leurs fonction respectives, c'est-à-dire développer les ressources, les connaissances et l'aptitude à la communication dans la pratique de l'éducation sexuelle et du conseil en planning familial. Elle est construite en trois phases :

- le premier trimestre offre des sessions totalisant 14 jours de formation (dont l'ouverture en week-end résidentiel) ;
- un deuxième trimestre est constitué de stages d'observation, dont l'encadrement est assuré par les deux types de services (éducation sexuelle et planning familial) ;
- le troisième trimestre comporte une nouvelle tranche de sessions totalisant 12 journées entières, suivies d'un week-end résidentiel de clôture.

L'ensemble du processus a lieu sous la responsabilité d'une équipe de deux personnes qui assurent, en faisant appel à des intervenants extérieurs, les cours théoriques, les animations, les stages et l'encadrement des travaux personnels des participants (travail de recherche et fiches personnelles), la procédure d'évaluation (travaux, entretiens, stages, examens). Pour les animatrices et animateurs en éducation sexuelle, la formation est validée par une attestation qui leur permet d'être engagé-e-s dans un service et de parfaire leur formation en cours d'emploi.

Pour préparer l'avenir de cette formation, un groupe de travail s'est constitué en tant que projet de la Fondation suisse pour la santé sexuelle et reproductive PLANeS (anciennement ASPFES) en collaboration avec les partenaires concernés - employeurs et associations professionnelles (Fondation Profa, CHUV). Le groupe prépare un certificat de formation continue de l'Université de Genève qui assurera le contenu académique de l'année I avec des intervenants de la Faculté de médecine de Lausanne et de la Faculté de psychologie de Genève. L'année II de la formation consacrée à des aspects professionnels s'organisera dans les stages pratiques sur les lieux de travail.

11.2.2 La formation continue

L'ARTANES (Association romande et tessinoise des animateurs en éducation sexuelle, une centaine de membres), en tant qu'association professionnelle, garantit le sérieux du profil professionnel des animateurs et animatrices face aux organismes qui les engagent⁸⁰.

L'association joue un rôle important dans la formation de base et la formation permanente de ses membres, en organisant des groupes de travail par thème et des journées de formation interne à ses membres. Elle publie un bulletin d'information utile à toute personne s'intéressant au thème de l'éducation sexuelle.

⁸⁰ En tant qu'association de promotion de l'éducation sexuelle, ARTANES a pour but de : favoriser la reconnaissance de l'éducation sexuelle; faire reconnaître la dénomination spécifique d'animateur et d'animatrice en éducation sexuelle; faciliter une formation de base spécifique de qualité dans le domaine de l'éducation sexuelle; proposer des rencontres de formation permanente commune; faciliter le contact et l'échange entre les différentes personnes et institutions impliquées dans des programmes en éducation sexuelle. Les sections cantonales membres de l'ARTANES sont les structures qui fournissent sur le terrain le personnel spécialisé en éducation sexuelle dans tous les cantons francophones. Le Bulletin de l'ARTANES fournit à ses membres des informations pointues sur la pratique de l'éducation sexuelle (méthodologies, notes de lectures, concepts, etc.), les activités de l'association et les groupes de travail.

Réponses résumées

▪ Quelle formation les intervenants reçoivent-ils ?

Personnel enseignant

Le corps enseignant chargé du thème de la prévention VIH/sida ou de l'éducation sexuelle y est rarement préparé par une formation spécifique, celle-ci n'étant généralement pas prévue dans la formation de base ; la formation continue offre quelques cours spécifiques, mais ces cours sont peu fréquentés par les enseignants.

Par contre, les enseignants ont souvent une formation socio-pédagogique. Cette formation comprend l'enseignement de compétences sociales utiles à l'ensemble des thèmes de la prévention (la communication, la prise de responsabilité, la gestion du risque).

En conclusion, aucune préparation systématique à l'enseignement de ces thèmes n'existe actuellement, bien que dans le modèle interne, le corps enseignant soit systématiquement chargé d'assumer cette tâche.

Spécialistes externes

La formation des spécialistes externes francophones est sérieuse (2 ans de travail théorique et pratique). Elle offre un cadre pour travailler les méthodes et les concepts des interventions de l'éducation sexuelle à l'école. Néanmoins, le personnel bénéficiant de cette formation n'est pas assez nombreux par rapport aux besoins et les statuts et conditions de travail sont très hétérogènes d'un canton à l'autre.

12 QUEL EST LE MATERIEL DIDACTIQUE UTILISE ?

La quantité, la qualité ainsi que l'actualité du matériel didactique utilisé dans les écoles⁸¹ indique dans une certaine mesure l'importance accordée aux thèmes dans les cantons. La disponibilité d'un bon choix du matériel favorise l'institutionnalisation de l'enseignement dans les établissements scolaires.

Répertorier l'ensemble du matériel didactique utilisé dans chaque canton s'est avéré trop complexe. En effet, les listes de matériel didactique en annexe 17.18 et 17.19, provient en partie des économats des cantons et en partie des titres qui ont été proposés comme exemples de matériel utilisé par les répondants. Cette liste n'est pas exhaustive pour autant, et n'inclut pas tout le matériel utilisé par les enseignants pour les raisons suivantes :

- Les enseignants disposent d'autres moyens didactiques, souvent plus adaptés et à jour, que ceux mis à disposition par l'économat de leurs cantons respectifs. Ils sont bien soutenus dans leur recherche de matériel par les divers centres de documentation pédagogique. L'existence de ce matériel leur est souvent rappelé.
- Ce sont que rarement des livres traditionnels qu'on utilise pour l'éducation sexuelle, mais des fiches de travail, des jeux et d'autres supports didactiques.
- Les unités cantonales en Suisse romande indiquent que la question du matériel scolaire ne se pose pas puisque les intervenants externes apportent leur propre matériel personnel et que les cantons ne proposent que rarement des titres "officiels".
- Les enseignants des écoles professionnelles sont libres dans leur choix de matériel, une liste de titres n'a donc pas pu être obtenue.

15 unités cantonales évoquent leur centre de documentation pédagogique comme ressource principale pour les enseignants. Ils signalent que ces centres disposent de beaucoup de titres sur les thèmes, ainsi que d'autres supports (informatisés, audiovisuel, matériel de démonstration).

8 unités cantonales indiquent que les plans d'étude contiennent des listes de titres pertinents pour les thèmes.

Enfin, quelques cantons ont communiqué des efforts particuliers pour promouvoir et tenir à jour le matériel didactique⁸².

⁸¹ Il est question ici uniquement du matériel destiné aux élèves. Le matériel pédagogique qui sert à la préparation personnelle des enseignants n'est pas pris en compte.

⁸² **AG** est le concepteur d'un ouvrage en promotion de la santé, avec des cahiers sur des thèmes divers, dont deux consacrés à l'éducation sexuelle. Ce titre est utilisé dans d'autres cantons de la Suisse alémanique.

AR, un nouveau classeur avec liste actualisée de titres est en préparation.

BEg est en train de mettre à jour la brochure "Aids. Steck Dich nicht an". Cependant, ce document n'est pas traduit en français.

GR : l'Antenne sida est chargée de tenir à jour et de repourvoir une table de présentation avec du matériel approprié dans le centre de documentation pédagogique.

ZH propose une liste actualisée du matériel disponible, publiée également dans le bulletin pour les enseignants (*Schulblatt*). Une collection avec du matériel sida (*Aids-Ordner*) se trouve dans toutes les salles des enseignants dans toutes les écoles du canton.

Signalons que la vaste gamme de matériel disponible n'est pas toujours perçue comme un appui suffisant. En effet, l'importance de l'offre rend le choix difficile et plusieurs interlocuteurs ont demandé une liste restreinte de titres essentiels, et approuvée par l'OFSP. Une telle liste leur servirait pour faire des recommandations aux intervenants qui ressentent le besoin de repères. Ils ressentent également l'utilité d'avoir à disposition un "paquet didactique" comprenant des guides, des plans d'enseignement de leçons, etc., pour l'éducation sexuelle y compris pour le VIH, adaptés aux différents niveaux d'école.

Réponse résumée

▪ **Quel est le matériel didactique utilisé ?**

Un choix important de matériel didactique est accessible aux enseignants. Par contre, il existe un certain besoin de pouvoir disposer d'un choix de matériel ayant fait l'objet d'une présélection, voire de "paquets didactiques" spécialement conçus et limitant le temps de préparation des cours.

TI : la brochure "*La vita*" est généralisée pour l'éducation sexuelle au niveau du secondaire I. Une nouvelle édition révisée est en préparation.

13 EXISTE-T-IL DIFFERENTS MODELES D'ORGANISATION, ET SI OUI, QUELLES SONT LEURS CARACTERISTIQUES ? QUELS SONT LES AVANTAGES ET LES INCONVENIENTS DES DIFFERENTS MODELES ?

A travers la description du contexte et les réponses aux différentes questions d'évaluation, il apparaît clairement qu'il existe essentiellement deux modèles d'organisation, chacun cependant avec des variantes. Ces modèles correspondent pour la plupart, mais pas exclusivement, aux deux grandes régions linguistiques de la Suisse. Des éléments de réponse aux deux questions d'évaluation en titre de chapitre se trouvent également dans les autres chapitres (chapitres 6-12). Le tableau ci-dessous sert à résumer les différences identifiées entre les modèles, et à fournir une appréciation des implications de ces différences. Soulignons néanmoins qu'il ne s'agit pas de lister les avantages et inconvénients dans le sens d'en faire un bilan pour recommander un modèle plutôt qu'un autre : chaque système a sa propre histoire et aura sa propre évolution, mais une comparaison peut servir à éclaircir l'intérêt et les lacunes des deux approches.

Réponses résumées

- Existe-t-il différents modèles d'organisation, et si oui, quelles sont leurs caractéristiques et quels sont les avantages et les inconvénients des différents modèles ?

Aspect	Modèle externe	Modèle interne
Bref descriptif	L'éducation sexuelle, y compris la prévention VIH/sida, est assurée par des institutions extérieures à l'école ou par un personnel spécialisé attaché au système scolaire. Les cantons et communes prennent la responsabilité d'assurer que cette éducation ait lieu.	Les cours traitant de la sexualité et du VIH sont normalement inscrits dans les plans d'étude ; les enseignants sont chargés de les organiser et de les donner, éventuellement avec l'appui de spécialistes externes. Dans la pratique, il incombe à chaque enseignant ou à la direction de l'école de déterminer la place accordée au sujet et d'interpréter les plans d'études.
Responsabilité administrative	Au niveau de la scolarité obligatoire, tous les cantons concernés ont identifié un organe responsable ou mandaté. GE, TI et VD ont une seule structure chargée de l'ES pour tous les niveaux d'école.	Les responsabilités réparties entre les différentes structures ne sont pas toujours claires, ce qui est problématique surtout au niveau post-obligatoire.
Prise d'initiative	La décision est prise au niveau cantonal ou communal (obligatoire) ou par l'école elle-même (post-obligatoire).	L'enseignant décide de quelle façon il suit les plans d'étude (obligatoire). Au niveau post-obligatoire ce sont les directeurs d'école et/ou les enseignants qui le font. L'initiative est prise parfois par des institutions extérieures.

Aspect	Modèle externe	Modèle interne
Contrôle	Un contrôle de la couverture fait en principe partie de la routine administrative. Sur le contenu, les spécialistes travaillent en équipe et ont des supervisions pour assurer la qualité de la prestation.	Les organes de contrôle (inspecteurs) ne posent que rarement des questions au sujet de l'éducation sexuelle. Le sujet échappe particulièrement au contrôle lorsqu'il est transversal ou lorsqu'il n'y a pas de coordination entre les enseignants à ce sujet.
Moyens financiers	Les spécialistes externes reçoivent des subventions ou des contrats qui, parfois, doivent être renégociés chaque année.	Ce sont les salaires des enseignants qui représentent la plupart des moyens financiers engagés.
Approche du thème	L'éducation sexuelle est reconnue comme un sujet en soi, mais c'est "un sujet pas comme les autres" nécessitant l'intervention de personnes externes à l'école. En principe, il est soumis au veto parental. Les parents peuvent dispenser leur enfant d'assister à cet enseignement.	L'éducation sexuelle n'est pas forcément reconnue comme un thème en soi, mais peut se retrouver à plusieurs endroits dans le plan d'étude. Quand le thème apparaît en tant que tel dans les plans d'étude, il est précisé qu'il doit être discuté avec les parents.
Les intervenants et leurs formation	Les cours sont donnés par des experts externes ayant bénéficié d'une formation spécialisée dans le domaine de la sexualité.	L'éducation est donnée par les enseignants, ayant donc reçu une formation générale d'enseignant, mais très rarement une formation spécialisée dans la sexualité
Contenu	Défini par la formation des intervenants ; bien structuré mais nécessairement restreint à cause du temps.	Défini dans les plans d'étude à des niveaux de précision variables. Manque de transparence concernant l'interprétation faite par les enseignants des plans d'étude.
Intégration	Le VIH est toujours inclus dans les cours d'éducation sexuelle (exceptions au niveau primaire).	Le sujet est généralement intégré aux questions de promotion de la santé ou à d'autres branches d'enseignement (exemple : cours de biologie).
Principaux avantages	La qualité des interventions est assurée. La couverture (au moins d'une base minimum) est assurée. Les cours ne sont pas tributaires de la motivation des enseignants. Un certain contrôle est inhérent au modèle.	Les interventions peuvent être faites "sur mesure" et selon les exigences d'une classe à un moment voulu. Bonne stabilité des moyens financiers car les thèmes sont intégrés dans le système scolaire.

Aspect	Modèle externe	Modèle interne
Principaux inconvénients	<p>La stabilité des moyens est variable. Bien que le travail des équipes externes n'exclue pas que les enseignants interviennent aussi à ce sujet, le système peut laisser penser que le domaine est déjà couvert et certaines occasions d'intervention risquent alors d'être perdues.</p> <p>Avec ce système il ne va pas de soi que le sujet soit intégré et il y a nécessité d'assurer que le travail des équipes externes soit relayé par le personnel enseignant. Une coordination particulière est nécessaire.</p>	<p>L'enseignement des thèmes est tributaire de la motivation des enseignants et/ou des directeurs des écoles.</p> <p>Au niveau post-obligatoire, la responsabilité administrative est très dispersée (inconvenient, toutefois pas inhérent au modèle).</p> <p>Il n'est pas évident que les écoliers, surtout les plus âgés, souhaitent discuter de questions de sexualité avec leurs enseignants⁸³.</p>

⁸³ Meyer Z. Das Informations-Verhalten Jugendlicher bezüglich Aids und Aids-Prävention [Lizentiatsarbeit an der Rechts- und Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Bern]. Bern: Institut für Marketing und Unternehmensführung Prof. Dr. Richard Kühn, 1999.

SECTION V
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

14 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

14.1 EXISTE-T-IL UNE GARANTIE DE DURABILITE DE LA PREVENTION VIH A L'ECOLE ?

La réponse à cette question d'évaluation se trouve tout au long des chapitres concernant les différents aspects abordés dans les autres questions d'évaluation : les bases légales et administratives, l'organisation y compris le contrôle, la couverture, le contenu, l'intégration du VIH, la formation des intervenants, le matériel didactique ainsi que les caractéristiques, avantages et inconvénients des différents modèles. Dans chacun des aspects il a été possible d'identifier certains éléments favorables à la durabilité et d'autres éléments qui offrent une stabilité moins importante.

A l'heure actuelle, la situation est favorable à la durabilité mais il n'en existe pas de garantie. Pour obtenir cette garantie un certain nombre de mesures sont nécessaires qui prendront en compte l'hétérogénéité de la situation dans les cantons ainsi que l'aspect dynamique du contexte éducatif. Ces questions sont reprises et discutées dans la synthèse des conclusions et recommandations ci-dessous.

14.2 SYNTHESE DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS

Les réponses à chaque question d'évaluation particulière se trouvent à la fin du chapitre correspondant.

Le présent chapitre présente une synthèse de l'ensemble des résultats.

La question de la durabilité de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle est au cœur de l'étude. Il s'est avéré que la situation est fort complexe.

La liste ci-dessous résume les obstacles à l'évaluation mais également à tout effort de suivi et de monitoring de la situation à l'avenir.

Néanmoins, les nombreuses données obtenues au cours de cette étude indiquent plusieurs ressources en documentation et en personnes qui peuvent servir de base pour la construction d'un concept de valorisation des recommandations émises.

Etant donnée la complexité de la situation, les auteurs ne doutent pas que d'autres recommandations peuvent s'ajouter à celles proposées dans un premier temps.

Obstacles à l'évaluation et au monitoring futur de l'enseignement de la prévention VIH/sida et de l'éducation sexuelle dans les écoles

- 1 La situation se présente de façon extrêmement hétérogène au niveau :
 - inter-régional (modèles différents)
 - intercantonal (autonomie cantonale relative à l'éducation) et
 - intra-cantonal (niveaux et types d'école, cantons bilingues ...).
- 2 La situation est en évolution constante (révision des plans d'étude, mise en place de nouveaux concepts).

- 3 Les données relatives aux questions d'évaluation sont difficile à récolter, voire pas disponibles.
- 4 Aucun indicateur "simple" ne peut être identifié (la situation est déterminée de façon multifactorielle, on trouve systématiquement des "exceptions" à tous les indicateurs potentiels).
- 5 Le cadre de l'intégration de la prévention VIH/sida est variable (enseignée isolément, dans l'éducation sexuelle, dans la promotion de la santé, dans différentes branches scolaires).

Le tableau Tableau 14-1 résume les principaux constats, leur contexte, des exemples de lacunes particulières, ainsi que des mesures possibles pour pallier aux problèmes rencontrés ; des exemples de "bonnes pratiques" qui ont pu être identifiés dans chaque domaine sont également indiqués dans ce tableau. Les différents éléments ont été regroupés sous trois domaines : les bases légales et administratives, les aspects organisationnels, la couverture et le contrôle.

Tableau 14–1 Résumé des principaux constats, leur contexte, des exemples de lacunes particulières, des mesures à envisager et des 'bonnes pratiques' actuelles

Bases légales et administratives	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'obligation de traiter les thèmes VIH et éducation sexuelle est formulée dans des textes de loi et ordonnances administratives (modèle externe) ou par les plans d'étude et programmes scolaires (modèle interne). Bien que l'existence d'une base légale ne constitue pas à elle seule une garantie de durabilité, c'est un élément essentiel pour inscrire cette éducation dans l'enseignement de base à long terme. La prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle devraient alors être explicitement mentionnées dans les plans d'études s'appliquant à toutes les écoles, quel que soit le niveau de scolarité. ■ Les plans d'études, les concepts et guidelines, lorsqu'ils sont élaborés, constituent une bonne base, mais un dispositif pour assurer leur utilisation devrait y être associé. ■ Les parents ont le droit de demander une dispense des cours d'éducation sexuelle. Par contre, ce n'est pas le cas pour la prévention VIH/sida et : la présence de ce thème dans les plans d'étude constitue donc "une notion d'obligation". L'association des deux thèmes laisse donc un "flou juridique" autour de cette question, même si dans la pratique cela ne pose pas souvent problème. ■ L'objectif 5 du Programme national semble prendre comme présupposé le fait que les thèmes liés à la sexualité figurent déjà dans les plans d'étude. Ce n'est pas toujours le cas au niveau post-obligatoire. Pour que le VIH puisse s'intégrer dans les discussions autour de la sexualité, il faut déjà que ces discussions elles-mêmes soient prévues. 			
	Constat	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
Le principe de l'éducation sexuelle et de la prévention VIH/sida est admis dans la plupart des cantons au niveau de l'école obligatoire. Par contre, il n'est pas acquis au niveau post-obligatoire	<p>Niveau obligatoire : GL, BS, SO, TH (plans d'étude extrêmement flous)</p> <p>Niveau post-obligatoire : Les plans d'étude cadre au niveau fédéral ne sont pas explicites. Les écoles sont libres d'inclure ou non la sexualité et la prévention VIH/sida dans leur programmes</p>	Un lobbying auprès des autorités responsables assurerait que la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle soient explicitement présentes dans les plans d'étude fédéraux, cantonaux et des écoles (travail de sensibilisation et de négociation)	<p>LU : Biologielehrplan der Kantonsschule Luzern</p> <p>SG : guidelines (niveau obligatoire)</p> <p>GE : plan d'étude</p>	

Organisation

- Il est nécessaire de clarifier les responsabilités politiques et administratives pour cette éducation. C'est surtout valable au niveau post-obligatoire. Plusieurs acteurs sont souvent impliqués, aussi bien aux niveaux politique et administratif que sur le terrain, et des efforts particuliers sont nécessaires pour assurer une bonne coordination.

Constats	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
<p>Les lignes de responsabilité sont peu claires à tous niveaux.</p> <p>La responsabilité est très dispersée (confiée largement aux directeurs d'école) au niveau post-obligatoire</p>	<p>BS, BE, LU, SG (peu de coordination, responsabilités mal définies ou communiquées) et pour SO où le responsable est à la fois concepteur, coordinateur et intervenant. Les cantons NE, TG, ZH et VS ont également identifié des problèmes de coordination</p>	<p>Lorsque plusieurs départements sont impliqués, une commission cantonale établit la répartition des responsabilités</p> <p>Les cantons identifient clairement les structures qui assument dans les faits la responsabilité pour les thèmes. Ils confient à ces structures l'assurance de qualité et de durabilité de cet enseignement</p> <p>L'OFSP soutient ces structures dans leur travail de sensibilisation (met à disposition des guidelines, check-lists et argumentaires)</p>	<p>TI : la loi sur la promotion de la santé traite de la collaboration entre les départements concernés. Une commission est nommée à chaque nouvelle législation : la <i>Commissione per l'educazione sessuale nelle scuole</i></p> <p>GE : le service de la santé de la jeunesse, dirigé par un médecin, est responsable d'un cahier des charges clairement défini pour les trois domaines et tous les niveaux scolaires</p> <p>GR : étude cantonale d'analyse des besoins : recommandations concernant la répartition des responsabilités</p>
<p>La stabilité des systèmes de financement est variable</p>	<p>BEf : le statut de APESE, l'institution qui assure l'éducation sexuelle, n'est pas assuré</p>	<p>Un mode de financement plus stable pour les systèmes les plus fragiles est assuré</p>	

Couverture et contrôle

- La couverture ne semble pas toujours suffisante dans le modèle interne. Etant donné que le sujet n'est pas soumis aux examens scolaires, il n'est pas prioritaire ; son enseignement dépend de l'appréciation de chaque enseignant. Il y a un manque de transparence quand l'enseignement est transversal ("*fächerübergreifend*", abordé dans plusieurs branches d'enseignement). Il existe des différences régionales dans la fréquence des cours sur l'éducation sexuelle⁸⁴ qui peuvent s'expliquer par une plus faible couverture dans la région alémanique mais également par la dispersion des différentes composantes de cette éducation dans plusieurs cours.

Constat	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
<p>Bien que le niveau de couverture rapporté soit relativement bon, il existe un risque intrinsèque de lacunes dans le modèle interne car la dispensation de l'enseignement de ces thèmes dépend de la motivation des enseignants. Les lacunes sont surtout évidentes au niveau post-obligatoire. Ces lacunes peuvent avoir les causes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> manque de temps, les enseignants étant surchargés 	<p>Pas de plage d'horaire pour les leçons (BEg)</p> <p>Seul 1/3 des établissements de formation préparent les futurs enseignants à aborder les thèmes de la sexualité</p> <p>Au niveau post-obligatoire : Estimations de faible couverture</p> <p>Il existe une conviction (non vérifiée) que les élèves sont saturés par le thème du VIH</p>	<p>Des plages horaires précises sont désignées pour les thèmes (cantons, écoles)</p> <p>Des modules d'enseignement pour chaque niveau d'école sont disponibles (OFSP, ou autre institution compétente, en collaboration avec des spécialistes en pédagogie)</p> <p>Des mesures de sensibilisation sont entreprises dans les lieux de formation pour les enseignants (OFSP)</p>	<p>Quelques cantons indiquent que les leçons doivent être données pendant la "<i>Klassenstunde</i>" (réunions de classe)</p> <p>Soutien du personnel enseignant par des "paquets pédagogiques" tels que ceux établis par</p> <p>AG (Hautnah), BL (Hilfestellungen) SG (Lehrmittel der AHSGA) ZH (liste de matériel pédagogique)</p>

⁸⁴ Narring F, Michaud P-A, Wydler H, Davatz F, Villaret M. Sexualité des adolescents et sida : processus et négociations autour des relations sexuelles et du choix de la contraception. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1997 (Raisons de santé, 4).

Constat	Exemples de lacunes spécifiques	Mesures à envisager	Exemples de bonnes pratiques pouvant servir de référence
<ul style="list-style-type: none"> • les enseignants sont peu préparés à enseigner ces thèmes • réticences personnelles • les enseignants sont peu convaincus de l'importance du sujet • Les lacunes sont particulièrement évidentes au niveau obligatoire <p>Le contrôle de la couverture ainsi de la qualité de l'enseignement des thèmes n'est que partiellement assuré</p>		<p>La formation d'acteurs externes et de personnes relais (Mediatoren) à l'intérieur des écoles est soutenue</p> <p>Les différents services cantonaux, les directeurs et les enseignants des différentes écoles sont sensibilisés (OFSP)</p> <p>Utilisation du modèle externe au niveau post-obligatoire</p> <p>Les cantons déterminent des mesures de contrôle pertinentes dans leur contexte (les autorités mettent à disposition des exemples de bonnes pratiques, du matériel approprié tel que des check-lists à tous les niveaux de responsabilité)</p> <p>Les concepts de promotion de la santé incluent explicitement les thèmes.</p>	<p>ZH : les futurs enseignants doivent obligatoirement suivre un cours en éducation sexuelle</p> <p>SH : il existe une formation d'enseignants relais en éducation sexuelle. Des enseignants-médiateurs ont été formés avec le soutien du réseau écoles en santé ; la formation continue en éducation sexuelle des enseignants du 6^e est suivie, car elle est obligatoire</p> <p>LU : cours de formation spécialisée en sexualité, offert par la Fachhochschule pour la première fois dès août 2000</p> <p>JU : la formation des animateurs et animatrices en éducation sexuelle est payée par le Département de l'instruction publique</p> <p>AG : concept de promotion de la santé qui inclut spécifiquement l'éducation sexuelle/le VIH</p> <p>SZ : les thèmes sont confiés à 2 enseignants désignés dans une école</p> <p>ZG : les enseignants de l'école professionnelle doivent signaler par écrit à leur direction leurs besoins pour l'enseignement des thèmes</p>

SECTION VI
SYNTHESES CANTONALES

15 FICHES DE SYNTHÈSE PAR CANTON

15.1 KANTON AARGAU

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Felix Wettstein, Fachstelle Gesundheitserziehung, Lehramtsschule, Küttigerstrasse 42, 5000 Aarau • Stefan Campi, Amt für Berufsbildung, Kasernenstr. 21, 5000 Aarau 																																		
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten /Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern : BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen/Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. - Bern: 1994 • Erziehungsdepartement des Kt. Aargau. Aids-Aufklärung an der Volksschul-Oberstufe, obligatorischer Lerninhalt. Regierungsratsbeschluss. Aarau: Erziehungsdepartement des Kt. Aargau; 1988. Abk. RRB 1988 • Pädagogische Arbeitsstelle. Überarbeitung der Lehrpläne, fächerübergreifende Aufgaben, Kapitel Gesundheitsförderung. Erziehungsdepartement des Kt. Aargau; Aarau: Nov. 1998. Abk. Lehrplan 1998 • Kanton Aargau. Lehrplan für die Diplommittelschulen des Kt. Aargau. Aarau: 1993 • Schullehrpläne der gewerblich-industriellen Berufsschulen (mündlich erwähnt) 																																		
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Felix Wettstein-Tschofen. Was bedeutet psychisches und soziales Wohlbefinden? Grundsatzpapier. Aarau: Fachstelle Umwelt/Gesundheitserziehung; 1999. 																																		
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1442 911 1471">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1442 1174 1471">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1471 852 1500">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1471 1150 1500">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1500 986 1529">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1500 1150 1529">ja</td> </tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="703 1552 1305 1608">Sexualerziehung im Rahmen der 'Gesundheitsförderung' als fächerübergreifende Aufgabe</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1608 911 1637">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1608 1315 1637">ja, nach RRB 1988</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1637 852 1666">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1637 1305 1666">ja, nach Lehrplan</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1666 986 1695">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1666 1305 1695">ja, nach Lehrplan</td> </tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="284 1615 443 1644"><i>Sekundarstufe I</i></td> </tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="284 1742 453 1771"><i>Sekundarstufe II</i></td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1742 911 1771">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1742 1174 1771">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1771 852 1800">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1771 1174 1800">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1800 986 1830">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1800 1150 1830">ja</td> </tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="703 1845 1394 1935">Laut Lehrplan der Diplommittelschulen. Andere Lehrpläne wurden nicht konsultiert. Die Abteilung Mittelschulen konnte zu den Inhalten der einzelnen Schullehrpläne keine detaillierte Auskunft geben</td> </tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="284 1942 405 1971"><i>Berufsschule</i></td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1942 911 1971">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1942 1174 1971">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1971 852 2000">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1971 1174 2000">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 2000 986 2029">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 2000 1174 2029">nein</td> </tr> </table>	▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	ja	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja	Sexualerziehung im Rahmen der 'Gesundheitsförderung' als fächerübergreifende Aufgabe		▪ HIV/Aids-Prävention	ja, nach RRB 1988	▪ Sexualerziehung	ja, nach Lehrplan	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja, nach Lehrplan	<i>Sekundarstufe I</i>		<i>Sekundarstufe II</i>		▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	nein	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja	Laut Lehrplan der Diplommittelschulen. Andere Lehrpläne wurden nicht konsultiert. Die Abteilung Mittelschulen konnte zu den Inhalten der einzelnen Schullehrpläne keine detaillierte Auskunft geben		<i>Berufsschule</i>		▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	nein	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	nein
▪ HIV/Aids-Prävention	nein																																			
▪ Sexualerziehung	ja																																			
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja																																			
Sexualerziehung im Rahmen der 'Gesundheitsförderung' als fächerübergreifende Aufgabe																																				
▪ HIV/Aids-Prävention	ja, nach RRB 1988																																			
▪ Sexualerziehung	ja, nach Lehrplan																																			
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja, nach Lehrplan																																			
<i>Sekundarstufe I</i>																																				
<i>Sekundarstufe II</i>																																				
▪ HIV/Aids-Prävention	nein																																			
▪ Sexualerziehung	nein																																			
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja																																			
Laut Lehrplan der Diplommittelschulen. Andere Lehrpläne wurden nicht konsultiert. Die Abteilung Mittelschulen konnte zu den Inhalten der einzelnen Schullehrpläne keine detaillierte Auskunft geben																																				
<i>Berufsschule</i>																																				
▪ HIV/Aids-Prävention	nein																																			
▪ Sexualerziehung	nein																																			
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	nein																																			

		Der 'Rahmenlehrplan' erwähnt Gesundheit und Sexualität als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik. Diese Themen, wie auch die HIV/Aids-Prävention sind nicht explizit obligatorisch. Die Umsetzung des Rahmenlehrplanes wird unter Koordination des Kantons von den einzelnen Schulen umgesetzt.
5	Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?	Ja, jeweils bei den Ämtern für die verschiedenen Schulstufen.
6	Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/oder sich damit beschäftigt?	Ja. Die Fachstelle Gesundheitserziehung ist zuständig für die Gesundheitsförderung im Bildungswesen, insbesondere mit Beratungen der Schulen, Initiierung von Projekten, Schaffung von Lehrmitteln bzw. Vermittlung geeigneter Materialien, Mitarbeit in der Grundausbildung und in der Fortbildung. Diese Stelle kümmert sich besonders um die Volksschule, steht aber den nachobligatorischen Schulen auch zur Verfügung.
7	Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination ?	<ul style="list-style-type: none"> • BFP Beratungsstellen für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität • aha aidshilfe aargau • Sucht-Info Aargau <p>Diese Stellen sind gemeinsam in der kantonalen Arbeitsgruppe FASS = Fachstellen für Aids, Sexualität und Sucht, die ohne Mandat arbeitet, aber eine gute Vernetzung der Hauptakteure und den Kontakt mit der Fachstelle Gesundheitserziehung gewährleistet.</p>
8	Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?	Die Mittel für die Gesundheitsförderung belaufen sich auf 20'000.- Sachmittel und eine 110% Stelle. Für die anderen beiden Themen bestehen keine spezifischen Budgets. Wenn eine Lehrkraft externe Fachleute beiziehen will, kann sie die Mittel dazu ohne weiteres finden. Das gilt auch für die Berufsschule.
9	Werden die Lehrkräfte/externe Fachpersonen in der Grund-/Ausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschule	<p>Allgemein gilt: die freiwilligen Fortbildungskurse in den letzten drei Jahren wurden von sehr wenigen Lehrkräften besucht (der letzte von 14/6500 Lehrpersonen).</p> <p>1/3 aller zukünftigen Primarlehrpersonen wählen Sexualpädagogik im Rahmen einer Kompaktwoche zu Gesundheitsförderung. Alle zukünftigen Bezirkslehrkräfte besuchen einen Fachkurs zu Gesundheitsförderung, Sexualpädagogik kommt darin vor (einige Stunden).</p> <p>keine spezifische Information zu diesem Kanton</p> <p>Schätzungsweise sind weniger als die Hälfte aller Berufsschullehrkräfte der allgemeinbildenden Fächer auf dieses Thema vorbereitet</p>
10	Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	<ul style="list-style-type: none"> • Hautnah (1998) eigentlich für Lehrkräfte, enthält aber viele Arbeitsblätter • Schritte ins Leben • Aids-Information, Schülerheft • Mädchen-Knabengeschichten <p>Keine spezifischen Lehrmittel für die Berufsschule, die PLUR (Projektleiter für die Umsetzung des Rahmenlehrplans) machen Empfehlungen und erarbeiten eigene Unterlagen.</p>
11	In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? Primarschule	Stufen- und themenübergreifende Aufgabe. Gesundheitsförderung ist im Lehrplan explizit vorgesehen. Sie enthält Themen der Sexualerziehung, u.a. auch Aids-Prävention.

<i>Sekundarstufe I</i>	Im neuen Lehrplan, der noch nicht in Kraft ist, wird Sexualpädagogik ein verbindliches Thema sein. Die Themen werden als geplante Unterrichtssequenz in der Klassenstunde, der <i>Lebenskunde</i> und der Biologie eingebaut.
<i>Sekundarstufe II</i>	Ein Gefäss für 'Spezialthemen' existiert nicht. In der Biologie werden evtl. Themen der Sexualerziehung angesprochen, einige Schulen organisieren Aktionstage oder -wochen.
<i>Berufsschule</i>	Allgemeinbildender Unterricht, im Rahmen der Ethik, themenspezifische Projektwochen
<hr/>	
12 <i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i>	
<i>Primarschule</i>	Jede Lehrperson. Die Kontrolle der fächerübergreifenden Themen ist besonders schwierig und besteht in der Praxis kaum. Theoretisch ist sie nur durch die offiziellen Aufsichtsbehörden möglich.
<i>Sekundarstufe I</i>	Jede Lehrperson. Kontrolle der fächerübergreifenden Themen ist besonders schwierig und besteht in der Praxis kaum. Theoretisch ist sie nur durch die offiziellen Aufsichtsbehörden möglich.
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
<i>Berufsschule</i>	Im Rahmen der gesetzlichen Normen und Bestimmungen müssen die Auszubildenden von den Lehrbetrieben über die bei einzelnen Arbeiten auftretenden Unfallgefahren und möglichen Gesundheitsschädigungen aufgeklärt werden. Die kantonale Behörde überwacht die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften. Darüber hinaus verfügt jede Berufsschule über Gesundheitsbeauftragte, welche je nach Bedarf mit der kantonalen Fachstelle zusammenarbeiten.
<hr/>	
13 <i>Wer erteilt den Unterricht?</i>	Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrer selber
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	Die Aids-Hilfe Aarau erreicht ca. 20 Oberstufenklassen pro Jahr
<i>Sekundarstufe II</i>	
<i>Berufsschule</i>	Die Lehrer des allgemeinbildenden Unterrichts. Fach- und Beratungsstellen können für konkrete Projekte beigezogen werden. Im weiteren erreicht die Aids-Hilfe, zusammen mit der BFP (Beratungsstelle für Familienplanung) Lehrlinge in grossen Lehrbetrieben des Kantons.
<hr/>	
14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	
<i>Primarschule</i>	Die neue Lehrmittelreihe zur Gesundheitsförderung dürfte eine gewisse Vereinheitlichung erwirken. Der Lehrplan lässt den Lehrkräften viel Freiheit.
<i>Sekundarstufe I</i>	Die neue Lehrmittelreihe zur Gesundheitsförderung dürfte eine gewisse Vereinheitlichung erwirken. Der Lehrplan lässt den Lehrkräften viel Freiheit.
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
<i>Berufsschule</i>	Jeder Lehrperson ist es im Rahmen des Schullehrplans freigestellt, ob und wie sie Inhalte zu den Themen vermitteln will. Auch die Wahl der Lehrmittel steht ihr frei.
<hr/>	
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht?</i> <i>(Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	Schätzung. Zum Zeitaufwand und zur Qualität des Unterrichts lassen sich keine Angaben machen.
<i>Primarschule</i>	Gesundheitserziehung 100%, Sexualerziehung 70%, HIV-Prävention 50%
<i>Sekundarstufe I</i>	Gesundheitserziehung 100%, Sexualerziehung 95%, HIV-Prävention 90%
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information

<i>Berufsschule</i>	100% zum Thema 'Gesundheit'. Keine Angaben möglich für die anderen zwei Themen. Während der ganzen Schulzeit stehen ca. 24 Stunden für die Gesundheitsförderung zur Verfügung.
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Da Lehrkräfte aus diesen Schulen auch an Fortbildungen teilnehmen, wird angenommen, dass die Themen dort aktuell sind. Allerdings wird angegeben, dass z.B. bei Materialenversänden zu wenig an diese Schulen gedacht wird, und dass sie vermehrt in die gesundheitsfördernden Bemühungen eingebunden werden müssten.
17 <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Sind die die Schule betreffenden Ziele des Nationalen Aidsprogrammes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i>	<p>Aids-Prävention wird nur noch sehr bedingt ein losgelöster Inhalt des Unterrichts sein. Sie wird immer mehr als integriertes Thema der Sexualerziehung/ Gesundheitsförderung verstanden. Auch das Angebot der Aids-Hilfe geht in diese Richtung. Schulen wurden kürzlich bereits auf zeitgemässe Materialien und andere unterstützende Angebote aufmerksam gemacht. Um die Aidsinformation und die Sexualerziehung langfristig gewähren zu können, wären folgende Initiativen besonders wichtig:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ausbau der Gesundheitsförderungsstelle, damit auch Mittel- und Berufsschulen erreicht werden könnten. Diese sind besonders wichtig, da die Verantwortlichkeiten dort so unklar sind. • Eine bessere Grundausbildung am Kindergartenseminar. • An den Volksschulen je ein/e Schulhausverantwortliche/r für Gesundheitsförderung, so wie das für Informatik und Kultur besteht. • Für das Amt für Berufsbildung ist es denkbar, je nach Bedürfnissen der Schulen die kantonale Gesundheitsförderungsstelle oder das BAG oder unsere eigene Institution einzuladen, bei der PLUR-Gruppe unsere Anliegen einzubringen. <p>Die Aids-Hilfe ist am Abklären von Möglichkeiten, wie sie bei der Grundausbildung der zukünftigen Primarlehrer aktiv sein könnte.</p>
NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.	

15.2 KANTON APPENZELL AUSSERRHODEN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Paul Marti, Beratungsstelle für Suchtfragen, Hauptstrasse 9, 9053 Teufen • Erwin Ganz, Fachstelle für Weiterbildung, Regierungsgebäude, 9100 Herisau • Willy Eugster, Rektor, Kantonsschule Trogen, 9043 Trogen • Pius Widmer, Aids-Hilfe St. Gallen/Appenzell AHSGA, Tellstrasse 4, Postfach, 9001 St. Gallen • Paul Signer, Rektor, Berufsschule Herisau, 9100 Herisau 																						
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern : BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994. 																						
	<i>Kantonale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Lehrplan für die Volksschule des Kantons Appenzell Auserrhoden, Kapitel Mensch und Umwelt, <i>Lebenskunde</i>. Herisau: Erziehungs- und Kulturdirektion des Kantons Appenzell Auserrhoden; 1994. • Lehrplan für die Kantonsschule Trogen, 1998 																						
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Auserrhodische Gesetzessammlung, Schulgesetz. Landsgemeinde des Kantons Appenzell; Herisau: 1981. • Verordnung über die Gesetzesvorsorge in Schulen und Heimen für Kinder und Jugendliche. [Regierungsratsbeschluss] Herisau: 1994. • Sanitätsdirektion des Kantons Appenzell A. Rh. Vereinbarung zwischen der Sanitätsdirektion des Kantons Appenzell A.RH. und der Aids-Hilfe St. Gallen/Appenzell (AHSGA) betreffend Zusammenarbeit. Herisau: Sanitätsdirektion; 1993. • Gesundheitsdirektion Kantons Appenzell A. Rh. Konzept für Suchtprävention und Suchthilfe des Kantons Appenzell A. Rh. Herisau: Gesundheitsdirektion; 1999. 																						
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i>	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1485 986 1518">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1485 1177 1518">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1518 858 1552">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1518 1185 1552">nein*</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1552 986 1585">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1552 1153 1585">ja</td> </tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="703 1585 1402 1653">'Freundschaft, Liebe, Sexualität' und 'Pubertät' sind vorgeschlagene Themen ohne Verbindlichkeit.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1653 914 1686">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1653 1153 1686">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1686 858 1720">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1686 1153 1720">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1720 986 1753">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1720 1177 1753">nein</td> </tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="703 1753 1402 1798">Gemäss Lehrplan ('Gesundheit' erwähnt ohne Verbindlichkeit)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1798 914 1832">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1798 1313 1832">keine Information</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1832 858 1865">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1832 1153 1865">ja*</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1865 986 1899">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1865 1313 1899">keine Information</td> </tr> </table> <p data-bbox="703 1899 1402 1953">* einige Themen der Sexualkunde, besonders auf der Ebene der Wissensvermittlung, sind in der Biologie obligatorisch.</p>	▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	nein*	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja	'Freundschaft, Liebe, Sexualität' und 'Pubertät' sind vorgeschlagene Themen ohne Verbindlichkeit.		▪ HIV/Aids-Prävention	ja	▪ Sexualerziehung	ja	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	nein	Gemäss Lehrplan ('Gesundheit' erwähnt ohne Verbindlichkeit)		▪ HIV/Aids-Prävention	keine Information	▪ Sexualerziehung	ja*	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	keine Information
▪ HIV/Aids-Prävention	nein																							
▪ Sexualerziehung	nein*																							
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja																							
'Freundschaft, Liebe, Sexualität' und 'Pubertät' sind vorgeschlagene Themen ohne Verbindlichkeit.																								
▪ HIV/Aids-Prävention	ja																							
▪ Sexualerziehung	ja																							
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	nein																							
Gemäss Lehrplan ('Gesundheit' erwähnt ohne Verbindlichkeit)																								
▪ HIV/Aids-Prävention	keine Information																							
▪ Sexualerziehung	ja*																							
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	keine Information																							
	<i>Sekundarstufe I</i>																							
	<i>Sekundarstufe II</i>																							

<i>Berufsschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung 	<p>nein nein nein</p>
Gemäss Rahmenlehrplan und mündlicher Auskunft.		
5	<i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i>	Ja
6	<i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/oder sich damit beschäftigt?</i>	Fachstelle für Weiterbildung
7	<i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	Aids-Hilfe AHSGA. Sie hat den Auftrag, in weiterführenden Schulen Anstösse zu geben und in der Fortbildung aller Lehrer tätig zu sein. Die Zusammenarbeit mit der behördlichen Stelle ist gut.
8	<i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	30'000.- Fr. Sachmittel für die Gesundheitserziehung/-förderung auf der Volksschulstufe. Keine spezifischen Mittel für die nach-obligatorischen Stufen, aber allfällige Kosten können aus den individuellen Schulbudgets bestritten werden.
9	<i>Werden die Lehrkräfte/externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i>	Volksschule: Wegen der grossen Fluktuation im Lehrkörper (ca. 70 neue Lehrkräfte im Jahr) ist jede Weiterbildung für den Kanton nur kurzfristig von Nutzen. Die neu ausgebildeten Lehrer scheinen gut vorbereitet zu sein.
	<i>Primarschule</i>	keine Auskunft, da die Lehrkräfte nicht im Kanton ausgebildet werden
	<i>Sekundarstufe I</i>	gute Vorbereitung an der PHS St. Gallen. Das betrifft aber nur die jüngeren Lehrer. Durch die schulhausinterne Fortbildung werden einige LehrerInnen auf die Themen vorbereitet. Das Weiterbildungsangebot wird nicht beansprucht. Es muss regelmässig abgesagt werden.
	<i>Sekundarstufe II</i>	Die meisten LehrerInnen haben eine Fortbildung der AHSGA besucht, der Schulleiter schätzt aber, dass nur 30% des Lehrkörpers genügend vorbereitet ist.
	<i>Berufsschule</i>	In der Grundausbildung keine spezifische Vorbereitung. Die Ausbildung legt aber grosses Gewicht auf die sozialpädagogische Aufgabe der Lehrer der allgemeinbildenden Fächer. Kein Interesse am Weiterbildungsangebot.
10	<i>Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?</i>	<p>Es gibt kein offizielles Lehrmittel, aber weitverbreitet sind:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ich will wissen, wer ich bin, 1987. • ... Na Nu? Von Liebe, Sex und Freundschaft, 1990. • Schritte ins Leben, 1997. • Hautnah, 1998, Mittel für Lehrer, mit vielen Arbeitsblättern <p>'JO' (an der Berufsschule und zum Teil an der Sekundarschule) Freundschaft, Liebe, Sexualität, Aids. 3-bändiges Lehrmittel der AHSGA.</p> <p>Ein neuer Ordner, ähnlich wie derjenige des Kt. Aargau ist in Vorbereitung, mit Angaben zu Materialien, im Lehrmittelverlag gibt es nicht viel Offizielles.</p> <p>Zur Unterstützung der Lehrer steht auch die Medienliste der AHSGA zur Verfügung. Die obengenannten Titel kommen aus dem Kt. ZH und der Interkantonalen Lehrmittelzentrale.</p>

<p>11 In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i></p>	<p>Die 'Lebenskunde' ist an sich eine fächerübergreifende Aufgabe. Sie erlaubt, Themen ganzheitlich anzugehen. Lebenskunde Lebenskunde, Biologie, Deutsch, Sonderveranstaltungen Biologie, Deutsch, Einzelaktionen allgemeinbildende Fächer - Ethik</p>
<p>12 Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i></p>	<p>Im Prinzip jede einzelne Lehrkraft. Eine spezifische Kontrolle zu diesen Themen gibt es eigentlich nicht. Impulse und teilweise Kontrolle können auch durch die Schulleitung kommen Impulse kommen oft von den Schülern selber Impulse kommen oft von den Schülern selber</p>
<p>13 Wer erteilt den Unterricht? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i></p>	<p>In den allermeisten Fällen die Lehrkräfte selbst in Zusammenarbeit mit Fachlehrpersonen, aber auch Schülermediatoren der Sekundarstufe II (Peer Group Modell) Schularzt Schülermediatoren (Peer Group Modell) Fachkräfte der Familienplanung (an der Hauswirtschaftsschule)</p>
<p>14 Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i></p>	<p>keine Angabe Die Lehrmittel sind weitverbreitet und garantieren einen ähnlichen Zugang zum Thema. Unterschiede bestehen zwischen Lehrern, die sich auf die Wissensvermittlung beschränken und anderen, die Themen in alle Aspekte der Lebenskunde integrieren. einheitlich für jede einzelne Schule einheitlich durch das Lehrmittel 'JO', das für alle Klassen zur Verfügung steht.</p>
<p>15 Wieviele Schüler werden erreicht? <i>(Schätzung oder belegte Zahlen)</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i></p>	<p>Schätzung und Kommentar für die Volksschule: Trotz beschränkter Kontrollierbarkeit setzen die meisten Lehrkräfte Zeit für diese Themen ein. 100% 100%, Stundenaufwand ca. 10-12 Stunden die Auskunftspersonen waren sich nicht einig. Aussagen variieren von 'überhaupt keine' bis 'fast alle, aber in sehr unterschiedlicher Form'. Unbestritten ist die Zufälligkeit des Unterrichts, je nach Interesse der Schüler und Motivation der Lehrer.</p>
<p>16 Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</p>	<p>Ja</p>

-
- 17 *Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die **Nachhaltigkeit** der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es **Lücken** und wo sind die **Prioritäten**?*
- Die Integration der HIV/Aids-Prävention in einen weiteren Rahmen ist für die Volks- und Mittelschule bereits erreicht, ebenso die Sensibilisierung für zeitgemässe Materialien (Vorbereitung eines neuen Ordners).
- Man ist **mit den erreichten Resultaten zufrieden** und hofft für eine Erhaltung derselben. Neue Initiativen sind nicht vorgesehen. Die Berufsschule schätzt, dass diese Ziele für sie erreichbar sind. Sie braucht aber immer wieder Impulse von 'oben', um das Interesse und die Motivation aufrecht zu erhalten, denn Schüler und Lehrer sind von der Thematik übersättigt. Des weiteren ist man der Meinung, dass die STOP AIDS Kampagne effektiv ist und die Schule nicht mehr viel zum Thema beitragen kann.
-
- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.3 KANTON BASEL-LANDSCHAFT

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • René Glauser, Beauftragter für Jugend- und Gesellschaftsfragen, Erziehung- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft, Munzachstrasse 25c, 4410 Liestal • Martina Saner, Aids-Hilfe beider Basel, Clarastrasse 4, 4058 Basel-Stadt
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996.
	<i>Kantonale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994. • Erziehung- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft. Aids - Massnahmen in den Schulen des Kantons Basel-Landschaft. [Erziehungsratsbeschluss] Liestal: Erziehung- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft; 1987. Abk. ERB 1987 • Erziehung- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft. Auszüge aus den Lehrplänen der Sekundarschule. Basel: • Erziehung- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft. Auszüge aus den Lehrplänen der Realschule. Basel.
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Arbeitsgruppe Aids-Info, J. Zinniker. Bericht zum ER-Beschluss vom 15. Juni 1987 für das Schuljahr 1987/88. Liestal: Erziehung- und Kulturdirektion: 1988. • René Glauser. Aids-Bericht 1992, Die Präventionsmassnahmen seit 1987/88. Liestal; Erziehung- und Kulturdirektion: 1992. • René Glauser. Aids-Bericht 1997. Liestal; Erziehung- und Kulturdirektion: 1997. • Dominik Hächler. Jugend- und Gesellschaftsfragen. Konzept zur Koordination der Prävention an den Schulen des Kantons Basel-Landschaft in den Bereichen AIDS, Drogen und Gewalt. Liestal; Schulinspektorat- Erziehung- und Kulturdirektion: 1997. Abk. Präventionskonzept • René Glauser. HIV und Aids, 10 Jahre Information an den Schulen. In: Mehr vom Leben 4/97. Liestal: 1997. • Marius Henzi, Lou Stäubli. Aids-Information an den Schulen des Kantons Basel-Land. Didaktische Hilfen zur Durchführung der Informationsveranstaltungen zu Handen der Schulärzte. Liestal und Binningen; kein Datum. • Eveline Plüss, René Glauser. HIV und AIDS im Kontext von Liebe, Freundschaft, Sexualität. Hilfestellungen für die Lehrkräfte. [Inhaltsbeschreibung von drei Ordnern]. Liestal: 1999.
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitsförderung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja* ▪ Sexualerziehung keine Information ▪ Gesundheitsförderung/-förderung ja**
		* in unserer Untersuchung gehört die 6. Klasse zur Primarstufe
		** in Zukunft gemäss Präventionskonzept

<i>Sekundarstufe I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung 	<p>ja ja ja</p>
<i>Sekundarstufe II</i>	<p>Gemäss ERB 1987 und Lehrplänen</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung 	<p>ja keine Information keine Information</p>
<i>Berufsschule</i>	<p>Gemäss ERB 1987</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung 	<p>ja keine Information keine Information</p>
Gemäss ERB 1987		
5	<i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i>	Ja. Der Delegierte für Jugend- und Gesellschaftsfragen ist vom Gesamtregierungsrat beauftragt, Prävention und Gesundheitsförderung auf allen Schulstufen ab Sekundarstufe I zu koordinieren.
6	<i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</i>	Delegierter für Jugend- und Gesellschaftsfragen, Schulinspektorat
7	<i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Gesundheitsförderung Baselland • Aids-Hilfe beider Basel <p>Die Zusammenarbeit ist gut.</p>
8	<i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	<p>Spezifische Mittel für Gesundheitsförderung: Volksschule: 316'000.- Davon geht ein Sockelbetrag von 1000.- 2000.- Fr. pro Schule und 300.- Fr. pro Klasse direkt an die Schulen. Diese Beträge werden nur abgegeben, wenn die einzelne Schule ein Präventionskonzept vorlegt. Sekundarstufe II : keine Information Berufsschule: 100'000.- für alle Stufen: 60'000.- für koordinierende Tätigkeiten. Die Mittel werden bedürfnisorientiert an die Schulen abgegeben, vor allem für die Bereiche Sucht- Gewalt- und HIV-Prävention. Hinzu kommt der Einsatz der Schulärzte. Sie werden vom Volkswirtschafts- und Sanitätsdepartement bezahlt.</p>
9	<i>Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? Primarschule</i>	<p>Der Gesundheitsdelegierte im Seminar schätzt, dass die zukünftigen Primarlehrer wenig auf diese Themen vorbereitet werden. Es wird gesagt, dass die Kompetenz der Lehrkräfte heute besser und die Hemmschwelle niedriger ist. Ein spezifisches Weiterbildungsangebot ist nicht auszumachen.</p> <p>Über das Delegiertensystem. Eine Gruppe von Delegierten hat sich mit den Kollegen des Kantons Basel-Stadt in 4 halben Tagen zu Gesundheitsförderung weitergebildet. Sie haben eine Multiplikatorenfunktion.</p> <p>Keine spezifischen Weiterbildungsangebote im riesigen Katalog der Kurse, den wir aber nicht im Detail konsultierten. Es gibt einen SCHILF Abrufkurs 'Projektgestaltung im Bereich Gesundheitsförderung/ Prävention'. Keine Information, wie oft dieser Kurs durchgeführt wurde. Das ULEF- Angebot (kantonale Weiterbildung) der Aids- Hilfe musste mangels Interesse der Lehrerschaft abgesagt werden. Schulintern wurden zwei Lehrerteams ausgebildet.</p>

	<i>Sekundarstufe II</i>	Einige Mittelschullehrer sind auch so ausgebildet
	<i>Berufsschule</i>	Keine Information
10	<i>Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?</i>	Die Lehrpläne enthalten Hinweise zu entsprechenden Materialien und Kapiteln.
11	<i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i>	
	<i>Primarschule</i>	Spezialkurs zu HIV/Aids im 6. Schuljahr
	<i>Sekundarstufe I</i>	Biologie
	<i>Sekundarstufe II</i>	Biologie
	<i>Berufsschule</i>	allgemeinbildende Fächer - Ethik
12	<i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i>	
	<i>Primarschule</i>	Schulleitung (6. Klasse)
	<i>Sekundarstufe I</i>	jede Lehrperson
	<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
	<i>Berufsschule</i>	keine Information
13	<i>Wer erteilt den Unterricht?</i>	
	<i>Primarschule</i>	die Erstinformation erfolgt in der 6. oder 7. Klasse, entweder durch die Lehrkräfte allein (47%), den Schularzt (8,3%) oder beide (21%). 23% der Klassen führen zu diesem Zeitpunkt trotz gültigem verbindlichem Konzept keine Information durch.
	<i>Sekundarstufe I</i>	Die Vertiefung erfolgt im 9. Schuljahr. Sie erfolgt in rund 83% aller Klassen. 37% der Klassen ziehen eine Fachperson bei.
	<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
	<i>Berufsschule</i>	keine Information
14	<i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	
	<i>Primarschule</i>	Durchs Aidskonzept und verschiedene Richtlinien ist eine ähnliche Ausrichtung gewährleistet. Die Umsetzung wird unterschiedlich angegangen.
	<i>Sekundarstufe I</i>	Durchs Aidskonzept und verschiedene Richtlinien ist eine ähnliche Ausrichtung gewährleistet. Die Umsetzung wird unterschiedlich angegangen.
	<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
	<i>Berufsschule</i>	keine Information
15	<i>Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	belegte Zahl
	<i>Primarschule</i>	
	<i>Sekundarstufe I</i>	an die 100% für Aids/HIV-Prävention, wobei der geleistete Zeitaufwand sehr variabel ist (1-20 Std.)
	<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
	<i>Berufsschule</i>	keine Information
16	<i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	gleiches Aidskonzept, ähnliche Durchführung

17 *Sind in Ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die **Nachhaltigkeit** der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es **Lücken** und wo sind die **Prioritäten**?*

Die **Sexualerziehung steht ausserhalb des Aids-Konzepts**.

Dementsprechend ist in diesem Kanton, v.a. in der 6./7. Klasse, der HIV/Aids- Unterricht oft eine eigenständige Einheit.

Sexualerziehung wird oft nur im Zusammenhang mit Aids/HIV angesprochen und ist nicht, wie andernorts üblich, Mittelpunkt, bzw. Grundlage für die HIV-Prävention.

Massnahmen :

Das Aids-Konzept, das eine dreimalige Information vorsieht (erstmal durch die Schulärzte, spätere Vertiefung durch die Lehrkräfte), bleibt vorläufig bestehen. 2001 wird **eine neue Erhebung** zeigen, wie sich die Aids-Prävention zukünftig entwickeln wird. Es besteht die Meinung, dass das bestehende Konzept, das flächendeckend gleiche und verbindliche Auflagen enthält, den Bedürfnissen der einzelnen Schulen zuwenig entgegenkommt.

Die **Institution des Delegierten für Jugend- und Gesellschaftsfragen funktioniert**, allerdings sollte sie **erweitert** oder zu einer Amtsstelle für Jugendhilfe und -förderung ausgebaut werden, die einen weiter gefassten Auftrag als nur Gesundheitsförderung hätte. Aufgaben, wie z.B. die Koordination unter den einzelnen Schulen, können im Moment nicht erfüllt werden.

Im Zusammenhang mit HIV/Aidsprävention muss permanent informiert und motiviert werden, da man sonst eine Auflösung des Erreichten riskiert.

In Zusammenarbeit mit der Aids-Hilfe wird der **Aus/Weiterbildung mehr Aufmerksamkeit geschenkt werden**. Ein Angebot besteht bereits. Erste Erfahrungen haben gezeigt, dass das Interesse der Lehrerschaft nicht vorhanden ist.

NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.4 KANTON BASEL-STADT

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Dr. Andreas Bächlin, Schulärztlicher Dienst des Kt. Basel-Stadt, St. Alban-Vorstadt 19, 4052 Basel • Kathrin Schmocker, Fachstelle Pädagogik, Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt, Münsterplatz 2, 4001 Basel • Martina Saner, Aids-Hilfe beider Basel, Clarastrasse 4, 4058 Basel-Stadt • Frau Alder und Patrick Oehler, Stellenleitung In > Team, Dornacherstrasse 101, 4053 Basel • Benno Gassmann, Beauftragter für Suchtprävention, Abt. Jugend, Familie und Prävention, Rheinsprung 16, 4001 Basel • Klaus Meyer, wake up, Unternehmen Jugend und Prävention, Hardstr. 1, 4052 Basel 						
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA; 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK; 1994. • Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt. Aids-Instruktion. [Richtlinien] Basel: Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt; 1987 (Bestätigt 1992). Abk. Richtlinien. • Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt. Lehrplan Orientierungsschule.[Auszug 7. Schuljahr 'Lebenserscheinungen bei Mensch und Tier']. Basel: Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt; 1993. (in Überarbeitung) • Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt. Bildungsplan für die Gymnasien Basel-Stadt. Kapitel 'Biologie'. 1997. • Erziehungsrat⁸⁵ des Kantons Basel-Stadt. Sexualerziehung in Kindergärten und Primarschule. [Beschluss] Basel: Erziehungsrat; September 1979. Abk. Kindergartenbeschluss 						
	<i>Kantonale Ebene</i>							
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Schulärztlicher Dienst Basel-Stadt. Gesundheits-Fragebogen. Basel: Schulärztlicher Dienst Basel-Stadt; 1999. • Präventionskonzept. Rahmenkonzept zur koordinierten Vorbeugung von Suchtproblemen und zur psychosozialen Gesundheitsförderung im Kanton Basel-Stadt. Basel; 1995. Abk. Präventionskonzept • Anouk Hutter. In > Team Stellenlose Jugendliche arbeiten in der Aids-Prävention. In: Basler Schulblatt 10/98. Basel: 1998. 						
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%;">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td style="width: 40%; text-align: right;">nein</td> </tr> <tr> <td>▪ Sexualerziehung</td> <td style="text-align: right;">nein*</td> </tr> <tr> <td>▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td style="text-align: right;">ja**</td> </tr> </table> <p>* gemäss Kindergartenbeschluss 1979 wird die Förderung des Sexualunterrichts in Kindergärten und Primarschule ausdrücklich empfohlen ** laut Schulgesetz 1929, aber nicht im Lehrplan</p>	▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	nein*	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja**
▪ HIV/Aids-Prävention	nein							
▪ Sexualerziehung	nein*							
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja**							

⁸⁵ Dieses Gremium heisst heute Erziehungsdepartement

<i>Sekundarstufe I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>HIV/ Aids-Prävention</i> ja ▪ <i>Sexualerziehung</i> ja* ▪ <i>Gesundheitserziehung/ -förderung</i> ja**
<p>* Themen der Sexualerziehung finden sich im Lehrplan der Geographie/Naturlehre für die 7. Klasse. Die Richtlinien zur Aids-Instruktion gehen davon aus, dass Sexualunterricht erteilt wird und sehen vor, diesen allenfalls anlässlich der Aids-Instruktion nachzuholen.</p>	
<p>** Laut Schulgesetz 1929 und Präventionskonzept, das nichts zu Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention enthält.</p>	
<i>Sekundarstufe II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>HIV/ Aids-Prävention</i> nein ▪ <i>Sexualerziehung</i> nein ▪ <i>Gesundheitserziehung/ -förderung</i> ja*
<p>*Laut Präventionskonzept, das nichts zu Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention enthält.</p>	
<i>Berufsschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>HIV/ Aids-Prävention</i> ja* ▪ <i>Sexualerziehung</i> nein ▪ <i>Gesundheitserziehung/ -förderung</i> nein
<p>*Gemäss Richtlinien Gemäss gesamtschweizerischem Rahmenlehrplan: Gesundheit und Sexualität sind als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik erwähnt. Diese Themen, wie auch die HIV/Aids-Prävention sind dort nicht explizit obligatorisch. Die Umsetzung dieses Rahmenlehrplans obliegt den einzelnen Berufsschulen. Informationen dazu fehlen für diesen Kanton.</p>	
<p>5 <i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i></p>	<p>Nein. Für alle Stufen: Erziehungsdepartement Für die Themen 'Jugend und Prävention': Justizdepartement (siehe auch Punkt 17)</p>
<p>6 <i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</i></p>	<p>Den Richtlinien entsprechend, ist der Schulärztliche Dienst (SÄD) für die Lehrerbildung und die Materialien zu den Themen HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung an den Schulen verantwortlich. In der Praxis wird diese Aufgabe der Aids-Hilfe beider Basel, allerdings ohne klares Mandat, übertragen. Die Fachstelle Pädagogik am ED und die Abteilung AJFP (Jugend, Familie, Prävention) des Justizdepartementes beschäftigen sich u.a. auch mit Gesundheitserziehung, nicht aber speziell mit Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention.</p>
<p>7 <i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • wake up, privater Anbieter von Dienstleistungen im Jugendpräventionsbereich • In>Team, ein Peer-Group Projekt zu den Themen Liebe, Sexualität/Verhütung, HIV/Aids (Veranstaltungen in Schulklassen ohne Beisein der Lehrkräfte). <p>Der Arbeitskreis 'Schule und Prävention' vereinigt die verschiedensten Stellen informell und gewährt einen gewissen Informationsaustausch. Trotzdem wird die Koordination und Zusammenarbeit als schwierig beschrieben, die Verantwortlichkeiten der verschiedenen Akteure sind unklar.</p>
<p>8 <i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i></p>	<p>Keine spezifischen Mittel für Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention in den Schulen. Das ED hat 220'000.- Sachmittel für Gesundheitserziehung/-förderung. Dazu kommen die Aufwendungen für den Schulärztlichen Dienst. Justizdepartement: Aufwendungen für die Abteilung AJFP und Subventionen an verschiedene Fachstellen.</p>

		Das Projekt 'Gesunde Schule Basel', das den Aufbau von Gesundheitsteams vorsieht, wurde für die Sekundarstufe I vom BAG-Programm unterstützt. Eine Erweiterung auf andere Stufen wurde aus finanziellen Gründen abgelehnt. Externe Fachleute könnten bei Bedarf durchs reguläre Schulbudget entschädigt werden oder auch durch das Budget für arbeitsplatzbezogene Lehrerweiterbildung. Das gilt für punktuelle Einsätze.
9	Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i>	Die LehrerInnenausbildung ist im Umbruch. An der neuen pädagogischen Fachhochschule wird die Pädagogik ins Zentrum gerückt, was auch der Gesundheitserziehung zugute kommen wird. Im Fach Gesundheitserziehung (ein Semester) ist Sexualerziehung ein Thema. Im Fach Gesundheitserziehung (ein Semester) ist Sexualerziehung ein Thema. Keine spezifischen Weiterbildungsangebote im riesigen Katalog der Kurse, den wir aber nicht im Detail konsultierten. Es gibt einen SCHILF Abrufkurs 'Projektgestaltung im Bereich Gesundheitsförderung/ Prävention'. Keine Information, wie oft dieser Kurs durchgeführt wurde. Das ULEF- Angebot (kantonale Weiterbildung) der Aids- Hilfe musste mangels Interesse der Lehrerschaft abgesagt werden. werden in Zukunft besser pädagogisch vorbereitet. individuelle Initiative einiger Lehrkräfte.
	<i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	
10	Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	Die Wahl des Materials ist den Lehrern freigestellt. Unterstützung durch die Pädagogische Dokumentationsstelle.
11	In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Nach neuem Schulkonzept haben die Lehrkräfte heute mehr Gelegenheit, Themen bezogen und vertieft zu arbeiten, ohne sich auf ein Fach beschränken zu müssen. Sozialkompetenz soll neben Wissen vermittelt werden. Man vermutet aber, dass die Themen in den herkömmlichen Fächern vermittelt werden, v.a. in der Naturlehre v.a. in der Biologie v.a. in den allgemeinbildenden Fächern. Zukünftig eher in Spezialprojekten (siehe Punkt 17)
12	Wer ergreift die Initiative für die Durchführung , gibt es eine Kontrolle ? <i>Primarschule und Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Einzelne Lehrkräfte, Lehrerteam. Die Qualitätssicherung des Unterrichts obliegt den Rektoren und der Inspektion (Schulpflege). Es ist kaum vorstellbar, dass zu den Themen spezifisch nachgefragt wird. Vor Jahren gab es einmal eine Umfrage. Der seit zwei Jahren existierende Gesundheitsfragebogen für die austretenden Schüler fragt nach dem HIV/ Aids-Unterricht und würde krasse Lücken aufzeigen. Er hat eine beschränkte Kontrollfunktion. z.B. externe Stellen wie In > Team Wake-up Team gemeinsam mit Schulleitung
13	Wer erteilt den Unterricht? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i>	Auf allen Stufen die Lehrkräfte selber ca. 40 Klassen pro Jahr werden vom Peer-Group Projekt In > Team erreicht. Die Aids-Hilfe erreicht 10-15 Klassen pro Jahr. Externe Fachleute werden selten beigezogen.

<i>Berufsschule</i>	Lehrer der allgemeinbildenden Fächer und externe Fachleute. Lehrerteams aller Berufsschulen entwickeln im Moment gemeinsam ein Gesundheitskonzept für ihre Schulen (siehe Punkt 17).
14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	Die Fortbildung der Lehrkräfte und die Verantwortung für Materialien obliegt dem Schulärztlichen Dienst., informell delegiert an die Aids-Hilfe. Theoretisch sollte dadurch eine gewisse Einheitlichkeit gewährleistet sein; in der Praxis zeigt sich aber, dass die Lehrkräfte die Themen nach eigenem Gutdünken angehen und die Fachstelle wenig beiziehen. Es existieren keine Richtlinien zu den Inhalten, keine verbindlichen Vorgaben im Lehrplan und keine einheitlich verwendeten Lehrmittel.
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
<i>Berufsschule</i>	siehe oben
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	gemäss Fragebogen des Schulärztlichen Dienstes
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	80-90% für HIV-Prävention und Verhütung
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
<i>Berufsschule</i>	wenige durch die Lehrkräfte, keine durch externe Fachleute (siehe Punkt 17 für die Zukunft).
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Keine Information
17 <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/ Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i>	<p><u>Vorgesehen:</u> Abklärungen sind im Gange, wie die Verantwortlichkeiten zwischen Erziehungs- und Justizdepartement neu definiert werden können. Die gegenwärtige Ausbildung von Gesundheitsteams im Rahmen 'Gesunde Schule Basel' sollte sich auch auf die Themen Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention positiv auswirken. Dieses Projekt steht noch am Anfang, ob es je flächendeckend sein wird, ist gegenwärtig noch unklar. Die Überarbeitung der Lehrpläne dürfte zu den Verbindlichkeiten der Themen grössere Klarheit schaffen. Gemeinsames Gesundheitskonzept aller Berufsschulen: es sieht vor, ab Herbst 2000 allen Berufsschülern des Kantons 'Präventionstage' mit workshops anzubieten; für die Lehrer sollen Handreichungen zur Vertiefung in der Klasse vorbereitet werden.</p> <p><u>Nötig:</u> Das Schularztamt schätzt, dass eine Erhebung zur Thematik angezeigt wäre, da wenig zur quantitativen und qualitativen Umsetzung bekannt ist. Sie müsste Lehrpersonen und SchülerInnen miteinbeziehen, um aussagekräftig zu sein. Sie sollte von externen Fachleuten durchgeführt werden. Viel Energie müsste in die Grundausbildung der Lehrkräfte investiert werden, da an den neuen Fachhochschulen noch etwas bewegt werden kann. Es ist aber nicht klar, wer dort einen Vorstoss machen müsste. Klare Vorgaben für den Rahmen des Sexualkundeunterrichts fehlen. Die Klassenlehrerstunde oder die Lebenskunde wären angemessenere Gefässe als die Naturlehre/Biologie. Die Themen müssen dringend re-aktualisiert werden, besonders in den Berufsschulen und zwar auf Schulleitungs-, Lehrer- und Schülerebene.</p>

Lücken:

Viel wurde in den letzten Jahren in HIV/Aids-Prävention investiert und nichts in die Sexualerziehung. Deswegen ist es heute schwierig, integriert zu arbeiten. **HIV/Aids-Prävention wird noch meistens als einzelne Unterrichtseinheit bestritten**, die Fachleute sagen, dass es immer wieder Klassen gibt, denen die Vorkenntnisse fehlen. In Sexualunterricht eingebettete HIV/Aids-Prävention ist erstrebenswert. Dieses sowie die anderen Ziele des Nationalen Aids-Programms werden aber für alle Schulstufen kurzfristig **nicht erreichbar** sein, denn es ist **unklar, wer für den Vollzug verantwortlich sein soll**.

Erwünscht:

Neue Impulse von aussen, z.B. dem BAG, durch Materialien und Kampagnen.

NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.5 KANTON BERN

-
- 1 *Hauptsächliche Auskunftspersonen*
- Beat Mayer, stellvertretender Amtsvorsteher im Amt für Bildungsforschung, Sulgeneckstrasse 70, 3005 Bern
 - Thomas Holzer und Doris Zbinden, Fachstelle für Sexualpädagogik, Breitenrainstr. 63, 3013 Bern
 - Andreas Müller, Vorsteher Abtl. Berufsschulen, Amt für Berufsbildung, Sulgeneckstrasse 19, 3007 Bern
 - Jean-René Carnal, secrétaire COMEO (Commission des moyens d'enseignement et des plans d'études de l'école obligatoire), Les Lovières 13, 2720 Tramelan
 - APESE - Association pour l'Education Sexuelle dans les Ecoles du Jura bernois et de Bienne romande, Route du Krähenberg 38, 2503 Bienne
-
- 2 *Schriftliche Grundlagen*
- Nationale Ebene*
- Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996.
 - Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994.
- Kantonale Ebene*
- Erziehungsdirektion des Kanton Bern. Aids-Prävention. Weisung. Amtliches Schulblatt Nr.4/94 vom 31. März 1994. Bern: Erziehungsdirektion; 1994.
 - Erziehungsdirektion des Kanton Bern. Aids-Prävention. Weisung. in: Amtliches Schulblatt Nr.11/95 vom 31.10.1995. Bern: Erziehungsdirektion; 1995. Abk. 'Weisung 1995'
 - Erziehungsdirektion des Kantons Bern. Lehrplan Volksschule, Auszug Gesundheitsförderung und Sexualerziehung. Bern: Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1995. Abk. 'Lehrplan'
 - Plan d'études pour les écoles secondaires de langue française du canton de Berne (Extrait). Berne: Editions scolaires du canton de Berne; 1996.
 - Plan d'études pour les écoles primaires de langue française du canton de Berne (Extrait). Berne: Editions scolaires du canton de Berne; 1996.
-
- 3 *Andere Dokumente*
- Wydler H., Hornung R. et al. Evaluation der Aidsaufklärung im Kanton Bern. Zusammenfassender Bericht über eine Untersuchung in 34 Schulklassen. Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1990.
 - Fischer D, Mayer et al. Sexualerziehung in den deutschsprachigen Schulen des Kantons Bern, Inhalte, Methoden, Rahmenbedingungen. Ergebnisse einer Umfrage. Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern: 1995. Abk. Berner Umfrage'95.
 - Beat Mayer. Die Aids-Aufklärung aus Lehrersicht. in SLZ Sept. 1990. Bern: 1990.
 - Zoë Meyer. Das Informationsverhalten Jugendlicher bezüglich Aids und Aids-Prävention [Lizentiatsarbeit]. Bern: Rechts- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät der Universität Bern, Institut für Marketing und Unternehmensführung; Mai 1999.
 - Kommission für Lehrplan- und Lehrmittelfragen. Umsetzungshilfen zum Lehrplan Volksschule, Natur, Mensch, Umwelt. Bern: Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1997.
 - APESE - Association pour l'Education Sexuelle dans les Ecoles du Jura bernois et de Bienne romande. Dépliant.

- COMEO, Groupe de travail Education sociale/Education à la santé. Notes No 2 de la séance du lundi 7 décembre 1998, Présentation et intervention de l'APESE. CIP; Tramelan: 1998.

<p>4 Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren? Primarschule</p>	<p>Wenn nicht anders angegeben, beziehen sich die Angaben auf den deutschsprachigen Teil des Kantons. Angaben zum französischen Teil sind fettgedruckt oder speziell bezeichnet.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein, aber fakultativ je nach Situation empfohlen ▪ Sexualerziehung ja ▪ Education sexuelle nein, aber erwähnt ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja
<p>Sekundarstufe I</p>	<p>Laut Lehrplan</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja
<p>Sekundarstufe II</p>	<p>Laut Lehrplan</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein, aber empfohlen* ▪ Sexualerziehung keine Information ▪ Gesundheitserziehung/-förderung keine Information
<p>Berufsschule</p>	<p>*gemäss Weisung 1995</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein, aber empfohlen* ▪ Sexualerziehung keine Angaben möglich ▪ Gesundheitserziehung/-förderung keine Angaben möglich <p>*gemäss Weisung 1995</p> <p>Der 'Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen' erwähnt Gesundheit und Sexualität als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik. Diese Themen, wie auch die HIV/Aids-Prävention sind nicht explizit obligatorisch. Die Umsetzung dieses Rahmenlehrplans obliegt den einzelnen Berufsschulen. Die Lehrpläne der einzelnen Schulen wurden nur punktuell konsultiert. HIV-Prävention fand sich in diesem Kanton überall als Wahlbereich.</p>
<p>5 Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</p>	<p>Die Verantwortung für alle schulischen Belange sind bei der Erziehungsdirektion. Die schulärztlichen Dienste und die Stelle für Sexualpädagogik unterstehen der Gesundheits- und Fürsorgedirektion.</p>
<p>6 Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</p>	<p>Für die Volksschule liegt die Verantwortung beim Amt für Bildungsforschung, das neben vielen anderen Aufgaben auch die Koordination der Gesundheitsförderung und die HIV/Aids-Prävention unter sich hat. Für Mittelschulen und Berufsschulen gibt es keine ähnliche Stelle, jede Schule setzt innerhalb der Rahmenlehrpläne ihre eigenen Inhalte und Schwerpunkte. Neue Informationen erreichen auch diese Stufen via das amtliche Schulblatt, sonst über die Ämter für Mittelschulen oder Berufsschulen.</p>
	<p>Französischer Teil</p> <p>COMEO - Commission des moyens d'enseignement et des plans d'études de l'école obligatoire - unterhält auch eine Arbeitsgruppe 'Education sociale/Education à la santé' und unterstützt ideell die Arbeit der APESE - Association pour l'Education Sexuelle dans les Ecoles du Jura bernois et de Bienne romande.</p>

7 <i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Fachstelle für Sexualpädagogik • Aids-Hilfe Bern <p>Die Vernetzung dieser Stellen mit den Ämtern ist nicht gut. Die Aids-Hilfe hofft, in Zukunft informell eine Koordinationsfunktion wahrnehmen zu können, allerdings hat sie dazu kein Mandat.</p> <p>Französischer Teil</p> <ul style="list-style-type: none"> • APESE-Association pour l'Education Sexuelle à l'Ecole- ist in beinahe allen frz. sprechenden Schulen der obligatorischen Stufen aktiv. <p>Die Zusammenarbeit mit der Amtsstelle COMEO ist gut.</p>
8 <i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	<p>Es gibt keine speziellen Budgets für die Themen. Je nach Verwendungszweck des Geldes kommt es von der Schulgemeinde oder der Gesundheitsdirektion. Sie finanziert auch die Fachstelle für Sexualpädagogik (ca. 130'000). Bis jetzt war es immer einfach, Beträge für die Themen zu bekommen, allerdings müssen sie jedesmal projektbezogen beantragt werden. Die Bezahlung externer Fachleute sollte bei Bedarf möglich sein.</p> <p>Für die nach-obligatorischen Schulen fehlt die Information.</p> <p>Französischer Teil</p> <p>Jede Schule/Gemeinde bringt die Mittel auf, die Dienste der privaten APESE zu beanspruchen. Diese Institution ist nicht subventioniert, ihre Einsätze müssen jedes Jahr wieder von den Schulkommissionen bewilligt werden.</p>
9 <i>Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	<p>Für alle Schulstufen gilt:</p> <p>Die Fachstelle für Sexualpädagogik schreibt jedes Jahr Fortbildungskurse aus. Sie werden regelmässig aus Mangel an Interesse abgesagt. Auch ein abrufbares Kursangebot, das Lehrergruppen oder Schulen aller Stufen zur Verfügung steht, wird nicht benutzt. Der Lehrplan sieht keine spezielle Grundausbildung für Sexualpädagogik vor.</p> <p>An Universitäten ausgebildete Oberstufenlehrer werden zu Sexualpädagogik überhaupt nicht und zu Sozialpädagogik sehr wenig vorbereitet. Die Berner Umfrage '95 bestätigt, dass nur 23% der Lehrkräfte angeben, eine angemessene Ausbildung genossen zu haben (Selbsteinschätzung). In den zukünftigen Pädagogischen Fachhochschulen ist die Sexualpädagogik als Thema nicht berücksichtigt.</p> <p>Auch hier gilt: Universitätsabgänger sind nicht spezifisch auf die Vermittlung dieser Themen vorbereitet, besonders was die psychosoziale Ebene betrifft.</p> <p>Auch diese Lehrer werden in der Grundausbildung nicht spezifisch auf die Themen vorbereitet. Die Ausbildung legt aber grosses Gewicht auf die sozialpädagogische Aufgabe der Lehrer der allgemeinbildenden Fächer.</p> <p>Französischer Teil</p> <p>Die Lehrer im frz. Teil des Kantons erteilen nur in den aller-seltensten Fällen Sexualunterricht. Die externen Fachspezialisten der APESE haben sich in einem zweijährigen Kurs - ca. 300 Stunden - in Lausanne spezifisch auf ihre Rolle als 'animateur/animateur en éducation sexuelle' vorbereitet. Zudem bilden sie sich regelmässig weiter und haben eine monatliche Supervision.</p>
10 <i>Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Aids. Steck dich nicht an. Informationsschrift für Jugendliche. Erziehungsdirektion und Gesundheitsdirektion des Kt. Bern. 1990 (neue Ausgabe erscheint 2000). • Schritte ins Leben, 1992 <p>Hinweise zu Material der Berner Schulwarte sowie der AIDS Info Doku Schweiz.</p>

		<p>Berufsschulen wählen ihre Lehrmittel individuell, die PLUR (Projektleiter für die Umsetzung des Rahmenlehrplans) machen Empfehlungen.</p> <p>Französischer Teil</p> <p>Keine offiziellen Lehrmittel, aber ein Videofilm zu sexuellen Übergriffen und die Broschüre 'Ho les filles' werden regelmässig eingesetzt. Zusätzlich hat jede Fachperson der APESE ihr eigenes Material. Man hat darauf verzichtet, die Neuausgabe von 'Aids - Steck dich nicht an' zu übersetzen.</p>
11	<p><i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i></p> <p><i>Primarschule und Sekundarstufe I</i></p>	<p>In der Volksschule gehören Sexualerziehung und Gesundheitsförderung zum Fach 'Natur-Mensch-Mitwelt'. Sie sind in die Themenfelder 'Gesundheit-Wohlbefinden' und 'Sich selber sein - Leben in Gemeinschaft' integriert. Sie werden fächerübergreifend vermittelt, d.h. nach Absprache der Lehrer untereinander. HIV/Aids-Prävention ist Teil der Gesundheitsförderung und für alle obligatorisch.</p> <p>Französischer Teil</p> <p>APESE erteilt im Kindergarten und je im 4., 6. und 8. Schuljahr zwei 2-stündige Kurse zu Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention. Die Kurse orientieren sich an den aktuellen Fragen der Schüler und gehen eher auf die psychosozialen Aspekte ein. Gesundheitserziehung ist gemäss Lehrplan fächerübergreifend; im Biologieunterricht werden die Wissensgrundlagen zu Sexualität/HIV vermittelt.</p>
	<p><i>Sekundarstufe II</i></p>	<p>am ehesten in der Biologie, für die psychosoziale Ebene wird oft das Fach 'Deutsch' erwähnt. Spezialanlässe</p>
	<p><i>Berufsschule</i></p>	<p>allgemeinbildende Fächer, im Rahmen der Ethik</p>
12	<p><i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i></p> <p><i>Primarschule und Sekundarstufe I</i></p>	<p>Die Lehrkräfte selber. Im Prinzip kontrolliert das Schulinspektorat. Das Kontrollsystem im Kanton ist weitmaschig, d.h. sehr generell. Man glaubt, dass selten spezifisch nach den Themen nachgefragt wird und dass es deshalb leicht möglich wäre, in diesen Bereichen den Vorgaben des Lehrplans nicht zu entsprechen.</p>
	<p><i>Sekundarstufe II</i></p>	<p>eher Initiative der Schulleitung, aber auch der einzelnen Lehrer</p>
	<p><i>Berufsschule</i></p>	<p>eher Initiative der Schulleitung oder eines Fachlehrerteams. Eine Kontrolle wäre nur durch eine Erhebung möglich.</p> <p>Französischer Teil</p> <p>Volksschule: Schulleitung und Lehrkräfte, die beinahe ausnahmslos die Dienste von APESE beanspruchen. Für die nachobligatorischen Stufen fehlen die Informationen.</p>
13	<p><i>Wer erteilt den Unterricht?</i></p>	<p>Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrerinnen und Lehrer selber, daneben punktuell einige externe Fachkräfte.</p>
	<p><i>Primarschule</i></p>	<p>Medizinstudierende erreichen ca. 30-40 Klassen pro Jahr (nur HIV-Prävention), die Fachstelle für Sexualpädagogik ca. 10 Klassen.</p>
	<p><i>Sekundarstufe I</i></p>	<p>Schulärzte werden häufig beigezogen, ebenso eine private Expertin (ca. 70 Klassen) sowie die Fachstelle für Sexualpädagogik (50 Klassen) und die Aids-Hilfe.</p>
	<p><i>Sekundarstufe II</i></p>	<p>Schulärzte punktuell, Fachstelle für Sexualpädagogik (40 Klassen)</p>
	<p><i>Berufsschule</i></p>	<p>keine Information</p> <p>Französischer Teil</p> <p>Die Verhältnisse sind umgekehrt: beinahe der ganze Unterricht zu Sexualerziehung/HIV-Prävention wird für die Volksschule von den Fachleuten der externen APESE bestritten. Die Lehrer selber sind mit den Themen sehr zurückhaltend. Für die nachobligatorischen Stufen fehlen die Informationen.</p>

<p>14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i> <i>Primarschule und Sekundarstufe I</i></p>	<p>Auf Grund des Lehrplans und dank der detaillierten Umsetzungshilfen und Hinweisen auf Materialien und Unterstützung kann man davon ausgehen, dass die vermittelten Inhalte und Haltungen ähnlich sind. Französischer Teil Die Einheitlichkeit der Methode ist garantiert. Die Inhalte der Lektionen variieren je nach Fragen der Schüler; HIV-Prävention wird in der 8. Klasse immer angesprochen, auch wenn die Schüler keine Fragen dazu stellen sollten.</p>
<p><i>Sekundarstufe II und Berufsschule</i></p>	<p>Es bestehen keine Vorgaben. Jeder Lehrperson ist es freigestellt, ob und wie sie Inhalte zu den Themen vermitteln will. Auch die Wahl der Lehrmittel steht ihr frei.</p>
<p>15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht?</i> <i>(Schätzung oder belegte Zahlen)</i></p>	<p>Die Schätzungen der Auskunftgeber gehen weit auseinander: die erste Schätzung für die Volksschule kommt vom Amt für Bildungsforschung, die zweite Aussage stammt von der Stelle für Sexualpädagogik, die seit 10 Jahren jährlich ca.1500 Schüler aller Stufen zu ihren Vorkenntnissen befragt und deren Aussage auch ein fundierter Erfahrungswert sein dürfte.</p>
<p><i>Primarschule</i></p>	<p>Schätzung: HIV nicht relevant, für die anderen Themen an die 100% oder: Gesundheitsförderung 80%, keine nennenswerte Sexualerziehung oder HIV-Prävention Education sexuelle et prévention HIV: 90%</p>
<p><i>Sekundarstufe I</i></p>	<p>An die 100% für Gesundheits- und Sexualerziehung, etwas weniger für HIV/Aids-Prävention oder: 80% Gesundheitserziehung und HIV-Prävention, 30% Sexualerziehung Education sexuelle et prévention HIV: 90%</p>
<p><i>Sekundarstufe II</i></p>	<p>Die einzige befragte Schule gibt an, im Rahmen einer Gesundheitswoche jedes Jahr einen Aids/Drogentag durchzuführen. Alle Schüler eines Jahrgangs werden erfasst. oder: 10% HIV-Prävention und Sexualerziehung, v.a. Wissensvermittlung ohne Einbezug der psychosozialen Aspekte</p>
<p><i>Berufsschule</i></p>	<p>90% für HIV/Aids-Prävention, für Sexualerziehung wahrscheinlich sehr viel weniger oder: 10% für Gesundheitserziehung</p>
<p>16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i></p>	<p>In Kleinklassen wird das Thema besonders ernst genommen. Sie machen das mindestens so intensiv wie andere. Schulen für geistig-behinderte Kinder unterstehen der Gesundheitsdirektion. Französischer Teil APESE wird nach Bedarf angefragt.</p>
<p>17 <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/ Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i></p>	<p>Heute wird die HIV/Aids-Prävention auf allen Stufen noch meistens als spezifische Unterrichtseinheit. angeboten. Das Thema soll zukünftig stärker in die Gesundheitserziehung integriert und weiterhin themenübergreifend eingebracht werden. Neue Lehrmittel werden dringend gebraucht zu den Themenfeldern 'Gesundheit und Wohlbefinden'. Die neue Aids Infoschrift für die Sekundarstufe I wird zumindest der Volksschule wieder Impulse geben, nicht zuletzt auch für die Lehrerfortbildung. Für Berufsschulen und Mittelschulen ist es schwieriger, die Ziele des Nationalen HIV- und AIDS PROGRAMMES 1999-2003 zu</p>

erreichen, da sich niemand dafür verantwortlich fühlt. Diese Schulen bekommen keine regelmässigen Hinweise auf Materialien, die Rektoren verlassen sich auf die Kompetenz der Fachlehrer. Das Amt für Berufsbildung würde sich ohne weiteres für die Themen einsetzen, erwartet aber Impulse, z.B. vom Kantonsarzt oder dem Regierungsrat.

Französischer Teil

Die Angebote der APESE (Unterrichtseinheiten, Elternabende, usw) werden von beinahe allen Lehrkräften beansprucht. Diese Einsätze werden in Zukunft in der bestehenden Form beibehalten, die Zusammenarbeit mit den Lehrkräften könnte noch verbessert werden, um eine bessere Integration der APESE in den Schulalltag zu gewähren. Es wird bedauert, dass der Status dieser etablierten Institution durch den Kanton nicht abgesichert ist.

- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.6 CANTON DE FRIBOURG⁸⁶

1 <i>Principales personnes-ressources contactées</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Christiane Brühlhart, cheffe du service de l'enseignement du cycle d'orientation, Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles du Canton de Fribourg (ci-dessous: DIPC), Rue de l'Hôpital 1, Case postale, 1701 Fribourg. Tél. 026-305 12 02. • M. Werner Kull, chef de service du secondaire supérieur, DIPC, Rue de l'Hôpital 1, Case postale, 1701 Fribourg. Tél. 026-305 12 02. • Rose-Marie Rappaz, membre du Groupe d'action Médiateurs pour les écoles professionnelles, Ecole professionnelle commerciale, Rempart 1, 1700 Fribourg. Tél. 026-305 25 88. • Christine Noyer, Centre de planning familial et d'information sexuelle, Grand-Fontaine 50, 1700 Fribourg. Tél. 026-305 29 55. • Partie alémanique Robert Rudaz, chef de service, Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten, Rue de l'Hôpital 1, Case postale, 1701 Fribourg • M. Daniel Nyffeler, enseignant médiateur (Groupe Action Médiateurs), centre professionnel cantonal, Office de la formation professionnelle, Les remparts 5, Case postale 332, 1701 Fribourg. Tél. 026-305 25 00.
2 <i>Documents de référence (bases légales ou administratives)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne: Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP); 1994. • OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne: OFIAMT, 1996. • Loi scolaire du Canton de Fribourg. • Loi sur la santé du Canton de Fribourg (entrée en vigueur au 1.01.2000). • Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne-Claude Demierre concernant l'information et la prévention en matière de drogue, de sexualité et de sida dans les cycles d'orientation. [7 pages; Fribourg, le 29 juin 1999]. • [Département de l'instruction publique. Plan d'études [du] Cycle d'orientation du canton de Fribourg. Fribourg: Département de l'instruction publique, 1986. • Plan d'étude cantonal du Service de l'enseignement secondaire (en voie de réactualisation). Fribourg. • Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen. Lehrplan Lebenskunde [Ebikon], Realschule Sekundarschule. Freiburg: Erziehungsdepartement des Kantons Freiburg; Ausgabe 1992 (Anpassungen 1995). (Abk. Lehrplan "Lebenskunde"). • Lehrpläne für die Gymnasien des Kantons Freiburg. Fortlaufend aktualisiert. Enthält: Kantonale Kollegien: Lehrplan der Gymnasialstunden (1.1.1991)
3 <i>Autres documents</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles et sociales du Canton de Fribourg. Concept de promotion de la santé et de prévention pour l'école enfantine et la scolarité obligatoire. Document de consultation. Fribourg: Canton de Fribourg [1999]. (Ci-dessous: "Concept Santé") • Département de l'instruction publique Partie francophone, Commission "Education générale". Eduquer à l'école: Avant-projet.

⁸⁶ En l'absence de précision, on traite de tout le canton ou de sa partie francophone. Ce qui a trait à la partie germanophone du canton est précédé du sous-titre **Partie alémanique**.

	Concept "Education générale" pour renforcer l'éducation générale à l'école enfantine et durant la scolarité obligatoire. Fribourg: Canton de Fribourg; décembre 1999. (Ci-dessous: "Concept EG")
4	<p><i>Existe-t-il une notion d'obligation concernant la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, le cas échéant la promotion de la santé en milieu scolaire ?</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle oui ▪ Promotion (ou éducation) santé oui <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH oui ▪ Education sexuelle oui ▪ Promotion (ou éducation) santé oui <p>Les plans d'étude du niveau secondaire 1 (Cycle d'orientation) mentionnent des périodes d'enseignement sur la reproduction humaine. Les contenus sont définis dans le plan d'étude par le Département.</p> <p>Partie alémanique</p> <p>Le plan d'étude "Lebenskunde" (niveau secondaire 1) contient un chapitre sur la sexualité qui précise le contenu à enseigner.</p> <p>S. 25, Verbindlichkeit: "Während der drei Orientierungsjahre soll in allen Arbeitsfeldern einmal gearbeitet werden. Der Zeitpunkt für die Behandlung, die Anzahl Lektionen, die Akzentsetzung sowie die Reihenfolge innerhalb der Arbeitsfelder richten sich vor allem nach den Interessen der Schülerinnen und Schüler und der Unterrichtssituation. Es kann auch sinnvoll sein, ein Thema öfter zu behandeln, da die Interessenoptik altersbedingt wechseln kann."</p> <p><i>Ecoles secondaires II</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle oui ▪ Promotion (ou éducation) santé oui <p>Education sexuelle: la reproduction humaine fait partie du programme d'enseignement de la biologie. Promotion de la santé à l'école figure dans la récente Lois sur la santé (pour tous les niveaux d'école).</p> <p><i>Ecoles professionnelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle non ▪ Promotion (ou éducation) santé non <p>Le thème ne figure pas au plan d'étude. Il peut être traité à l'initiative des enseignant-e-s dans les 6 demi-journées de "branches générales" prévues pour la promotion de la santé (total des branches générales: une demi journée x 38 jours de classe par année).</p>
5	<p><i>Le Département chargé de l'éducation est-il responsable pour tous les niveaux d'école, quel que soit le thème ?</i></p> <p>Non: Les écoles professionnelles d'apprentissage relèvent du Département de l'économie.</p>
6	<p><i>Y a-t-il une structure qui se charge de la mise en œuvre concrète ? (officiellement ou officieusement mandatée)</i></p> <p><i>Ecoles primaire et secondaire I</i></p> <p>Non.</p> <p>Le "Concept Santé" (en consultation) propose la constitution d'un "Groupe de référence" pour orienter l'ensemble des actions de promotion de la santé de l'école obligatoire. Il définit les acteurs qui doivent être représentés dans ce groupe: les départements concernés, les autorités scolaires et communales, le corps enseignant (maîtres, médiateurs, responsable santé ...), le parascolaire (psychologues, logopédistes, psychomotriciens, conseiller en orientation, divers), la médecine scolaire (médecins, infirmières, dentistes, préventions et dépistages), la prévention des accidents (éducation routière), les</p>

représentants des intérêts des enfants (parents, institutions), les divers organismes de prévention, la recherche et l'université. ("Concept Santé" p. 22-26).

Partie alémanique:

L'application du plan d'étude "Lebenskunde" se fait dans le cadre de l'organisation scolaire.

Les **services de médiation** en collaboration avec les directions d'écoles. Conseil psychologique en collaboration avec les organes cités précédemment.

Groupe d'Action Médiateurs (GAM) bilingue, pour les écoles professionnelles du Canton et l'école des métiers. La question des relations avec les services de médecine scolaire n'est pas précisée.

Ecoles secondaires II

Ecoles professionnelles

-
- 7 **D'autres acteurs/partenaires officiels** sont-ils impliqués ? Comment se passe la **collaboration/coordination** ?
- Le Service de planning familial et d'éducation sexuelle de Fribourg est l'organisme de prévention spécialisé de référence sur les questions de santé sexuelle, mais d'autres personnes peuvent aussi intervenir dans les écoles sur le thème.
- Les intervenants extérieurs à l'école sur les questions de prévention ont été recensés dans une enquête du DIPC ("Personnes et organismes intervenant dans les écoles dans le domaine de la santé: janvier-mars 1999"). Elles constituent un appui à la formation qui reste en principe la responsabilité du corps enseignant. (médecin scolaire, service dentaire, LIFAT (Ligue fribourgeoise contre l'alcoolisme et les toxicomanie), Centre de santé de la Croix-Rouge, Le Tremplin, gendarmerie, associations et intervenants divers.).
- Partie alémanique:**
- Le **Service de planning familial et d'éducation sexuelle** est aussi actif dans la partie alémanique ainsi que la "Suchtpräventionsstelle"
-
- 8 Existe-t-il des **moyens financiers** pour ces thèmes ? A quels budgets les dépenses sont-elles affectées ?
- Ecoles primaire et secondaire I*
- Au niveau de l'école primaire, ce sont les communes qui financent les actions et interventions (montants inconnus). En matière de santé sexuelle, c'est le travail de sensibilisation aux abus sexuels qui a été privilégié ces dernières années.
- Au niveau du secondaire 1, l'état subventionne les actions de promotion de la santé et de prévention à raison de 7 francs par élève, le reste étant à la charge des communes. En 1999, les écoles ont dépensés 73'428 francs pour des interventions extérieures.
- Nature des budgets "prévention" dans les écoles du niveau secondaire 2 et professionnelles: données manquantes
- Au total en 1999, le Service de planning familial et d'information sexuelle a facturé 1893 heures d'interventions à l'école et 208 heures d'information aux parents. (Soit 130'000 francs).
- Des moyens existent dont les montants sont variables selon les écoles et les projets. Ils figurent au budget des écoles sous "moyens d'enseignement", "prestations de service par des tiers" et "culture, loisirs, sports". Il y a aussi un budget du Conseil psychologique.
-
- 9 **Les intervenant-e-s** (externes et internes à l'école) sont-ils préparés à leurs tâches de prévention en santé sexuelle (**formation de base, formation continue**) ?
- Il existe une liste d'intervenant-e-s sur le thème "sexualité" agréés selon des critères de qualité, par le médecin cantonal. Un document de référence sur les critères de qualité des interventions est en préparation.
- Les spécialistes externes ont le plus souvent suivi le *Cours de base romand en éducation sexuelle et planning familial* et les stages qui l'accompagnent.

<i>Ecole primaire</i>	<p>Corps enseignant: Selon le "Concept Santé" (école obligatoire), une des tâches du "groupe de référence" serait de proposer des ressources décentralisées pour la formation continue des enseignants dans la perspective d'une promotion de la santé. C'est un objectif à long terme, car le rapport estime qu'il faut privilégier dans un premier temps la formation des cadres et des décideurs à la vision de la santé communautaire.</p> <p>Partie francophone: Formation de base à l'école normale: Intervention de formation sur les abus sexuels et cours d'anatomie suivi à l'université. Formation continue: Dans le cadre actions de sensibilisation au thème "abus sexuels": réunion de parents, intervention du Service d'information sexuelle et de planning familial (participation des enseignants)</p>
<i>Ecole secondaire I</i>	<p>Partie alémanique: Formation de base: données manquantes Formation continue: Dans le cadre d'actions de sensibilisation au thème "abus sexuels": réunion de parents, intervention du Service d'information sexuelle et de planning familial (participation des enseignants) Formation de base: cours de biologie Formation continue: Un projet "Estime de soi" lié au Programme "Ecoles en santé" de l'OFSP est en cours.</p>
<i>Ecoles secondaires II</i>	<p>Partie alémanique: Formation de base: données manquantes Formation continue liée au cours "<i>Lebenskunde</i>": voir document du groupe de travail intercantonale sur ce thème. Formation de base: seuls les médiateurs et les intervenants extérieurs ont suivi ou suivent une formation. Formation continue: 7 futurs médiateurs/trices font partie d'un groupe de formation francophone de médiateurs (au total 17 personnes)</p>
<i>Ecoles professionnelles</i>	<p>Partie alémanique: Formation de base: données manquantes. Formation continue (données manquantes). Formation des médiateurs: une volée de médiateurs a suivi une formation de 180 heures données par l'Institut de formation systémique de Fribourg. Pour faire face à de nouveaux besoins, un projet pilote de formation a commencé en 2000. Partie alémanique: Les médiateurs sont formés ou en formation dans le cadre du "Nachdiplomstudium schulmediatorinnen Gesundheitsfragen" (640 Stunden).</p>
10 <i>Quel matériel didactique est mis à disposition des élèves ?</i>	<p>Aucun, à part les cartes de visite du planning familial Matériel d'enseignement: Centre fribourgeois de documentation pédagogique Partie alémanique: Le matériel conseillé au corps enseignant est décrit dans le plan d'étude "<i>Lebenskunde</i>": Page. 30-31: livres, brochures, vidéos, adresses de centres de ressources.</p>
11 <i>Dans quel contexte scolaire l'enseignement est-il donné?</i> <i>Ecole primaire</i>	<p>Traité par les enseignant-e-s à leur appréciation. Interventions externes et réunions de parents sur "abus sexuels".</p>

<i>Ecole secondaire I</i>	Application du programme des cours par le corps enseignant: "Reproduction humaine "dans le cours de biologie 4ème année ; 10 leçons en 8ème année ; et interventions extérieures.
<i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i>	<p>Partie alémanique:</p> <p>Le corps enseignant est chargé de l'enseignement sur la sexualité selon le plan d'étude "<i>Lebenskunde</i>". Celui-ci peut faire appel à des intervenant-e-s externes.</p> <p>Dans le cadre du cours de biologie et au cours de semaines journées thématiques.</p> <p>Des interventions externes payées par l'école dans certains établissements de la partie francophone (en général le Service de PF et information sexuelle).</p> <p>Conseil individualisé des médiateurs et médiatrices:</p> <p>Les médiateurs et médiatrices sont invités à se présenter durant un quart d'heure dans une période de cours. Certains en profitent pour rappeler le préservatif (par ex. EPAI. EPC: distribution d'une trousse «hygiène" contenant un préservatif) Les élèves qui contactent les médiateurs/trices pour une aide personnalisées ont différentes sortes de problèmes - le plus souvent des conflits avec parents, adultes, etc. Selon une médiatrice, les cas d'élèves venant parler de problèmes touchant la sexualité ne sont pas très nombreux mais remarquablement lourds: en 1999, 3 cas d'abus sexuel, 1 cas de viol (EPC 1130 apprentis).</p>
12 <i>Qui prend les initiatives sur le terrain, y a-t-il un contrôle ?</i> <i>Ecole primaire</i>	<p>Les initiatives sont prises par les commissions scolaires pour l'école primaire et par les directions d'écoles pour le secondaire I et II.</p> <p>Prévention des abus: Initiatives du Service d'information sexuelle et de planning familial soutenu par les communes qui le décident.</p> <p>Les interventions extérieures sont plus ou moins passées dans la routine.</p>
<i>Ecole secondaire I</i>	Données manquantes sur la manière dont le corps enseignant traite le thème dans le cadre de la " <i>Lebenskunde</i> ".
<i>Ecoles secondaires II</i>	Les institutions extérieures et/ ou les directions d'école, les services de médiation et le Conseil psychologique.
<i>Ecoles professionnelles</i>	Les médiateurs et médiatrices
13 <i>Qui fait les interventions ?</i> <i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II</i>	<p>Corps enseignant et intervenant-e-s extérieurs</p> <p>Corps enseignant, service de médiation, conseil psychologique et interventions extérieures.</p>
<i>Ecoles professionnelles</i>	Corps enseignant, médiateurs et intervenant-e-s extérieurs
14 <i>Y a-t-il une certaine homogénéité dans le contenu des interventions ?</i>	<p>Le contenu à traiter est défini dans le plan d'étude. Dans les interventions extérieures, certains contenus peuvent varier. (Tous les intervenants ne font pas partie du Service d'information sexuelle et planning familial).</p> <p>Pas de programme spécifié.</p>
<i>Ecole primaire</i>	<p>Détail du programme fixé par les écoles. Exemple de CO du Gibloux (mars 1995), Fribourg: Aspects scientifiques de la sexualité (reproduction, régulation des naissances, maladies sexuellement transmissibles, dont le sida) ; travail sur la Bande dessinée Jo ; intervention sur la sexualité, la famille, les réponses aux questions.</p>
<i>Ecole secondaire I</i>	<p>Partie alémanique:</p> <p>Chapitres définis dans le plan d'étude "<i>Lebenskunde</i>": "Pubertät; Freundschaft une Liebe; Beziehung aufbauen; sexuelle Verhalten; Zeugung, Schwangerschaft, Geburt; Empfängnisregelung; AIDS."</p> <p>L'homogénéité dépend de l'objet et de l'origine des interventions.</p>
<i>Ecoles secondaires II</i>	

<i>Ecoles professionnelles</i>	<p>Dans les écoles où il n'y a pas d'interventions externes, la manière de traiter le thème "sexualité" dépend uniquement du corps enseignant. Qui peut faire appel à la collaboration des médiateurs et d'intervenants spécialisés externes.</p> <p>Les actions ponctuelles de prévention ne peuvent pas garantir que le thème prévention du sida ou sexualité soit traité. Par exemple, en 1999, le groupe des médiateurs a choisi le thème de la prévention routière.</p>
<p>15 Couverture: <i>quelle est la proportion des élèves touchés ? (estimation ou chiffres disponibles)</i> <i>Ecole primaire</i></p>	<p>Programme de 5ème: 100%</p> <p>65 interventions externes du service de planning familial, janvier à mars 1999 (en grande partie sur la prévention des abus sexuels).</p> <p>Partie alémanique: (données manquantes)</p> <p>14 interventions du service de planning familial de janvier à mars 1999.</p>
<i>Ecole secondaire I</i>	<p>Programme de 8ème: 100%</p> <p>6 interventions externes du Service de planning familial au CO de janvier à mars 1999.</p> <p>Partie alémanique: <i>Lebenskunde:</i> 100%</p> <p>3 interventions externes du Service de planning familial, janvier à mars 1999.</p>
<i>Ecoles secondaires II</i>	<p>Tous les élèves concernant le cours sur la sexualité humaine. Très variable pour les autres activités, selon les projets. (pas d'interventions externes de janvier à mars 1999)</p> <p>Partie alémanique: 2 interventions externes du service de planning familial de janvier à mars 1999</p>
<i>Ecoles professionnelles</i>	<p>Interventions externes: une ou deux période sur l'ensemble de l'apprentissage, dans la plupart des établissements, mais pas tous. La couverture est moins bonne dans la partie alémanique</p> <p>Sur l'ensemble des écoles professionnelles du canton: 7 médiateurs formés, 9 en formation, 1 non formé (10 femmes, 7 hommes). EPAI Fribourg: (2500 élèves) 7 médiateurs. Ecole professionnelle commerciale EPC Fribourg (1000 élèves): 2 personnes en place, 3 en formation.</p>
<p>16 <i>Dans quelle mesure les thèmes sont-ils abordés dans les classes spéciales (enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire) ?</i></p>	Interventions sur demande.
<p>17 <i>Des mesures sont-elles prévues ou possibles dans votre canton pour assurer la continuité de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle ? L'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 est-il atteint ou atteignable dans votre canton ? Y a-t-il des lacunes et comment voyez-vous les priorités ?</i></p>	<p>En principe, le thème est couvert puisqu'il figure dans le plan d'étude de l'école secondaire I. La tâche du corps enseignant est appuyée par les interventions extérieures du Service de planning familial et d'information sexuelle, qui est bien reçu et implanté dans les différents niveaux d'école. Des disparités importantes existent néanmoins concernant la couverture, selon les régions, les niveaux d'école et la langue, et il n'existe pas de données précises à ce sujet.</p> <p>Les décisions à prendre pour fixer les priorités dans l'avenir sont liées au concept général de promotion de la santé à l'école, qui est actuellement en consultation. Le DIPIC a mandaté en 1997 un groupe de travail pour élaborer une conception globale et les modalités d'application d'une éducation générale et sociale (EGS) pour l'école obligatoire (niveau primaire et secondaire 1) dans la partie francophone du canton.</p>

Un concept de promotion de la santé qui s'inscrit dans ce même cadre est également l'objet d'une consultation, à l'automne 1999 (cf. ci-dessus "Concept Santé") l'éducation sexuelle est considérée dans ce document comme un "thème de prévention obligatoire", à intégrer dans le programme d'enseignement et pouvant faire l'objet de moments thématiques particuliers.

NB Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons: Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.

15.7 CANTON DE GENEVE

1	<i>Principales personnes-ressources contactées</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Dr Paul Bouvier, médecin directeur, Service de santé de la jeunesse, Glacis-de-Rive 11, Case postale 3682, 1211 Genève 3. Tél. 022-787 62 72. • Mayanne Benhamou, Membre de l'équipe EPS, Service Santé de la jeunesse, Glacis-de-Rive 11, Case postale 3682, 1211 Genève 3. Tél. 022-787 62 72. 												
2	<i>Documents de référence (bases légales ou administratives)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne: Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ; 1994. • OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne: OFIAMT ; 1996. • Loi genevoise sur l'Office de la jeunesse du 28 juin 1958. (ci-dessous Loi sur l'Office de la jeunesse). • Service de santé de la jeunesse: Education pour la santé en milieu scolaire à Genève. Genève ; Département de l'instruction publique. Office de la Jeunesse ; mars 1998. 												
	<i>Niveau national</i>													
	<i>Niveau cantonal</i>													
3	<i>Autres documents</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Service Santé Jeunesse. Education pour la santé à l'école primaire: Bilan de l'année 1998-1999: L'équipe EPS primaire: Programmes: Histoire de la vie, <i>Abracadabra</i>, Journées Santé, Formation d'adultes. Genève: SSJ ; novembre 1999. 												
4	<i>Existe-t-il une notion d'obligation concernant la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, le cas échéant la promotion de la santé en milieu scolaire ?</i>	<p>Le Service de santé de la jeunesse est régi par la Loi sur l'Office de la Jeunesse, organe compétent dans toutes les questions concernant l'hygiène et la santé des mineurs, en particulier de ceux qui fréquentent les écoles publiques et privées ... Il constitue le service médical scolaire au sens de l'article 27, al. 4 de la loi fédérale sur la formation professionnelle du 19 avril 1978. La mission du Service de Santé de la Jeunesse (SSJ) est fixée dans l'organigramme de l'Office de la Jeunesse (DIP). Il compte parmi ses tâches l'éducation pour la santé en milieu scolaire. Ses objectifs généraux visent la promotion globale de la santé et la prévention spécifique. L'éducation sexuelle et la prévention des toxicodépendances sont spécifiés dans son programme.</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%;"><i>Ecole primaire</i></td> <td style="width: 30%;"> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé </td> <td style="width: 10%; text-align: right;"> <p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p> </td> </tr> <tr> <td><i>Ecole secondaire I</i></td> <td> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé </td> <td style="text-align: right;"> <p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p> </td> </tr> <tr> <td><i>Ecole secondaire II</i></td> <td> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé </td> <td style="text-align: right;"> <p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p> </td> </tr> <tr> <td><i>Ecoles professionnelles</i></td> <td> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé </td> <td style="text-align: right;"> <p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p> </td> </tr> </table>	<i>Ecole primaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>	<i>Ecole secondaire I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>	<i>Ecole secondaire II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>	<i>Ecoles professionnelles</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>
<i>Ecole primaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>												
<i>Ecole secondaire I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>												
<i>Ecole secondaire II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>												
<i>Ecoles professionnelles</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH ▪ Education sexuelle ▪ Promotion (ou éducation) santé 	<p>oui</p> <p>oui</p> <p>oui</p>												
5	<i>Le Département chargé de l'éducation est-il responsable pour tous les niveaux d'école, quel que soit le thème ?</i>	oui												

6	<i>Y a-t-il une structure qui se charge de la mise en œuvre concrète ? (officiellement ou officieusement mandatée)</i>	La mission est confiée au Service de santé de la jeunesse (SSJ) . C'est un service officiel dirigé par un médecin directeur, et affilié à l'Office de la Jeunesse du Département de l'Instruction publique.								
7	<i>D'autres acteurs/partenaires officiels sont-ils impliqués ? Comment se passe la collaboration/ coordination ?</i>	Des initiatives en complément du programme fixé dans le plan d'étude peuvent venir des <i>équipes de santé</i> de certaines écoles.								
8	<i>Existe-t-il des moyens financiers pour ces thèmes ? A quels budgets les dépenses sont-elles affectées ?</i>	Le SSJ est un service du DIP, émargeant à son budget. L'équipe EPS primaire du SSJ comporte 4,8 postes intervenant-e-s spécialisés. L'équipe de l'enseignement secondaire (Secondaire I, Secondaire II et apprentissage) comporte 8 à 9 postes. La sexualité est un des thèmes de l'éducation à la santé dont sont chargées les équipes.								
9	<i>Les intervenant-e-s (externes et internes à l'école) sont-ils préparés à leurs tâches de prévention en santé sexuelle (formation de base, formation continue) ?</i>	Les animateurs et animatrices du SSJ sont un personnel spécialisé en promotion de la santé et/ou éducation sexuelle. Ils/elles ont suivi le <i>Cours de base romand / Formations en animation en éducation sexuelle et conseil en planning familial</i> et les stages qui l'accompagnent, ou sont au bénéfice d'une formation de niveau universitaire jugée équivalente. Ils/elles sont encadré-e-s, ont une formation permanente et suivent une supervision 1 fois par mois ou plus). Formation interne 1999: abus sexuels, pornographie. Corps enseignant: formation de base et formation continue touchant à la santé sexuelle: données manquantes. Tous les niveaux d'école								
10	<i>Quel matériel didactique est mis à disposition des élèves ?</i>	Aucun en ce moment. Informations, ouvrages et matériel didactique sont à disposition des équipes, du corps enseignant et des élèves au centre de documentation du SSJ (Tél. 022-787 65 06). L'utilisation des brochures <i>Ho les filles/ Hé les garçons</i> est prévue pour les écoles du niveau post-obligatoire en 2000.								
11	<i>Dans quel contexte scolaire l'enseignement est-il donné?</i>	Cours d'éducation sexuelle (y compris VIH) faisant partie du plan d'étude et dispensés par des spécialistes externes pour tous les niveaux d'école.								
12	<i>Qui prend les initiatives sur le terrain, y a-t-il un contrôle ?</i>	Il ne s'agit pas d'initiatives, mais d'un programme au sein de l'administration. Le SSJ répond aussi à des demandes et appuie des initiatives ponctuelles venues des écoles.								
13	<i>Qui fait les interventions ?</i>	Le personnel des équipes du SSJ en tant que spécialistes externes. Pour tous les niveaux d'école.								
14	<i>Y a-t-il une certaine homogénéité dans le contenu des interventions ?</i>	L'homogénéité est garantie par la formation commune, la culture du SSJ, (supervisions, encadrement, formation continue des équipes). Les concepts et contenus sont décrits dans les documents de référence (liste ci-dessus). Tous les thèmes sont couverts mais ils ne sont pas toujours formulés comme dans la liste. cf. Programme d'éducation sexuelle à l'école primaire: "Histoire de la vie". Les "concepts" insistent sur l'adaptation du thème au niveau de maturité et à l'âge des élèves auxquels ils s'adressent. Pour tous les niveaux d'école.								
15	<i>Couverture: quelle est la proportion des élèves touchés ? (estimation ou chiffres disponibles)</i>	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="284 1805 683 1834"><i>Ecole primaire</i></td> <td data-bbox="703 1805 759 1834">100%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="284 1845 683 1874"><i>Ecoles secondaire 1</i></td> <td data-bbox="703 1845 759 1874">100%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="284 1886 683 1915"><i>Niveau secondaire 2</i></td> <td data-bbox="703 1886 759 1915">100%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="284 1926 683 1955"><i>Ecoles professionnelles</i></td> <td data-bbox="703 1926 759 1955">100%</td> </tr> </table>	<i>Ecole primaire</i>	100%	<i>Ecoles secondaire 1</i>	100%	<i>Niveau secondaire 2</i>	100%	<i>Ecoles professionnelles</i>	100%
<i>Ecole primaire</i>	100%									
<i>Ecoles secondaire 1</i>	100%									
<i>Niveau secondaire 2</i>	100%									
<i>Ecoles professionnelles</i>	100%									

16 <i>Dans quelle mesure les thèmes sont-ils abordés dans les classes spéciales (enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire) ?</i>	16 + 17 classes d'enseignement spécialisé touchées. Développement d'une méthodologie particulière. Cf. la brochure du Groupe inter-associations "sexualité et Handicap Physique, Vivre aussi ma sexualité, guide pratique No 2, 1999.
17 <i>Des mesures sont-elles prévues ou possibles dans votre canton pour assurer la continuité de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle ? L'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 est-il atteint ou atteignable dans votre canton ? Y a-t-il des lacunes et comment voyez-vous les priorités ?</i>	L'objectif 5 est atteint dans le canton. On travaille de plus en plus dans une perspective holistique (englobant la sexualité dans un ensemble touchant au bien-être). Mais les temps d'intervention pour une approche spécifique d'éducation sexuelle, avec intégration du thème VIH, faite par des intervenant-e-s spécialisé-e-s sont maintenus dans leur principe. L'avenir est de développer les collaborations avec les autres partenaires. (par exemple SOS Enfants sur les abus sexuels, ou les professeurs de biologie). Une lacune à signaler: les jeunes vivant en milieu extra-scolaire et l'enseignement privé (dans certains cas) ne sont pas couverts par la mission du SSJ.
NB. Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons: Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.	

15.8 KANTON GLARUS

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Fritz Trümpi, Schulinspektor, Gerichtshausstrasse 25, 8750 Glarus • Edith Marti, Ressortleiterin Aidsberatung und -prävention, Sozialdienst, Winkelstrasse 22, 8750 Glarus • Richard Rutschmann, Rektor, Berufsschule Ziegelbrücke, 8866 Ziegelbrücke
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994.
	<i>Kantonale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Erziehungsdirektion des Kantons Glarus. Der neue Lehrplan für die Volksschule des Kantons Glarus. Erläuterungen zu 'Mensch und Umwelt'. Glarus: Erziehungsdirektion des Kantons Glarus; 1989. Abk. Lehrplan 1989 • Erziehungsdirektion des Kantons Glarus. Erläuterungen zum Lehrplan für die Volksschule. Inhalte. Glarus: Erziehungsdirektion des Kantons Glarus; 1988. Abk. Lehrplaninhalte 1988
3	<i>Andere Dokumente</i>	keine
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i>	
	<i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung nein ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja
	<i>Sekundarstufe I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja <p>Laut Lehrplan 1989 ist die Sexualerziehung im Rahmen der Biologie ausdrücklich obligatorisch. AIDS wird als 'Zusatzstoff' erwähnt (Lehrplaninhalte 1988). Das gilt nur für die Sekundarschule. Nichts zu den Themen findet man im Lehrplan der Ober- und Realschule, da sie laut Auskunft im Themenkreis 'Ich/Schule/Freunde/Familie/Mitmensch' enthalten sind.</p>
	<i>Sekundarstufe II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention keine Information ▪ Sexualerziehung keine Information ▪ Gesundheitserziehung/-förderung keine Information
	<i>Berufsschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung nein ▪ Gesundheitserziehung/-förderung nein <p>Der Lehrplan der gewerblich-industriellen Berufsschule erwähnt Themen wie 'Krankheit', 'Sucht', 'Aids' als mögliche Themen im Rahmen des allgemeinbildenden Unterrichts - Ethik - Lebensfragen. Eine Verpflichtung besteht nicht (mündliche Mitteilung).</p>
5	<i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i>	Ja

6	<i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</i>	Nein. Der Kanton hat 28 Gemeinden. Es wäre nicht denkbar, dass sich eine Stelle ausschliesslich mit diesen Themen beschäftigt. Von Amtes wegen ist es das Schulinspektorat.
7	<i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	Der Sozialdienst, Ressort Aidsberatung berät Lehrer und versorgt sie mit Materialien. Er bestreitet punktuell auch Schuleinsätze. Für Materialien sorgt in beschränktem Mass auch die Fachstelle für Suchtprävention und Gesundheitsförderung , sie vermittelt auch Listen von Beratungsstellen. Die Zusammenarbeit unter diesen verschiedenen Beteiligten ist punktuell und funktioniert gut. Die frühere Drogenkommission, die jetzt Kommission für Suchtfragen heisst, setzt sich auch mit Aids auseinander. In diesem Gremium hat auch die Erziehungsdirektion Einsitz.
8	<i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	Es gibt keine spezifischen Mittel für diese Themen. Allfällige Ausgaben werden vom Lehrmittelbudget oder dem Fachbudget der Biologie bestritten. Der Sozialdienst, eine kantonale Stelle, muss von den Schulen nicht entschädigt werden.
9	<i>Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Der Kanton hat keine eigenen Lehrerbildungsanstalten. keine Information Die Ausbildung erfolgt in Zürich und St. Gallen. Eine Weiterbildung zu den Themen gibt es nicht. Die Vorbereitung erfolgt durch Selbststudium und Information, auch LehrerInnenberatung durch den Sozialdienst. keine Information Die kaufmännischen Berufsschullehrer werden bei Anfrage durch den Sozialdienst vorbereitet. Keine Information zur industriell-gewerblichen Berufsschule.
10	<i>Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Stop Aids - so wird's gemacht (ab nächstes Jahr empfohlen) • Infos für Frauen • Schritte ins Leben und Materialienliste des Didaktischen Zentrums und Mediathek des Sozialdienstes. Die Fachstelle für Suchtprävention und Gesundheitsförderung führt in ihrer Medienliste nur einen Titel, der u.a. auch etwas zu Sexualität enthält: 'edel', die Präventionszeitschrift für Jugendliche.
11	<i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Gesundheitserziehung Biologie Die Sexualerziehung ist für das neunte Schuljahr ein Grobziel der Biologie. Das gilt nur für einen Teil der Schülerschaft. Im Lehrplan der Real- und Oberstufe findet sich nichts zu den Themen. Selbstverständlich kann eine Lehrperson bei diesem Lehrplansystem ein Gefäss für die Themen finden, wenn sie das will. Sie ist aber nicht dazu verpflichtet. keine Information Allgemeinbildender Unterricht. Unterrichtseinheiten zu HIV-Prävention sind für die Zukunft denkbar. Keine Information zum KV.

12	<i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i>	<p>jede Lehrkraft selber</p> <p>jede Lehrkraft selber. Der Inspektor hätte die Möglichkeit, nach diesen Themen zu fragen. Da er aber aus Erfahrung weiss, dass die Themen Sexualität und HIV im Unterricht 'behandelt' werden, war er noch nie veranlasst, spezifisch danach zu fragen. Er weiss auch, dass der Schülerdruck gross ist, damit diese Themen zur Sprache kommen.</p> <p>keine Information</p> <p>Schulleitung und einzelne Lehrkräfte</p>
	<i>Primarschule</i>	
	<i>Sekundarstufe I</i>	
	<i>Sekundarstufe II</i>	
	<i>Berufsschule</i>	
13	<i>Wer erteilt den Unterricht?</i>	<p>Lehrkraft</p> <p>Lehrkraft, punktuell der Sozialdienst</p> <p>keine Information</p> <p>Lehrkraft. In der industriell-gewerblichen Berufsschule ist es denkbar, dass in Zukunft wieder externe Fachkräfte zugezogen werden.</p>
	<i>Primarschule</i>	
	<i>Sekundarstufe I</i>	
	<i>Sekundarstufe II</i>	
	<i>Berufsschule</i>	
14	<i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	Zu dieser Frage sind für alle Schulstufen keine Aussagen möglich.
	<i>Primarstufe</i>	
	<i>Sekundarstufe I</i>	
	<i>Sekundarstufe II</i>	
	<i>Berufsschule</i>	
15	<i>Wieniele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	<p>Schätzung:</p> <p>100% Gesundheitserziehung, 90% Sexualerziehung, 30% HIV/Aids-Prävention</p> <p>an die 100% für alle Themen. Für Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention werden im letzten Schuljahr durchschnittlich 19 Stunden aufgewendet.</p> <p>keine Information</p> <p>KV: 100% für HIV/Aids-Prävention, keine Aussage möglich für die anderen Berufsschulen, da die Themen von den Lehrern nicht systematisch behandelt werden, sondern bei Gelegenheit in den Unterricht einfließen.</p>
	<i>Primarschule</i>	
	<i>Sekundarstufe I</i>	
	<i>Sekundarstufe II</i>	
	<i>Berufsschule</i>	
16	<i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Die Sexualerziehung ist in diesen Schulen ganz eindeutig ein Thema.

-
- 17 *Sind in Ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die **Nachhaltigkeit** der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es **Lücken** und wo sind die **Prioritäten**?*
- Die neue Broschüre STOP AIDS - SO WIRD'S GEMACHT wird breit verteilt werden.
- Da Aids im Alltag und in den Medien so diffus und immer wieder angesprochen wird, sieht die Schule ihren Auftrag darin, die Information gebündelt, intensiv und gut strukturiert zu präsentieren, da sonst die Gefahr der Übersättigung gross ist. Die industriell-gewerbliche Berufsschule z.B. denkt daran, wieder externe Fachleute beizuziehen, um neue Impulse zu geben, da das Thema Aids weniger Gewicht hat als früher.
- Die Stundenzahl 'Mensch und Umwelt' wird eventuell zu Gunsten von Englisch reduziert werden. Sonst wird alles so bleiben wie es ist, d.h. Sexualerziehung wird im Rahmen der Gesundheitserziehung durchgeführt; HIV-Prävention ist dort eingebettet. Es ist der Schule überlassen, wie detailliert sie das Thema HIV-Prävention und Sexualerziehung aufnehmen will.
- In diesem kleinen Kanton sind die administrativen und bürokratischen Wege sehr kurz. Bei Bedarf können in kürzester Zeit Massnahmen ergriffen werden. Projekte sind möglich, werden bewilligt und finanziert.
-
- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.9 KANTON GRAUBÜNDEN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Sulser Christian, Adjunkt, Erziehungsdepartement. Amt für Volksschule und Kindergarten, Quaderstrasse 17, 7000 Chur • Janisch Lisa, Geschäftsleiterin, Aids-Hilfe Graubünden, Lür-libadstrasse 15, 7000 Chur • Susanna Siegrist, Leiterin Familien-, Sexual- und Schwangerschaftsberatung GR, Sennensteinstrasse 5, 7000 Chur
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994. • Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Lehrplan Sekundarschule, Kapitel Naturlehre. Chur: 1993. • Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Lehrplan Real- und Sekundarschule, Kapitel Gesundheitserziehung. Chur: 1993. • Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Lehrplan für 4.-6. Klassen, Kapitel Gesundheitserziehung. Chur: 1992. • Departement des Innern und der Volkswirtschaft. Lehrplan für Landwirte, Kapitel Allgemeinbildung. Chur:
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Aidskommission des Kt. GR und Autorenteam. Sexualekunde und Aidsprävention im 7.- 9. Schuljahr in Graubünden, Umfrage 1998 bei rund 1000 16-17-jährigen Jugendlichen. Chur: Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement; Oktober 1998. • Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Aufklärung über die Immunschwächekrankheit AIDS in den Schulen des Kantons Graubünden, Konzept zuhanden der Schulärzte, der Schulträger und der Lehrerinnen und Lehrer. [Konzept]. Chur: Kanton Graubünden; 26.8.1987. • Aids-Kommission des Kt. Graubünden. AIDS-Konzept Graubünden. Chur: 12.12.1990.
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/ Aids - Prävention, Sexualekundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualeziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung
		<p>nein nein* ja</p>
	<i>Sekundarstufe I</i>	<p>* Es besteht eine Empfehlung dafür</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualeziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung
		<p>ja ja ja</p>
	<i>Sekundarstufe II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualeziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung
		<p>keine Information keine Information keine Information</p>

Berufsschule	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung 	ja ja ja
	nach dem Lehrplan für Landwirte	
5	Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?	Nein, die
6	Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?	Ja, das Amt für Volksschule und Kindergarten. Auf der nach-obligatorischen Schulstufe ist jede einzelne Schule verantwortlich, es gibt keine koordinierende Stelle.
7	Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination ?	<ul style="list-style-type: none"> • Familien-, Sexual- und Schwangerschaftsberatung Graubünden • Aids-Hilfe Graubünden • Aids-Kommission des Kantons Graubünden Sehr gute Zusammenarbeit aller Beteiligten
8	Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?	Für die Gesundheitsförderung stehen der Volksschule 10'000 - 15'000 Fr. zur Verfügung. Daraus werden auch die allgemeinen Ausgaben für Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention bestritten. Spezielle Projekte werden zusätzlich finanziert. Ausgaben für diese Themen können gegebenenfalls auch aus dem Lehrerfortbildungsbudget kommen.
9	Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschule	80% der Lehrkräfte fühlen sich genügend vorbereitet. In Zukunft wird das noch besser sein, da Sexualpädagogik zukünftig im Lehrplan der neuen Pädagogischen Fachhochschule integriert sein wird. 100% der Lehrkräfte fühlen sich genügend vorbereitet, teilweise durch Weiterbildungskurse. keine Information Schulinterne SCHILF-Fortbildung gemeinsam durch Familien-, Sexual- und Schwangerschaftsberatungsstelle und Aids-Hilfe. Man schätzt, dass die Lehrer recht gut vorbereitet sind.
10	Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	• Liebe, Sex, Verhüte Aids (auch ital. und räto-romanisch)
11	In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschule	Gesundheitserziehung Überwiegend Biologie, in kleinerem Rahmen auch in der Religion und der Lebenskunde. Ethik, Religion, Sexualkundekurs, Biologie Sexualkundekurs, allgemeinbildender Unterricht (Ethik)
12	Wer ergreift die Initiative für die Durchführung , gibt es eine Kontrolle ? Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschule	jede einzelne Lehrkraft. Lehrerteam. Die Lehrkräfte sprechen sich ab. Sie müssen den Lehrplan zu 'Mensch und Umwelt' gemeinsam erarbeiten. Eine durchgeführte Studie zur Sexualkunde hatte eine gewisse Kontrollfunktion, diese übernehmen auch die Schulräte immer mehr. Schulleitung Schulleitung

13	Wer erteilt den Unterricht? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Auf allen Schulstufen v.a. die Lehrkräfte selbst. Die Fachstellen erreichen gemeinsam ca. 1200 - 1400 SchülerInnen pro Jahr. auch ReligionslehrerInnen und Ärzte/Ärztinnen, weniger auch Fachstellen Biologiefachlehrer, auch Fachstellen auch Fachstellen
14	Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Keine Information
15	Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen) <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	nur wenige für Sexualpädagogik (Schätzung) 90% Sexualerziehung und HIV-Prävention (belegte Zahl) 90% Sexualerziehung, 80% HIV-Prävention (Schätzung) 80% Sexualerziehung, 80% HIV-Prävention (Schätzung)
16	Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?	Auf Initiative von Lehrkräften und Betreuungspersonen werden die Themen in verschiedenen Sonderschulen behandelt. Fachstellen werden nach Bedarf auch zugezogen. Ein Präventionsprojekt 'Behinderte Menschen und Sexualität' ist in Vorbereitung.
17	Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/ Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten ?	<ul style="list-style-type: none"> • Im Amt für Volksschule müsste dringend jemand freigestellt werden, der ca. 30% seiner Zeit der Gesundheitsförderung widmen könnte. • Laut den Empfehlungen der Studie sollen Sexualekunde und HIV/Aids-Prävention mit einem verbindlichen Programm als Pflichtstoffe in die Lehrpläne der Volksschule und der Untergymnasien aufgenommen werden. • Um die Durchführung in den einzelnen Schulhäusern sicherzustellen, wäre überall eine verantwortliche Lehrperson zu bestimmen. • Die Grund- und Fortbildung der Lehrkräfte muss für diese Themen verbessert werden. • In der neuen Pädagogischen Fachhochschule sollte Sexualekunde und Aids-Prävention in die Curricula aufgenommen werden.

NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.10 CANTON DU JURA

1	<i>Principales personnes-ressources contactées</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Alain Beuchat, Responsable de la section enseignement du Département de l'éducation de la République et canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont. Tél. 032-420 54 15. • Mme Liliane Amman, présidente de l'association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle, Rte de Domon 25, 2800 Delémont. Tél. 032-422 27 76.3
2	<i>Documents de référence (bases légales ou administratives)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne: Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ; 1994. • OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne: OFIAMT ; 1996 • République et canton du Jura: Loi scolaire du 20 décembre 1990, art. 59. • République et canton du Jura. Ordonnance scolaire du 29 juin 1993, art. 122. • Acte de promulgation des plans d'étude du 1er août 1993. [Arrêté du département de l'éducation instaurant la généralisation de l'éducation sexuelle à l'école obligatoire.]
	<i>Niveau national</i>	
	<i>Niveau cantonal</i>	
3	<i>Autres documents</i>	
4	<i>Existe-t-il une notion d'obligation concernant la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, le cas échéant la promotion de la santé en milieu scolaire ?</i>	<p>Conformément à la loi scolaire (article 59) l'école participe à l'éducation sexuelle des enfants à plusieurs stades: information sur l'éducation sexuelle et interventions.</p> <p>Les articles 60 et 61 de la loi statuent aussi sur l'éducation à la santé (promouvoir un comportement sain) et l'éducation générale et sociale (EGS) qui a pour but d'initier les enfants à la vie sociale.</p> <p>L'éducation sexuelle est spécifiquement obligatoire pour les niveaux primaire et secondaire 1 en tant qu'interventions programmées organisées directement par le Département.</p> <p>Le thème du VIH est spécifié.</p> <p>Les parents peuvent demander par écrit que leur enfant ne suive pas l'enseignement d'éducation sexuelle (ce droit n'est pas utilisé dans la pratique).</p>
	<i>Ecole primaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH oui ▪ Education sexuelle oui ▪ Promotion (ou éducation) santé oui
	<i>Ecole secondaire I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH oui ▪ Education sexuelle oui ▪ Promotion (ou éducation) santé oui
	<i>Ecoles secondaires II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle non ▪ Promotion (ou éducation) santé non
	<i>Ecoles professionnelles</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle non ▪ Promotion (ou éducation) santé non

5	<i>Le Département chargé de l'éducation est-il responsable pour tous les niveaux d'école, quel que soit le thème ?</i>	Non, les cours professionnels dépendent du Département de l'économie
6	<i>Y a-t-il une structure qui se charge de la mise en œuvre concrète ? (officiellement ou officieusement mandatée)</i>	Concernant les niveaux primaire et secondaire 1, la mise en œuvre se fait au sein de l'organisation scolaire . Pour les plus de 16 ans, la mise en œuvre est disparate. Ce sont les directions des écoles qui décident d'accueillir les intervenant-e-s extérieures (animatrices en éducation sexuelle ou conseillères en planning familial).
7	<i>D'autres acteurs/partenaires officiels sont-ils impliqués ? Comment se passe la collaboration/coordination ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Association des jurassienne des animatrices en éducation sexuelle (ADJAES) • Services de Planning familial Coordination informelle
8	<i>Existe-t-il des moyens financiers pour ces thèmes ? A quels budgets les dépenses sont-elles affectées ?</i>	A l'école primaire et secondaire I, les animatrices sont payées par le Département de l'Education. Depuis 2 ans, ce personnel est mensualisé sur la base d'une moyenne d'heures à effectuer. La formation des animatrices ADJAES est payée par le Département de l'éducation. Ecoles secondaire II: les interventions qui sont faites dans certaines écoles par le planning familial ne sont pas facturées (font partie du cahier des charges des conseillères du planning, dont les subventions viennent du service d'aide sociale). Les interventions ADJAES qui sont facturées pour les écoles secondaires II et professionnelles sont payées par le "budget santé" des écoles. Le Médecin cantonal assure certaines dépenses pour la prévention (par exemple pour la brochure de prévention "Ho les filles").
9	<i>Les intervenant-e-s (externes et internes à l'école) sont-ils préparés à leurs tâches de prévention en santé sexuelle (formation de base, formation continue) ?</i>	Les animatrices en éducation sexuelle et les conseillères en planning familial ont suivi le <i>Cours de base romand / Formations en animation en éducation sexuelle et conseil en planning familial</i> . Le corps enseignant qui s'implique est formé dans le cadre du programme EGS (Education générale et sociale). Les futurs enseignant-e-s étudiant à l'Institut pédagogique ont un cours d'une demi-journée sur le dépistage des abus sexuels des enfants.
10	<i>Quel matériel didactique est mis à disposition des élèves ?</i>	Aucun
11	<i>Dans quel contexte scolaire l'enseignement est-il donné ? <i>Ecole primaire et secondaire I</i></i>	Périodes d'enseignement d'éducation sexuelle faite par des intervenantes spécialisées (voir ci-dessous: couverture). Les programmes scolaires et les plans d'étude de l'école obligatoire renvoient au corps enseignant la possibilité de traiter en classe des thématiques complémentaires dans le cadre de EGS comme: moi, moi et autrui. C'est laissé à l'appréciation de l'enseignant-e. Il n'y a pas de période d'enseignement prévue au programme. Dans chaque établissement, il y a un médiateur à disposition des élèves: "Relais prévention". Une présentation de son rôle et de sa disponibilité est transmise à tous les élèves. Dans certaines écoles, les élèves ont obligatoirement un rendez-vous avec le médiateur durant leur formation. Les médiateurs peuvent être actifs pour organiser des événements ponctuels - semaines hors cadres, actions en collaboration avec des intervenant-e-s extérieurs (animatrices en éducation sexuelle). Des cours et interventions extérieurs sont possibles mais pas organisés systématiquement.
	<i>Ecoles professionnelles</i>	Idem

12	<i>Qui prend les initiatives sur le terrain, y a-t-il un contrôle ?</i> <i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i>	Application du programme Initiative des intervenantes (ADJAES ou planning familial, selon les écoles)
13	<i>Qui fait les interventions ?</i> <i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i>	Animatrices en éducation sexuelle (interventions extérieures) Animatrices ou conseillères en planning familial
14	<i>Y a-t-il une certaine homogénéité dans le contenu des interventions ?</i> <i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i>	Oui, à travers la formation commune des intervenantes. Seulement lorsque des interventions externes ont lieu
15	Couverture: <i>quelle est la proportion des élèves touchés ? (estimation ou chiffres disponibles)</i> <i>Ecole primaire</i> <i>Ecole secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i>	100%e (2 x 2 leçons en 4ème) 100% (2x2 leçons en 6ème ; 2x2 leçons en 8ème ; 1x2 leçon en 9ème (VIH spécifié) Actions ponctuelles, chiffre inconnu Centre artisanal de Delémont (apprentis métiers industrie et artisanat): l'habitude d'une leçon par an est en train de s'instaurer. A l'Ecole de Commerce, le planning familial vient de passer un accord pour que chaque apprenti-e ait au moins une ou deux leçons sur l'ensemble de son apprentissage. Autres écoles où des interventions ont lieu: école de soins infirmiers, école ménagère de l'institut agricole.
16	<i>Dans quelle mesure les thèmes sont-ils abordés dans les classes spéciales (enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire) ?</i>	En général, deux leçons par année d'éducation sexuelle.
17	<i>Des mesures sont-elles prévues ou possibles dans votre canton pour assurer la continuité de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle ? L'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 est-il atteint ou atteignable dans votre canton ? Y a-t-il des lacunes et comment voyez-vous les priorités ?</i>	L'éducation sexuelle est institutionnalisée et sa continuité est garantie par la loi et l'organisation scolaire pour ce qui concerne l'enseignement obligatoire. Il existe des possibilités de relais avec le domaine plus général de la santé et du bien-être de la part du corps enseignant, selon le concept EGS (Education générale et sociale). L'avenir: renforcer les interventions et les assurer de manière plus systématique pour les niveaux du secondaire II et les cours professionnels. Lacunes: la généralisation des interventions extérieures est freinée par le manque de personnel. Actuellement, deux nouvelles animatrices sont en formation, et cet apport permettra de développer la couverture.

NB. Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons: Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.

15.11 KANTON LUZERN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Erich Lipp, Oberstufenlehrer und Beauftragter für 'Lebenskunde', Titlisstrasse 3, 6045 Meggen • Dr. Bruno Wettstein, Leiter Abteilung Schulentwicklung, Amt für Volksschulbildung, Kellerstrasse 10, 6002 Luzern • Peter Rothenfluh, Leiter Gruppe Gymnasien, Bahnhofstrasse 18, 6002 Luzern • Sylvia Hausammann, Verantwortliche Bereich Jugendliche, Aids-Hilfe Luzern, Postfach 6183, 6000 Luzern • Fritz Vogel, Lehrerinnen- und Lehrerweiterbildung Luzern, Sentimatt 1, 6003 Luzern
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996.
	<i>Kantonale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994. • Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Fachschaft Naturlehre - Biologie. Lehrplan Kantonsschule Luzern, Naturlehre.
3	<i>Anderer Dokumente</i>	keine
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/ Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung
	<i>Sekundarstufe I</i>	<p>Nach Lehrplan. 'körperliche Entwicklung und Sexualität' werden zwar als zentrale Aspekte des Arbeitsfeldes 'gesunder/kranker Mensch' bezeichnet, das Grobziel 2 "die eigene Geschlechtlichkeit bejahen ..." besteht; eine ausgesprochene Verpflichtung dazu konnten wir aber nicht feststellen.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung
	<i>Sekundarstufe II</i>	<p>nach Lehrplan im Rahmen der 'Lebenskunde', im obligatorischen Teil 'Sexualität'. Die Schüler der Untergymnasien (15 -20%) haben andere Lehrpläne, die Themen sind auch dort verbindlich.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung <p>Gemäss Biologie-Lehrplan.</p>

<i>Berufsschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung 	<p>nein nein nein</p>
<p>Nach gesamtschweizerischem Rahmenlehrplan: Gesundheit und Sexualität sind als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik erwähnt. Diese Themen, wie auch die HIV/Aids-Prävention sind dort nicht explizit obligatorisch. Die Umsetzung dieses Rahmenlehrplans obliegt den einzelnen Berufsschulen.</p>		
<p>5 Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungs- und Kulturdepartement?</p>	Ja	
<p>6 Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/oder sich damit beschäftigt?</p>	<p>Keine einzelne Dienststelle, sondern Verantwortliche für die verschiedenen Schulstufen. Primarschule: Beauftragter für Mensch und Umwelt, Amt für Volksschulbildung Sekundarstufe I: Beauftragter für Lebenskunde, Amt für Volksschulbildung Sekundarstufe II: Leiter Gruppe Gymnasien, Erziehungs- und Kulturdepartement Berufsschule: keine Information</p>	
<p>7 Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Aids-Hilfe Luzern • ELBE, Sexual- und Schwangerenberatungsstelle Luzern • Gesundheitsbeauftragte im Amt für Unterricht <p>Keine Koordination der Aktivitäten auf kantonaler Ebene, Zusammenarbeit mit den Fachstellen und punktuell mit der Gesundheitsbeauftragten im Amt für Volksschulbildung.</p>	
<p>8 Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</p>	<p>Für die Volksschule gibt es ein kleines Budget für die Gesundheitserziehung. Für die HIV-Prävention und die Sexualerziehung steht wenig Geld zur Verfügung. Berufsschule: Abklärungen zur Finanzierung der Aids-Hilfe Luzern, die verschiedene Unterrichtseinheiten bestreiten wird, sind im Moment in Gange.</p>	
<p>9 Werden die Lehrkräfte/externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? <i>Primarschule</i></p>	<p>in jedem der acht LehrerInnenseminarien individuell gehandhabt, es gibt in den grössten Seminarien aber eine Fachdidaktik zu 'Mensch und Umwelt'. Der Aspekt Geschlechtererziehung hat ein gewisses Gewicht. Diese Lehrkräfte werden von den Universitäten nicht speziell auf sexual- oder sozialpädagogische Fragen vorbereitet. An einem halben Tag werden fachunspezifische Fragen abgehandelt ('alles, was sonst noch so auf Lehrer zukommt'). Freiwilliges Weiterbildungsangebot bei der Lehrerinnen- und Lehrerbildung Luzern: Berufseinführungskurse für Lehrpersonen in den ersten Berufsjahren. Ca. 20 Lehrer pro Jahr bilden sich spezifisch sozialpädagogisch weiter (1 Woche mit Folgeveranstaltungen) Weiterbildungskurs zu Sexualerziehung und Aidsprävention wird regelmässig angeboten und durchgeführt.</p>	
<i>Sekundarstufe I</i>	keine Information	
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information	
<i>Berufsschule</i>	keine Information	

10 Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	<ul style="list-style-type: none"> • Aids- Steck dich nicht an. 1990 • Wachsen und Erwachsenwerden. 1987 • Schritte ins Leben 1995 • Das Aufklärungsbuch 1990 • Arbeitsunterlagen des Kt Zug, 1997 <p>Ausführliche Lehrmittelhinweise und Bezugsquellen finden sich im Lehrplan, inkl. Medienpakete, Videos, etc. Die Pädagogischen Medienzentren verfügen über alles neueste Material.</p>
11 In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?	<p>Primarschule I 'Mensch und Umwelt' - Themenkreis gesunder/kranker Mensch</p> <p>Sekundarstufe I 'Lebenskunde' - Teil 'Sexualerziehung'. Fächerübergreifend. Die Lebenskunde ist dreiteilig aufgebaut, ein eigenständiger Teil ist die Sexualerziehung. Klassenlehrerstunde, Biologie (am Untergymnasium)</p> <p>Sekundarstufe II Biologie</p> <p>Berufsschule Allgemeinbildende Fächer (nach Rahmenlehrplan).</p>
12 Wer ergreift die Initiative für die Durchführung , gibt es eine Kontrolle ?	<p>Primarschule jede einzelne Lehrkraft. Durch das sog. Übergabeheft, das jede Lehrperson führt, kann eine gewisse Kontrolle vorgenommen werden, welche Lernbereiche berücksichtigt wurden.</p> <p>Sekundarstufe I jede einzelne Lehrkraft. Der schulärztliche Fragebogen gegen Ende der Schulzeit stellt den Schülern konkrete Fragen zum erhaltenen Unterricht. Ganz grobe Lücken könnten dort vielleicht festgestellt werden. Wir wissen nicht, wie und ob dieser Fragebogen ausgewertet wird. Es wurde mitgeteilt, dass viele Lehrer die Themen umgehen, obwohl sie obligatorisch sind.</p> <p>Sekundarstufe II Schulleitung. Es gibt keine Kontrolle.</p> <p>Berufsschule Schulleitung. In Zukunft wird es möglich sein, zu 'kontrollieren', wieviele Klassen an den Impulswochen der Aids-Hilfe Luzern teilnehmen.</p>
13 Wer erteilt den Unterricht?	<p>Primarschule LehrerInnen</p> <p>Sekundarstufe I LehrerInnen</p> <p>Sekundarstufe II LehrerInnen</p> <p>Berufsschule LehrerInnen und externe Fachleute</p>
14 Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte ?	<p>Primarschule Die Lehrkräfte gestalten die Umsetzung der Vorgaben im Lehrplan sehr individuell, so dass man trotz des klaren Lehrplanes nicht von einheitlichen Inhalten sprechen kann.</p> <p>Sekundarstufe I Die Lehrkräfte gestalten die Umsetzung der Vorgaben im Lehrplan sehr individuell, so dass man trotz des klaren Lehrplanes nicht von einheitlichen Inhalten sprechen kann.</p> <p>Sekundarstufe II keine Angaben</p> <p>Berufsschule einheitlich, wenn von den externen Fachleuten vermittelt, ansonsten keine Angaben</p>
15 Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)	<p>Primarschule Schätzung Gesundheitserziehung 100%, Sexualerziehung 65%. Über die Anzahl der Unterrichtseinheiten lässt sich nichts sagen. Es steht den Lehrpersonen frei, eigene Schwerpunkte zu setzen. Selbstverständlich</p>

<i>Sekundarstufe I</i>	können Gesundheitsthemen in allen Fächern zur Sprache kommen.
<i>Sekundarstufe II</i>	100% für alle Themen. Aufwand ca. 30 Jahresstunden.
<i>Berufsschule</i>	60%
	Das wird man erst in Zukunft sagen können, wenn die Unterrichtseinheiten von der Aids-Hilfe bestritten werden.
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Keine Information
17 <i>Sind in Ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i>	<p><u>Berufsschulen:</u> Die Berufsschule verhandelt mit der Aids-Hilfe Luzern: Absicht ist, alle Lehrlinge des 1. Jahres mittels Teilnahme an einer Gesundheits-Impulswoche zu erreichen. Es stünde den Klassenlehrern frei, ob sie vom Angebot Gebrauch machen wollen. Es würde sich um 1000 Schüler jährlich handeln.</p> <p>Wünsche und Anregungen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Unbedingt bei der Grundausbildung intervenieren, besonders für die Sekundarschullehrer, die ja dann das Fach obligatorisch erteilen müssen. • Bessere Zielvereinbarungen mit den Lehrern. Das Fach 'Lebenskunde' muss mehr Gewicht bekommen. Es sollte vielleicht obligatorische Kurse für Junglehrer geben. Irgendeine Qualitätskontrolle ist dringend nötig. Der Lehrplan garantiert nichts, besonders die 'schwierigen' Themen werden von vielen Lehrkräften umgangen. • Richtlinien für diejenigen Lehrer machen, die ganz hilflos sind. Unterrichtseinheiten abgeben. • Impulse müssen von eidgenössischer Ebene, z.B. vom BAG kommen. In Form von Argumentarium und Dokumentation für alle Stufen. Dieser Kanton würde die Umsetzung sofort in die Wege leiten, doch fehlen Ressourcen, das im Alleingang zu tun.
NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.	

15.12 CANTON DE NEUCHATEL

-
- 1 *Principales personnes-ressources contactées*
- Jacques Laurent, Chef du Service de la Jeunesse, Département de l'Instruction publique et des affaires culturelles du Canton de Neuchâtel, Place des Halles 8, 2000 Neuchâtel. Tél. 032-889 69 60.
 - Cristina de Castro, conseillère aux apprentis, Centre professionnel du littoral neuchâtelois (CPLN), Maladière 84, 2000 Neuchâtel. Tél. 032-717 40 68.
 - Christine Maquelin, GIS (Groupe Information sexuelle et éducation à la santé), Terreaux 7, 2000 Neuchâtel. Tél. 032-724 01 22.
 - Daphné Berner, médecin cantonal, Service de la santé publique, Rue Pourtalès 2, CP 1340, 2001 Neuchâtel. Tél. 032-889 62 00.
-
- 2 *Documents de référence (bases légales ou administratives)*
- Niveau national*
- Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne: Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ; 1994.
 - OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne: OFIAMT ; 1996
- Niveau cantonal*
- Loi cantonale de santé du 6.2.95
 - Arrêté du 10 janvier 1992 concernant la médecine scolaire. Convention établie par le Département de l'Intérieur [Aujourd'hui: "Département Justice, santé et sécurité"]déterminant les prestations obligatoires du médecin des écoles. Neuchâtel (ci-dessous : Convention)
 - Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi sur l'organisation scolaire (du 12 mai 1999). Neuchâtel. (Ci-dessous : Rapport du 12 mai 1999)
 - Motion Michel Schaffter acceptée par le Grand Conseil le 22 mai 1996. (Ci-dessous. Motion Schaffter).
-
- 3 *Autres documents*
- Groupe Information sexuelle et éducation à la Santé (GIS). Rapport d'activité Année scolaire 1998-1999. Neuchâtel : GIS ;1999. (Ci-dessous : Rapport GIS 99).
 - Rapport du groupe de travail sur la médecine scolaire de demain. Neuchâtel: SSJ ; janvier 1997 (disponible au Service de la Jeunesse).
 - Des journées Santé pour les adolescents: Lignes directrices. Neuchâtel : Groupe de coordination du GIS ; 1998.
 - Abus sexuels : dialogue entre parents et enfants. Neuchâtel : GIS ; 1999.
 - Abus sexuels : Service d'aide aux victimes d'abus sexuels (SAVAS). La Chaux-de-Fonds : SAVAS ; 1999.
-
- 4 *Existe-t-il une notion d'obligation concernant la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, le cas échéant la promotion de la santé en milieu scolaire ?*
- L'article 44 de la Loi cantonale de santé traite de l'information et de l'éducation à la santé pour toute la population, dont la jeunesse et les enfants des écoles. L'article 46 porte sur la surveillance médicale et dentaire dans les écoles (scolarité obligatoire). L'alcoolisme et la toxicomanie ont une article spécial, mais pas le thème de la sexualité. Le Service de la santé publique est garant de la médecine scolaire, selon l'arrêté sur la médecine scolaire du 10.01.92. Cet arrêté oblige les communes à faire une convention relative à la médecine scolaire pour les établissements de l'école obligatoire et des classes enfantines. Cette Convention, entre la commission scolaire ou la direction d'école concernée et le médecin des écoles définit les tâches concernant l'éducation à la santé et l'éducation sexuelle :
- "Article 8 - Le médecin des écoles est responsable d'une éducation à la santé dont les sujets abordés comprennent : l'information sexuelle, la

prévention des abus de substances nocives à la santé, l'hygiène, des notions de premiers secours." Les heures consacrées et les niveaux de scolarité à toucher sont fixés. "Dans la mesure du possible, le médecin des écoles établit un dialogue relatif à l'information avec les parents ou associations de parents. Cette éducation vise notamment à développer le sens des responsabilités des jeunes et le respect d'autrui, à renforcer l'affirmation de soi et à faire des choix autonomes. Elle repose sur une approche globale de la santé et du bien-être."

La Motion Schaffter adoptée en 1996 par le Grand Conseil demande au Conseil d'Etat de prendre les mesures nécessaires pour élaborer un projet cantonal de médecin scolaire et d'éducation à la santé. Un projet destiné à concrétiser cette décision de cette motion a suscité des oppositions ultérieures, dues à des problèmes de répartition des charges financières entre les communes et le canton. Le Conseil d'Etat prépare une nouvelle réglementation pour 2001. Une structure cohérente régissant le domaine de la politique de santé en faveur de la jeunesse est en train de s'élaborer dans ce cadre. Pour la préparer, les personnes et organismes intéressés sont consultés, notamment à travers les assises du 21 octobre 1999 : "Réflexion concernant une politique cantonale de santé et d'appui à la jeunesse." (document de présentation, signé conjointement par la cheffe du département de la justice, de la santé et de la sécurité et le chef du Département de l'instruction publique et des affaires culturelles (ci-dessous DIPAC)).

<i>Ecole primaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Prévention VIH</i> oui (implicite) ▪ <i>Education sexuelle</i> oui (explicite) ▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i> oui (explicite)
<i>Ecole secondaire I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Prévention VIH</i> oui ▪ <i>Education sexuelle</i> oui ▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i> oui
<i>Ecoles secondaires II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Prévention VIH</i> non ▪ <i>Education sexuelle</i> non ▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i> oui
<i>Ecoles professionnelles</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Prévention VIH</i> non ▪ <i>Education sexuelle</i> non ▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i> oui
5 <i>Le Département chargé de l'éducation est-il responsable pour tous les niveaux d'école, quel que soit le thème ?</i>	<p>Oui.</p> <p>Remarque : la santé scolaire relève de deux départements : Département de la justice, de la santé et de la sécurité et DIPAC. La convention avec les médecins scolaires est ratifiée par le premier, avec copie au second.</p> <p>La nouvelle réglementation prévue pour le 1er janvier 2001 tendra à harmoniser les compétences des départements.</p>
6 <i>Y a-t-il une structure qui se charge de la mise en œuvre concrète ? (officiellement ou officieusement mandatée)</i>	<p>Pour les niveaux primaire et secondaire I, la mise en œuvre dépend du Service de la jeunesse du DIPAC et du Service de la santé publique. Pour le moment, le travail de ces deux services est centré sur la préparation de concepts et de directives. Le futur projet comportera aussi un aspect de structure et de coordination.</p>
7 <i>D'autres acteurs/partenaires officiels sont-ils impliqués ? Comment se passe la collaboration/coordination ?</i>	<p>La répartition des tâches entre les différents acteurs est liée à des accords qui passent par la décision des communes (niveau de l'école obligatoire).</p>

Le **Groupe Information sexuelle et éducation la Santé (GIS)** dispose d'une offre d'intervenant-e-s- spécialisés sur l'ensemble des questions d'éducation à la santé et d'éducation sexuelle à l'intention des communes. 56 d'entre elles sur 62 ont un arrangement avec le GIS pour des prestations d'éducation à la santé (Niveau primaire et secondaire¹).

Les "Journées Santé" organisées par le GIS font appel à un réseau de services (**Drop-In, Groupe Sida Neuchâtel, Planning familial, Service médico-social et autres collaborateurs**).

Les **médecins conventionnés** font directement le travail d'éducation à la santé dans les autres communes.

Dans les trois grandes communes du canton (Neuchâtel, La Chaux de Fonds, Le Loclé) les services de médecine scolaire s'organisent de manière indépendante de la Convention. Ils prennent des initiatives dans le domaine de l'éducation à la santé, y compris l'éducation sexuelle. Ils collaborent au sein de l'école avec le corps enseignant et les médiateurs.

La **Fondation Prévention Santé (FOPS)** de la Ville de La Chaux de Fonds, animée par le médecin scolaire de cette commune, développe des projets de promotion de la santé pour l'ensemble des écoles de la ville (sauf les apprentis), en relation avec le programme "Ecoles en santé" de l'OFSP.

Les médiateurs au sein du corps enseignant ne participent pas directement à l'éducation à la santé (leur tâche est centrée sur l'appui individuel aux élèves en difficulté).

Ecoles professionnelles : Il existe un "Groupe Santé" assuré par les conseillers et conseillères aux apprentis. (Ces fonctions n'existent pas dans toutes les écoles). La santé fait partie de la mission générale des conseillers-ères et ils organisent des actions annuelles sur le thème.

8 *Existe-t-il des **moyens financiers** pour ces thèmes ? A quels budgets les dépenses sont-elles affectées ?*

Le total des dépenses cantonales pour l'ensemble des services de santé scolaire est estimé à 6 millions. Un détail des budgets et des dépenses est en cours d'élaboration.

Les salaires et frais de personnel du GIS liés à l'animation (soit interventions dans les écoles et réunions de parents) pour l'année 1998-1999 représentent une somme d'environ 200'000 francs (Rapport GIS 99).

Les communes et le canton se partagent à parts égales les dépenses liées à l'éducation à la santé au niveau de l'enseignement obligatoire. La nouvelle réglementation en préparation réexaminera la question. Pour les écoles secondaires II, les écoles disposent de certains fonds pour des interventions extérieures. Des données plus précises manquent.

Ecoles professionnelles : idem

9 *Les **intervenant-e-s** (externes et internes à l'école) sont-ils préparés à leurs tâches de prévention en santé sexuelle (**formation de base, formation continue**) ?*

Ecole primaire

Ecole secondaire I et II

Ecoles professionnelles

Le personnel du GIS est formé dans le cadre du *cours de base romand d'éducation sexuelle et de planning familial* et des stages qui l'accompagnent. L'équipe bénéficie d'une supervision et à bénéficier d'une formation continue. Il n'y a probablement pas d'homogénéité avec les apports des autres types de personnel impliqués.

Formation de base du corps enseignant : le GIS a fait 3 interventions à l'Ecole normale de Neuchâtel en 98-99.

Dans la formation de base du Séminaire pédagogique de l'enseignement secondaire SPES, il n'y a pas de formation à la santé. (Cette situation sera modifiée par le projet de la future HEP (Haute école pédagogique) qui intégrera systématiquement une sensibilisation à cette problématique et une formation continue ad hoc, ceci pour tous les degrés d'enseignement).

Formation de base : Le thème n'est pas traité à l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle (ISFPF) de Lausanne.

Formation continue : données manquantes.

10	<i>Quel matériel didactique est mis à disposition des élèves ?</i>	Pas de matériel systématiquement distribué
11	<i>Dans quel contexte scolaire l'enseignement est-il donné?</i> <i>Ecole primaire</i> <i>Ecole secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i>	Cours selon le programme conventionné : 8 période en 5ème année Cours selon programme conventionné : 8 périodes en 7ème année et 8 périodes en 9ème année. Pas de programme minimum. Actions ponctuelles, <i>Semaines santé</i> dans certaines écoles. Dans les écoles où le "groupe santé" fonctionne : deux "campagnes santé" par année.
12	<i>Qui prend les initiatives sur le terrain, y a-t-il un contrôle ?</i> <i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i>	Application du programme minimum conventionné, soit avec le GIS, soit avec les médecins. D'autres initiatives, comme les "Journées santé", sont prises par des intervenants de différentes organisations de prévention qui se sont mis d'accord avec les écoles qui les accueillent (cf. p 11-12- du Rapport GIS 99) Certaines écoles ont établi un programme de cours annuels ou d'actions ponctuelles (semaines santé) avec ou sans intervenants extérieurs. Les habitudes sont différentes d'une école à l'autre. Les campagnes préventives dans le domaine de la santé font partie de la mission du conseiller ou de la conseillère aux apprentis. Dans certaines écoles il y a un "groupe santé". (4,7 postes de conseillers aux apprentis existent sur l'ensemble du canton. Leur premier rôle est le soutien des élèves et des familles en difficultés.)
13	<i>Qui fait les interventions ?</i> <i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i>	GIS, personnel du service santé scolaire, médecins scolaires Corps enseignant, intervenant-e-s extérieurs (GIS) Conseiller-ères aux apprentis et enseignant-e-s
14	<i>Y a-t-il une certaine homogénéité dans le contenu des interventions ?</i> <i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i>	L'homogénéité est à la formation commune du personnel du GIS, mais le GIS n'est pas le seul intervenant. Le programme des interventions est spécifié : éducation sexuelle, prévention des abus de substances nocives (drogues légales et illégales), notions d'hygiène et quelques notions de premiers secours. Rien n'est spécifié - Rien n'est spécifié : la conseillère contactée signale la nécessité du "rappel" annuel du thème "prévention VIH/sida".
15	Couverture : <i>quelle est la proportion des élèves touchés ? (estimation ou chiffres disponibles)</i> <i>Ecole primaire</i> <i>Ecole secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i>	Remarques : il existe certains doutes sur la couverture estimée à 100%. 100% 100% - il est possible qu'il y ait des lacune en ville de Neuchâtel Chiffre difficile à estimer (une minorité reçoit une période de cours) les actions ponctuelles ("semaines santé", 1er Décembre) varient d'une école à l'autre. Enseignement dans le cadre des sciences naturelles : données manquantes.
16	<i>Dans quelle mesure les thèmes sont-ils abordés dans les classes spéciales (enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire) ?</i>	Les classes spéciales sont couvertes par la Convention pour l'école obligatoire. Voir p. 13 du Rapport GIS 99, la liste des institutions dans lesquelles le GIS intervient, habituellement en co-animation (au total : 159 période de cours).

-
- 17 Des **mesures** sont-elles prévues ou possibles dans votre canton **pour assurer la continuité** de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle ? L'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 est-il atteint ou atteignable dans votre canton ? Y a-t-il des **lacunes** et comment voyez-vous les **priorités** ?
- L'obligation de traiter l'information sexuelle à l'école est solidement imposée pour l'école obligatoire. La prévention VIH/sida n'est pas mentionnée dans les textes de référence, mais elle est intégrée au contenu de l'éducation sexuelle qui est dispensée par un personnel spécialisé.
- La situation est plus floue pour les plus de 16 ans. Les trois importants débats qui ont eu lieu entre 1996 et 1999, à partir desquels un nouveau projet pour la promotion de la santé à l'école se prépare, ont permis de revoir concrètement la question des ressources financières nécessaires pour faire le travail. C'est au Conseil d'Etat et aux deux services concernés (jeunesse et santé publique) qu'incombe la responsabilité de garantir la réponse minimum aux besoins d'information et de sensibilisation dans les différents niveaux d'école. La prévention est présente dans le processus de préparation d'une politique cantonale de santé et d'appui à la jeunesse. Mais la démarche porte sur l'ensemble des prestations de santé, y compris les prestations curatives, les dépistages de la médecine scolaire, le soutien social, les apports des psychologues, de la psychomotricité de l'orthophonie.
- Les thèmes de la santé sexuelle sont envisagés dans l'ensemble de la promotion de la santé à l'école. Le but est de les traiter en tenant compte des motivations, des demandes et des attentes des établissements scolaires et en dialoguant avec les communautés concernées.
- L'avenir est aux projets construits au sein des établissements et en fonction des problématiques qu'ils veulent traiter.
- En tant que ressource principale reconnue sur la santé sexuelle, le GIS a un rôle à jouer pour que la qualité et la continuité de la prévention en santé sexuelle soit présente dans les décisions à venir. Mais le GIS n'est pas le seul partenaire sur le terrain car les services médicaux des grandes agglomérations (Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle) et certains médecins scolaires sont également acteurs dans le domaine
-

NB. Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons : Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.

15.13 KANTON NIDWALDEN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	• Herr Albert Odermatt, Ennetmooserstrasse 13, 6370 Stans
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i>	
	<i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994.
	<i>Kantonale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt, Primarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS⁸⁷; 1993. • Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1995.
3	<i>Andere Dokumente</i>	• Didaktisches Zentrum Stans. Medienliste zu Sexualerziehung und Aids. Stans: Bildungsdirektion Kanton Nidwalden; 1999.
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i>	
	<i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung nein; möglicher Inhalt ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja <p>Laut Lehrplan. 'körperliche Entwicklung und Sexualität' werden zwar als zentrale Aspekte des Arbeitsfeldes 'gesunder/kranker Mensch' bezeichnet, das Grobziel 2 "die eigene Geschlechtlichkeit bejahen ..." besteht; eine ausgesprochene Verpflichtung konnten wir aber nicht feststellen.</p>
	<i>Sekundarschule I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja <p>Laut Lehrplan im Rahmen der 'Lebenskunde', im obligatorischen Teil 'Sexualität'.</p> <p>Dieser Lehrplan gilt nicht für die Schüler (ca. 18%) des Untergymnasiums.</p>
	<i>Sekundarstufe II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention keine Information ▪ Sexualerziehung keine Information ▪ Gesundheitserziehung/-förderung keine Information
	<i>Berufsschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung nein ▪ Gesundheitserziehung/-förderung nein <p>Laut gesamtschweizerischem Rahmenlehrplan: Gesundheit und Sexualität sind als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik erwähnt. Diese Themen, wie auch die HIV/Aids-Prävention sind dort nicht explizit obligatorisch. Die Umsetzung dieses Rahmenlehrplans obliegt den einzelnen Berufsschulen.</p>

⁸⁷ Dieses Gremium nennt sich heute 'Bildungsplanung Zentralschweiz'

5	Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?	Ja
6	Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?	Nein, keine eigentliche Stelle. Für die Sekundarstufe I erfüllt der Fachberater für Lebenskunde diese Funktion.
7	Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?	<ul style="list-style-type: none"> • Fachstelle für Prävention • Konzeptgruppe für Gesundheitsförderung <p>Der Fachberater für Lebenskunde gewährleistet eine gewisse Koordination, da er in die Fachstelle und die Konzeptgruppe Einsicht hat.</p> <p>Überregional: Alle zentralschweizerischen Fachberater für Lebenskunde (inkl. Oberwallis und der deutschsprachige Teil von Fribourg) unterhalten regelmässige Kontakte und arbeiten sehr vernetzt.</p>
8	Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?	Es gibt heute keine spezifischen Budgets für die Themen. Zukünftig werden allfällige Ausgaben über schulinterne Budgets oder über kantonale/interkantonale Weiterbildungsprogramme kommen. Sie werden nach Bedarf beantragt.
9	Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschulen</i>	<p>Die Lehrer werden nicht im Kanton selbst ausgebildet. Ein Weiterbildungsangebot besteht im Kanton selber, ausserkantonale Kurse sind auch zugänglich. Die geleistete Arbeit zu den Themen wird auf der Ebene der Wissensvermittlung als gut bezeichnet.</p> <p>in jedem Lehrerseminar der Zentralschweiz individuell gehandhabt, es gibt in den grössten Seminarien aber eine Fachdidaktik zu 'Mensch und Umwelt'. Der Aspekt Geschlechterziehung hat ein gewisses Gewicht.</p> <p>Diese Lehrer werden von den Universitäten nicht speziell auf sexualpädagogische Fragen vorbereitet. An einem halben Tag werden pädagogisch fachunspezifische Fragen abgehandelt ('alles, was sonst noch so auf Lehrer zukommt').</p> <p>Freiwilliges Weiterbildungsangebot bei der Lehrerinnen- und Lehrerbildung Luzern: Berufseinführungskurse für zukünftige Lehrer.</p> <p>keine Information</p> <p>keine Information</p>
10	Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	<ul style="list-style-type: none"> • Schritte ins Leben, Schüler-/Lehrerbuch. 1999/1997 • Wachsen und Erwachsenwerden. 1987 • Das Aufklärungsbuch 1990 • Dossier Sexualität. Frauenzentrale Zug. 1997 <p>Ausführliche Lehrmittelhinweise und Bezugsquellen finden sich im Lehrplan, inkl. Medienpakete, Videos, etc.</p> <p>Eine umfangreiche Liste mit weiteren Titeln im Didaktischen Zentrum Stans.</p>
11	In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? <i>Primarschule I</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschulen</i>	<p>'Mensch und Umwelt' - Themenkreis gesunder/kranker Mensch</p> <p>'Lebenskunde' - Teil 'Sexualerziehung'. Das Fach Lebenskunde ist dreiteilig, ein eigenständiger Teil ist die Sexualerziehung.</p> <p>keine Information</p> <p>Allgemeinbildende Fächer - Ethik (nach Rahmenlehrplan).</p>

12 <i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i>	jede einzelne Lehrkraft jede einzelne Lehrkraft. Eine informelle Kontrolle wird durch den Fachberater Lebenskunde ausgeübt. Er trifft sich regelmässig mit den Lehrpersonen und hat einen guten Eindruck. Das Inspektorat hat einen formellen Auftrag, über die Umsetzung des Lehrplans zu wachen. Der Fragebogen des schulärztlichen Dienstes würde allfällige offensichtliche Lücken aufzeigen.
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
<i>Berufsschulen</i>	keine Information
13 <i>Wer erteilt den Unterricht?</i>	Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrkräfte selber. Der Einsatz von betroffenen HIV-positiven Personen in den Klassen wurde teilweise kritisch qualifiziert.
<i>Primarschule I</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	
<i>Sekundarstufe II</i>	
<i>Berufsschulen</i>	
14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	keine Information Durch das einheitliche Lehrmittel ist viel Inhaltliches garantiert. keine Information keine Information
<i>Primarschule I</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	
<i>Sekundarstufe II</i>	
<i>Berufsschulen</i>	
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	Schätzung keine Information 100% für alle Themen. Die aufgewandte Stundenzahl lässt sich nicht angeben, da es den Lehrern freigestellt ist, selbst Schwerpunkte zu setzen. Längere Unterrichtsblöcke sind empfohlen.
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
<i>Berufsschule</i>	keine Information
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Keine Information
17 <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i>	Für die Volksschule braucht es keine weiteren Massnahmen, da alles sehr gut läuft. Die Ziele des Programms sind für diese Stufe erreicht.

NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.14 KANTON OBWALDEN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Lydia Hümbeli, Sachbearbeiterin, Fachstelle Gesundheitsförderung, Brünigstrasse 178, 6060 Sarnen • Stephan Krummenacher, Rektor Berufsschule, BWZ Obwalden, 6061 Sarnen 																		
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA); - Bern: 1. August 1996. 																		
	<i>Kantonale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. - Bern: 1994. • Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Lehrplan der Kantonsschule Obwalden, Grundlagenfach Biologie. • Lehrplan der Kantonsschule Obwalden, Ergänzungsfach Biologie. 																		
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Fachstelle Suchtprävention, Schulgesundheitsdienst Kanton Obwalden. Umfrage zur Gesundheitsförderung im Schulbereich, Resultate und Schlussfolgerungen. Sarnen: 1999. • Fachstelle Suchtprävention, Schulgesundheitsdienst Kanton Obwalden. Umfrage zur Gesundheitsförderung im Schulbereich, Resultate und Schlussfolgerungen. Sarnen: 1999. • Radix Gesundheitsförderung. Obwaldner Gesundheitsagenda 2000. Sarnen: Gesundheits- und Sozialdepartement Obwalden; 1999. 																		
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1413 911 1440">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1413 1174 1440">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1440 852 1467">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1440 1337 1467">nein, aber möglicher Inhalt</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1489 986 1516">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1516 1145 1543">ja</td> </tr> </table> <p data-bbox="703 1552 1394 1697">Gemäss Lehrplan. 'Körperliche Entwicklung und Sexualität' werden zwar als zentrale Aspekte des Arbeitsfeldes 'gesunder/kranker Mensch' bezeichnet, das Grobziel 2 "die eigene Geschlechtlichkeit bejahen ..." besteht; eine ausgesprochene Verpflichtung konnten wir aber nicht feststellen.</p> <table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1704 911 1731">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1704 1145 1731">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1731 852 1758">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1731 1145 1758">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1758 986 1785">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1758 1145 1785">ja</td> </tr> </table> <p data-bbox="703 1812 871 1839">nach Lehrplänen</p> <table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1845 911 1872">▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td data-bbox="1129 1845 1174 1872">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1872 852 1899">▪ Sexualerziehung</td> <td data-bbox="1129 1872 1158 1899">ja*</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1899 986 1926">▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td data-bbox="1129 1912 1174 1939">nein</td> </tr> </table> <p data-bbox="703 1951 1326 2002">*nach Lehrplan (Biologie) Kantonsschule: wenige Themen des Sexualunterrichts</p>	▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	nein, aber möglicher Inhalt	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja	▪ HIV/Aids-Prävention	ja	▪ Sexualerziehung	ja	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja	▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	ja*	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	nein
▪ HIV/Aids-Prävention	nein																			
▪ Sexualerziehung	nein, aber möglicher Inhalt																			
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja																			
▪ HIV/Aids-Prävention	ja																			
▪ Sexualerziehung	ja																			
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja																			
▪ HIV/Aids-Prävention	nein																			
▪ Sexualerziehung	ja*																			
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	nein																			
	<i>Sekundarstufe I</i>																			
	<i>Sekundarstufe II</i>																			

Berufsschule	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung 	ja nein ja (teilweise)
5	Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?	Nein. Die Fachstelle für Gesundheitsförderung untersteht dem Gesundheits- und Sozialdepartement.
6	Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?	<ul style="list-style-type: none"> • Der ehemalige Schulgesundheitsdienst, der auch für die schulische HIV/Aids-Prävention verantwortlich war, ist heute in die Fachstelle Gesundheitsförderung integriert, die sich nicht nur um Schulen kümmert. Die Stelle kümmert sich vorab um HIV/Aids-Prävention und Gesundheitsförderung, nicht aber um Sexualerziehung, da sie der Meinung ist, dass für Sexualerziehung im Lehrplan eine Vorgabe bestehe.
7	Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination ?	<ul style="list-style-type: none"> • Amt für Volksschule. Überlässt die Themen der oben erwähnten Fachstelle. • Jugend- und Elternberatungsstelle. Sie bietet auch Lehrerfortbildung an. Wird nach eigener Aussage aber kaum mit unseren Themen konfrontiert. Die Zusammenarbeit mit der Fachstelle ist gut.
8	Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?	Für alle Schulstufen gilt: Es gibt keine spezifischen Budgets für die Themen. Der Kantonsbeitrag für die Aids-Hilfe Luzern wurde gekürzt. Eventuelle Kosten könnten über die Lehrmittel oder die Lehrerfortbildung gedeckt werden, müssen aber immer einzeln beantragt werden. Einzelaktionen auch durch private Sponsoren. Mittel sind nicht garantiert, sie müssen jedes Jahr neu beantragt werden.
9	Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschule	<p>LehrerInnen bilden sich durch Selbststudium weiter, denn viele Lehrkräfte decken sich regelmässig mit Materialien und Informationen ein. Fortbildungskurse hingegen müssen immer wieder abgesagt werden.</p> <p>In jedem der acht Lehrerseminare der Innerschweiz werden diese Themen individuell angegangen. In den grössten Lehrerbildungsanstalten gibt es eine Fachdidaktik zu 'Mensch und Umwelt'. Der Aspekt Geschlechtererziehung hat ein gewisses Gewicht. Ein angefragter Direktor wusste nichts darüber, er geht davon aus, dass die Themen Teil des Biologieunterrichts sind.</p> <p>Diese Lehrer werden von den Universitäten nicht speziell auf sexualpädagogische Fragen vorbereitet, an einem halben Tag werden pädagogisch fachunspezifische Fragen abgehandelt ('alles, was sonst noch so auf Lehrer zukommt').</p> <p>keine Information</p> <p>Der Rektor glaubt, dass die Lehrer nur bedingt vorbereitet sind.</p>
10	Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	<ul style="list-style-type: none"> • Aids- Steck dich nicht an. 1990 • Wachsen und Erwachsenwerden. 1987 • Schritte ins Leben 1995 • Das Aufklärungsbuch 1990 • Arbeitsunterlagen zu Sexualität und Aids der Fachstelle Zug. 1997 • Liebe, Leid und welches Kleid <p>Ausführliche Lehrmittelhinweise und Bezugsquellen finden sich im Lehrplan, inkl. Medienpakete, Videos, etc.</p>
11	In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? Primarschule Sekundarstufe I	<p>'Mensch und Umwelt' - Themenkreis gesunder/kranker Mensch</p> <p>'Lebenskunde' - Teil 'Sexualerziehung'. Das Fach Lebenskunde ist dreiteilig, ein eigenständiger Teil ist die Sexualerziehung.</p>

<i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Biologie, vor allem Wissensvermittlung Allgemeinbildende Fächer (nach Rahmenlehrplan). Der Rektor weiss nicht, in welcher Form die Themen an seiner Schule zur Sprache kommen.
12 <i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i> <i>Primarschule</i>	Initiative der Lehrperson. Eigenkontrolle der Lehrer, die im klassenbegleitenden Journal eintragen müssen, was sie gemacht haben.
<i>Sekundarstufe I</i>	Initiative der Lehrperson. Der Fragebogen des Schularztes, der am Ende der Schulzeit ausgefüllt werden muss, konkret auch zu Fragen ES/HIV, würde vorhandene Lücken aufzeigen.
<i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Initiative der Schulleitung oder der Biologielehrer. Impulse können vom Rektor oder den Lehrern kommen.
13 <i>Wer erteilt den Unterricht?</i> <i>Primarschule</i>	Auf allen Stufen die Lehrer und Lehrerinnen selber.
<i>Sekundarstufe I</i>	Sehr selten auch Schulärzte
<i>Sekundarstufe II</i>	Biologielehrer
<i>Berufsschule</i>	Lehrer für den allgemeinbildenden Unterricht
14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i> <i>Primarschule</i>	keine Angaben
<i>Sekundarstufe I</i>	Uneinheitlich, da es den Lehrkräften in grossem Masse überlassen bleibt, wie sie den klaren Vorgaben des sehr ausführlichen Lehrplanes nachleben.
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Angaben
<i>Berufsschule</i>	keine Angaben
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht?</i> <i>(Schätzung oder belegte Zahlen)</i> <i>Primarschule</i>	Schätzung:
<i>Sekundarstufe I</i>	100% für alle Themen Es wird weiter geschätzt, dass die Lehrkräfte ca. einen Drittel der 'Lebenskunde'-Stunden für die Themen aufwenden, d.h. rund 60 Stunden pro Schuljahr.
<i>Sekundarstufe II</i>	100% für HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung
<i>Berufsschule</i>	100% für HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Die Themen werden individuell und bedarfsorientiert mit den Schülern angegangen. HIV ist weniger Thema als Verhütung und Schutz vor sexuellen Übergriffen.

-
- 17 *Sind in Ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die **Nachhaltigkeit** der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Sind die die Schule betreffenden Ziele des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es **Lücken** und wo sind die **Prioritäten**?*
- Volksschule:
 In nächster Zukunft sind keine Änderungen vorgesehen, laut Lehrplan ist die HIV/Aids-Prävention bereits in der Sexualerziehung (Lebenskunde) integriert. Die neugeschaffene Dokumentationsstelle wird ab nächstes Jahr zu den Materialien informieren, diese Information wird alle Schulstufen erreichen.
 Jüngere Lehrkräfte müssten eventuell nachdrücklicher auf die Themen vorbereitet werden, da sie die obligatorische Einführung vor Jahren verpassten. Der Kanton weiss nicht, wie und ob sie zu diesem wichtigen Teil des Lehrplanes vorbereitet sind, Massnahmen zur Aus- oder Weiterbildung sind keine vorgesehen.
 Ein Projekt wurde beim BAG eingegeben, um Mediatoren auszubilden, die als Schulhausbeauftragte für Gesundheitsförderung funktionieren würden. Sie würden Impulse geben, teilweise den Unterricht auch selber erteilen.
- Berufsschulen:
 Sie könnten mit Mittelschulen Synergien schaffen, besonders auch für die Lehrerfortbildung.
 Die Berufsschule möchte vermehrt mit klaren Zielvorgaben arbeiten; unsere Themen könnten einmal ein solches Ziel darstellen, aber der Impuls muss von irgendwoher kommen. Der Rektor wünscht, dass die Themen ausdrücklich im Lehrplan Platz finden. Dieser wird im Moment ausgearbeitet. Er kann aber nicht garantieren, dass die Aidsinformation Bestandteil einer weitergefassten Sexualerziehung sein wird.
-
- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.15 KANTON ST. GALLEN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rolf Rimensberger, Leiter Abt. Unterricht, Erziehungsdepartement des Kt. St. Gallen, Amt für Volksschule, Abtlg. Unterricht, Klosterhof 8a, 9001 St. Gallen • Pius Widmer, Aids-Hilfe St. Gallen/Appenzell AHSGA, Tellstrasse 4, Postfach, 9001 St. Gallen • Ursula Eigenmann, Bezirksschulratspräsidentin Bezirk St. Gallen, Goliathgasse 12, 9004 St. Gallen • Fredy Huber, Rektor, Gewerbliche Berufsschule, 9630 Wattwil • Dr. Laimbacher, Schulärztlicher Dienst für Mittelschulen St. Gallen, Ostschweizerisches Kinderspital, 9006 St. Gallen
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA; 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK; 1994. • Erziehungsrat des Kt. St. Gallen. Kreisschreiben zur Sexualerziehung. In: Amtliches Schulblatt 9/1996. St. Gallen; 1996. Abk. Kreisschreiben • Erziehungsrat des Kt. St. Gallen. Lehrplan und Erziehungsplan Kindergarten und Volksschule des Kantons St. Gallen. St. Gallen: Erziehungsrat; 1997. Abk. Lehrplan
	<i>Kantonale Ebene</i>	
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Erziehungsdepartement des Kantons St. Gallen. Aids in der Schule.[Merkblatt]. St. Gallen: Erziehungsdepartement des Kantons St. Gallen; 1988. • Leistungsvereinbarung zwischen dem Gesundheitsdepartement des Kantons St. Gallen und der Aids-Hilfe St. Gallen/Appenzell, betreffend Übertragung von Aufgaben der HIV- und Aids-Prävention an die Aids-Hilfe St. Gallen/Appenzell. St. Gallen: Gesundheitsdepartement des Kantons St. Gallen; 1996.
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja
	<i>Sekundarstufe I</i>	<p>gemäss Kreisschreiben 1996 und Lehrplan</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja* ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja
	<i>Sekundarstufe II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja
		<p>* Im Kreisschreiben 1996 ist HIV-Prävention unter dem Stichwort 'Verhütung von sexuell übertragbaren Krankheiten' implizit in den Richtlinien enthalten</p>

11 <i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i>	<i>Primarschule</i>	fächerübergreifend. Die Sexualerziehung, auch die Themen Aids und Kontrazeption, sind in der 4.-6. Klasse angesiedelt.
<i>Sekundarstufe I</i>		fächerübergreifend, im Fachbereich 'Mensch und Umwelt' oder 'Individuum und Gesellschaft'. Hier werden die Themen vertieft.
<i>Sekundarstufe II</i>		besondere Unterrichtswochen, Biologie, Ethik
<i>Berufsschule</i>		die Themen sind nicht aktuell, könnten aber im allgemeinbildenden Unterricht angesprochen werden.
12 <i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i>	<i>Primarschule und Sekundarstufe I</i>	In erster Linie jede Lehrkraft selbst. Schulhausintern gibt es zuständige Personen , welche für Kontakte und Koordination zum Kanton und zu den Fachstellen verantwortlich sind, ihre Rolle ist aber in der Praxis eher klein. Die Kontrolle über die Einhaltung der Richtlinien wurde an die Bezirksschulräte delegiert. Ob in der Praxis spezifisch kontrolliert wird, ist in Frage gestellt, jedenfalls verfügt das Amt für Volksschule über keine Information über die Einhaltung der Richtlinien, auch die Bezirksschulratspräsidien erhalten keine Rückmeldung.
<i>Sekundarstufe II</i>		Schularzt und Schulleitung, indirekt auch der Präventivmediziner des Kantons durch Impulse
<i>Berufsschule</i>		Theoretisch die einzelnen Schulleiter oder die Schulleiterkonferenz. Praktisch sind dem Präsidenten dieser Konferenz keine Initiativen bekannt.
13 <i>Wer erteilt den Unterricht?</i>	<i>Primarschule</i>	Lehrkraft
<i>Sekundarstufe I</i>		Lehrkraft, evtl. Schulärzte, Familienplanungsstelle, Hebammen
<i>Sekundarstufe II</i>		in 3/5 Schulen externe Fachpersonen
<i>Berufsschule</i>		in 1 Schule externe Fachpersonen, sonst Lehrer für den allgemeinbildenden Unterricht
14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	<i>Primarschule und Sekundarstufe I</i>	Viele Schulen brauchen das Lehrmittel der AHSGA. Viele Lehrer werden auch von dieser Institution fortgebildet, ebenso konnte sie Einfluss auf die Lehrpläne nehmen. Auch gibt es klare Richtlinien zur Sexualerziehung, was insgesamt eine gewisse Einheit der vermittelten Inhalte und Werthaltungen garantiert.
<i>Sekundarstufe II</i>		Durch Konzepte und Einsatz von externen Fachkräften in der Mehrzahl der Schulen einheitlich.
<i>Berufsschule</i>		Einheitlich in derjenigen Schule, die die AHSGA bezieht. Sonst von der Lehrperson abhängig.
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	<i>Primarschule</i>	Schätzung: an die 100% für alle Themen. Über die aufgewendete Stundenzahl können keine Angaben gemacht werden.
<i>Sekundarstufe I</i>		an die 100% für alle Themen
<i>Sekundarstufe II</i>		ca. 60% durch Schularzt und externe Fachkräfte während eines halben Tages. Evtl. mehr durch die Lehrer selbst.
<i>Berufsschule</i>		sehr wenige

-
- | | | |
|----|--|---|
| 16 | <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i> | Für die Themen sensibilisiert. Mindestens eine Schule bildet ihre Lehrer obligatorisch dazu weiter. |
|----|--|---|
-
- | | | |
|----|--|---|
| 17 | <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i> | <p>Fürs Jahr 2001 ist eine Umfrage bei allen Schulen vorgesehen, um festzustellen, wie und in welchem Umfang die Vorgaben zu den Themen umgesetzt werden.</p> <p>Die Ziele des Nationalen Aids-Programms sind für die Volksschule erreicht. Zur Qualität des Unterrichts lassen sich keine Aussagen machen, da es lehrerabhängig ist.</p> <p>An verschiedenen Mittelschulen hat sich das Prinzip der Sonderwochen/Präventivtage unter Einbezug von Fachleuten bewährt. Es wäre nötig, sie an allen Mittelschulen zu verankern. Die Initiative und die Mittel müssten nach Meinung eines Schularztes vom ZEPRA kommen.</p> <p>Die Verantwortlichkeiten unter den verschiedenen Beteiligten müssten für alle Schulstufen überprüft und abgesprochen werden; Schnittstellen sind unklar definiert oder den Akteuren schlecht kommuniziert.</p> <p>Berufsschule: wenig Interesse für die Themen, Impulse von aussen werden nicht aufgenommen, das Angebot der AHSGA z.B. kann aus Zeitmangel nicht benützt werden, da andere Prioritäten im Vordergrund stehen.</p> |
|----|--|---|
-
- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.16 KANTON SCHAFFHAUSEN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Klaus Weckerle, Herrenacker 3, 8200 Schaffhausen • Christian Amsler, Didaktisches Zentrum, Ebnetstrasse 80, 8200 Schaffhausen
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994.
	<i>Kantonale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Erziehungsrat des Kantons Schaffhausen. AIDS-Auklärungsunterricht an der Orientierungsschule, Beschluss. [Auszug aus dem Protokoll des Erziehungsrates des Kantons Schaffhausen]. Schaffhausen: 4. Nov. 1988. Abk. Beschluss 1988. • Markus Vetterli. Projekt Volksschullehrplan, FAG Mensch und Umwelt (Entwurf). Schaffhausen: 1998. Abk. Lehrplanprojekt
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Kantonales Sportamt Schaffhausen. Aids-Prävention und Sexualinformation an der Primarschule. Projektbeschreibung. Erziehungsdepartement des Kantons Schaffhausen; Schaffhausen: 1997.
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/ Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/ -förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ja* ▪ Sexualerziehung ja* ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung ja <p>*Laut Lehrplanprojekt ab 2001 in der 6. Klasse, die wir in dieser Untersuchung der Primarschule zuordnen</p>
	<i>Sekundarstufe I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ja* ▪ Sexualerziehung ja** ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung ja** <p>*Laut Beschluss 1988; **laut Lehrplanprojekt</p>
	<i>Sekundarstufe II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ja* ▪ Sexualerziehung keine Information ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung keine Information
	<i>Berufsschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ja* ▪ Sexualerziehung keine Information ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung keine Information
		<p>* für die nachobligatorischen Schulstufen wird im Beschluss 1988 das Verb 'sollen' verwendet; die Verbindlichkeit ist hier eine Interpretationssache. Nach mündlicher Auskunft wird es als obligatorisch verstanden.</p>
		<p>*für die nachobligatorischen Schulstufen wird im Beschluss 1988 das Verb 'sollen' verwendet; die Verbindlichkeit ist hier eine Interpretationssache. Die Vermutung besteht, dass das Thema nur von vereinzelt Lehrern nochmals aufgenommen wird, da sie wissen, dass es in der Volksschule bereits obligatorisch war.</p>
5	<i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i>	Ja, mit Ausnahme der privaten kaufmännischen Berufsschule.

6	<i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</i>	Gesundheitsbeauftragter beim Kant. Sportamt Schaffhausen. Für die Mittelschule und Berufsschule ist niemand spezifisch verantwortlich, ab und zu werden Fortbildungsanlässe für diese Stufen organisiert.
7	<i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Didaktisches Zentrum. Die Zusammenarbeit mit der Dienststelle ist gut. • Aids-Hilfe SH/TG. Lehrerfortbildung, Beratung, Dokumentation. Sporadische Schuleinsätze.
8	<i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	Der Kantonsarzt hat ein jährliches Budget von 10'000.- Fr. für HIV-Prävention zur Verfügung. Er kann bei Bedarf auch für Sexualerziehung/Gesundheitsförderung etwas abzweigen.
9	<i>Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i>	Am Seminar 30 Stunden Ausbildung zu Gesundheitserziehung, davon 8 Stunden spezifisch zu Sexualerziehung. Alle LehrerInnen werden durch 14 speziell ausgebildete Multiplikatoren-Lehrkräfte, die ihr Wissen in allen Schulhäusern weitervermitteln, fortgebildet. (Dieses Projekt wurde vom Netzwerk gesundheitsfördernder Schulen unterstützt). Es gab auch eine obligatorische Kantonalkonferenz zum Thema Sexualerziehung.
	<i>Sekundarstufe I</i>	Diese Lehrkräfte werden nicht im Kanton selber ausgebildet. Der jährlich angebotene HIV-Kurs kam nie zustande, der freiwillige Ganztageskurs zu Sexualerziehung, aufgebaut auf dem obligatorischen Kurs für Primarlehrer, kam für die Oberstufenlehrer mangels Interesse nicht zustande. Die Lehrer bilden sich durch Selbststudium selber weiter, das Angebot des didaktischen Zentrums wird stark benützt.
	<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
	<i>Berufsschule</i>	keine Information
10	<i>Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?</i>	Beste Unterstützung durch das gut dokumentierte Didaktische Zentrum, inkl. Anschauungsmaterial (Verhütungskoffer). Offizielle Lehrmittel sind nicht vorgeschrieben, da sie zu schnell veralten. Es gibt empfohlene Titel, z.B. die neue Reihe 'Hautnah'.
11	<i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i>	
	<i>Primarschule</i>	Themen-/fächerübergreifend
	<i>Sekundarstufe I</i>	keine Information
	<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
	<i>Berufsschule</i>	allgemeinbildende Fächer
12	<i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i>	
	<i>Primarschule</i>	Lehrperson
	<i>Sekundarstufe I</i>	Lehrerteam (2 Personen)
	<i>Sekundarstufe II</i>	Biologielehrer
	<i>Berufsschule</i>	Lehrer der allgemeinbildenden Fächer
13	<i>Wer erteilt den Unterricht?</i>	Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrkräfte selber, externe Fachpersonen werden selten zugezogen.
	<i>Primarschule</i>	
	<i>Sekundarstufe I</i>	
	<i>Sekundarstufe II</i>	
	<i>Berufsschule</i>	

14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	Durch die einheitliche, obligatorische Weiterbildung aller Lehrkräfte, das kursbegleitende Dossier und die klaren Vorgaben des Lehrplans sollte eine gewisse Einheitlichkeit der Inhalte gewährleistet sein.
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	keine Information
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Information
<i>Berufsschule</i>	keine Information
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	
<i>Primarschule</i>	100%
<i>Sekundarstufe I</i>	keine Angabe
<i>Sekundarstufe II</i>	keine Angabe
<i>Berufsschule</i>	keine Angabe
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Teilweise ja.
17 <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i>	Die neuen Lehrpläne (gültig ab 2001) werden die Gesundheitserziehung/-förderung als Unterrichtsprinzip besser verankern, was auch der Sexualerziehung und der HIV/Aids-Prävention zugute kommen wird. Diese brauchen eine bessere Integration. Die Realisierung des Multiplikatorenkonzepts wird weiterverfolgt. Die Umsetzung ist für viele Lehrpersonen noch immer ein Problem; viel ist auch generationenabhängig. Die Ziele des Programms sind für die Volksschule erreicht, für die nach-obligatorische Stufe aber zwecks Zeitmangels nicht erreichbar. Die HIV/Aids-Prävention wird innerhalb der Gesundheits/Sexualerziehung geschehen, aber als eigenständige Unterrichtseinheit.

NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.17 KANTON SCHWYZ

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Herbert Kistler, Bahnhofstrasse 5a, 8864 Reichenburg • Kaspar Mettler, Prorektor, Kant. Berufsschule Goldau • Kurt Gehri, Turnlehrer, Kant. Berufsschule, Schützenstrasse 15, 8808 Pfäffikon 						
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994. • Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt, Primarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Erziehungsrat des Kantons Schwyz. Aids-Information an den Mittelschulen. Schwyz: 1987. • Kantonale Berufsschule Goldau. Aids-Prophylaxe an den Berufsschulen im Kt. Schwyz, Verbindliche Richtlinien. [Internes Papier] Abk. Richtlinien Aids-Prophylaxe • Kantonale Berufsschule Goldau. Schullehrplan Allgemeinbildung, Unterrichtsthema 5 'Gesundheit'. Goldau: 1998. Abk. Lehrplan Berufsschule 						
	<i>Kantonale Ebene</i>							
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Erziehungsrat des Kantons Schwyz. Aids-Information an den Volksschulen. Auszug aus dem Protokoll. Schwyz: 1987. • Mettler Kaspar. Gesundheitserziehung an der Kantonalen Berufsschule Goldau. [Konzept, internes Papier] Goldau: 1993. 						
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i>	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1476 911 1509"><i>HIV/Aids-Prävention</i></td> <td data-bbox="1126 1487 1174 1509">nein</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1509 855 1543"><i>Sexualerziehung</i></td> <td data-bbox="1126 1520 1358 1543">nein; möglicher Inhalt</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1543 983 1576"><i>Gesundheitserziehung/-förderung</i></td> <td data-bbox="1126 1554 1150 1576">ja</td> </tr> </table>	<i>HIV/Aids-Prävention</i>	nein	<i>Sexualerziehung</i>	nein; möglicher Inhalt	<i>Gesundheitserziehung/-förderung</i>	ja
<i>HIV/Aids-Prävention</i>	nein							
<i>Sexualerziehung</i>	nein; möglicher Inhalt							
<i>Gesundheitserziehung/-förderung</i>	ja							
	<i>Primarschule</i>							
		<p>Laut Lehrplan. 'körperliche Entwicklung und Sexualität' werden zwar als zentrale Aspekte des Arbeitsfeldes 'gesunder/kranker Mensch' bezeichnet, das Grobziel 2 "die eigene Geschlechtlichkeit bejahen ..." besteht; eine ausgesprochene Verpflichtung dazu konnten wir aber nicht feststellen.</p>						
	<i>Sekundarschule I</i>	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1738 911 1771">▪ <i>HIV/Aids-Prävention</i></td> <td data-bbox="1126 1749 1150 1771">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1771 855 1805">▪ <i>Sexualerziehung</i></td> <td data-bbox="1126 1794 1150 1816">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1805 983 1839">▪ <i>Gesundheitserziehung/-förderung</i></td> <td data-bbox="1126 1827 1150 1850">ja</td> </tr> </table>	▪ <i>HIV/Aids-Prävention</i>	ja	▪ <i>Sexualerziehung</i>	ja	▪ <i>Gesundheitserziehung/-förderung</i>	ja
▪ <i>HIV/Aids-Prävention</i>	ja							
▪ <i>Sexualerziehung</i>	ja							
▪ <i>Gesundheitserziehung/-förderung</i>	ja							
	<i>Sekundarstufe II</i>	<p>Laut Lehrplan im Rahmen der 'Lebenskunde', im obligatorischen Teil 'Sexualität'.</p> <table border="0"> <tr> <td data-bbox="703 1906 911 1939">▪ <i>HIV/Aids-Prävention</i></td> <td data-bbox="1126 1917 1150 1939">ja</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1939 855 1973">▪ <i>Sexualerziehung</i></td> <td data-bbox="1126 1951 1318 1973">keine Information</td> </tr> <tr> <td data-bbox="703 1973 983 2007">▪ <i>Gesundheitserziehung/-förderung</i></td> <td data-bbox="1126 1995 1318 2018">keine Information</td> </tr> </table>	▪ <i>HIV/Aids-Prävention</i>	ja	▪ <i>Sexualerziehung</i>	keine Information	▪ <i>Gesundheitserziehung/-förderung</i>	keine Information
▪ <i>HIV/Aids-Prävention</i>	ja							
▪ <i>Sexualerziehung</i>	keine Information							
▪ <i>Gesundheitserziehung/-förderung</i>	keine Information							

Berufsschule	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung 	<p>ja nein ja</p>
Gemäss Lehrplan Berufsschule und Richtlinien Aids-Prophylaxe		
5	Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?	Ja
6	Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?	Eigentlich das Inspektorat/Erziehungsdirektion. In der Praxis wird diese Verantwortung für die Volksschule an den Fachberater für Lebenskunde delegiert. Einmal pro Jahr gibt es eine Sitzung, wo Anliegen eingebracht werden können. Für die nach-obligatorische Stufe ist jede Schule verantwortlich.
7	Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?	In Zusammenarbeit mit der Drogenprävention sind zwei regionale sog. Prophylaxestellen (Schwyz und Goldau) entstanden.
8	Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?	Angaben ohne Gewähr: Es gibt keine Budgets, die spezifisch für diese Themen vorgesehen sind. Jede Schule verfügt über ein kleines allgemeines Budget von ca. 5'00 - 8'500 Fr. Darin sind auch Aufwendungen für unsere Themen enthalten. Evtl. sind Abzweigungen vom Drogenbudget möglich, Zuwendungen vom Verband für Alkoholismus
9	Werden die Lehrkräfte/externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiter-bildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet? Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschulen	<p>Es gibt keine spezielle Fachdidaktik zu unseren Themen. Man geht auf allgemein sozialpädagogische Fragen ein, was auch eher den Vorgaben des Lehrplanes entspricht (Seminar Rickenbach). Weiterbildungsangebot zum Thema 'sexuelle Ausbeutung', sonst nichts Spezifisches zu den Themen.</p> <p>Diese Lehrer werden von den Universitäten nicht speziell auf sexualpädagogische Fragen vorbereitet. An einem halben Tag werden pädagogisch fachunspezifische Fragen abgehandelt ('alles, was sonst noch so auf Lehrer zukommt'). Trotzdem wird angenommen, dass ca. 80% der Lehrpersonen genügend vorbereitet sind. Weiterbildungsangebot zum Thema 'sexuelle Ausbeutung', sonst nichts Spezifisches zu den Themen.</p> <p>keine Information</p> <p>alle Lehrer werden alle 2-3 Jahre durch externe Fachleute weitergebildet.</p>
10	Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	Nach ausführlicher Liste im Lehrplan, z.B. <ul style="list-style-type: none"> • Aids-Information für die Schule • Liebe, Sex, Verhüte Aids. • Schritte ins Leben • Grenzen: Sexuelle Gewalt gegen Kinder Das Didaktische Zentrum unterstützt mit weiteren Materialien.

11 <i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i>	'Mensch und Umwelt' - Themenkreis gesunder/kranker Mensch 'Lebenskunde' - Teil 'Sexualerziehung'. Das Fach Lebenskunde ist dreiteilig, ein eigenständiger Teil ist die Sexualerziehung, Deutsch. Die Stunden der 'Lebenskunde' sind gefährdet. Man schätzt, dass schon heute nicht mehr alle Stunden abgehalten werden. Biologie Allgemeinbildende Fächer, Ethik (nach Rahmenlehrplan und Konzept).
<i>Primarschule I</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschulen</i>	
12 <i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i>	Auf allen Stufen vor allem die Lehrkräfte selber. In Zusammenarbeit mit der Drogenprävention sind zwei regionale sog. Prophylaxeteams entstanden.
<i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschulen</i>	Zweierteams, bestehend aus je einer Lehrperson der Geistes- und der Naturwissenschaft, sollen gewährleisten, dass die Themen vielseitig angegangen werden. Schulleitung, Lehrer, Prophylaxeteam
13 <i>Wer erteilt den Unterricht?</i>	Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrkräfte selber. Selten wird die Schulschwester oder der/die Schulärzt/in beigezogen.
<i>Primarschule I</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschulen</i>	Lachen: Ärztin. Pfäffikon: Turnlehrer. Goldau: ABU-Lehrer und Turnlehrer.
14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	Keine Information, ausser dem Lehrplan für die Volksschule gibt es keine Richtlinien oder anderen Weisungen.
<i>Primarschule I</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschulen</i>	Dasselbe Lehrmittel, was eine gewisse Einheitlichkeit der Inhalte ergibt. einheitlich gemäss Richtlinien
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht?</i> <i>(Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	Schätzung keine Information 80% für alle Themen keine Information Gesundheitserziehung: 100% (ca. 25 Stunden) Sexualerziehung: 100% in Goldau, 50-70% in Pfäffikon HIV-Prävention: 100% in Goldau, 100% in Lachen, 50-70% in Pfäffikon (3 Lektionen)
<i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Keine Information
17 <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i>	Die Themen werden weiterhin in verschiedenen Fächern angesprochen, d.h. eine Integration der Themen ist gewährleistet. <u>Achtung:</u> Die Stunden der 'Lebenskunde' sind gefährdet. Man schätzt, dass schon heute nicht mehr alle Stunden abgehalten werden. Ein wertvolles Gefäss für die Themen würde so verloren gehen. Im Hinblick auf die Materialien erarbeitet die Prophylaxegruppe eine neue Lehrmittelliste. Zur Aus-/Weiterbildung ist nichts Konkretes vorgesehen. Die Umsetzung der Inhalte muss besser kontrolliert werden, denn diese wird heute nicht konsequent durchgeführt.

Die Hoffnung besteht, dass die neugebildeten **Teams der Oberstufe, bestehend aus je einer Lehrperson der Geistes- und der Naturwissenschaft**, diese Rolle erfüllen werden.

Es ist auch denkbar und wünschenswert, dass Lehrer, die diese Themen ungerne angehen, vermehrt die Unterstützung des **Prophylaxeteams oder anderer Fachpersonen** beanspruchen. Die Unterstützung der Schulleitungen durch aussenstehende Fachberater wäre ebenso wünschenswert.

NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.18 KANTON SOLOTHURN

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	• Roland Stach, Kantonales Lehrerseminar, Ob. Sternengasse, Postfach 70, 4504 Solothurn
2	Schriftliche Grundlagen <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994.
	<i>Kantonale Ebene</i>	• Kanton Solothurn. Lehrplan 1992, Kapitel 12, Besondere Erziehungsanliegen. Auszug. Solothurn; 1992. Abk. Lehrplan 1992
3	Andere Dokumente	• Roland Stach. Aids-Prävention weiterhin wichtig. In: Schulblatt Aargau/Solothurn. Oktober 1998.
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i>	
	<i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung nein
	<i>Sekundarstufe I</i>	<p>laut Lehrplan</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung nein
	<i>Sekundarstufe II</i>	<p>laut Lehrplan und Regierungsratsbeschluss der 80er Jahre</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung nein ▪ Gesundheitserziehung/-förderung nein
	<i>Berufsschule</i>	<p>laut Regierungsratsbeschluss der 80er-Jahre</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung nein ▪ Gesundheitserziehung/-förderung nein
		Der 'Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen' erwähnt Gesundheit und Sexualität als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik. Diese Themen , wie auch die HIV/Aids-Prävention sind nicht explizit obligatorisch . Die Umsetzung dieses Rahmenlehrplans obliegt den einzelnen Berufsschulen. Die Lehrpläne der einzelnen Schulen wurden nur punktuell konsultiert
5	<i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i>	Ja
6	<i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</i>	<p>Beauftragter für Gesundheitserziehung. Winziges Mandat mit 2 Entlastungsstunden pro Woche. Aufgaben: Fortbildungskurse anregen, Information, interkantonale Zusammenarbeit, Anlaufstelle für schulische Aidsprävention.</p>

7	<i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	Nein Die Aids-Hilfe existiert nicht mehr
8	<i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	Nein Der Beauftragte hat ca. 2000.- Fr. pro Jahr für die Gesundheitsförderung zur Verfügung. Nach Auffassung der zuständigen kantonalen Stellen werden die Bedürfnisse durch die bestehenden Strukturen abgedeckt. In diesem Sinn unterstützte er z.B. auch die Aids-Hilfe nicht, die heute in diesem Kanton nicht mehr existiert.
9	<i>Werden die Lehrkräfte/externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Das Wahlpflichtfach 'Gesundheitserziehung' wird von ca. 20% der Studenten pro Jahr belegt. Diese werden über 3 Semester sehr gut ausgebildet. 6-10 Lehrer pro Jahr beanspruchen die Unterstützung der schulischen Anlaufstelle für HIV/Aids-Prävention. Keine Fortbildung, denn Aidsprävention ist jedes Jahr im Kursangebot und muss jedes Jahr abgesagt werden. keine Information vor einigen Jahren haben alle Lehrer der allgemeinbildenden Fächer eine längere Fortbildung für die Themen gemacht.
10	<i>Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?</i>	Es gibt keine verbindlichen Titel. Die Mediathek im Seminar und die Schulwarte in Bern helfen weiter. Man braucht auch noch die alte Materialiensammlung des BAG.
11	<i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	fächerübergreifend oder spezielle Unterrichtseinheit. Nach Lehrplan soll Geschlechtererziehung durch den Unterrichtsstil der Lehrkraft, durch die Behandlung lebenskundlicher Themen und durch 'Aufklärung' stattfinden. Sie soll als Gelegenheits- und Spontanunterricht, aber auch in speziellen Lektionen stattfinden. spezielle Unterrichtseinheit in Solothurn, in Olten ist es anders keine Information
12	<i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	jede einzelne Lehrkraft, eine Kontrolle existiert nicht jede einzelne Lehrkraft, eine Kontrolle existiert nicht Schulleitung keine Information
13	<i>Wer erteilt den Unterricht?</i> <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	die LehrerInnen selber. Nach Lehrplan können Schulärzte oder Religionslehrer zugezogen werden. der Beauftragte für Aids-Prävention in Solothurn, keine Angabe für die Mittelschule in Olten keine Information

14 <i>Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte?</i>	Der Lehrplan für die Volksschule ist so allgemein gehalten, dass man nicht davon ausgehen kann, dass die vermittelten Inhalte eine gewisse Einheitlichkeit aufweisen. Im Gegenteil wird empfohlen, sie in dem Mass zu modifizieren, wie Eltern und Schulbehörden das von Fall zu Fall fordern.
<i>Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II</i>	Dieselbe Lehrperson für alle Klassen gewährt Einheitlichkeit in Solothurn, keine Angaben für Olten
<i>Berufsschule</i>	keine Information
15 <i>Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	Schätzung
<i>Primarschule</i>	keine Angabe möglich
<i>Sekundarstufe I</i>	ca. 90% für HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung
<i>Sekundarstufe II</i>	100% in Solothurn
<i>Berufsschule</i>	100% in Solothurn
16 <i>Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?</i>	Unser Gesprächspartner kennt die Verhältnisse nicht.
17 <i>Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Durch das neue Unterrichtsmodell ELF verspricht man sich auch für die Gesundheitsförderung einige Änderungen. So werden nicht mehr einzelne Lehrer, sondern ganze Schulhausteams Verantwortung übernehmen und sich auch gemeinsam fortbilden. Es ist vorstellbar, dass Themen wie die Sexualerziehung, die vielen Lehrpersonen schwerfällt, durch ein Abtauschsystem besser bewältigt werden können. • Die Rolle des Schularztes verändert sich. Er wird einen grösseren Einfluss auf die Inhalte der Gesundheitsförderung haben. Die Koordination mit dem Gesundheitsamt dürfte dadurch aufgewertet werden. • Der Beauftragte für Gesundheitserziehung wünscht sich vom BAG oder anderer kompetenter Stelle folgende Hilfeleistungen, damit er der Gefahr der Banalisierung von Aids, die er als dringendes Anliegen qualifiziert, entgegenwirken kann: <ul style="list-style-type: none"> -Argumentarium für die weitere Notwendigkeit der Sexualerziehung (inkl. HIV-Prävention), zu Händen kantonaler Instanzen und Lehrpersonen, -Hilfestellungen, z.B. empfohlene Materialienliste, -gekoppelt mit einer Kampagne, die den schulischen Aspekt miteinbezieht. • Das grosse Finanzproblem, das dieser Kanton hat, wird eine Aufwertung der Stelle für Gesundheitsförderung (8%) nicht zulassen.

NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.19 CANTON DU TESSIN

1	<i>Principales personnes-ressources contactées</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Marina Armi, assistente per la prevenzione AIDS & Consultente Sezione sanitaria, Ufficio Medico Cantonale, Via Dogana 16, 6500 Bellinzona. Tél: 091-814 40 08. Sezione sanitaria. Tél: 091-814 30 46. • Diego Erba, Capo Divisione scuola, Repubblica e Cantone del Ticino, Dipartimento dell'istruzione e della cultura (DIC), Residenza governativa stabile Patria, 6500 Bellinzona. Tél. 091-814 34 64. 												
2	<i>Documents de référence (bases légales ou administratives)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne : Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP); 1994. • OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne : OFIAMT; 1996. • Legge cantonale del 2 novembre 1987 di applicazione della Legge federale sui consultori gravidanza del 9 ottobre 1981. • Commissione per l'educazione sessuale nelle scuole [risoluzione del Consiglio di Stato; 23.10.96]. • Legge sulla promozione della salute, 18 aprile 1989. 												
	<i>Niveau national</i>													
	<i>Niveau cantonal</i>													
3	<i>Autres documents</i>	<ul style="list-style-type: none"> • L'educazione sessuale nelle scuole ticinesi. Bellinzona: Gruppo di lavoro DOS-DPE per l'informazione sull'AIDS e l'educazione sessuale nelle scuole; 21 settembre 1990.[approvato par le DIC, risoluzione 3 gennaio 1992"]. • Commissione consultiva, istituita nel quadro della Legge del 2 novembre 1987 d'applicazione della Legge federale sui consultori di gravidanza del 9 ottobre 1981 [risoluzione del Consiglio di Stato, 10.12.1996]. • Rapporto della Commissione consultiva sui consultori di gravidanza. Bellinzona: CCCG; 1 febbraio 1989. • Commissione consultiva sui consultori di gravidanza: Secondo Rapporto. Bellinzona: CCCG; Agosto 1993. • Ufficio promozione e valutazione sanitaria. Dipartimento delle Opere Sociali. Sessualità dei giovani tra 16 e 20 anni in Ticino: otto schede formative, didattiche e informative su alcuni temi di attualità. • Prevenzione degli abusi dei maltrattamenti nella scuola elementare [document de travail non publié sur un programme tessinois]. • CPF del cantone Ticino: Rapporto di attività Riassuntivo 1998. Bellinzona, Locarno, Lugano, Mendrisio: CPF Ticino; 1999. 												
4	<i>Existe-t-il une notion d'obligation concernant la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, le cas échéant la promotion de la santé en milieu scolaire ?</i>	<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%;">▪ <i>Prévention VIH</i></td> <td style="text-align: right;">non</td> </tr> <tr> <td>▪ <i>Educación sexuelle</i></td> <td style="text-align: right;">non</td> </tr> <tr> <td>▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i></td> <td style="text-align: right;">oui</td> </tr> </table> <p>Programme public "Prevenzione degli abusi dei maltrattamenti"</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%;">▪ <i>Prévention VIH</i></td> <td style="text-align: right;">oui</td> </tr> <tr> <td>▪ <i>Educación sexuelle</i></td> <td style="text-align: right;">oui</td> </tr> <tr> <td>▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i></td> <td style="text-align: right;">oui</td> </tr> </table> <p>Obligation est faite au corps enseignant des écoles du secondaire 1de traiter le sujet durant 12 heures, avec accompagnement de matériel distribué à tous les élèves.</p>	▪ <i>Prévention VIH</i>	non	▪ <i>Educación sexuelle</i>	non	▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i>	oui	▪ <i>Prévention VIH</i>	oui	▪ <i>Educación sexuelle</i>	oui	▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i>	oui
▪ <i>Prévention VIH</i>	non													
▪ <i>Educación sexuelle</i>	non													
▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i>	oui													
▪ <i>Prévention VIH</i>	oui													
▪ <i>Educación sexuelle</i>	oui													
▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i>	oui													
	<i>Ecole primaire</i>													
	<i>Ecole secondaire I</i>													

<i>Ecoles secondaires II</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Prévention VIH</i> oui ▪ <i>Education sexuelle</i> oui ▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i> ?
<i>Ecoles professionnelles</i>	<p>intervention extérieure obligatoire d'au moins 2 heures dans toutes les classes du secondaire 2 (par intervenantes du PF, voir ci-dessous)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Prévention VIH</i> oui ▪ <i>Education sexuelle</i> oui ▪ <i>Promotion (ou éducation) santé</i> oui
5 <i>Le Département de l'Instruction publique est-il responsable pour tous les niveaux d'école, quel que soit le thème ?</i>	<p>Idem : intervention extérieure obligatoire d'au moins 2 heures dans toutes les classes (par intervenantes du PF, voir ci-dessous)</p> <p>La "Commissione per l'educazione sessuale nelle scuole" est chargée du thème par les deux départements : Dipartimento delle opere sociali (DOS), Dipartimento dell'istruzione e della cultura (DIC). Cette collaboration est également précisée dans la loi sur la promotion de la santé.</p> <p>Les articles 34 à 36 de la loi sur la promotion de la santé ("Legge sulla Promozione della salute ...") traitent de la collaboration entre le DOS et le DIC dans la promotion de la santé en milieu préscolaire et scolaire.</p>
6 <i>Y a-t-il une structure qui se charge de la mise en œuvre concrète ? (officiellement ou officieusement mandatée)</i>	<p>Deux commissions sont nommées à chaque nouvelle législature :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commissione consultiva (istituita nel quadro della Legge del 2 novembre 1987 d'applicazione della Legge federale sui consultori di gravidanza del 9 ottobre 1981). • Commissione per l'educazione sessuale nelle scuole (anciennement "Gruppo di lavoro per l'informazione sull'AIDS e l'educazione di Commissione per l'educazione sessuale nelle scuole". Ci-dessous "commission cantonale").
7 <i>D'autres acteurs/partenaires officiels sont-ils impliqués ? Comment se passe la collaboration/coordination ?</i>	<p>Les services de planning familial sont mandatés officiellement.</p> <p>Le Groupe interdisciplinaire "Parlatevi con noi" : "Dal 1995 un gruppo di persone attive in diversi ambiti della promozione della salute, della attività sociale e della consulenza, svolge attività di animazione rivolte in modo particolare agli adolescenti."</p> <p>Parmi ses membres : Ufficio dei giovani (DOS), Radix Svizzera italiana, Ufficio di promozione e di valutazione sanitaria (DOS), Aiuto Aids Ticino, Centro di pianificazione familiare - Mendrisio.</p>
8 <i>Existe-t-il des moyens financiers pour ces thèmes ? A quels budgets les dépenses sont-elles affectées ?</i>	<p>Les écoles secondaire I disposent d'un budget pour l'ensemble des activités culturelles, parmi lesquelles les initiatives de promotion de la santé (12'000 francs par école plus une quarantaine de francs par élève et par an).</p> <p>Les brochures "La vita ..." sont distribuées à tous les élèves du secondaire I depuis plusieurs années. Les frais sont assumés par le DIC.</p> <p>Ecoles secondaires II et professionnelles :</p> <p>Les interventions extérieures des personnels de planning familial (obligatoires pour les écoles du secondaire 2 et apprentissage) sont payées par le budget du personnel du PF payé par la santé publique ("Ente ospitaliero cantonale", selon la "Legge cantonale di applicazione ..."). 20% du temps des conseillères sont consacrés à l'éducation sexuelle (sur un total de 3,5 plein temps pour le canton).</p> <p>La "Commissione consultiva sui consultori di gravidanza" nommée par le Conseil d'Etat fixe que l'animation dans les écoles fait partie des prestations des centres de planning familial ("Centri di consulenza e pianificazione familiare"). (Rapporto 1993).</p> <p>Le DOS paie les brochures sur la contraception distribuées aux élèves du secondaire II et des écoles secondaires II et professionnelles (60'000 brochures en 10 ans).</p>

<p>9 Les intervenant-e-s (<i>externes et internes à l'école</i>) <i>sont-ils préparés à leurs tâches de prévention en santé sexuelle (formation de base, formation continue) ?</i></p>	<p>Les intervenantes extérieures du Planning familial sont formées par le <i>Cours de base romand d'éducation sexuelle et de planning familial</i>, accompagné de stages, ou par l'"Istituto Iternazionale di sessuologia di Milano Firenze" (environ 200 heures).o</p> <p>Les offres de formation continue au corps enseignant sur ce thème n'ont pas été fréquentées.</p> <p>A l'école normale (formation de base du personnel enseignant), rien de spécifique n'est prévu. L'éducation sexuelle fait partie du programme de pédagogie et psychologie, mais elle n'est pas mentionnée spécifiquement dans le programme.</p> <p>Action "Prevenzione degli abusi dei maltrattamenti" : 4 après-midi de formation obligatoire de la totalité du corps enseignant ont eu lieu entre 1997 et 1999 sur le thème "maltraitance" (une décision du Conseil d'Etat appliquée par la Commission de prévention, financée directement par le DIC).</p> <p>Formation de base enseignants : durant les 6 mois des études pédagogiques, un module sur les besoins de l'adolescence et 8 heures de formation en promotion de la santé, dont 2 heures portant sur l'éducation sexuelle.</p> <p>Intervenantes spécialisées et formées en tant que conseillères en Planning familial.</p> <p>Idem</p>
<i>Ecole primaire</i>	
<i>Ecole secondaire I</i>	
<i>Ecoles secondaires II</i>	
<i>Ecoles professionnelles</i>	
<p>10 Quel matériel didactique <i>est mis à disposition des élèves ?</i></p>	<p>Pour tous les élèves de l'école secondaire I :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dipartimento dell'istruzione e della cultura, Dipartimento delle opere sociali. <i>La vita nasce dalla vita: Fascicolo per gli allievi della scuola media dedicato alle tematiche della trasmissione della vita et della sessualità umana</i>. Bellinzona: DIC, DOS; 1998. • Vediamo se lo so (testo di autovalutazione a disposizione degli allievi quando trattano <i>La vita nasce ...</i> • <i>Agenda scolastica</i> (réalisé par Radix et groupe de travail, soutenu financièrement par DIC, DOS). <p>Un groupe de travail a été mis en place par la "Divisione della scuola", Ufficio dell'insegnamento medio (DIC) pour préparer une nouvelle édition et une mise à jour de <i>La vita nasce ..</i></p> <p>Les centres de planning familial diffusent des documents sur demande, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dipartimento delle Opere Sociali Sezione Sanitaria. <i>La Contraccezione</i>: CPF. Bellinzona: Sezione sanitaria, 1998 (Terza ristampa). • OK Ragazze • Amore sesso prevenzione aids • materiale prevenzione aids di Info-Docu <p>Dans les 4 centres régionaux de documentation scolaire, on trouve du matériel de promotion de la santé.</p>
<p>11 Dans quel contexte scolaire <i>l'enseignement est-il donné?</i></p>	<p>Le thème est traité dans diverses branches par le maître ou la maîtresse de classe, à son appréciation, mais rien de spécifique n'est stipulé (sauf en ce qui concerne le thème de la prévention des abus sexuels).</p> <p>Période de cours d'éducation sexuelle spécifique par le corps enseignant (12 heures).</p> <p>Cours spécifiques avec intervenantes extérieures.</p>
<i>Ecole primaire</i>	
<i>Ecole secondaire I</i>	
<i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i>	

<p>12 <i>Qui prend les initiatives sur le terrain, y a-t-il un contrôle ?</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <p><i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i></p>	<p>Pour le canton : commission cantonale avec les principaux acteurs : services de planning familial et Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida (éventuellement quelques médecins scolaires)</p> <p>L'action sur les abus sexuels est initiée par la Commission cantonale.</p> <p>Application du plan d'étude par les enseignants.</p> <p>Interventions du Planning familial et de l'Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida.</p>
<p>13 <i>Qui fait les interventions ?</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <p><i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i></p>	<p>Libre appréciation du corps enseignant</p> <p>Application du plan d'étude par le corps enseignant</p> <p>Planning familial et Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida</p>
<p>14 <i>Y a-t-il une certaine homogénéité dans le contenu des interventions ?</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <p><i>Ecoles secondaires II</i></p> <p><i>Ecoles professionnelles</i></p>	<p>non</p> <p>oui</p> <p>L'homogénéité est garantie par la distribution généralisée de la brochure <i>La Vita Nasce ...</i> à tous les élèves (selon certaines informations, on enregistre quelques lacunes dans cette distribution à partir de 1995).</p> <p>Chapitres traités dans la brochure <i>La vita nasce dalla vita</i> : La trasmissione della vita, la pubertà, le manifestazioni sessuali, come evitare la gravidanza, Verso un nuovo individuo, la gravidanza, il parto, sessualità e salute (l'igiene personale, le malattie trasmissibili sessualmente, l'AIDS).</p> <p>Dans l'indexe : aborto, omossualita : p. 35, Orgasmo p. 35, preservativo p. 40, pilola p. 40, aborto p. 39, etc.</p> <p>Garanti par la formation des intervenantes extérieures. Distribution de la brochure sur la contraception.</p> <p>Idem</p>
<p>15 <i>Couverture : quelle est la proportion des élèves touchés ? (estimation ou chiffres disponibles)</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <p><i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i></p>	<p>(action "Prevenzione degli abusi dei maltrattamenti")</p> <p>En principe 100% (12 heures de cours), mais il y a un besoin d'évaluation le corps enseignant qui est chargé de l'assurer ne le fait pas à 100%. Il y a des résistances à traiter la totalité du contenu de la brochure servant de support.</p> <p>100% (2 heures de cours par intervenantes du planning familial)</p>
<p>16 <i>Dans quelle mesure les thèmes sont-ils abordés dans les classes spéciales (enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire) ?</i></p>	<p>Les classes spéciales ne sont pas oubliées. Elles sont prises en charge comme les autres écoles, avec une attention particulière aux besoins spécifiques des élèves.</p>
<p>17 <i>Des mesures sont-elles prévues ou possibles dans votre canton pour assurer la continuité de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle ? L'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 est-il atteint ou atteignable dans votre canton ? Y a-t-il des lacunes et comment voyez-vous les priorités ?</i></p>	<p>Le programme mis en place se situe dans l'objectif 5.</p> <p>Les lacunes ont trait à la sensibilisation de la totalité du corps enseignant de l'école secondaire 1. Parmi les perspectives, il est envisagé de créer des collaborations avec les 17 médecins scolaires attachés aux écoles primaires et avec les différents intervenants de la prévention et de la promotion de la santé.</p>

NB. Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons : Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.

15.20 KANTON THURGAU

-
- 1 **Hauptsächliche Auskunftspersonen**
- Heinrich Lang, Departementssekretär des Dept. für Erziehung und Kultur, Regierungsgebäude, 8519 Frauenfeld
 - Franz Xaver Isenring, Sekundarschulinspektor, Thomas-Bornhauserstr. 38, 8570 Weinfelden
 - René Meier, Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung, Hafenstrasse 50d, 8280 Kreuzlingen
 - Daniel Bruttin, Aids-Hilfe TG/SH, Oberstadtstr.6, Postfach 28, 8500 Frauenfeld
-
- 2 **Schriftliche Grundlagen**
- Nationale Ebene*
- Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht und Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten/Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). - Bern: BIGA, 1. August 1996.
 - Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen/Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. - Bern: 1994.
- Kantonale Ebene*
- Sanitäts- und Erziehungsdepartement Kanton Thurgau. Aufklärung über Aids in der Schule. Weisung für Lehrpersonen der Volksschule. Frauenfeld: 1987 Abk. 'Weisung 1987'
 - Sanitäts- und Erziehungsdepartement Kanton Thurgau. Aufklärung über Aids in der Schule. Weisung an die Rektorate der Kantonsschulen und Seminarien. Frauenfeld: 1987.
 - Departement für Erziehung und Kultur des Kantons Thurgau. Lehrplan für die Oberstufe: Kanton Thurgau. Lehrmittelverlag des Kantons Thurgau; Frauenfeld: 1996. Abk. 'Lehrplan Oberstufe'
-
- 3 **Andere Dokumente**
- Inspektorat Oberstufe. Auswertung der Umfrage zur Aids-Prävention an sämtlichen Schulen der Oberstufe im TG. Kanton Thurgau, Amt für Volksschule und Kindergarten; Frauenfeld: 1999. Abk. 'Umfrage 1999'
 - Aidshilfe TG/SH. Fairbag, die etwas andere Prävention. Infoschrift zum Angebot der Aids-Hilfe. Frauenfeld: 1999.
 - fobiz, Weiterbildung Schule Thurgau. Den Wandel gestalten. Weiterbildungsangebot 2000. Kreuzlingen: Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung; 1999.
 - Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung. Konzept Gesundheit und Umwelt. Thurgauer Schulen auf dem Weg zur nachhaltigen Gesellschaft. [Konzept] Kreuzlingen: Kommission des Kantons Thurgau für Prävention im Gesundheitswesen; 1999.
 - Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung. Umgang mit schwierigen Schülersituationen, Basiskurse und fortführende Weiterbildung für Kontaktpersonen der Lehrerschaft. Projektbeschrieb. Kreuzlingen: Kanton Thurgau; 1999.
 - Departement für Erziehung und Kultur des Kantons Thurgau. Lehrplan für die Primarschule. Frauenfeld: Lehrmittelverlag des Kantons Thurgau; 1992.
-
- 4 *Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine **Verpflichtung**, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?*
- | | | |
|---------------------|---|-------------------------------------|
| <i>Primarschule</i> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitserziehung/-förderung | <p>nein</p> <p>nein</p> <p>nein</p> |
|---------------------|---|-------------------------------------|

<i>Sekundarstufe I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>HIV/ Aids-Prävention</i> ja ▪ <i>Sexualerziehung</i> ja* ▪ <i>Gesundheitserziehung/ -förderung</i> ja*
<i>Sekundarstufe II</i>	<p>*je nach Interpretation des Lehrplans, der sagt: " ... die Schule trägt zur Gesundheits-, Sexual- und Gemeinschaftserziehung bei und bietet Orientierungshilfen an" und " ... die Schüler lernen ihren Körper, dessen Funktionen, Veränderungen, Bedürfnisse ... kennen".</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>HIV/ Aids-Prävention</i> nein ▪ <i>Sexualerziehung</i> nein ▪ <i>Gesundheitserziehung/ -förderung</i> nein
<i>Berufsschule</i>	<p>In der Weisung von 1987 war die Aufklärung nur für dieses erste Jahr obligatorisch, dann heisst es ' diesem Thema soll auch in Zukunft die nötige Beachtung geschenkt werden'. Das Thema 'Sexualität' ist im Biologieunterricht erwähnt. Man kann keine Rückschlüsse zu einer Verpflichtung ziehen. Jede einzelne Mittelschule hat ihren eigenen Lehrplan.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>HIV/ Aids-Prävention</i> nein ▪ <i>Sexualerziehung</i> nein ▪ <i>Gesundheitserziehung/ -förderung</i> nein <p>nach Rahmenlehrplan: Gesundheit und Sexualität sind als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik erwähnt. Diese Themen, wie auch die HIV/Aids-Prävention sind nicht explizit obligatorisch. Die Umsetzung dieses Rahmenlehrplans obliegt den einzelnen Berufsschulen.</p>
5 <i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i>	Ja, jeweils bei den Ämtern für die verschiedenen Schulstufen.
6 <i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</i>	<p>Eine Stelle, die sich ausschliesslich mit der schulischen Gesundheitsförderung befasst, existiert nicht. Das Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung hat im Rahmen des kantonalen Konzepts 'Gesundheit und Umwelt' eine zentrale Funktion, da ihm die gesamte Projektorganisation obliegt. Es beschäftigt sich mit Gesundheitsförderung; Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention sind miteinbezogen.</p>
7 <i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Kantonsarzt. Eine Zusammenarbeit mit ihm wäre bei Bedarf möglich, zur Zeit sind die Kontakte sporadisch. Der Kantonsarzt hat eine Umfrage zur Aids-Prävention in den Schulen angeregt (siehe Frage 3). • Aids-Hilfe Thurgau/Schaffhausen (punktuell)
8 <i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	<p>Es gibt keine spezifischen Budgets für die Anliegen der schulischen Gesundheitsförderung, der Sexualerziehung oder der HIV/Aids-Prävention. Die Finanzierung erfolgt nach denselben Grundsätzen wie der Gesamtunterricht. Allfällige Kosten für externe Fachpersonen können z.B. über das Fortbildungsbudget bestritten werden. Die Aids-Hilfe hat festgestellt, dass die Anfragen von Schulen/Klassen um die Hälfte zurückgegangen sind, seit sie für ihre Einsätze einen Beitrag verlangen muss. Für das Projekt 'Umwelt und Gesundheit' wird der Kanton in den nächsten 5 Jahren mindestens Fr. 600'000.- aufwenden. Diese Teilsumme wird in erster Linie für die Ausbildung von Kontaktpersonen in den Schulhäusern aufgewendet.</p>

<p>9 <i>Werden die Lehrkräfte/externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i></p> <p><i>Primarschule</i></p> <p><i>Sekundarstufe I</i></p> <p><i>Sekundarstufe II</i></p> <p><i>Berufsschule</i></p>	<p>zukünftige Primarlehrkräfte werden wenig auf ihre Rolle als zukünftige VermittlerInnen von Sexualerziehung vorbereitet. Andere Angaben fehlen.</p> <p>71% der Lehrkräfte geben in der Umfrage 1999 an, neue Erkenntnisse zu HIV/Aids zu kennen und sie in den Unterricht miteinzubeziehen.</p> <p>An Universitäten ausgebildete Oberstufenlehrkräfte werden zu Sexualpädagogik überhaupt nicht und zu Sozialpädagogik sehr wenig vorbereitet.</p> <p>Seit der obligatorischen Fortbildung der Lehrkräfte bei der Einführung des Aids-Ordners gab es keine spezifischen Kurse mehr zu den Themen. Einzelne Lehrkräfte beanspruchen das Angebot der Aids-Hilfe, das auch Themen der Sexualpädagogik beinhaltet. Das Dokumentationsangebot dieser Stelle wird selten genutzt, die Lehrkräfte orientieren sich eher beim didaktischen Zentrum.</p> <p>Anmerkung: Die z.Z. durchgeführten Kurse für zukünftige Schulhauskontaktpersonen (Multiplikatoren) werden unter vielen anderen Aspekten der Prävention auch die Sexualerziehung und HIV/Aids-Prävention mitberücksichtigen.</p> <p>Auch hier gilt: Universitätsabgänger sind nicht spezifisch auf die Vermittlung dieser Themen vorbereitet, besonders was die psychosoziale Ebene betrifft. Einzelne Lehrkräfte beanspruchen das Angebot der Aids-Hilfe.</p> <p>Auch diese Lehrkräfte werden in der Grundausbildung nicht spezifisch auf die Themen vorbereitet. Die Ausbildung legt aber grosses Gewicht auf die sozialpädagogische Aufgabe der Lehrpersonen der allgemeinbildenden Fächer.</p>
<p>10 <i>Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Aids, Steck Dich nicht an • Tobler, von Tobel: Aids-Kommentar, Kt ZH. <p>Das Didaktische Zentrum unterstützt mit Materialiensammlung. Titel zu den Themen werden viel verlangt.</p> <p>Berufsschulen wählen ihre Lehrmittel individuell, die PLUR (Projektleiter für die Umsetzung des Rahmenlehrplans) machen Empfehlungen.</p>
<p>11 <i>In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt?</i></p> <p><i>Primarschule</i></p> <p><i>Sekundarstufe I</i></p> <p><i>Sekundarstufe II</i></p> <p><i>Berufsschule</i></p>	<p>kein vorgegebener Rahmen</p> <p>52% fächerübergreifend, verteilt auf Lebenskunde, Deutsch, Biologie 48% in speziellen Unterrichtseinheiten, auch in Zusammenhang mit Drogenprävention.</p> <p>Laut Lehrplan und mündlichen Auskünften wird grosser Wert darauf gelegt, dass der Unterricht dann und dort erteilt wird, wo Fragen auftauchen und die Probleme aktuell sind.</p> <p>keine Angaben</p> <p>allgemeinbildende Fächer, im Rahmen der Ethik</p>
<p>12 <i>Wer ergreift die Initiative für die Durchführung, gibt es eine Kontrolle?</i></p> <p><i>Primarschule</i></p>	<p>Klassenlehrer und -lehrerinnen</p>

<i>Sekundarstufe I</i>	KlassenlehrerInnen und FachlehrerInnen. Die Umfrage 1999 zur Aids-Prävention hatte eine gewisse Kontrollfunktion. Sie war vom Inspektorat der Oberstufe durchgeführt worden und ist mit einer Rücklaufquote von 96% repräsentativ
<i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Schulleitung, Lehrpersonen der allgemeinbildenden Fächer
13 Wer erteilt den Unterricht?	Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrer und Lehrerinnen selber.
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	Die Aids-Hilfe besucht einige Klassen der Oberstufe.
<i>Sekundarstufe II</i>	Die Aids-Hilfe besucht einige Klassen des LehrerInnenseminars.
<i>Berufsschule</i>	Das Angebot der Aids-Hilfe wird nicht beansprucht
14 Wie <i>einheitlich</i> sind die vermittelten Inhalte?	
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	Auf Grund des sehr breit gehaltenen Lehrplans steht es allen Lehrkräften frei, die Unterrichtsmethoden und Inhalte selber zu bestimmen. 40% der Lehrkräfte benützen das vorgegebene Lehrmittel
<i>Sekundarstufe II</i>	
<i>Berufsschule</i>	Jeder Lehrperson ist es freigestellt, ob und wie sie Inhalte zu den Themen vermitteln will. Auch die Wahl der Lehrmittel steht ihr frei.
15 Wieviele Schüler werden erreicht? <i>(Schätzung oder belegte Zahlen)</i>	Gemäss der vorliegenden Umfrage
<i>Primarschule</i>	
<i>Sekundarstufe I</i>	95% für HIV/Aids-Prävention. Der durchschnittliche Zeitaufwand beträgt 8 Stunden
<i>Sekundarstufe II</i>	
<i>Berufsschule</i>	
16 Werden die Themen in <i>Sonderschulen</i> für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?	Der Unterricht wird in vereinfachter Weise gestaltet. Die Lehrpersonen haben dieselben Verpflichtungen. Die Grobziele sind dieselben.
17 Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die <i>Nachhaltigkeit</i> der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Sind die Schule betreffenden Ziele des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?	Tendenziell verlagert sich die Aids-Prävention vom traditionellen Unterricht in Lektionen hin zu projektartigen Unterrichtseinheiten. Der Wunsch besteht, die Lehrkräfte periodisch über die neuesten Entwicklungen und Materialien zu informieren. Das verwendete Lehrmittel wird als veraltet bezeichnet. Auch die Fortbildung der Lehrer hat sich seit dem Ende der 80-er Jahre nie mehr spezifisch mit den Themen befasst. Allerdings ist unklar, wer heute den Impuls für solche Initiativen geben müsste (der Kantonsarzt und die Fachausschüsse der Lehrkräfte wurden als Möglichkeiten genannt) und wer für die Umsetzung verantwortlich wäre. Wenn die zukünftigen Schulhaus-Kontaktpersonen einmal alle ausgebildet und operationell sind (siehe 1.4), ist diese Aufgabe für sie vorgesehen. Es wird vermutet, dass das Bewusstsein für die Wichtigkeit der Themen an den Mittelschulen und Berufsschulen sehr viel geringer ist als an der Volksschule. Dort wird davon ausgegangen, dass die Information auf der obligatorischen Stufe vermittelt wurde. Es fehlt auch ein Gefäss für solche Themen, ebenso wie die Nähe der Klassenlehrperson zu ihrer Klasse. In der Berufsschule ist die Zeitfrage auch ausschlaggebend. Als gefährdete Gruppe werden junge, eben immigrierte AusländerInnen bezeichnet, da sie durchs Informationsnetz fallen und auch von den Schulen nicht erreicht werden.

- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

10	Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	Nach ausführlicher Liste im Lehrplan, z.B. <ul style="list-style-type: none"> • Aidsinformation für die Schule • Liebe, Sex, Verhüte Aids • Schritte ins Leben • Grenzen: Sexuelle Gewalt gegen Kinder Das Didaktische Zentrum unterstützt mit weiteren Materialien.
11	In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? Primarschule I Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschulen	'Mensch und Umwelt' - Themenkreis gesunder/krankter Mensch 'Lebenskunde' - Teil 'Sexualerziehung'. Das Fach Lebenskunde ist dreiteilig, ein eigenständiger Teil ist die Sexualerziehung. Biologie, Deutsch, Religion. Spezialveranstaltungen Allgemeinbildende Fächer, Ethik(nach Rahmenlehrplan).
12	Wer ergreift die Initiative für die Durchführung , gibt es eine Kontrolle ? Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschulen	jede einzelne Lehrkraft oder das Lehrerteam, wenn die Schule bereits nach dem neuen Schulmodell arbeitet. jede einzelne Lehrkraft oder das Lehrerteam, wenn die Schule bereits nach dem neuen Schulmodell arbeitet. Der Schulinspektor fragt alle Lehrkräfte explizit nach der Aids/HIV-Prävention. Schulleitung keine Information
13	Wer erteilt den Unterricht? Primarschule I Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschulen	Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrkräfte selber auch zusammen mit der Sucht- und Jugendberatungsstelle, die sich aber nicht spezifisch mit Sexualkunde oder Aids/HIV-Prävention befasst. keine Information
14	Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte ? Primarschule I Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschulen	Keine Information, ausser dem Lehrplan gibt es keine Richtlinien oder andere Weisungen.
15	Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen) Primarschule Sekundarstufe I Sekundarstufe II Berufsschule	Schätzung keine Information Aids/HIV-Prävention 100%, keine Antwort zu den anderen Themen möglich Aids/HIV-Prävention 100%, keine Antwort zu den anderen Themen möglich keine Information
16	Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?	Alle Lehrkräfte sind sensibilisiert, besonders was sexuellen Missbrauch betrifft. Alle haben eine Fortbildung besucht. Die Schüler werden auf individueller Basis und nach Absprache mit den Eltern unterrichtet. Die Themen sind nicht institutionell im Programm. Auf die HIV Problematik wird nicht speziell eingegangen.

-
- 17 *Sind in Ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die **Nachhaltigkeit** der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es **Lücken** und wo sind die **Prioritäten**?*
- Zusammenarbeit mit anderen Fachpersonen noch verstärken
- Die Auskunftspersonen sind sich einig, dass der HIV/Aids-Prävention heute weniger Beachtung zukommt als früher, dass die Motivation der Lehrkräfte aber vorhanden ist. Regelmässige Impulse sind nötig, um das Interesse wachzuhalten. (Von der vom BAG durchgeführten Plattform werden weitere Impulse erwartet)
- Tendenziell soll die Sexualkunde und HIV/Aids-Prävention in alle Schulfächer integriert und nicht in einer spezifischen Stunde oder einem spezifischen Fach abgehalten werden.
-
- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

15.22 CANTON DU VALAIS

(En l'absence de précision, on traite de tout le canton ou de sa partie francophone. Ce qui a trait à la partie germanophone du canton est précédé du sous-titre *Haut-Valais*)

-
- 1 *Principales personnes-ressources contactées*
- Pierre-Marie Gabioud, adjoint au Service de l'enseignement du Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS), Planta 3, 1951 Sion. Tél. 027/606 41 00
 - Roger Mathieu, adjoint au Service de l'enseignement (secondaire 2), DECS, Planta 3, 1951 Sion.
 - Tél. 027/606 41 00
 - Walter Schnyder, chef du Service d'aide à la jeunesse, Av. Ritz 29, Case postale 340, 1951 Sion. Tél. 027/606 48 20
 - Gilberte Voide, Fédération valaisanne des Associations et centres de consultations en matière de grossesse, planning familial et consultation conjugale, Case postale 93, 1958 St. Léonard. Tél. 027/203 75 21 (Président Claude Guntern). (Ci-dessous "planning familial" ou "Fédération PF").
 - Geneviève Schwery-Clavien, Planning familial, rue centrale 6, 3960 Sierre. Tél. 027/455 58 18
 - Max Schmid, adjoint au Service de la formation professionnelle (DECS), Planta 3, 1951 Sion. Tél. 027/606 42 80
 - Jean-Jérôme Filliez, directeur du Centre de formation professionnelle de Sion, av. de France 25, 1950 Sion.
 - Tél. 027/606 43 00
 - Catherine Donnet, coordinatrice de l'Antenne Sida du Valais romand, rue des Condémines 14, Case postale 888, 1951 Sion. Tél. 027/322 87 57
 - Béatrice Jordan, coordinatrice du Service de la médecine scolaire, rue des Condémines 14, Case postale 888, 1951 Sion. Tél. 027/322 99 71
 - **Haut-Valais**
Markus Pfaffen, coordinateur du programme "Lebenskunde", 3931 Ausserberg. Tél. 027/946 10 30
 - Sylvia Bittel, Aids Hilfe Oberwallis, St-Martiniplatz 1, 3930 Visp. Tél. 027/946 46 68
-
- 2 *Documents de référence (bases légales ou administratives)*
- Niveau national*
- Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne : Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ; 1994.
 - OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne : OFIAMT ; 1996.
- Niveau cantonal*
- Etat du Valais. Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Etat du 2 mai 1979 concernant les cours d'éducation aux problèmes de la vie et de l'amour humain donnés au cycle d'orientation (CO).
 - Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Etat du 23 mars 1994 concernant l'introduction d'un programme d'éducation générale et de promotion de la santé dans les écoles valaisannes.
 - Département de l'instruction publique du canton du Valais. Directives du 19 avril 1994 concernant l'éducation au choix professionnel et les informations générales : modification de la grille horaire en 2^e et 3^e années du cycle d'orientation. Sion : DIP ; 1994.
 - Concept d'éducation sexuelle du 1^{er} juin 1992 élaboré par la

	Fédération des Associations de planning familial et de consultation conjugale du Canton du Valais. (cité comme document de référence par le Chef du DECS).
	• Antenne sida du Valais romand. Concept de prévention du sida auprès des jeunes de 13 à 15 ans dans les écoles valaisannes. Evaluation 1995-1996. Sion : Antenne sida ; s.d.
3	Autres documents
4	<p><i>Existe-t-il une notion d'obligation concernant la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, le cas échéant la promotion de la santé en milieu scolaire ?</i></p> <p>En principe, l'éducation sexuelle est prioritairement le devoir des parents.</p> <p>Une directive du Conseil d'Etat valaisan (1979) oblige les écoles du niveau secondaire 1 à faire figurer dans leur grille horaire un temps consacré à l'éducation et aux problèmes de la vie et de l'amour humain, en 2^{ème} et 3^{ème} année du cycle d'orientation. La responsabilité de la mise en œuvre de la directive incombe aux directions des écoles</p> <p>Les intervenant-e-s extérieur-e-s engagés pour traiter de cette question dans les écoles sont payés à la vacation par le DECS.</p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle non ▪ Promotion (ou éducation) santé oui <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH oui ▪ Education sexuelle oui ▪ Promotion (ou éducation) santé oui <p><i>Ecoles secondaires II</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle non ▪ Promotion (ou éducation) santé oui <p><i>Ecoles professionnelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévention VIH non ▪ Education sexuelle non ▪ Promotion (ou éducation) santé oui
5	<p><i>Le département chargé de l'éducation est-il responsable pour tous les niveaux d'école, quel que soit le thème ?</i></p> <p>Oui</p>
6	<p><i>Y a-t-il une structure qui se charge de la mise en œuvre concrète ? (officiellement ou officieusement mandatée)</i></p> <p>Basée sur un mandat du Conseil d'Etat du 23 mars 1994, il existe une sous-commission cantonale bilingue "Enfance et adolescence" subordonnée à la commission cantonale de promotion de la santé, dont le mandat est "d'étudier et de proposer toutes les mesures propres à favoriser l'éducation à la santé à l'école en lui accordant dans les grilles horaires la place nécessaire, compte tenu des exigences des autres disciplines et des plans d'étude."</p> <p>Présidée par M Walter Schnyder, cette sous-commission a un sous-groupe qui s'occupe de sexualité.</p> <p>Cette sous-commission est notamment chargée aujourd'hui de préparer un concept de promotion de la santé à l'école (objectifs et programmes, public-cible, financement). Le planning familial a récemment été intégré à cette sous-commission.</p>
7	<p><i>D'autres acteurs/partenaires officiels sont-ils impliqués ? Comment se passe la collaboration/coordination ?</i></p> <p>Le concept de prévention VIH/sida pour le niveau secondaire 1 est confié par mandat à l'Antenne sida. La mise en œuvre concrète est assurée par les animatrices en éducation sexuelle et les conseillères en planning familial des centres de la Fédération PF.</p>

	<p>Les autres partenaires de la mise en œuvre sont : les commissions scolaires et directions d'école, les médiateurs scolaires pour l'information sur le VIH/sida, les infirmières scolaires dans certains cycles d'orientation, l'Office médico-pédagogique pour la supervision et la prévention dans le Valais romand.</p> <p>Haut-Valais</p> <p>La "Jugendkommission" et l'Antenne "Aidshilfe" sont les partenaires pour le Haut-Valais.</p>
8	<p><i>Existe-t-il des moyens financiers pour ces thèmes ? A quels budgets les dépenses sont-elles affectées ?</i></p> <p>Au niveau primaire, les initiatives prises par les directions d'école et agréées par le DECS sont financées par les communes.</p> <p>Au niveau secondaire, le DECS assume les dépenses ; celles-ci étant englobées dans la totalité des subventions accordées, il n'est pas possible d'en déterminer avec précision les montants.</p> <p>[Rapport annuel 1998 de la Fédération PF : 804 interventions externes au secondaire 1(+ 14 réunions de parents), 47 concernant les écoles supérieures, 53 payées par les communes.]</p>
9	<p><i>Les intervenant-e-s (externes et internes à l'école) sont-ils préparés à leurs tâches de prévention en santé sexuelle (formation de base, formation continue) ?</i></p> <p>Les animatrices en éducation sexuelle et les conseillères en planning familial des Centres de la Fédération PF sont au bénéfice d'une formation de base d'un an dispensée dans le cadre du <i>Cours de base romand en éducation sexuelle et planning familial</i>, ainsi que les stages qui l'accompagnent.</p> <p>La formation continue de ces personnes, sous la forme de supervisions-séminaires, est obligatoire.</p> <p>Formation du corps enseignant</p> <p>La formation de base ne contient pas de modules spécifiques relatifs à la promotion de la santé. Des offres de formation continue sont organisées concernant la sensibilisation au problème des abus sexuels, co-animés par les animatrices en éducation sexuelle et les psychologues de l'office médico-pédagogique.</p>
10	<p><i>Quel matériel didactique est mis à disposition des élèves ?</i></p> <p>Il n'y a pas de distribution systématique de matériel. Les élèves peuvent obtenir la documentation présentée lors des interventions. Les médiateurs scolaires tiennent à disposition des brochures destinées aux adolescents (par ex. "Jo", "Ho les filles").</p>
11	<p><i>Dans quel contexte scolaire l'enseignement est-il donné?</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p>Programme d'éducation sexuelle et de prévention des abus : sur demande des communes, information aux enseignants et aux parents, interventions auprès des élèves de 2^{ème} année enfantine et de 4^{ème} année primaire.</p> <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <p>Application du programme d'éducation aux problèmes de la vie et de l'amour humain, valable en principe pour les deux parties du canton.</p> <p><i>Ecoles secondaire II et professionnelles</i></p> <p>Interventions de spécialistes externes sur demande.</p>
12	<p><i>Qui prend les initiatives sur le terrain, y a-t-il un contrôle ?</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p>L'initiative et le contrôle appartiennent aux directions d'école/commissions scolaires. Le DECS approuve les programmes. Les inspecteurs sont chargés de la haute surveillance.</p> <p><i>Ecoles secondaire I</i></p> <p>Les offres sont faites par les spécialistes externes des centres de la Fédération PF et par l'Antenne sida. Le DECS approuve les programmes. L'initiative de l'organisation et le contrôle appartiennent aux directions d'école. Les inspecteurs exercent la haute surveillance.</p> <p>Haut-Valais</p> <p>Dans le Haut-Valais, "Info-Bar", par la "Jugendkommission" propose des "Journées santé".</p> <p><i>Ecoles secondaire 2 et professionnelles</i></p> <p>Le principe est identique. Le contrôle appartient uniquement à la direction de l'établissement.</p>

<p>13 <i>Qui fait les interventions ?</i> Ecole primaire Ecoles secondaires I et II, écoles professionnelles</p>	<p>Animatrices en éducation sexuelle des centres PF. Personnels des centres PF. Collaboration avec les médiateurs scolaires pour l'information VIH sida. Collaboration avec les infirmières scolaires et autres intervenants externes (OMP, Ligues) dans le cadre des "Journées santé". Haut-Valais Enseignants formés au programme "<i>Lebenskunde</i>" dans le Haut-Valais.</p>
<p>14 <i>Y a-t-il une certaine homogénéité dans le contenu des interventions ?</i> Ecole primaire Ecole secondaire I Ecoles secondaires II et professionnelles</p>	<p>L'homogénéité est garantie par la formation commune des spécialistes externes des centres de la Fédération PF. Les rares écoles qui ont introduit un programme d'éducation sexuelle ont adopté les mêmes concepts (CIRENAC 1997). Le programme est identique dans les CO du Valais romand (concept Antenne sida). Haut-Valais L'homogénéité est moins présente Pas d'homogénéité</p>
<p>15 Couverture : quelle est la proportion des élèves touchés ? (estimation ou chiffres disponibles) Ecole primaire Ecole secondaire I Ecoles secondaires II et professionnelles</p>	<p>Pas de statistiques. Partie francophone : quasi 100% Haut-Valais Pas de statistiques, mais la généralisation est prévue. Actions ponctuelles. Pas de statistiques.</p>
<p>16 <i>Dans quelle mesure les thèmes sont-ils abordés dans les classes spéciales (enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire) ?</i></p>	<p>Les classes d'observation (destinées aux élèves ayant des retards scolaires) sont assimilées aux classes ordinaires en ce qui concerne les programmes de prévention. Quant aux classes d'adaptation (destinées aux élèves handicapés), les programmes des prévention sont mis sur pied en fonction des demandes.</p>
<p>17 <i>Des mesures sont-elles prévues ou possibles dans votre canton pour assurer la continuité de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle ? L'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 est-il atteint ou atteignable dans votre canton ? Y a-t-il des lacunes et comment voyez-vous les priorités ?</i></p>	<p>Le canton du Valais est conscient que la continuité n'est pas totalement assurée et que des efforts doivent être entrepris. De grands espoirs avaient été mis dans le programme "Objectif Grandir" qui visait de manière globale à mettre en œuvre une réelle promotion de la santé, en collaboration avec divers partenaires. Suite à l'abandon de ce programme, la sous-commission "Enfance et adolescence" a reçu le mandat de recenser les problèmes existants, de définir pour chaque thème (dont l'éducation sexuelle et l'"info SIDA") un concept clair, des objectifs pour l'ensemble des élèves par catégorie d'âge et le rôle respectif des enseignants et des intervenants extérieurs. (Rép. Pierre-Marie Gabioud, Service de l'enseignement du DECS)</p>
<p>NB. Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons : Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.</p>	

15.23 CANTON DE VAUD

-
- 1 *Principales personnes-ressources contactées*
- Dominique de Vargas, responsable du Service d'éducation sexuelle de la Fondation Profa, Lausanne. Av. Georgette 1, 1003 Lausanne.
 - Jean-Daniel Boegli, conseiller scientifique ODES, Secrétariat général du Département de la Formation et de la Jeunesse (DFJ), Etat de Vaud, av. de Cour 25, 10007 Lausanne. Tél. 021-617 77 88.
 - Eva Palasthy, adjointe pédagogique, Service de la formation professionnelle du DFJ, Etat de Vaud. Rue St Martin 24, 1014 Lausanne. Tél. 021-316 63 21.
 - Janine Annaheim, responsable du Service "Jeunesse et santé" (SJS) de l'OMSV, Secteur Prévention scolaire. Av. de Provence 4, 1007 Lausanne. Tél. 021-623 36 33.
 - Manuela Fontana, Secteur Prévention scolaire, OMSV, Av. de Provence 7, Lausanne. Tél. 021- 623 36 36.
-
- 2 *Documents de référence (bases légales ou administratives)*
- Niveau national*
- Plan d'étude cadre (PEC) pour les écoles de maturité. Berne : Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ; 1994.
 - OFIAMT. Plan d'étude cadre (PEC) pour l'enseignement de la culture générale dans les écoles professionnelles industrielles et artisanales et les écoles de métiers. Berne : OFIAMT ; 1996 [actuellement OFST].
- Niveau cantonal*
- Correspondance officielle du Département de la Formation et de la Jeunesse (DFJ) (anciennement. "Département de l'Instruction publique et des cultes") adressant des recommandations aux autorités scolaires sur le thème de l'éducation sexuelle (9 décembre 1969, 20 juin 1974, 30 juin 1975, 9 janvier 1986).
 - Loi du 29 mai 1985 sur la santé publique du Canton de Vaud : Modification de l'article 45 (santé scolaire), décembre 1999.
 - Loi scolaire du 12 juin 1989, article 103.
 - Loi vaudoise du 19 septembre 1990 sur la formation professionnelle, article 38 (Education pour la santé).
 - Règlement du 22 mai 1992 d'application de la loi du 19 septembre 1990 sur la formation professionnelle, article 54 (Programme "jeunesse et santé").
-
- 3 *Autres documents*
- C.H. Bugnon [fondateur du service d'éducation sexuelle]. L'éducation sexuelle comme contribution à la formation de l'identité sexuelle des élèves. Méd. & Hygiène 1992 ; 50 : p. 938-940.
 - M. Weber-Jobé, D. de Vargas-Rochat. Les adolescents face au SIDA : une nouvelle légitimité pour l'éducation sexuelle? Méd. Hygiène 1999 ; 48: 3254-3257.
 - Service d'éducation sexuelle de Profa. Education sexuelle et prévention du SIDA en milieu scolaire : l'exemple du canton de Vaud. Lausanne : Profa, 1994 [2 pages]. (Ci-dessous : Présentation de Profa).
 - Dominique de Vargas. Teaching the very young. Choices 1996 ; 25:20-21.
 - Education à la vie et prévention des abus sexuels pour les élèves des classes enfantines ou 1e primaire. Lausanne : Profa [2 pages, sd].
 - Rapports annuels d'activité de la Fondation Profa (Lausanne) : Activités du service d'éducation sexuelle.
 - Fondation Profa. Charles Bugnon. Bulletin Profa No29. Lausanne : Profa, décembre 1999.

- Cortolezzis Caroline, Muheim David, (sous la direction du Professeur Vincent Barras). Education sexuelle en milieu scolaire vaudois (1965-1980). Lausanne : Institut universitaire d'histoire de la médecine et de la santé publique ; juin 1997. Mandat n° 316.95.5727 de la division principale médecine et pharmacie de l'Office fédéral de la santé publique : "Prévention et éducation sexuelle".
- Boegli Jean-Daniel. Ecole en santé : quelques clefs. Lausanne : LEP et Education 2000 ; [date].
- L'amour préservé : les jeunes et le sida. Un dossier publié sous la direction du Dr Jean Martin. Lausanne : ISPA Presse ; 1989.

4 *Existe-t-il une **notion d'obligation** concernant la prévention VIH/sida, l'éducation sexuelle, le cas échéant la promotion de la santé en milieu scolaire ?*

Les décisions concernant la mise en œuvre de l'éducation sexuelle appartiennent aux commissions scolaires communales ou aux directions d'établissement. Les parents ont le droit de refuser les cours d'éducation sexuelle pour leur enfant. En 1969, le chef du Département de l'instruction publique (aujourd'hui DFJ) a pris position en faveur de l'éducation sexuelle en tant qu'autorité politique concernée et a recommandé sa mise en œuvre dès 1969 (date de la création du service d'éducation sexuelle de Profa). Voir lettre circulaire du 9.12.69 sur l'organisation de "causeries" dans les écoles publiques de l'enseignement obligatoire. Le soutien du département est réaffirmé dans des lettres datant de 1974, 1975, 1979 et 1986. L'organisation des campagnes sida et la participation à la Journée du 1er décembre dans les écoles fait aussi l'objet de circulaires de recommandation de la part du département.

En décembre 1999, l'article 45 de la Loi vaudoise sur la santé publique a été modifié et mentionne désormais explicitement l'éducation sexuelle dans les "mesures de santé scolaires".

Le règlement du 22 mai 1992 concernant l'enseignement professionnel précise que le Programme "Jeunesse et santé" est chargé de la "protection et de la promotion de la santé de l'apprenti".

Ecole primaire

<i>Prévention VIH</i>	non
<i>Education sexuelle</i>	non
<i>Promotion (ou éducation) santé</i>	oui

Ecole secondaire I

<i>Prévention VIH</i>	non
<i>Education sexuelle</i>	non
<i>Promotion (ou éducation) santé</i>	oui

Ecoles secondaires II

<i>Prévention VIH</i>	non
<i>Education sexuelle</i>	non
<i>Promotion (ou éducation) santé</i>	en partie

Ecoles professionnelles

<i>Prévention VIH</i>	non
<i>Education sexuelle</i>	non
<i>Promotion (ou éducation) santé</i>	oui

5 *Le département chargé de l'instruction publique est-il **responsable** pour tous les niveaux d'école, quel que soit le thème ?*

La responsabilité est partagée entre le département de la santé publique et celui de la formation. Les lois se rapportant à leur responsabilité respective sont différentes : La loi scolaire mentionne le devoir de "surveillance de la santé des élèves des écoles publiques". La loi sur la santé publique cite les mesures de santé scolaire mises en œuvre par le personnel de médecine scolaire et le corps enseignant. Le règlement du 27 février 1987 sur l'activité des médecins, médecins-dentistes et infirmières scolaires cite les acteurs des "mesures d'éducation à la santé" : personnel enseignant, animateurs de santé, médiateurs scolaires, médecins, médecins-dentistes et infirmières scolaires.

6	<i>Y a-t-il une structure qui se charge de la mise en œuvre concrète ? (officiellement ou officieusement mandatée)</i>	<p>Concernant les 16-19 ans, les actions d'éducation pour la santé qui ont lieu dans le cadre du programme "Jeunesse et santé" sont réglementées par un accord des trois départements concernés (santé publique, le service de l'enseignement supérieur et le service de la formation professionnelle).</p>
7	<i>D'autres acteurs/partenaires officiels sont-ils impliqués ? Comment se passe la collaboration/coordination ?</i>	<p>En ce qui concerne l'école obligatoire, la mise en œuvre des cours d'éducation sexuelle est faite par le Service d'éducation sexuelle de Profa (une structure privée reconnue d'utilité publique). Pour les cours professionnels, c'est une adjointe du Service de la formation professionnelle du DFJ qui s'en charge.</p> <p>Une "Commission sida école" (initiée par le Médecin cantonal) a soutenu au cours des années diverses activités de sensibilisation sur le thème du VIH : diffusion de matériel (BD Jo, Dépliants, vidéo Vivre avec), soutien à la production de spots vidéo, etc. Elle s'est dissoute en 1998 pour s'intégrer à une nouvelle "Commission de la santé dans les écoles vaudoises".</p> <p>A partir du 10 novembre 1999, il existe un Office des écoles en santé (ODES) rattaché au DFJ en collaboration avec le Service de la santé publique et l'OMSV. L'ODES est une structure de coordination pour les questions de prévention, d'éducation pour la santé et de promotion de la santé. Il est dirigé par deux codirecteurs, l'un responsable pédagogique et l'autre responsable médical.</p> <p>L'organisation des interventions externes d'éducation sexuelle est faite par le Service d'éducation sexuelle de Profa en collaboration avec les directeurs et directrices des établissements de la scolarité obligatoire et leurs <i>équipes de santé</i>.</p> <p>Les <i>équipes de santé</i> au niveau d'un établissement scolaire organisent des actions de prévention et d'éducation à la santé, avec des collaborations extérieures. La <i>Journée annuelle mondiale du sida</i> fait partie des actions promues ou non par les écoles. C'est souvent l'occasion d'organiser un rappel sur le thème.</p> <p>Pour les plus de 16 ans, le Programme Jeunesse et Santé (OMSV) est responsable de l'activité des services médicaux (médecins et infirmières scolaires) des établissements. Sa mission a trait à "la protection et la promotion de la santé".</p>
8	<i>Existe-t-il des moyens financiers pour ces thèmes ? A quels budgets les dépenses sont-elles affectées ?</i>	<p>Ecole obligatoire</p> <p>Pour les écoles primaire et secondaire I, les interventions extérieures d'éducation sexuelle sont facturées aux écoles, (pris sur l'ensemble du budget, soit des fonds cantonaux et communaux).</p> <p>Montants des prestations facturées par le service d'éducation sexuelle de Profa pour ce niveau d'école : 200'000 f. par an. Les services de Profa reçoivent une subvention "enveloppe" en tant qu'organisme utile à la santé publique.</p> <p>16-19 ans :</p> <p>Les postes de travail liés à la médecine scolaire, promotion de la santé et à l'enseignement (médiateurs et médiatrices scolaires) sont intégrés à différents budgets : Santé publique (OMSV), DFJ.</p> <p>Les interventions externes d'éducation sexuelle qui ont lieu dans certaines écoles professionnelles sont liées au poste d'adjointe pédagogique du Service de la formation professionnelle (Budget DFJ). Il existe un budget de 3 f. par élève pour couvrir le coût d'actions d'éducation à la santé dans le cadre du Programme "Jeunesse et santé".</p>
9	<i>Les intervenant-e-s (externes et internes à l'école) sont-ils préparés à leurs tâches de prévention en santé sexuelle (formation de base, formation continue) ? Ecole primaire et secondaire I</i>	<p>Les intervenant-e-s externes ont une formation spécialisées. Le personnel du Service d'éducation sexuelle de Profa est formé dans le cadre du <i>Cours</i></p>

	<i>de base romand en éducation sexuelle et planning familial, et des stages qui l'accompagnent. Le Service garanti l'encadrement, la supervision et la formation continue de son personnel.</i>
	Dans le domaine de l'éducation à la santé, les animateurs et animatrices de santé des écoles formés au sein du corps enseignant et les infirmières scolaires ont une formation à l'éducation à la santé en général.
<i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i>	Les infirmières de santé publique de "Jeunesse et santé" sont formées à la prévention mais non spécialisées en santé sexuelle (formation d'infirmière en santé publique). Les médiateurs sont préparés à leur rôle à travers une formation interne.
	L'adjointe pédagogique qui fait les interventions externes en milieu appreni a une formation spécialisée en éducation sexuelle.
10	<p><i>Quel matériel didactique est mis à disposition des élèves ?</i></p> <p>Pas de matériel pédagogique distribué systématiquement. La Bibliothèque de Profa met des ouvrages et du matériel à disposition des intervenant-e-s et personnes intéressées.</p>
11	<p><i>Dans quel contexte scolaire l'enseignement est-il donné ?</i></p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p>Périodes d'enseignement par des animatrices spécialisées externes, actions ponctuelles des infirmières scolaires</p> <p><i>Ecoles secondaire I</i></p> <p>Périodes d'enseignement par des animatrices spécialisées externes ; événements ponctuels à travers les équipes de santé (1^{er} Décembre)</p> <p><i>Ecoles secondaires II</i></p> <p>Evénements ponctuels, réparti dans diverses branches enseignées, traitement du thème à l'appréciation des enseignant-e-s. Actions d'animation issues de collaborations interdisciplinaires (1^{er} Décembre).</p> <p><i>Ecoles professionnelles</i></p> <p>Contact individualisé avec l'infirmière (questionnaire de santé pour chaque élève), actions ponctuelles non systématiques, Périodes d'enseignement spécifiques (un tiers des élèves).</p>
12	<p><i>Qui prend les initiatives sur le terrain, y a-t-il un contrôle ?</i></p> <p>La mise en œuvre des périodes d'enseignement par intervenantes externes est liée à l'initiative du service d'éducation sexuelle de Profa. D'autres actions non régulières sont initiées par les équipes de santé constituées à partir des collaborations au sein de l'école (service de santé, aumôniers, médiateurs ou animateurs de santé) et avec des interventions extérieures (l'Antenne cantonale de l'Aide suisse contre le sida Point Fixe, témoignages). Pour la prévention VIH/sida, l'Association du 1^{er} Décembre alémanique suscite de nombreuses collaborations de la part des écoles.</p> <p>16-19 ans : les équipes de santé sont suscitées par le personnel du Programme "Jeunesse et santé" (OMSV).</p> <p><i>Ecole primaire</i></p> <p>Service d'éducation sexuelle de Profa.</p> <p><i>Ecole secondaire I</i></p> <p>Service d'éducation sexuelle de Profa et équipes de santé (particulièrement infirmière scolaire).</p> <p><i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i></p> <p>Equipes de santé (infirmières et enseignants médiateurs principalement).</p>
13	<p><i>Qui fait les interventions ?</i></p> <p><i>Ecole primaire et secondaire I</i></p> <p>Prestataires de services de Profa (facturés par Profa).</p> <p><i>Ecoles secondaires II et professionnelles</i></p> <p>Personnel de santé (infirmières) et corps enseignant (médiateurs).</p>
14	<p><i>Y a-t-il une certaine homogénéité dans le contenu des interventions ?</i></p> <p>Primaire et secondaire 1 : Les interventions à trois moments de la carrière scolaire avant 16 ans permettent de donner d'aménager le contenu en fonction de la maturité des élèves.</p> <p>Contenu mentionné dans la Présentation des interventions du Service d'éducation sexuelle de Profa : procréation, corps, amour et relations, contraception, identité sexuée, informations des médias, sida.</p> <p>Actions ponctuelles concernant sexualité et VIH : l'accent est mis sur la motivation, avec pour premier objectif de susciter intérêt, débats et présence du thème dans l'école. L'homogénéité du contenu n'est pas privilégiée dans cette approche.</p>

<p><i>Ecole primaire et secondaire I</i> <i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i></p>	<p>Participation des écoles à la <i>Journée mondiale du sida</i> (Lausanne non compris), décembre 1999 : 53 actions de distribution de ruban rouge, 15 animations dans les classes, 13 actions extra-scolaires, 11 activités solidaires sur le site scolaire, 9 stands tenus par les élèves, 4 expositions, 3 stands de prévention en collaboration avec des organisations extérieures, 1 concours de photos (selon le rapport du Secteur Prévention, OMSV, 29.11.99).</p> <p>oui</p> <p>Pas de cours ni de contenu défini, donc pas d'homogénéité - laissé à l'interprétation de l'enseignant-e.</p> <p>Oui dans les cours, non dans les interventions ponctuelles.</p> <p>Exemple d'actions ponctuelle :</p> <p>En 1999 le projet cantonal "J'ai pas peur d'aimer"- a mis sur pied une campagne d'affiches originales placardées dans les écoles des 16-20 ans et accompagnées de discussions et débats. Ce projet est co-organisé par la Fondation Profa, et le Service Jeunesse et santé de l'OMSV. Les financements ont été recherchés et obtenus auprès de divers fonds consacrés à la prévention (écoles, départements, OMSV, Profa, autres).</p>
<p>15 Couverture : quelle est la proportion des élèves touchés ? (estimation ou chiffres disponibles)</p> <p><i>Ecole primaire</i> <i>Ecoles secondaire 1</i> <i>Ecoles secondaires II</i> <i>Ecoles professionnelles</i></p>	<p>95-100% (une fois 2 heures)</p> <p>95-100% (au total : une fois deux heures et deux fois deux heures)</p> <p>Peu couvert, données manquantes</p> <p>environ un tiers reçoivent un cours d'éducation sexuelle.</p> <p>Actions ponctuelles en 1998 : au moins 60% (voir ci-dessus).</p>
<p>16 Dans quelle mesure les thèmes sont-ils abordés dans les classes spéciales (enfants handicapés mentaux ou en retard scolaire) ?</p>	<p>Les interventions en classe spéciales représentent le 7% des prestations d'éducation sexuelle facturées en 98.</p>
<p>17 Des mesures sont-elles prévues ou possibles dans votre canton pour assurer la continuité de la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle ? L'objectif 5 du Programme national VIH et sida 1999-2003 est-il atteint ou atteignable dans votre canton ? Y a-t-il des lacunes et comment voyez-vous les priorités ?</p>	<p>Au niveau de l'école obligatoire, l'éducation sexuelle est très bien implantée dans le Canton, à travers des spécialistes externes qui interviennent systématiquement dans les écoles et intègrent le thème du VIH à l'ensemble de l'éducation sexuelle. L'éducation sexuelle est reconnue comme une mesure de santé scolaire, qui est depuis peu inscrite dans la loi (novembre 1999).</p> <p>Pour les écoles post-obligatoires, la prévention dans le domaine de la santé sexuelle repose sur les initiatives des équipes de santé scolaire qui n'ont pas de directives explicites sur la manière de traiter le thème, mais qui considèrent que cela fait partie de leur mission d'éducation et de promotion de la santé (les enseignants et médiateurs motivés, les équipes de santé des écoles, les infirmières du programme "Jeunesse et santé", en collaboration avec des spécialistes).</p> <p>L'Office des écoles en santé (ODES) créé en novembre 1999 au sein du DFJ du Canton permettra de replacer l'éducation sexuelle et la prévention VIH/sida dans le contexte global de la promotion de la santé à l'école. Un des premiers buts de l'ODES sera de faire un concept général de promotion de la santé scolaire, dans lequel le thème de la sexualité aura sa place. Dans un premier temps, ce concept concernera l'école obligatoire.</p>

NB. Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons : Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.

15.24 KANTON ZUG

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Robert Hitz, Leiter Amt für Gemeindliche Schulen, Direktion für Bildung und Kultur, Baarerstrasse 19, Postfach, 8304 Zug • Hugo Nussbaumer, GIBZ, Baarerstrasse 100, 6302 Zug • Bettina Stamm, Mitarbeiterin Aids-Hilfe Zug, Zeughausgasse 9, 6300 Zug • Frau Meier, Beraterin Sexual- und Schwangerschaftsberatung der Frauenzentrale Zug, Tirolerweg 8, 6300 Zug
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994. • Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt, Primarschule Kanton Zug. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule Kanton Zug. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993. • Gewerblich-industrielle Berufsschule Zug. Schullehrplan Allgemeinbildung für 4-jährige Lehren (Auszug). Zug: 1999.
	<i>Kantonale Ebene</i>	
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Suchtprävention Zug, Prävention und Gesundheitsförderung in der Volksschule des Kanton Zug. Bedürfnisorientiertes Konzept zur Umsetzung von Suchtprävention, Sexualerziehung und Aidsprävention an Kindergärten, gemeindlichen Schulen und am Gymnasium Unterstufe. Ergebnisse der Umfrage. Zug: die Suchtprävention; 1998.
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitsförderung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitsförderung/-förderung
	<i>Sekundarstufe I</i>	<p>nach Lehrplan</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitsförderung/-förderung
	<i>Sekundarstufe II</i>	<p>nach Lehrplan und internem Papier zur Klassenstunde. Für alle Bereiche gibt es Richtziele.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ▪ Sexualerziehung ▪ Gesundheitsförderung/-förderung

		In der Mittel- und Oberstufe der Kantonsschule sind die Themen indirekt im Lehrplan Biologie enthalten (Hormone, Immunologie, Genetik). Zu bemerken ist, dass sich das Gymnasium als 6-jährige, zusammenhängende Ausbildung versteht. Auch für diese Themen gibt es prinzipiell keinen Unterschied zwischen Sekundarstufe I und Sekundarstufe II.
<i>Berufsschule</i>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/-förderung ja
		nach Lehrplan
5	<i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i>	Nein Die Berufsschulen unterstehen dem Volkswirtschaftsdepartement
6	<i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/oder sich damit beschäftigt?</i>	Volksschule, Amt für Gemeindliche Schulen , insbesondere die Fachberater zu 'Lebenskunde' und 'Umwelt und Mensch'. Sie sollten initiieren, dokumentieren und Fortbildung organisieren. Sekundarstufe II: bei Bedarf kantonale Stellen Berufsschulen: Aids-Hilfe Zug (Leistungsvereinbarung mit dem Kanton für Prävention in den Berufsschulen)
7	<i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Sexual- und Schwangerschaftsberatung der Frauenzentrale • Suchtprävention Zug Die Zusammenarbeit der Fachstellen ist gut. Sie haben gemeinsam den Auftrag erhalten, ein Präventionskonzept für Schulen auszuarbeiten, das evtl. zu einem umfassenderen Gesundheitsförderungskonzept ausgeweitet wird.
8	<i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i>	Es gibt keine spezifischen Budgets. Allfällige Kosten werden aus dem Lehrmittel- oder Fortbildungsbudget bestritten. Die externen Fachstellen sind kantonale und stellen den Schulen keine separaten Rechnungen.
9	<i>Werden die Lehrkräfte/externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i> <i>Primarschule</i>	Eine spezifische Ausbildung/Weiterbildung konnte nicht festgestellt werden, die Weiterbildungsangebote kamen bisher nicht an. Auch ein Angebot der Aids-Hilfe für didaktisch-pädagogische Unterstützung (im Schulblatt veröffentlicht) fand keinen Anklang. Die Schülerinnen eines LehrerInnenseminars verlangen Sexualpädagogik (laut Fachstelle). Das Amt schätzt, dass alle gut vorbereitet sind.
	<i>Sekundarstufe I</i>	Jedes Schulhaus hat einen Verantwortlichen für Gesundheitsförderung. Probleme werden in Teamsitzungen besprochen. Die Verantwortlichen schaffen im Prinzip den Kontakt zu den Fachstellen. Schneeballprinzip. In der Praxis werden die Fachstellen aber sehr selten kontaktiert
	<i>Sekundarstufe II</i>	Viele Lehrkräfte haben Schwierigkeiten mit dem psychosozialen Aspekt der Themen. 1993 gab es einen obligatorischen Kurs. Kantonal organisierte Abholkurse werden von Mittelschullehrern nicht genutzt. Eine Mittelschule organisiert ein internes, spezielles Weiterbildungsprogramm, in welchem AIDS und Sexualthematik regelmässig ihren Platz haben.
	<i>Berufsschule</i>	Jeder Lehrer muss angeben, ob er für die Themen Materialien oder einen Besuch auf einer Fachstelle oder einen externen Experten in der Klasse braucht. Alle diese Angebote werden von den Lehrern genutzt, d.h. viele bereiten sich vor.

10 Welches didaktische Material für Schüler wird eingesetzt?	<ul style="list-style-type: none"> • Aidsfragen, Sauerländerverlag • Aids, Steck dich nicht an • Wachsen und Erwachsenwerden 1987 • Das Aufklärungsbuch, 1990 • Schritte ins Leben, 1992 • Arbeitsunterlagen der AH und FaPla (1997) an alle Oberstufen <i>Wie heisst das genau?</i> <p>Dazu steht auch das kantonale Didaktische Zentrum allen zur Verfügung. Mittelschullehrer werden anlässlich des internen Weiterbildungsprogramms mit Materialien versorgt.</p>
11 In welchem Unterrichtsrahmen werden die Inhalte vermittelt? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	<p>'Mensch und Umwelt' - Themenkreis gesunder/kranker Mensch 'Lebenskunde' - Teil 'Sexualerziehung'. Das Fach Lebenskunde ist dreiteilig, ein eigenständiger Teil ist die Sexualerziehung. Biologie an der Unterstufe des Gymnasiums. Inhalte nach Richtzielen. Biologie, v.a. Wissensvermittlung. Spezialkurs durch Aids-Hilfe (70%) oder im allgemeinbildenden Unterricht, Ethik - Bereich 'Beziehung und Gemeinschaft'.</p>
12 Wer ergreift die Initiative für die Durchführung , gibt es eine Kontrolle ? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	<p>Jede Lehrkraft. Jede Lehrkraft. Auf Anregung der Ärzte hat das Amt für Gemeindliche Schulen in einer Umfrage konkret nach der Sexualerziehung gefragt. Diese Umfrage hatte eine Kontrollfunktion. Sie zeigte Lücken auf. Am Gymnasium Unterstufe existieren Vorgaben der Schulleitung an die Klassenlehrpersonen. Anlässlich der Reihenuntersuchungen im 8. Schuljahr fragen die Schulärzte auch nach HIV-Prävention. Lehrpersonen Biologie Schulleitung. Eine Kontrolle besteht insofern, dass jeder Lehrer angeben muss, welche Unterstützung er für diese Themen braucht.</p>
13 Wer erteilt den Unterricht ? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	<p>Lehrkräfte selber Klassenlehrer, ausdrücklich nicht die Fachlehrer Lehrpersonen Biologie externe Fachstellen und/oder Lehrkräfte selber</p>
14 Wie einheitlich sind die vermittelten Inhalte ? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	<p>Trotz klaren Vorgaben im Lehrplan wird vermutet, dass die Umsetzung sehr individuell geschieht. Einheitliches Lehrmittel (Mappe mit Arbeitsunterlagen zu Sexualerziehung, gemeinsam erarbeitet von den Fachstellen der Aids-Hilfe und der Sexual- und Schwangerschaftsberatung) Die Wissensvermittlung ist abhängig vom Stoffentscheid der Lehrperson. Unbekannt ist, inwiefern dem psychosozialen Aspekt der Thematik Rechnung getragen wird. einheitlich für die Interventionen der Fachstellen (d.h. 70% aller Schüler)</p>

15 Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen)	Schätzung:
<i>Primarschule</i>	100% Gesundheitserziehung, 20% Sexualerziehung und HIV-Prävention.
<i>Sekundarstufe I</i>	100% Gesundheitserziehung, 80% Sexualerziehung und HIV-Prävention. Am Untergymnasium 100% für alle Themen
<i>Sekundarstufe II</i>	50-70% (abhängig vom Stoffentscheid der Biologielehrperson
<i>Berufsschule</i>	60-70% durch Fachstellen (100% an der kaufmännischen Berufsschule).
16 Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?	Ja, sie machen sogar besonders viel.
17 Sind in Ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?	<p>Der Kanton ist der Meinung, dass die Aidsprävention banalisiert wird und dass es jetzt neue Impulse braucht. Im Juni werden z.B. neue Weisungen dazu im Schulblatt erscheinen.</p> <p>Laut neuem Gesundheitsförderungskonzept sollen die Themen ganz in den allgemeinen Unterricht eingebaut werden. In der Volksschule setzt man den Akzent auf fragenbezogenen, situativen Unterricht. Nur die Lehrperson kann darauf reagieren und dann intervenieren, wenn Probleme auftauchen.</p> <p>Die 'Umfrage zu Suchtprävention und Gesundheitsförderung' hat gezeigt, dass Lehrer mit den psychosozialen Aspekten des Gesundheitsunterrichts besondere Mühe haben. Hier werden bessere Angebote und Unterstützung gebraucht; für unsere spezifischen Themen wurden diese aber nicht besonders gefordert, am schwierigsten sind für Lehrpersonen die Problemkreise 'Übergriffssituation/Machtmissbrauch/sexuelle Gewalt.'</p> <p>Man wünscht sich für jedes Schulhaus ein Gesundheitsteam, das an der Basis die Impulse gibt. Dazu brauchte es zuerst eine einwandfreie Mediatorenausbildung.</p> <p>In den Berufsschulen ist die Aids-Information dank der guten Zusammenarbeit der Fachstellen bereits völlig in eine erweiterte Sexualerziehung integriert.</p>
NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.	

15.25 KANTON ZÜRICH

1	<i>Hauptsächliche Auskunftspersonen</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Irène Renz, Fachstelle für Aidsfragen, Kantonsärztlicher Dienst, Gesundheitsdirektion, Obstgartenstr. 21, 8090 Zürich • Ruedi Gysi, Volksschulamt, Walchestr. 21, 8090 Zürich • Michael de Boni, Mittelschul- und Berufsbildungsamt, Bildungsentwicklung, Ausstellungsstrasse 80, 8090 Zürich • Walter Kern, Pestalozzianum, Beckenhofstrasse 31, 8006 Zürich • Dr. Hans Nydegger, Kantonsschularzt, Rämistrasse 58, 8001 Zürich • Dr. Frey, Schulärztlicher Dienst der Stadt Zürich, Parkring 4, 8027 Zürich • Christina Hofmann, AIDS-Hilfe Schweiz, Konradstrasse 20, 8031 Zürich 						
2	<i>Schriftliche Grundlagen</i> <i>Nationale Ebene</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen und Lehrwerkstätten. Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Bern: BIGA, 1. August 1996. • Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen. Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren. Bern: EDK, 1994. • Erziehungsrat⁸⁸ des Kantons Zürich. AIDS-Prävention, Erziehungsratsbeschluss. Zürich: 1988. Abk. ERB 1988 • Erziehungsdirektion⁸⁹ des Kantons Zürich. Lehrplan für die Volksschule des Kantons Zürich. Zürich: Lehrmittelverlag des Kantons Zürich: 1991. Abk. Lehrplan 1991 • Erziehungsdirektion des Kantons Zürich. Sexualerziehung. Weisung. In: Schulblatt des Kantons Zürich. Zürich: Oktober 1993. Abk. Weisung 1993 						
	<i>Kantonale Ebene</i>							
3	<i>Andere Dokumente</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Pestalozzianum, Lebens- und Sozialkundliche Fachstelle. 12 Thesen zur Sexualerziehung in der Schule. Zürich: • Hornung R., Wydler H., Deventer A., Tschopp A. Evaluation der Aids-Präventionskampagne in Zürcher Schulen, Bericht zuhanden des Evaluationsteams des IUMPS der Universität Lausanne. Zürich: Institut für Präventivmedizin der Universität Zürich; 1988. • HIV/AIDS Prävention und Sexualpädagogik an der Schule (ab Oberstufe) und im ausserschulischen Jugendbereich, Liste von empfohlenen Büchern und Materialien, Schulblatt, 1999. • Silvia Schmid. Fünf Jahre Aids-Aufklärung in der Oberstufe der Volksschule. Bericht einer Umfrage bei 15 Lehrkräften. Zürich: Aids-Delegierter des Kantons Zürich; 1992. • Aids-Hilfe Schweiz. Heute über Aids reden, Schulprojekt. Broschüre. Aids-Hilfe Schweiz; Zürich: 1999. 						
4	<i>Besteht auf Grund der schriftlichen Grundlagen für die verschiedenen Schulstufen eine Verpflichtung, HIV/Aids - Prävention, Sexualkundeunterricht, evtl. Gesundheitserziehung/-förderung zu thematisieren?</i> <i>Primarschule</i>	<table border="0"> <tr> <td>▪ HIV/Aids-Prävention</td> <td>nein</td> </tr> <tr> <td>▪ Sexualerziehung</td> <td>ja</td> </tr> <tr> <td>▪ Gesundheitserziehung/-förderung</td> <td>ja</td> </tr> </table> <p>Laut Lehrplan 1991</p>	▪ HIV/Aids-Prävention	nein	▪ Sexualerziehung	ja	▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja
▪ HIV/Aids-Prävention	nein							
▪ Sexualerziehung	ja							
▪ Gesundheitserziehung/-förderung	ja							

⁸⁸ Dieses Gremium heisst heute Bildungsrat

⁸⁹ Dieses Gremium heisst heute Bildungsdirektion

<i>Sekundarstufe I</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ja ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung ja
<i>Sekundarstufe II</i>	<p>Laut ERB 1988, Lehrplan 1991, Weisung 1993</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention ja* ▪ Sexualerziehung nein** ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung nein
<i>Berufsschule</i>	<p>* Laut ERB 1988</p> <p>** Keine Vorgaben im kantonalen Lehrplan</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ HIV/ Aids-Prävention nein ▪ Sexualerziehung ja ▪ Gesundheitserziehung/ -förderung ja
<p>Im Kanton Zürich findet sich das Stichwort AIDS in keinem Berufsschullehrplan. Das Stichwort Sexualität wird explizit von drei grossen Berufsschulen erwähnt. Das Stichwort Gesundheit wird an diesen drei Schulen und an der Schweizerischen Frauenfachschule aufgeführt.</p> <p>Der 'Rahmenlehrplan für den Allgemeinbildenden Unterricht an Gewerblich-industriellen Berufsschulen' erwähnt Gesundheit und Sexualität als mögliche Unterrichtsgegenstände im Rahmen des grösseren Themas der Ethik. Diese Themen, wie auch die HIV/Aids-Prävention sind nicht explizit obligatorisch.</p>	
<p>5 <i>Liegt die Verantwortung für die drei Themen für alle Schulstufen beim Erziehungsdepartement?</i></p>	<p>Ja, beim Bildungsrat</p>
<p>6 <i>Gibt es auf administrativer Ebene eine Dienststelle, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/ oder sich damit beschäftigt?</i></p>	<p>Je eine Stelle der Gesundheitsdirektion (Fachstelle Aids) und eine Stelle bei der Bildungsdirektion (Volksschulamt) beschäftigen sich auf der administrativen Ebene und z.T. inhaltlich (Lehrplan, Lehrmittel) mit der Umsetzung. Beide Stellen sind auch in der Aids-Kommission vertreten. Das Pestalozzianum Zürich ist im Auftrag der Bildungsdirektion für die Lehrerfortbildung und teilweise die Entwicklung von Materialien verantwortlich.</p> <p>Mittelschul- und Berufsbildungsamt, Fach- und Projektstelle für allgemeinbildende Fächer. Der Leiter betreut diese Themen, aber ohne klaren Auftrag dazu.</p>
<p>7 <i>Sind andere Amts- oder Fachstellen beteiligt? Wie ist die Zusammenarbeit / Koordination?</i></p>	<p>Die Kontakte und die Koordination der obengenannten Stellen sind informell, aber gut. Erwähnt werden auch das kantonale Schularztamt (kann nur Empfehlungen abgeben, hat aber keine Weisungsbefugnis, da die Schulärzte den Gemeinden unterstehen). und das Schulprojekt der Aids-Hilfe Schweiz sowie das private Institut für Sexualpädagogik. Der Kontakt mit diesen Stellen ist eher zufällig, es besteht keine Koordination.</p>
<p>8 <i>Gibt es finanzielle Mittel für diese Themen? Aus welchen Budgets werden die Aufwendungen für die Themen bestritten?</i></p>	<p>Für die Aids/HIV-Prävention gibt es ein spezielles Budget. Zusätzlich existiert auch ein Fonds mit ca. 20'000 Fr. Die Beträge sind projektbezogen. Die Kosten für die anderen Themen sind in den allgemeinen Bildungskosten integriert.</p>
<p>9 <i>Werden die Lehrkräfte/ externe Fachpersonen in der Grundausbildung und /oder in der Weiterbildung auf die spezifischen Anforderungen der HIV/ Aids-Prävention und Sexualerziehung vorbereitet?</i> <i>Primarschule</i></p>	<p>Am Pestalozzianum wird allgemein festgestellt, dass die heute freiwilligen Weiterbildungskurse rund ums Thema Sexualität zumindest bei den <i>Volksschullehrkräften</i> auf äusserst wenig Interesse stossen. Ca. 1/3 aller Schulärzte ist an einer Fortbildung in Sexualpädagogik interessiert.</p>
<i>Sekundarstufe I</i>	<p>Thema in der Arbeitswoche "Gesundheitserziehung" und im Wahlfach "Sexuelle Erziehung" (gemäss Auskunft PLS stets gut besucht). <u>Real- und Oberschullehrerausbildung:</u> Innerhalb der Didaktik der Menschenkunde (3.Semester, 2 Wochenstunden) werden die Studierenden während 4 Stunden mit den biologischen Fakten der Sexualerziehung und AIDS-Prävention vertraut gemacht.</p>

Innerhalb des Seminars Unterrichtspraxis (5.Semester, 2 Wochenstunden) werden die Studierenden während 16 Stunden v.a. mit ethischen Fragen der Sexualerziehung und der AIDS-Prävention konfrontiert. Im Rahmen dieses Seminars findet eine Begegnung mit PWA statt.

Sekundarlehrerbildung - Dreiteilige Veranstaltung:

1. Medizinische Grundlagen
2. Erfahrungen der AIDS-Aufklärung in einer Sekundarklasse
3. Ethische Grundfragen

Verteilt über zwei Semester, d.h. jeweils pro Semester eine Nachmittags- und eine Abendveranstaltung. Testpflichtig. Ohne Testat kein Zugang zur Schlussprüfung als Sekundarlehrkraft.

Haushaltkundelehrerbildung

AIDS ist ein wichtiges Thema im Rahmen der Sexualpädagogik, einem Teilgebiet der Entwicklungspsychologie.

Keine spezifische Vorbereitung der Biologielehrer

Keine Ausbildung zu diesen Themen. Ein Weiterbildungskurs in Sexualpädagogik kam mit 8 Teilnehmern nur knapp zustande, obwohl 'Sexualität' in vielen Lehrplänen zu finden ist. Die Umsetzung geschieht nach individuellem Gutdünken und Fähigkeiten, ohne Vorbereitung aufs Thema (Resultat einer informellen Bedarfserhebung durch die Weiterbildungsstelle für Mittel- und Berufsschullehrer).

Sekundarstufe II
Berufsschule

-
- 10 *Welches **didaktische Material** für Schüler wird eingesetzt?*
- Aids, Informationen für die Schule, Erziehungsdirektion des Kt. Zürich und Pestalozzianum, 1995 (in Überarbeitung)
 - Sexualpädagogische Materialien, Beltz Verlag, 1993
 - Ich will wissen, wer ich bin, Autorenteam, Lehrmittelverlag des Kt. Zürich, 1987
 - Liebe. Sex. Verhüte Aids
- Aids-Ordner liegen in jedem Lehrerzimmer des Kantons auf, AIDS Info Doku bedient viele Schulen regelmässig.
Eine lange, aktualisierte Materialien- und Literaturliste ist eben im Schulblatt erschienen.
Zur Unterstützung der Lehrkräfte gibt es auch eine Liste: *Übersicht über Angebote in Sexualberatung und Sexualpädagogik im Kt. ZH.* Amt für Jugend- u. Sozialhilfe der Stadt Zürich; Zürich: Nov 1998.
-
- 11 *In welchem **Unterrichtsrahmen** werden die Inhalte vermittelt?*
- Primarschule* fächerübergreifend, v.a. in Lebenskunde und Realien
Sekundarstufe I fächerübergreifend
Sekundarstufe II Biologie, Einzelaktivitäten, Themenorientiert
Berufsschule allgemeinbildende Fächer - Ethik, oder Spezialkurs zu HIV-Prävention
-
- 12 *Wer ergreift die Initiative für die **Durchführung**, gibt es eine **Kontrolle**?*
- Primarschule* jede Lehrkraft, seltener Gesundheitsteam im Schulhaus oder Kontaktlehrperson für Gesundheitsförderung. Die Umsetzung kann durch die Schulpflege kontrolliert werden.
Sekundarstufe I jede Lehrkraft, seltener Gesundheitsteam im Schulhaus oder Kontaktlehrperson für Gesundheitsförderung. Die Umsetzung kann durch die Schulpflege kontrolliert werden. In der Praxis kommt eine spezifische Kontrolle zu einem speziellen Thema wie der Sexualerziehung/HIV-Prävention höchst selten vor.

	<i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Der schulärztliche Fragebogen vor Schulaustritt, der auch nach den Themen fragt, gewährt eine gewisse Kontrollmöglichkeit. In einer nachfolgenden Einzelberatung informieren die Schulärzte und geben systematisch Informationsmaterial ab.(bes. zu HIV). Schulleitung. Keine Kontrolle Schulleitung.
13	Wer erteilt den Unterricht? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Auf allen Stufen in allererster Linie die Lehrpersonen selber. An Schulen, die an projektorientiertes Arbeiten gewohnt sind, werden eher externe Fachkräfte zugezogen, z.B. PWA (people with aids) im Rahmen des Schulprojekts der Aids-Hilfe Schweiz (ca. 100 Einsätze pro Jahr) oder andere. z.B. Schulärzte und Schulärztinnen.
14	Wie <i>einheitlich</i> sind die vermittelten Inhalte? <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Uneinheitlich, da jede Lehrperson eigene Schwerpunkte setzt. Durch weitverbreitete Materialien ergibt sich eventuell eine gewisse Einheitlichkeit der Inhalte.
15	Wieviele Schüler werden erreicht? (Schätzung oder belegte Zahlen) <i>Primarschule</i> <i>Sekundarstufe I</i> <i>Sekundarstufe II</i> <i>Berufsschule</i>	Für alle gilt: Es liegen keinerlei gesicherte Erfahrungswerte vor. Zwei Auskunftgeber schätzen, dass unter 50% der Lehrkräfte die Themen angehen.
16	Werden die Themen in Sonderschulen für geistig behinderte Kinder und Jugendliche angesprochen?	Ähnlich wie in der Volksschule. Es wird didaktisch eher besser gemacht. An diesen Schulen ein wichtiges Thema.
17	Sind in ihrem Kanton Massnahmen vorgesehen oder nötig, um die Nachhaltigkeit der HIV/Aids-Prävention und der Sexualerziehung zu gewährleisten? Ist das Ziel 5 des Nationalen Aids-Programmes 1999-2003 in Ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar? Gibt es Lücken und wo sind die Prioritäten?	Vorgesehen: Auf Anregung der Aids-Kommission wird der Erziehungsratsbeschluss nächstens überarbeitet und erneuert werden. Eine grossangelegte Untersuchung zur Aids/HIV-Prävention und Sexualerziehung ist für nächstes Jahr geplant. Der Kanton gibt an, gegenwärtig keine Übersicht über die Aktivitäten zu haben. Die Berufsschule möchte in die Untersuchung miteinbezogen werden oder gleichzeitig eine eigene Studie zur selben Thematik durchführen. Das Schulprojekt der Aids-Hilfe Schweiz möchte seine Einsätze verdoppeln (gesamtschweizerisch). Schulärzte besuchen eine Fortbildung in Sexualpädagogik. <u>Gewünscht:</u> Für die Berufsschule eine eigene Fachstelle, so wie es sie z.B. für die Drogenprävention gibt. Das bestehende Netz von Kontaktlehrpersonen für Gesundheitsförderung für die Themen der Sexualpädagogik aktivieren (es kümmert sich gegenwärtig vor allem um Drogenprävention). Der schulärztliche Dienst würde die Verlagerung des Unterrichts an externe Fachpersonen begrüssen.

Ziele des Aids-Programms: Im Volksschulbereich sind Hinweise zu

Materialien und einer Ausbildung zu Sexualpädagogik erfolgt. Die Berufsschulen wurden damit nur punktuell versorgt. Die Integration ist nicht so schnell erreichbar. Das müsste als grosses Thema lanciert werden, denn Aids/HIV-Prävention steht immer noch isoliert und die Sexualerziehung wird nicht als Verpflichtung empfunden. Die Lehrer fühlen sich schlechter vorbereitet als z.B. zu Suchtprävention, wo die Kompetenzen da sind.

In den Mittelschulen dürfte die Erreichbarkeit der Ziele noch schwieriger sein.

- NB. Bis Ende 2001 ist an Volks- Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen.

SECTION VII
BIBLIOGRAPHIE ET ANNEXES

16 BIBLIOGRAPHIE

16.1 BASES ECRITES AVEC NOTION D'OBLIGATION

Canton	Documents
Appenzell A. Rh.	Erziehungs- und Kulturdirektion des Kantons Appenzell Ausserrhoden. Lehrplan für die Volksschule des Kantons Appenzell Ausserrhoden, Kapitel Mensch und Umwelt, Lebenskunde. Herisau: 1994. Lehrplan für die Kantonsschule Trogen. 1998. Andere Angaben fehlen.
Argovie	Kanton Aargau. Lehrplan für die Diplommittelschulen des Kt. Aargau. Aarau: 1993. Pädagogische Arbeitsstelle. Überarbeitung der Lehrpläne, Fächerübergreifende Aufgaben, Kapitel Gesundheitsförderung. Aarau: Erziehungsdepartement des Kt. Aargau; Nov. 1998.
Baselland	Erziehungs- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft. Aids - Massnahmen in den Schulen des Kantons Basel-Landschaft. [Erziehungsratsbeschluss]. Liestal: 1987. Erziehungs- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft. Auszüge aus den Lehrplänen der Sekundarschule. Basel: andere Angaben unbekannt. Erziehungs- und Kulturdirektion Kanton Basel-Landschaft. Auszüge aus den Lehrplänen der Realschule. Basel: andere Angaben unbekannt.
Basel-Stadt	Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt. Aids-Instruktion. Richtlinien. Basel: Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt; 1987 (Bestätigt 1992). Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt. Bildungsplan für die Gymnasien Basel-Stadt. Kapitel 'Biologie'. Andere Angaben unbekannt. Erziehungsrat des Kantons Basel-Stadt. Lehrplan Orientierungsschule, Kapitel 'Lebenserscheinungen bei Mensch und Tier'. 1 Seite. Basel: 1993. Erziehungsrat des Kantons Basel-Stadt: Sexualerziehung in Kindergärten und Primarschule. [Beschluss]. Basel: 19. September 1979.
Bern	Erziehungsdirektion des Kanton Bern. Aids-Prävention [Weisung]. In: Amtliches Schulblatt Nr.11/95. Bern: Erziehungsdirektion; 1995. Erziehungsdirektion des Kanton Bern. Aids-Prävention [Weisung]. In: Amtliches Schulblatt Nr.11/95. Bern: Erziehungsdirektion; 1995. Erziehungsdirektion des Kantons Bern. Lehrplan Volksschule, Auszug Gesundheitsförderung und Sexualerziehung. Bern: Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1995.

Canton	Documents
Berne (francophone)	<p>Plan d'études pour les écoles primaires de langue française du canton de Berne (Extrait). Berne: Editions scolaires du canton de Berne; 1996.</p> <p>Plan d'études pour les écoles secondaires de langue française du canton de Berne (Extrait). Berne : Editions scolaires du canton de Berne; 1996.</p>
Fribourg	<p>Lehrpläne für die Gymnasien des Kantons Freiburg.Fortlaufend aktualisiert. Enthält: Kantonale Kollegien: Lehrplan der Gymnasialstudien (1.1.1991).</p> <p>Loi scolaire du Canton de Fribourg.</p> <p>Loi sur la santé du Canton de Fribourg (entrée en vigueur au 1er janvier 2000).</p> <p>Plan d'étude cantonal du Service de l'enseignement secondaire (en voie de réactualisation). Fribourg.</p> <p>Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne-Claude Demierre concernant l'information et la prévention en matière de drogue, de sexualité et de sida dans les cycles d'orientation. [7 pages ; Fribourg, le 29 juin 1999]</p> <p>Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen. Lehrplan Lebenskunde [Ebikon], Realschule Sekundarschule. Freiburg: Erziehungsdepartement des Kantons Freiburg ; Ausgabe 1992 (Anpassungen 1995).</p>
Fribourg (francophone)	<p>Loi scolaire du Canton de Fribourg.</p> <p>Loi sur la santé du Canton de Fribourg (entrée en vigueur au 1er janvier 2000).</p> <p>Plan d'étude cantonal du Service de l'enseignement secondaire (en voie de réactualisation). Fribourg.</p> <p>Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne-Claude Demierre concernant l'information et la prévention en matière de drogue, de sexualité et de sida dans les cycles d'orientation. [7 pages ; Fribourg, le 29 juin 1999]</p>
Genève	<p>Loi genevoise sur l'Office de la jeunesse du 28 juin 1958.</p> <p>Service de santé de la Jeunesse. Education pour la santé en milieu scolaire à Genève. Genève : Département de l'instruction publique, Office de la Jeunesse ; 1998.</p>
Glaris	<p>Erziehungsdirektion des Kantons Glarus. Der neue Lehrplan für die Volksschule des Kantons Glarus. Erläuterungen zu 'Mensch und Umwelt'. Glarus: Erziehungsdirektion des Kantons Glarus; 1989.</p> <p>Erziehungsdirektion des Kantons Glarus. Erläuterungen zum Lehrplan für die Volksschule. Inhalte. Glarus: Erziehungsdirektion des Kantons Glarus; 1988.</p>

Canton	Documents
Grisons	<p>Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Lehrplan für 4-6-Klassen, Kapitel Gesundheitserziehung. Chur: Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement; 1992.</p> <p>Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Lehrplan Real- und Sekundarschule, Kapitel Gesundheitserziehung. Chur: 1993.</p> <p>Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Lehrplan Sekundarschule, Kapitel Naturlehre. Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement Chur: 1993.</p> <p>Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Lehrplan für Landwirte, Kapitel Allgemeinbildung. Chur: Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement; Datum unbekannt.</p>
Jura	<p>Acte de promulgation des plans d'étude du 1er août 1993. [Arrêté du département de l'éducation instaurant la généralisation de l'éducation sexuelle à l'école obligatoire.]</p> <p>République et canton du Jura. Loi scolaire du 20 décembre 1990, art. 59.</p> <p>République et canton du Jura. Ordonnance scolaire du 29 juin 1993, art. 122.</p>
Lucerne	<p>Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p> <p>Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p>
Neuchâtel	<p>Arrêté du 10 janvier 1992 concernant la médecine scolaire. Convention établie par le Département de l'Intérieur déterminant les prestations obligatoires du médecin des écoles. Neuchâtel.</p> <p>Loi cantonale de santé du 6.2.95. Neuchâtel.</p> <p>Motion Michel Schaffter acceptée par le Grand Conseil le 22 mai 1996.</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi sur l'organisation scolaire (du 12 mai 1999). Neuchâtel.</p>
Nidwald	<p>Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt, Primarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p>

Canton	Documents
	Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1995.
Obwald	<p>Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p> <p>Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1995 (überarbeitete zweite Auflage).</p> <p>Lehrplan der Kantonsschule Obwalden, Ergänzungsfach Biologie (Auszug). Andere Angaben fehlen</p> <p>Lehrplan der Kantonsschule Obwalden, Grundlagenfach Biologie (Auszug). Andere Angaben fehlen</p>
Schaffhouse	<p>Erziehungsrat des Kantons Schaffhausen. AIDS-Aukklärungsunterricht an der Orientierungsschule, Beschluss. [Auszug aus dem Protokoll des Erziehungsrates des Kantons Schaffhausen]. Schaffhausen: 4. Nov. 1988.</p> <p>Vetterli M. Projekt Volksschullehrplan, FAG Mensch und Umwelt (Entwurf). Schaffhausen: 1998.</p>
Schwyz	<p>Erziehungsrat des Kantons Schwyz. Aids-Information an den Mittelschulen. Schwyz: 1987.</p> <p>Kantonale Berufsschule Goldau. Aids-Prophylaxe an den Berufsschulen im Kt. Schwyz, Verbindliche Richtlinien.[Internes Papier]. Andere Angaben fehlen</p> <p>Kantonale Berufsschule Goldau. Schullehrplan Allgemeinbildung, Unterrichtsthema 5 'Gesundheit' (Asuszug). Goldau: 1998.</p> <p>Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt, Primarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p> <p>Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p>
Soleure	Kanton Solothurn. Lehrplan 1992, Kapitel 12, Besondere Erziehungsanliegen (Auszug). Solothurn; 1992.
St-Gall	Erziehungsrat des Kt. St. Gallen. Kreisschreiben zur Sexualerziehung. In: Amtliches Schulblatt, 15.9. 1996. St. Gallen: 1996.

Canton	Documents
	Erziehungsrat des Kt. St. Gallen. Lehrplan und Erziehungsplan Kindergarten und Volksschule des Kantons St. Gallen. St. Gallen: Erziehungsrat; 1997.
Tessin	<p>Commissione per l'educazione sessuale nelle scuole [risoluzione del Consiglio di Stato; 23.10.96].</p> <p>Legge cantonale del 2 novembre 1987 di applicazione della Legge federale sui consultori gravidanza del 9 ottobre 1981.</p> <p>Legge sulla promozione della salute, 18 aprile 1989.</p>
Thurgovie	<p>Departement für Erziehung und Kultur des Kantons Thurgau. Lehrplan für die Oberstufe. Frauenfeld: Lehrmittelverlag des Kantons Thurgau; 1996.</p> <p>Sanitäts- und Erziehungsdepartement Kanton Thurgau. Aufklärung über Aids in der Schule. Weisung für Lehrpersonen der Volksschule. Frauenfeld: Sanitäts- und Erziehungsdepartement Kanton Thurgau; 1987.</p> <p>Sanitäts- und Erziehungsdepartement Kanton Thurgau. Aufklärung über Aids in der Schule. Weisung an die Rektorate der Kantonsschulen und Seminarien. Frauenfeld: Sanitäts- und Erziehungsdepartement Kanton Thurgau; 1987.</p>
Uri	<p>Kant. Mittelschule Uri, Lehrplan für den integrierten Unterricht der 1. und 2. Klasse des Gymnasiums. Altdorf 1996. Kapitel Naturlehre, p.119-128</p> <p>Kantonale Mittelschule Uri, Kollegium Karl Borromäus. Lehrplan (Auszug), Kapitel Religion und Biologie. Andere Angaben unbekannt.</p> <p>Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde Realschule/Sekundarschule. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p>
Valais	<p>Antenne sida du Valais romand. Concept de prévention VIH/sida auprès des jeunes de 13 à 15 ans dans les écoles valaisannes. Evaluation 1995-1996. Sion: Antenne sida ; s.d.</p> <p>Concept d'éducation sexuelle du 1er juin 1992 élaboré par la Fédération des Associations de planning familial et de consultation conjugale du Canton du Valais.</p> <p>Département de l'instruction publique du Canton du Valais. Directives du 19 avril 1994 concernant l'éducation au choix professionnel et les informations générales : modification de la grille horaire en 2e et 3e années du CO. Sion : DIP ; 1994.</p> <p>Etat du Valais. Extrait du Procès-verbal de la séance du Conseil d'état du 2 mai 1979 concernant les cours d'éducation aux problèmes de la vie et de l'amour humain donnés au cycle d'orientation (CO).</p>

Canton	Documents
	Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Etat du 23 mars 1994 concernant l'introduction d'un programme d'éducation générale et de promotion de la santé dans les écoles valaisannes.
Vaud	<p>Loi du 29 mai 1985 sur la santé publique du Canton de Vaud et modification de l'article 45 (santé scolaire), décembre 1999.</p> <p>Loi scolaire vaudoise du 12 juin 1989, article 103.</p> <p>Loi vaudoise du 19 septembre 1990 sur la formation professionnelle, article 38 (Education pour la santé).</p> <p>Règlement du 22 mai 1992 d'application de la loi du 19 septembre 1990 sur la formation professionnelle, article 54 (Programme "jeunesse et santé").</p>
Zug	<p>Gewerblich-industrielle Berufsschule Zug. Schullehrplan Allgemeinbildung für 4-jährige Lehren (Auszug). Zug: 1999.</p> <p>Kommission Mensch und Umwelt der Innerschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz. Lehrplan Mensch und Umwelt, Primarschule Kanton Zug. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p> <p>Kommissionen Lebenskunde und Beruf und Wirtschaft der Innerschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz. Lehrplan Lebenskunde, Realschule Sekundarschule Kanton Zug. Ebikon: Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen ZBS; 1993.</p>
Zürich	<p>Erziehungsdirektion des Kantons Zürich. Lehrplan für die Volksschule des Kantons Zürich. Zürich: Lehrmittelverlag des Kantons Zürich: 1991.</p> <p>Erziehungsdirektion des Kantons Zürich. Sexualerziehung. Weisung. In: Schulblatt des Kantons Zürich. Zürich: 1993.</p> <p>Erziehungsrat des Kantons Zürich. AIDS Prävention, Erziehungsratsbeschluss. Zürich: 1988.</p>

16.2 AUTRES DOCUMENTS CONSULTÉS PAR CANTON

Canton	Documents
Appenzell A. Rh.	<p>Ausserrhodische Gesetzsammlung, Schulgesetz. Herisau: Landsgemeinde des Kantons Appenzell; 1981.</p> <p>Verordnung über die Gesetzesvorsorge in Schulen und Heimen für Kinder und Jugendliche. [Regierungsratsbeschluss] Herisau: 1994.</p> <p>Sanitätsdirektion des Kantons Appenzell A.Rh. Vereinbarung zwischen der Sanitätsdirektion des Kantons Appenzell A.RH. und der Aids-Hilfe St.Gallen/Appenzell (AHSGA) betreffend Zusammenarbeit. Herisau: Sanitätsdirektion; 1993.</p> <p>Gesundheitsdirektion Kantons Appenzell A.Rh. Konzept für Suchtprävention und Suchthilfe des Kantons Appenzell A.Rh. [Konzept]. Herisau: Gesundheitsdirektion; 1999.</p>
Argovie	<p>Wettstein-Tschofen F. Was bedeutet psychisches und soziales Wohlbefinden? Grundsatzpapier. Aarau: Fachstelle Umwelt/Gesundheitserziehung; 1999.</p>
Baselland	<p>Arbeitsgruppe Aids-Info, J.Zinniker. Bericht zum ER-Beschluss vom 15.Juni 1087 für das Schuljahr 1987/88. Liestal: Erziehungs- und Kulturdirektion: 1988.</p> <p>René Glauser. Aids-Bericht 1992, Die Präventionsmassnahmen seit 1987/88. Liestal: Erziehungs- und Kulturdirektion; 1992.</p> <p>Glauser R. Aids-Bericht 1997. Liestal: Erziehungs- und Kulturdirektion; 1997.</p> <p>Hächler D. Jugend- und Gesellschaftsfragen. Konzept zur Koordination der Prävention an den Schulen des Kantons Basel-Landschaft in den Bereichen AIDS, Drogen und Gewalt. Liestal: Schulinspektorat-Erziehungs- und Kulturdirektion; 1997.</p> <p>Glauser R. HIV und Aids, 10 Jahre Information an den Schulen. In: Mehr vom Leben 4/97. Liestal: 1997.</p> <p>Henzi M, Stäubli L. Aids-Information an den Schulen des Kantons Basel-Land. Didaktische Hilfen zur Durchführung der Informationsveranstaltungen zu Handen der Schulärzte. Liestal und Binningen: kein Datum.</p> <p>Plüss E, Glauser R. HIV und AIDS im Kontext von Liebe, Freundschaft, Sexualität. Hilfestellungen für die Lehrkräfte. [Inhaltsbeschrieb von drei Ordnern]. Liestal: 1999.</p>
Basel-Stadt	<p>Schulärztlicher Dienst Basel-Stadt. Gesundheits-Fragebogen. Basel: Schulärztlicher Dienst Basel-Stadt; 1999.</p> <p>Präventionskonzept. Rahmenkonzept zur koordinierten Vorbeugung von Suchtproblemen und zur psychosozialen Gesundheitsförderung im Kanton Basel-Stadt. Basel:1995.</p> <p>Hutter A. In > Team, Stellenlose Jugendliche arbeiten in der Aids-Prävention. In: Basler Schulblatt 10/98. Basel: 1998.</p>

Canton	Documents
Bern	<p>Wydler H, Hornung R. et al. Evaluation der Aidsaufklärung im Kanton Bern. Zusammenfassender Bericht über eine Untersuchung in 34 Schulklassen. Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1990.</p> <p>Fischer D, Mayer et al. Sexualerziehung in den deutschsprachigen Schulen des Kantons Bern: Inhalte, Methoden, Rahmenbedingungen. Ergebnisse einer Umfrage. Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1995.</p> <p>Mayer B. Die Aids-Aufklärung aus Lehrersicht. In: SLZ Sept. 1990. Bern: 1990.</p> <p>Meyer Z. Das Informations-Verhalten Jugendlicher bezüglich Aids und Aids-Prävention. [Lizentiatsarbeit]. Bern: Rechts- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät der Universität Bern, Institut für Marketing und Unternehmensführung; 1999.</p> <p>Kommission für Lehrplan- und Lehrmittelfragen. Umsetzungshilfen zum Lehrplan Volksschule, Natur-Mensch, Umwelt. Bern: Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1997.</p> <p>Braun M, Kogelschatz K. HIV-Präventionsunterricht von 38 Medizin-Studentinnen an 32 Real- und Sekundarschulen des Kantons Bern im Wintersemester 1995/96: Evaluation zuhanden der Fachschaft Medizin der medizinischen Fakultät der Universität Bern, der Erziehungsdirektion und der Gesundheitsdirektion des Kantons Bern. Bern; 1996.</p>
Berne (francophone)	<p>APESE - Association pour l'Education Sexuelle dans les Ecoles du Jura bernois et de Bienne romande.[Dépliant].</p> <p>COMEO, Groupe de travail Education sociale/Education à la santé. Notes No 2 de la séance du lundi 7 décembre 1998, Présentation et intervention de l'APESE. Tramelan : CIP ; 1998.</p>
Fribourg (francophone)	<p>Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles et sociales du Canton de Fribourg. Concept de promotion de la santé et de prévention pour l'école enfantine et la scolarité obligatoire. Document de consultation. Fribourg : Canton de Fribourg ; 1999.</p> <p>Département de l'instruction publique Partie francophone, Commission "Education générale". Eduquer à l'école: Avant-projet. Concept "Education générale" pour renforcer l'éducation générale à l'école enfantine et durant la scolarité obligatoire. Fribourg : Canton de Fribourg ; décembre 1999.</p>
Genève	<p>Service de santé de la jeunesse : Education pour la santé en milieu scolaire à Genève. Genève : Département de l'instruction publique. Office de la Jeunesse ; mars 1998.</p> <p>Service Santé Jeunesse. Education pour la santé à l'école primaire : Bilan de l'année 1998-1999 : L'équipe EPS primaire : Programmes : Histoire de la vie, Abracadaabra, Journées Santé, Formation d'adultes. Genève : SSJ ; novembre 1999.</p>

Canton	Documents
Grisons	<p>Aidskommission des Kt. GR und Autorenteam. Sexualekunde und Aidsprävention im 7.- 9. Schuljahr in Graubünden, Umfrage 1998 bei rund 1000 16-17-jährigen Jugendlichen. Chur: Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement ; Oktober 1998.</p> <p>Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement. Aufklärung über die Immunschwächekrankheit AIDS in den Schulen des Kantons Graubünden, Konzept zuhanden der Schulärzte, der Schulträger und der Lehrerinnen und Lehrer. Chur: Kanton Graubünden ; 26.8.1987.</p> <p>Aids-Kommission des Kt.Graubünden. AIDS-Konzept Graubünden. Chur: 12.12.1990.</p>
Jura	<p>Vuille-Monnier S. Evaluation de l'expérience pilote d'éducation sexuelle dans les écoles maternelles, primaires et secondaires de Delémont 1988, 1989. Delémont : République et canton du Jura, Département de l'éducation et des affaires sociales ; avril 1989.</p>
Neuchâtel	<p>Groupe Information sexuelle et éducation à la Santé (GIS). Rapport d'activité Année scolaire 1998-1999. Neuchâtel : GIS ;1999. (Ci-dessous : Rapport GIS 99).</p> <p>Rapport du groupe de travail sur la médecine scolaire de demain. Neuchâtel : SSJ ; janvier 1997 (disponible au Service de la Jeunesse).</p> <p>Des journées Santé pour les adolescents : Lignes directrices. Neuchâtel : Groupe de coordination du GIS ; 1998.</p> <p>Abus sexuels : dialogue entre parents et enfants. Neuchâtel : GIS ; 1999.</p> <p>Abus sexuels : Service d'aide aux victimes d'abus sexuels (SAVAS). La Chaux-de-Fonds : SAVAS ; 1999.</p>
Nidwald	<p>Didaktisches Zentrum Stans. Medienliste zu Sexualerziehung und Aids. Stans: Bildungsdirektion Kanton Nidwalden; 1999.</p>
Obwald	<p>Fachstelle Suchtprävention, Schulgesundheitsdienst Kanton Obwalden. Umfrage zur Gesundheitsförderung im Schulbereich, Resultate und Schlussfolgerungen. Sarnen: 1999.</p> <p>Erziehungsdepartement Obwalden. Aids -Prävention im Kanton Obwalden. [Liste]. Sarnen: 1997.</p> <p>Radix Gesundheitsförderung. Obwaldner Gesundheitsagenda 2000. Sarnen: Gesundheits-und Sozialdepartement Obwalden; 1999.</p>
Schaffhouse	<p>Kantonales Sportamt Schaffhausen. Aids-Prävention und Sexualinformation an der Primarschule. [Projektbeschrieb]. Schaffhausen: Erziehungsdepartement des Kantons Schaffhausen; 1997.</p>
Schwyz	<p>Erziehungsrat des Kantons Schwyz. Aids-Information an den Volksschulen. Auszug aus dem Protokoll. Schwyz: 1987</p> <p>Mettler K. Gesundheitserziehung an der Kantonalen Berufsschule Goldau. [Konzept, internes Papier]. Goldau: 1993.</p>
Soleure	<p>Stach R. Aids-Prävention weiterhin wichtig. In: Schulblatt Aargau/Solothurn. Oktober 1998.</p>

Canton	Documents
St-Gall	<p data-bbox="501 241 1366 360">Erziehungsdepartement des Kantons St.Gallen. Aids in der Schule. [Merkblatt]. St.Gallen: Erziehungsdepartement des Kantons St.Gallen; 1988.</p> <p data-bbox="501 365 1366 562">Leistungsvereinbarung zwischen dem Gesundheits-departement des Kantons St. Gallen und der Aids-Hilfe St.Gallen/Appenzell, betreffend Übertragung von Aufgaben der HIV- und Aids-Prävention an die Aids-Hilfe St.Gallen/Appenzell. St.Gallen: Gesundheitsdepartement des Kantons St. Gallen; 1996.</p>
Tessin	<p data-bbox="501 566 1398 730">L'educazione sessuale nelle scuole ticinesi. Bellinzona: Gruppo di lavoro DOS-DPE per l'informazione sull'AIDS e l'educazione sessuale nelle scuole; 21 settembre 1990. [approuvé par le DIC, risoluzione 3 gennaio 1992].</p> <p data-bbox="501 734 1398 931">Commissione consultiva, istituita nel quadro della Legge del 2 novembre 1987 d'applicazione della Legge federale sui consultori di gravidanza del 9 ottobre 1981 [risoluzione del Consiglio di Stato, 10.12.1996]. Rapporto della Commissione consultiva sui consultori di gravidanza. Bellinzona: CCCG; 1 febbraio 1989.</p> <p data-bbox="501 936 1398 1021">Commissione consultiva sui consultori di gravidanza: Secondo Rapporto. Bellinzona: CCCG; Agosto 1993.</p> <p data-bbox="501 1025 1398 1133">Ufficio promozione e valutazione sanitaria. Dipartimento delle Opere Sociali. Sessualità dei giovani tra 16 e 20 anni in Ticino: otto schede formative, didattiche e informative su alcuni temi di attualità.</p> <p data-bbox="501 1137 1398 1290">Prevenzione degli abusi dei maltrattamenti nella scuola elementare [document de travail non publié sur un programme tessinois]. CPF del cantone Ticino: Rapporto di attività Riassuntivo 1998. Bellinzona, Locarno, Lugano, Mendrisio: CPF Ticino; 1999.</p> <p data-bbox="501 1294 1398 1379">Rapporto della Commissione consultiva sui consultori di gravidanza. Bellinzona: CCCG; Agosto 1993.</p>
Thurgovie	<p data-bbox="501 1384 1398 1503">Inspektorat Oberstufe. Auswertung der Umfrage zur Aids-Prävention an sämtlichen Schulen der Oberstufe im TG. Frauenfeld: Kanton Thurgau, Amt für Volksschule und Kindergarten; 1999.</p> <p data-bbox="501 1507 1398 1592">Aidshilfe TG/SH. Fairbag, die etwas andere Prävention. Infoschrift zum Angebot der Aids-Hilfe. Frauenfeld: 1999</p> <p data-bbox="501 1597 1398 1715">fobiz, Weiterbildung Schule Thurgau. Den Wandel gestalten. Weiterbildungsangebot 2000. Kreuzlingen: Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung; 1999.</p> <p data-bbox="501 1720 1398 1872">Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung. Konzept Gesundheit und Umwelt. Thurgauer Schulen auf dem Weg zur nachhaltigen Gesellschaft. [Konzept]. Kreuzlingen: Kommission des Kantons Thurgau für Prävention im Gesundheitswesen; 1999.</p> <p data-bbox="501 1877 1398 2036">Amt für Lehrerinnen- und Lehrerfortbildung. Umgang mit schwierigen Schülersituationen, Basiskurse und fortführende Weiterbildung für Kontaktpersonen der Lehrerschaft. [Projektbeschreibung]. Kreuzlingen: Kanton Thurgau; 1999.</p>

Canton	Documents
	Departement für Erziehung und Kultur des Kantons Thurgau. Lehrplan für die Primarschule. Frauenfeld: Lehrmittelverlag des Kantons Thurgau; 1992.
Uri	<p>Kantonale Mittelschule Uri, Kolegium Karl Borromäus. Lehrpläne Schuljahr 1998/1999 der Weiterbildungsschule der kantonalen Mittelschule Uri. Altdorf: 1998/99. Kapitel Biologie, p. 14-16.</p> <p>Kant. Mittelschule Uri, Lehrplan der 3.-5- Klassen des Gymnasiums. Altdorf: 1998. Kapitel Biologie, p.161-166.</p> <p>Keller G. Auszug Inspektoratsbericht Oberstufe der Volksschule, Kapitel Gesundheitserziehung. Altdorf: 1999.</p>
Valais (francophone)	Fédération valaisanne des Associations et centres de consultations en matière de grossesse, consultation conjugale. Rapport d'activité 1998 / Jahresbericht 1998.
Vaud	<p>Bugnion C.H. [fondateur du service d'éducation sexuelle]. L'éducation sexuelle comme contribution à la formation de l'identité sexuelle des élèves. Méd. & Hygiène 1992; 50: p. 938-940.</p> <p>Weber-Jobé M, de Vargas-Rochat D. Les adolescents face au SIDA : une nouvelle légitimité pour l'éducation sexuelle? Méd.& Hygiène 1999; 48: 3254-3257. Service d'éducation sexuelle de Profa.</p> <p>Education sexuelle et prévention du SIDA en milieu scolaire : l'exemple du canton de Vaud. Lausanne : Profa; 1994 [2 pages].</p> <p>Education à la vie et prévention des abus sexuels pour les élèves des classes enfantines ou 1e primaire = Teaching the very young (2 pages).Lausanne : Profa [sd].</p> <p>Rapports annuels d'activité de la Fondation Profa (Lausanne) : Activités du service d'éducation sexuelle.</p> <p>Section médico-sociale. Activités de prévention dans les écoles lausannoises : statistiques 1999. Lausanne : Direction des écoles, Service de santé des écoles.</p>
Zug	Suchtprävention Zug, Prävention und Gesundheitsförderung in der Volksschule des Kanton Zug. Bedürfnisorientiertes Konzept zur Umsetzung von Suchtprävention, Sexualerziehung und Aidsprävention an Kindergärten, gemeindlichen Schulen und am Gymnasium Unterstufe. [Ergebnisse der Umfrage]. Zug: die Suchtprävention; 1998.
Zürich	<p>Pestalozzianum, Lebens- und Sozialkundliche Fachstelle. 12 Thesen zur Sexualerziehung in der Schule. Zürich: Datum fehlt.</p> <p>Hornung R, Wydler H, Deventer A, Tschopp A. Evaluation der Aids-Präventionskampagne in Zürcher Schulen, Bericht zuhanden des Evaluationsteams des IUMPS der Universität Lausanne. Zürich: Institut für Präventivmedizin der Universität Zürich; 1988.</p> <p>HIV/AIDS Prävention und Sexualpädagogik an der Schule (ab Oberstufe) und im ausserschulischen Jugendbereich. [Liste von empfohlenen Büchern und Materialien] In: Schulblatt, 1999.</p>

Canton	Documents
	Schmid S. Fünf Jahre Aids-Aufklärung in der Oberstufe der Volksschule. Bericht einer Umfrage bei 15 Lehrkräften. Zürich: Aids-Delegierter des Kantons Zürich; 1992.
	Aids-Hilfe Schweiz. Heute über Aids reden, Schulprojekt. [Broschüre]. Zürich: Aids-Hilfe Schweiz; 1999.

16.3 BIBLIOGRAPHIE GENERALE

Aids. In: Wissen können éducation: wké. Bulletin de l'Union suisse des maîtresses de l'enseignement professionnel ménager USPM 1997;11:6-8.

CESDOC (éd.). (HIV) AIDS: Information in der Schule: Umfrage bei den kantonalen Erziehungsdepartementen/(VIH) SIDA: Information dans les écoles: enquête auprès des départements cantonaux de l'instruction publique. Le Grand-Saconnex: CESDOC; 1987.

Cathieni F, Hofner M-C, Mannella C, Wohnhas J. Recommandations de formation VIH-SIDA pour 14 professions. Berne: Office fédéral de la santé publique; 1998.

Imhof E. (CESDOC, éd). Campagne anti-sida dans les écoles: moyens utilisés, directives; situation hiver 1988-1989. Le Grand-Saconnex: CESDOC, 1989.

Organisation mondiale de la santé, UNESCO, ONUSIDA. Education sanitaire à l'école pour la prévention du sida et des MST (maladies sexuellement transmissibles); documents de référence à l'usage des planificateurs de programmes scolaires. [S.l.]: UNESCO; 1997.

Wydler H. Evaluation der Aidsaufklärung im Kanton Bern: zusammenfassender Bericht über eine Untersuchung in 34 Schulklassen. Zürich: Institut für Sozial- und Präventivmedizin der Universität Zürich; Bern: Amt für Bildungsforschung der Erziehungsdirektion des Kantons Bern; 1990.

Imhof E. (CESDOC, éd). Liste des documents sur le SIDA utilisés dans les écoles des différents cantons (brochures d'informations pour les élèves; matériel pour les intervenants; directives, recommandations cantonales): résultats d'une enquête conduite auprès des départements cantonaux de l'instruction publique en mars 1988, prise en compte d'éléments ultérieurs. Le Grand-Saconnex: CESDOC; 1988.

Recommandations relatives à l'engagement de personnes externes chargées de la prévention du Sida dans les écoles. Aids Info docu Schweiz. [S.l.]: [s.n.], [1995].

Sucht- und Aidsprävention an den kantonalen Berufsschulen: Anfrage von Jacqueline Fehr, Winterthur vom 5. Dezember 1994 [und] Beschluss des Regierungsrates vom 22. Februar 1995. In: Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates ZH, 22. Februar 1995, Nr. 383/1994.

L'educazione sessuale nelle scuole ticinesi / Ticino; Gruppo di lavoro per l'informazione sull'AIDS e l'educazione sessuale nelle scuole. In: Scuola ticinese. Bellinzona: S. 3, anno 20 (1991).

Liebe und Sexualität [Dossier]. In: Pädagogik: pädagogische Beiträge: Pädagogik heute, Nr. 4, 1998, S. 6-39. (Enthält: Leben wir heute in einem emanzipierten Zeitalter?: Drei Jahrzehnte neue Sexualerziehung; Sexualkunde: Fächerkoordiniert unterrichtet; Sex in der Badewanne!; Die Bravo als Leitmedium in der schulischen Sexualerziehung ?; Aufklärung über den "kleinen Unterschied"; Selbstbefriedigung: Auch heute noch ein wichtiges Thema in der Sexualerziehung!, Homosexualität im Unterricht; Sexualität - ein Thema, das "unter die Haut geht"; Meinungen von Mädchen und Jungen zum "Schulprogramm Sexualkunde"; Sexualpädagogische Materialien).

Präventionsprogramme des BAG (Bundesamts für Gesundheit) für Jugendliche. Bern: Bundesamt für Gesundheit; 1997.

Oser F, Pescatore P-A. Von der Not-Wendigkeit der Sexualerziehung. In: CIVITAS, Monatsschrift für Politik und Kultur; Revue mensuelle politique et culturelle; Mensile di politica e cultura; Revista mensila per politica e cultura 1997, Nr. 5.

Strub C. Gesund in der Schule: Eine Umfrage an den Basler Schulen und Kindergärten über Gesundheitsförderung und Prävention. In: Basler Schulblatt 1998; Nr. 4.

Wettstein F. Gesunde Schulen: Der aargauische und solothurnische Weg. In: Schulblatt für die Kantone Aargau und Solothurn 1997; Nr. 20.

Gretler Bonanomi S. Gesundheitsförderung in der Grundausbildung von Lehrerinnen und Lehrern. Bern: Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK); 1997.

Detting A, Eichmann A. Gesundheitsförderung in der Schule: Aktiverer und bewussterer Umgang mit dem Thema Gesundheit [und] Gesundheitsförderung in den Schwyzer Schulen. In: Schule und Bildung im Kanton Schwyz 1998; Nr. 5.

Baumgartner M, Lattmann UP, Ruthemann U. Gesundheitsförderung in der Schule: Studienwoche an der HPL (Höheren Pädagogischen Lehranstalt des Kantons Aargau in Zofingen). In: Schulblatt für die Kantone Aargau und Solothurn 1998; Nr. 6.

Gesundheitsförderung [Dossier]. In: Zeitschrift für Schweizer Lehrerinnen und Lehrer (SLZ) 1998; Nr. 12. (Enthält: Eine Schule zum Wohlfühlen und Gernhaben; Martin Lehmann zur Frage: Was ist Gesundheit und wie lässt sie sich fördern ?; Gesundheitsfördernde Wirkung eines Hühnerstalls...: Gespräch mit Barbara Zumstein, Koordinatorin "Schweiz. Netzwerk gesundheitsfördernder Schulen"; "Smoke is no joke": oder etwa doch ?; Alarmierende Zahlen im Tabakkonsum der Jugendlichen: 70 Prozent mehr seit 1992; Alkohol: die Versuchung für Jugendliche; Das Blaue Kreuz hat Jugendliche auf Alkoholkauf geschickt: Ein Test; Alcopos bei Jugendlichen etabliert; Zahlen, Statistiken und Tabellen der Schweiz. Fachstelle für Alkoholprobleme; "Dasch doch normal": Gespräch auf ihrem "Platz": Gespräch mit einer Rektorin; Lydia: "Ich fand etwas Stärkeres als Alkohol").

Mandat der EDK-Arbeitsgruppe Gesundheitserziehung; Mandat du Groupe de travail Education à la santé de la CDIP; Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK); Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Bern: EDK, 3. Mai 1996. (Gesundheitserziehung: éducation sanitaire / Schulgesundheitspflege: médecine scolaire / Bildungsverwaltung: administration de l'enseignement / Schweiz: Suisse / Kanton (na): canton (na) / Schulversuch: expérimentation).

Obligatorischer Gesundheitsunterricht an der aargauischen Volksschule: Postulat von Dr. Theo Voegtli, Kleindöttingen vom 12. Mai 1998. - [S.l.], [12. Mai 1998].

Petrini G. La promozione della salute nella scuola. In: Scuola Ticinese: periodico della Divisione scuola 1998, N. 222.

Wake up; Bundesamt für Gesundheit (eds). HIV/Aids-Prävention, eine Erhebung bei Jugendlichen in der ganzen Schweiz: Ergebnisse, Konklusionen, Empfehlungen. Basel: Wake up; 1996.

Van Bijsterveld M, Doorduijn A, Linthorst M, Reinders J, et al. (European Information Centre 'Aids and youth'). A school policy on aids/std education and sexual health. An exemplary

brochure. The Netherlands: Netherlands Institute for health promotion and disease prevention; 1996. Guérin S, Kellenberger R. Schulprojekt. In: Jahresbericht 1998 der Aids Hilfe Schweiz. Zürich: 1998.

Santé Canada; Direction générale de la protection de la santé; Laboratoire de lutte contre la maladie. Lignes directrices nationales pour l'éducation en matière de santé sexuelle : principes de l'éducation en matière de santé sexuelle. http://www.hc-sc.gc.ca/hpb/lcdc/publicat/sheguide/index_f.html.

Dentan A, Girod I. Des mots pour prévenir: évaluation de la mise en oeuvre du programme Objectif grandir dans les cantons de Vaud et du Jura. Pully: Etudes et évaluation dans le domaine de la prévention (EEP); 1997.

Van Bijsterveldt M, Doorduijn A, Linthorst M, Reinders J, Vermeer V (European information centre 'Aids and Youth'). A school policy on AIDS/STD education and sexual health: an exemplary brochure; AIDS and youth. Woerden: Netherlands institute for health promotion and disease prevention; 1996.

17 ANNEXES

17.1 GRILLE POUR LA RECOLTE D'INFORMATIONS

Niveaux scolaires

- primaire
- secondaire 1
- secondaire 2 (éducation à plein temps)
- apprentissage (écoles professionnelles à temps partiel)

école obligatoire : primaire + secondaire 1

Thèmes

- ES= éducation sexuelle en milieu scolaire
- pHIV= prévention VIH/sida en milieu scolaire
- PS= activité de promotion de la santé (comprenant aussi l'éducation à la santé) en milieu scolaire

Thèmes principaux	Questions d'évaluation	Catégories de réponses	Questions directes pour guide d'entretien
0. Personnes-ressources			
		Liste des personnes interviewées, nom, prénom, fonction, institution, adresse, téléphone, télécopieur, e-mail	
0.1 Tâches de la personne interviewée	• Thème dont s'occupe notre interlocuteur(ice)	Par thème et par niveau d'école Commentaire	Quelles sont vos tâches et vos responsabilités dans le domaine? Dans la pratique, vous occupez-vous aussi du niveau post-obligatoire?
0.2 Autres personnes signalées	• Qui peut donner des informations supplémentaires?	Organes compétents, noms, coordonnées exactes Liste ouverte pour tous les organes signalés mais pas nécessairement contactés	Y a-t-il d'autres responsables compétents à contacter pour couvrir tous les niveaux d'école et les deux thèmes pHIV et ES? A quel organe sont-ils rattachés?
1. Bases politiques et administratives			
1.1 Documents de référence contenant un élément d'obligation	• Quelles bases légales existent concernant les thèmes HIV/ES/PS?	Liste ouverte, par thème et niveau d'école (elle contient toutes sortes de documents dont les textes constituent la base d'un enseignement HIV/ES/PS dans les écoles)	Quelles bases légales et administratives existent pour l'enseignement de HIV/ES/PS dans les écoles dans votre canton?
1.2 Autres documents, concepts et initiatives	• Quels autres documents de caractère consultatif (concepts, initiatives, etc.) traitent des thèmes HIV/ES/PS?	Liste ouverte pour tous les autres documents consultés	Quels autres documents, concepts et initiatives traitent des thèmes HIV/ES/PS? <i>(Spécifiquement demander les groupes de travail, commissions, projets et campagnes, évaluations, études, recommandations, etc.)</i>
1.3 Notion d'obligation	• Pour quels thèmes existe-t-il une notion d'obligation selon les textes écrits?	Par niveaux d'écoles et par thèmes et commentaires supplémentaires Analyse des documents de référence	Pas de question directe <i>(Mais demander si l'analyse des textes n'était pas possible)</i>

Thèmes principaux	Questions d'évaluation	Catégories de réponses	Questions directes pour guide d'entretien
1.4 Contrôle	• S'il y a une obligation, est-elle contrôlée?	Oui/non par niveau d'école et commentaire (sur les secteurs)	Un contrôle de la mise en œuvre est-il prévu, ou pratiqué? Pour HIV ? Pour ES?
1.5 Responsabilité niveau politique	• Quels sont les <u>départements</u> responsables pour les thèmes HIV/ES/PS? Dans les écoles?	Oui/non Si, non Commentaire	Est-ce seulement le Département de l'instruction publique qui est responsable des trois thèmes pour tous les niveaux d'écoles? Si non, quels autres départements sont impliqués?
1.6 Responsabilité niveau administratif	• Au niveau administratif, quel organe ou fonction est responsable de la mise en œuvre des thèmes HIV/ES dans les différents niveaux d'écoles?	Oui/non Liste ouverte, par niveaux d'écoles et par thèmes avec nom et adresse de l'organe, mandat ou nature de leur implication Commentaire	Y a-t-il un organe ou une fonction responsable et/ou qui s'occupe dans la pratique avec la mise en œuvre des dispositifs existants? S'il y a plusieurs organes, qui sont-ils et comment estimez-vous leur collaboration?
1.7 Responsabilité sur le terrain	• Qui décide de la mise en œuvre pHIV/ES ?	Par niveau d'école : Chaque enseignant(e) Team d'enseignant(e)s Directeur(rice)s d'école Inspecteur(rice)s Autres Commentaire	Qui prend l'initiative dans la pratique de la mise en œuvre?
2. Moyens			
2.1 Budgets spécifiques	• Budgets spécifiques pour HIV/ES/PS	HIV oui/non ES oui/non PS oui/non pas de budget spécifique pour aucun des thèmes	Existe-t-il un budget spécifique pour la pHIV dans les écoles? Pour l'éducation sexuelle? Pour la promotion de la santé?
2.2 Montants	• Montant des budgets ou des dépenses spécifiques	Réponse ouverte par niveau d'école	Peut-on chiffrer les montants des budgets ou des dépenses?
2.3 Pas de budgets	• S'il n'y a pas de budget spécifique, dans quels budgets sont intégrées les dépenses pour les thèmes?	Réponse ouverte	S'il n'y a pas de budget spécifique, dans quels budgets sont intégrées les dépenses pour les thèmes?
2.4 Moyens pour intervenants externes	• Y a-t-il des budgets pour d'éventuel(le)s intervenant(e)s externes?	Réponse ouverte	Si une école ou un enseignant(e) veut faire appel à un spécialiste/intervenant(e) externe, existe-t-il des moyens pour rembourser cette personne?
2.5 Source des moyens	• Source des moyens	Réponse ouverte	De quelle source proviennent ces moyens?

Thèmes principaux	Questions d'évaluation	Catégories de réponses	Questions directes pour guide d'entretien
2.6 Durabilité du financement	• Durabilité du financement	Inscrit au budget Fonds à trouver chaque année	Comment appréciez-vous la durabilité de ces financements?
3. Mise en œuvre			
3.1 Cadre	• Dans quel contexte l'enseignement pVIH/ES est-il donné ?	Par niveau d'école Pas abordé Cours spécifique VIH Cours ES spécifique y compris VIH « <i>Lebenskunde</i> » (pour les cantons IEDK) Biologie (ou autre branche spécifique) Education à la santé et/ou promotion de la santé Evénements ponctuels, actions « <i>fächerübergreifend</i> » (= réparti dans diverses branches enseignées) Autres et divers Commentaire	<i>(Présélectionner les réponses selon les programmes scolaires et poser les questions suivantes)</i> Ce résumé est-il proche de la réalité du canton? Avez-vous des commentaires à faire pour nuancer ou compléter ce tableau? <i>(Plusieurs réponses sont possibles mais en limitant au maximum, indiquer ce qui est le plus souvent pratiqué)</i>
3.2 Statut des intervenant-e-s	• Statut : comment les intervenant(e)s sont-ils(elles) engagé(e)s et rémunéré(e)s? (pas de distinction pVIH/ES)	<i>Ce qui est le plus souvent pratiqué :</i> <i>(une réponse possible par niveau d'école)</i> Par niveau d'école Membre du corps enseignant Personnel du service public Prestataire individuel privé Prestations facturées par une ONG Divers ou autres Commentaires	Qui dans la pratique sont le plus souvent les intervenant(e)s dans les classes?
3.3 Type des principaux acteurs	• Intervenant(e)s externes dans le canton	Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida Planning familial Médecin scolaire/infirmière (service médical) Service d'éducation sexuelle Intervenant(e)s privé(e)s Autres Commentaire (spécifier si possible l'ampleur de leur interventions)	Quelles personnes ou ONG y a-t-il comme ressource extérieure?
3.4 Liste	• Existence d'une liste d'intervenant(e)s externes plus ou moins accrédité(e)s	Oui / non	Existe-t-il une liste d'intervenant(e)s externes spécialisé(e)s à disposition des enseignant(e)s?

Thèmes principaux	Questions d'évaluation	Catégories de réponses	Questions directes pour guide d'entretien
4. Formation			
4.1 Le corps enseignant traitant des thèmes ES/HIV : pourcentage formé	• Combien d'enseignant(e)s ont une formation dans ces domaines?	% estimé et commentaire par niveau d'école	A votre avis, combien d'enseignant(e)s qui traitent des thèmes sont préparé(e)s à cet enseignement par leur formation de base ou par des cours de formation continue?
4.2 Type de formation du corps enseignant	• Comment est leur formation pour enseigner les thèmes? La formation est-elle obligatoire?	Commentaire par niveau d'école	De quel type de formation s'agit-il? Est-elle obligatoire?
4.3 Futurs enseignants dans leur cours de base	• Comment est leur formation de base pour enseigner les thèmes?	Commentaire par niveau d'école	Dans les écoles normales, est-ce qu'il y a quelque chose de prévu pour préparer les futurs enseignant(e)s à aborder ES/pVIH/PS?
4.4 Intervenants extérieurs traitant des thèmes ES/HIV : pourcentage formé	• Combien d'intervenant(e)s extérieur(e)s ont une formation dans ces domaines?	% estimé et commentaire par niveau d'école	Combien d'intervenant(e)s extérieur(e)s ont une formation dans ces domaines?
4.5 Type de formation des intervenants externes	• Comment est leur formation pour enseigner les thèmes?	Commentaire	Quelle formation ont suivi les intervenant(e)s extérieur(e)s?
4.6 Offre de formation continue aux enseignant-e-s	• Offre de formation continue aux enseignant(e)s : thème ES/pVIH	Liste ouverte pour le titre des cours Commentaire sur l'annulation	Pour les années 97 - 2000, disposez-vous de matériel utile à notre étude sur l'offre de formation continue aux enseignant(e)s sur les thèmes? Et sur sa fréquentation?
5. Couverture			
5.1 Pourcentage de la population scolaire touchée	• Pourcentage de la population scolaire bénéficiant d'une information sur les thèmes HIV/ES?	Par niveau d'écoles et par thème : Chiffre connu Chiffre pas connu, estimation	Disposez-vous de chiffres concernant le pourcentage d'étudiant(e)s recevant une information sur les thèmes HIV/ES/PS? Si non, pouvez-vous faire une estimation?
5.2 Heures consacrées	• Estimation quantitative du temps consacré aux thèmes HIV/ES/PS	Nombre d'heures par niveaux d'école et par thèmes	Combien d'heures sont consacrées à chaque thème? <i>(si une répartition n'est pas possible, indiquer l'ensemble des thèmes)</i>

Thèmes principaux	Questions d'évaluation	Catégories de réponses	Questions directes pour guide d'entretien
5.3 Homogénéité géographique	<ul style="list-style-type: none"> L'homogénéité de la couverture géographique, existe-t-elle? 	Question ouverte	A votre connaissance, y a-t-il des régions dans votre canton où ces chiffres sont différents, voire inférieurs?
5.4 Ecoles spécialisées	<ul style="list-style-type: none"> Y a-t-il des lacunes dans les écoles spécialisées? 	Question ouverte	Ce qui est dit à propos de l'enseignement obligatoire, touche-t-il aussi à l'enseignement spécialisé, pour handicapé(e)s mentaux)?
6. Contenu			
6.1 Homogénéité du contenu	<ul style="list-style-type: none"> Y a-t-il un contenu minimal défini pour les cours ou les interventions? 	Par niveaux d'école : Guidelines à l'intention des intervenant(e)s Plan d'étude contenant des précisions Formation commune aux intervenant(e)s Matériel scolaire largement utilisé Autres Non Commentaire	<i>(Appréciation de notre part, à partir des données à disposition, question si nécessaire :)</i> Les enseignant(e)s ou intervenant(e)s ont-ils(elles) un contenu homogène et défini à transmettre ? Par exemple par : <i>(Lire les catégories possibles)?</i>
6.2 Contenu des cours	<ul style="list-style-type: none"> Quels thèmes de la sexualité sont mentionnés dans les textes, quel que soit le cadre? 	Biologie/reproduction Sexualité Relations sexuelles Relations affectives, amour, amitié Orientation sexuelle Autres MST HIV/SIDA Contraception Grossesses et naissances Interruptions de grossesse Abus sexuels, violence sexuelle Pornographie Informations sur lieux de conseil externes, autres guichets (par ex. liste de ressources pour les jeunes, ARG) Autre Commentaire	Quels thèmes de la sexualité sont mentionnés dans les textes, quel que soit le cadre? <i>(Cette question est posée seulement si l'analyse des textes n'est pas possible)</i>
7. Matériel didactique			
	<ul style="list-style-type: none"> Quel matériel didactique est facilement accessible pour les intervenant(e)s dans les écoles? 	Liste des titres pour HIV (avec date) Liste des titres pour ES (avec date) Commentaire	Quels sont les titres traitant des thèmes HIV/ES mis à disposition des élèves?

Thèmes principaux	Questions d'évaluation	Catégories de réponses	Questions directes pour guide d'entretien
8. Pérennisation de la prévention HIV			
8.1 Propositions	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles mesures sont proposées pour garantir la durabilité de la pHIV? 	Réponse ouverte Liste des propositions	Comment, selon vous, devrait-on garantir la durabilité de la prévention HIV, dans les écoles?
8.2 Tendances	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances de l'évolution pHIV/ES/PS pour l'avenir dans les écoles 	Intégré dans plusieurs sujets scolaires Intégré spécifiquement dans les cours PS Intégré spécifiquement dans les cours ES Cours ad hoc spécifiquement HIV Autre Commentaire libre sur l'évolution du cadre	Le cadre reste-t-il le même ou le futur de la prévention HIV va-t-il prendre une nouvelle direction dans votre canton?
8.3 Objectif 5	<ul style="list-style-type: none"> • L'objectif 5, est-il connu? 	Oui/non Commentaire sur l'intégration du thème VIH à l'éducation sexuelle en général	A propos de l'objectif 5 du Programme d'action : Connaissez-vous ce texte? <i>(Citer l'objectif 5, jalon 1)</i>
8.4 Intégration du thème VIH dans l'éducation sexuelle dans le sens large	<ul style="list-style-type: none"> • Le jalon 1 à propos de l'intégration du thème VIH dans un cadre plus large, est-il atteint? Est-il atteignable? 	Oui/non Oui/non Commentaire	Est-ce que le jalon 1, à propos de l'intégration du thème VIH dans un cadre plus large, est atteint ou atteignable dans votre canton?
8.5 Rendre le milieu scolaire conscient	<ul style="list-style-type: none"> • L'objectif 5, jalon 1 à propos de l'offre de matériel et de formation est-il atteint? Est-il atteignable? 	Oui/non Oui/non Commentaire	Est-ce que le jalon 1, à propos de l'offre de matériel et de formation, est atteint ou atteignable dans votre canton?

17.2 GUIDE D'ENTRETIEN

Grille d'entretien téléphonique

Canton	
Personne-ressource (Nom)	
Fonctions / Titre / Cahier des charges	
Tél.	e-mail :
Date	

Introduction

Notre enquête porte principalement sur l'éducation sexuelle à l'école. Nous aimerions saisir dans quel contexte elle se déroule et comment la prévention VIH/sida y est incluse, si elle est obligatoire, comment ces thèmes sont traités à l'école. A cet égard, le rôle de la promotion de la santé et de l'éducation à la santé sont également intéressants. La démarche concerne les niveaux scolaires obligatoire et post-obligatoire, y compris l'apprentissage.

0. Personne-ressource

0.1 Sur quels thèmes et pour quels niveaux d'école pouvez-vous répondre ?

Commentaire

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

0.1 Quelles sont vos tâches et vos responsabilités dans le domaine?

Commentaires

0.1 Dans la pratique, vous occupez-vous aussi du niveau post-obligatoire? Au niveau prévention VIH/sida? ES? Promotion de la santé?

Oui/non

0.2 Y a-t-il d'autres responsables compétents à contacter pour couvrir tous les niveaux d'école et les deux thèmes pVIH et ES? A quel organe sont-ils rattachés?

Nom, fonction, institution, téléphone

1. Bases légales

1.1 Quelles bases légales et administratives existent pour l'enseignement de HIV/ES/PS dans les écoles dans votre canton?

Remplir les données écrites déjà à disposition pour vérification et complément

1.2 Quels autres documents, concepts et initiatives traitent des thèmes HIV/ES/PS?
(Spécifiquement demander les groupes de travail, commissions, projets et campagnes, évaluations, études, recommandations, etc.)

(question à poser en cas de lacunes)

1.3 Pour quels thèmes existe-t-il une notion d'obligation selon les textes écrits?

Grille à remplir à l'avance à partir des documents écrits et à compléter oralement dans l'interview

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

1.4 Lorsqu'il y a obligation, Un contrôle de la mise en œuvre est-il prévu, ou pratiqué? Pour HIV ? Pour ES?

Réponse pour chaque niveau de scolarité, avec commentaires éventuels.

1.5 Dans votre canton, le Département chargé de l'éducation est-il seul responsable des trois thèmes pour tous les niveaux d'écoles?
Si non, quels autres départements sont impliqués?

Oui / non Noter les autres départements impliqués

1.6.1 Y a-t-il un organe ou une fonction responsable et/ou qui s'occupe dans la pratique de la mise en œuvre des dispositifs existants?

Oui / non et commentaires, avec les noms des organes cités

1.6.2 S'il y a plusieurs organes, qui sont-ils et comment estimez-vous leur collaboration?

Commentaire

1.7 Qui prend l'initiative dans la pratique de la mise en œuvre?

Question fermée, par niveau scolaire

Chaque enseignant(e)

Team d'enseignant(e)s

Directeur(rice)s d'école

Inspecteur(rice)s

Autres

Commentaire

2. Moyens financiers

2.1 Existe-t-il un budget spécifique pour la pHIIV dans les écoles? Pour l'éducation sexuelle?
Pour la promotion de la santé?

Par thème : oui / non / Pas de budget spécifique

2.2 Peut-on chiffrer les montants des budgets ou des dépenses?

Commentaires par niveau d'école

2.3 S'il n'y a pas de budget spécifique, dans quels budgets sont intégrées les dépenses pour les thèmes?

Commentaire

2.4 Si une école ou un enseignant(e) veut faire appel à un spécialiste/intervenant(e) externe, existe-t-il des moyens pour rembourser cette personne?

Commentaire

2.5 De quelle source proviennent ces moyens?

Commentaire

2.6 Comment appréciez-vous la durabilité de ces financements?

Inscrit au budget

Fonds à trouver chaque année

evtl. commentaire

3. Mise en oeuvre

3.1 Dans quel cadre la prévention VIH/sida et l'éducation sexuelle sont-ils le plus souvent dispensés

A remplir avant l'interview et à contrôler

(Plusieurs réponses possibles, mais sur la base de ce qui est le plus souvent pratiqué)

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
• Pas abordé				
• Cours spécifique VIH				
• Cours ES spécifique y compris VIH				
• «Lebenskunde» (cantons de Suisse centrale uniquement)				
• Biologie (ou autre branche spécifique)				
• Education à la santé et/ou promotion de la santé				
• Evénements ponctuels, actions, semaines santé				
• réparti dans diverses branches enseignées («fächerübergreifend»)				
• autres et divers				

Commentaire

3.2 Le cadre reste-t-il le même ou le futur de la prévention HIV va-t-il prendre une nouvelle direction dans votre canton?

- Intégré dans plusieurs sujets scolaires
- Intégré spécifiquement dans les cours PS
- Intégré spécifiquement dans les cours ES
- Cours ad hoc spécifiquement HIV
- Autre,

Commentaire libre sur l'évolution du cadre

3.2 Qui dans la pratique sont le plus souvent les intervenant(e)s dans les classes?

Une réponse possible par niveau scolaire

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
• Membre du corps enseignant				
• Personnel du service public				
• Prestataire individuel privé				
• Prestations facturées par une ONG				
• Divers ou autres				

Commentaire

3.3 Quelles personnes ou ONG y a-t-il comme ressource extérieure?

- Antennes cantonales de l'Aide suisse contre le sida
- Planning familial
- Médecin scolaire/ infirmière (service médical)
- Service d'éducation sexuelle
- Intervenant(e)s privé(e)s
- Autres, commentaire (spécifier si possible l'ampleur de leur interventions)

3.4 Existe-t-il une liste d'intervenant(e)s externes spécialisé(e)s à disposition des enseignant(e)s?

oui / non

Commentaire

4. Formation

4.1 A votre avis, combien d'enseignant(e)s qui traitent des thèmes sont préparé(e)s à cet enseignement par leur formation de base ou par des cours de formation continue??

En % par niveau scolaire et commentaire

4.2 De quel type de formation s'agit-il? Est-elle obligatoire?

Commentaire par niveau scolaire

4.3 Dans les écoles normales, est-ce qu'il y a quelque chose de prévu pour préparer les futurs enseignant(e)s à aborder ES/pVIH/PS?

Commentaire par niveau scolaire

4.4 Combien d'intervenant(e)s extérieur(e)s ont une formation dans ces domaines

Estimation en % et commentaire par niveau d'école

4.5 Quelle formation ont suivi les intervenant(e)s extérieur(e)s?

Commentaire

4.6 Pour les années 97 - 2000, disposez-vous de matériel utile à notre étude sur l'offre de formation continue aux enseignant(e)s sur les thèmes? Et sur sa fréquentation?

Titres des offres et commentaires

5. Couverture

5.1 Disposez-vous de chiffres concernant le pourcentage d'étudiant(e)s recevant une information sur les thèmes HIV/ES/PS? Si non, pouvez-vous faire une estimation?

Par niveau d'écoles et par thème : chiffre connu

Chiffre pas connu, estimation

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

5.2 Disposez-vous de chiffres concernant le pourcentage d'étudiant(e)s recevant une information sur les thèmes HIV/ES/PS? Si non, pouvez-vous faire une estimation?

Préciser : Chiffre connu

Chiffre pas connu, estimation

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

Nombre d'heures par niveaux: d'école et par thèmes

(si une répartition n'est pas possible, indiquer l'ensemble des thèmes)

5.3 A votre connaissance, y a-t-il des régions dans votre canton où ces chiffres sont différents, voire inférieurs?

Commentaire

5.4 Ce qui est dit à propos de l'enseignement obligatoire, touche-t-il aussi à l'enseignement spécialisé)?

Commentaire

6. Contenu

6.1 Les enseignant(e)s ou intervenant(e)s ont-ils(elles) un contenu homogène et défini à transmettre, par exemple par : (*Lire les catégories possibles*)?

Par niveaux d'école :

- *Guidelines à l'intention des intervenant(e)s*
 - *Plan d'étude contenant des précisions*
 - *Formation commune aux intervenant(e)s*
 - *Matériel scolaire largement utilisé*
 - *Autres*
 - *Non*
- Commentaire (*Appréciation de notre part, à partir des données à disposition, question si nécessaire :*)

6.2 Quels thèmes de la sexualité sont-ils mentionnés dans les textes, quel que soit le cadre?

(<i>Cette question est posée seulement si l'analyse des textes n'est pas possible.</i>)	Prim	Sec I	Sec II	App
• <i>Biologie/reproduction</i>				
• <i>Sexualité</i>				
• <i>Relations sexuelles</i>				
• <i>Relations affectives, amour, amitié</i>				
• <i>Orientation sexuelle</i>				
• <i>Autres MST</i>				
• <i>HIV/SIDA</i>				
• <i>Contraception</i>				
• <i>Grossesses et naissances</i>				
• <i>Interruptions de grossesse</i>				
• <i>Abus sexuels, violence sexuelle</i>				
• <i>Pornographie</i>				
• <i>Informations sur lieux de conseil externes, autres guichets (par ex. liste de ressources pour les jeunes, ARG)</i>				
• <i>autres</i>				

Commentaire

7. Matériel didactique

7.1 Quels sont les titres traitant des thèmes HIV/ES mis à disposition des élèves?

8. Pérennisation de la prévention HIV

8.1 Comment, selon vous, devrait-on garantir la durabilité de la prévention HIV, dans les écoles?

Commentaire

8.3 A propos de l'objectif 5 du Programme d'action : connaissez-vous ce texte?

Le Programme national d'action contre le sida contient un objectif concernant l'école pour les 5 ans à venir (citation) :

Jusqu'à fin 2001, le thème VIH/sida figure au programme des écoles publiques, professionnelles et supérieures en tant que partie intégrante de la discussion sur l'amour, les relations et la sexualité ; les maladies sexuellement transmissibles et la dépendance y seront également abordés. Jalons : Jusqu'à mi-2000, les cantons ont attiré l'attention des cercles scolaires sur l'importance de cet aspect et fourni les instructions pour le matériel et la formation nécessaires. Idem pour les écoles professionnelles.

Connaissez-vous ce texte ?

oui/ non

8.4 Le jalon 1, à propos de l'intégration du thème VIH dans un cadre plus large, est-il atteint ou atteignable dans votre canton?

Oui/ non

Commentaire

8.5 Le jalon 1, à propos "et de le rendre attentif à l'offre de matériel et de formation", est-il atteint ou atteignable dans votre canton?

Oui/ non

Commentaire

Telefonleitfaden

Kanton
Auskunftsperson (Name)
Funktion/Titel/ Aufgabenbereich
Tel : e-mail :
Datum

Einführung

Es geht in unserer Umfrage besonders um die Sexualerziehung in der Schule. Wir möchten erfahren, in welchem Rahmen sie sich abspielt, ob und wie sie HIV-Prävention einbezieht, ob sie obligatorisch ist, wie sich dieses Thema in der Schulpraxis gestaltet. In diesem Zusammenhang wird auch die Rolle der Gesundheitsförderung oder -erziehung von Interesse sein. Wir interessieren uns für die obligatorische und die nach-obligatorische Schulzeit, inkl. die Berufsschulen.

0. Auskunftspersonen

0.1 Zu welchen der drei Themen und zu welchen Schulstufen können Sie sich äussern?

Kommentar

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

0.1 Welche Aufgabe erfüllen Sie selber in diesem Zusammenhang? (Jobbeschreibung)

Kommentar

0.1 Beschäftigen Sie sich auf Ihrer Stelle auch mit den nachobligatorischen Stufen? Mit HIV-Prävention? Mit Sexualerziehung? Mit Gesundheitserziehung?

ja/ nein

0.2 Welche anderen Personen oder Fachstellen können uns eventuell zu anderen Schulstufen oder Themenbereichen Auskunft geben?

Name, Funktion, Stelle, Telefonnummer.

1. Gesetzliche Grundlagen

1.1 Welche Verfügungen oder Dokumente/Texte sind die Grundlage für die HIV-Prävention., den Sexualkundeunterricht, die Gesundheitsförderung in Ihrem Kanton ?

Vor dem Interview hier ausfüllen und nachfragen, ob es stimmt

1.2 Gibt es andere kantonale Dokumente zu den Themen? z.B. Richtlinien? Konzepte? Untersuchungen?

nur nachfragen, wenn nach der schriftlichen Aufforderung noch Lücken da sind

1.3 Was ist aufgrund dieser Texte ausdrücklich obligatorisch/verbindlich?

Vor dem Interview hier ausfüllen und nachfragen, ob es stimmt. Kommentar

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

1.4 Wenn ein solches Obligatorium existiert, so fragen wir uns, ob es auch eine gewisse **Kontrolle** für die Umsetzung gibt oder vorgesehen ist. Wer nimmt diese Kontrollfunktion wahr? Auf den verschiedenen Schulstufen?

Antwort für jede Schulstufe und evtl. Kommentar zu den Themen

1.5 Ist in Ihrem Kanton die Erziehungsdirektion für alle drei Themen und für alle vier Schulstufen verantwortlich?

ja / nein. Wenn nein, die anderen Departemente notieren

1.6.1 Gibt es in Ihrem Kanton eine Dienststelle oder eine Abteilung, die in der Praxis für die Umsetzung der Themen verantwortlich ist und/oder sich auch tatsächlich damit beschäftigt? Wenn ja, wie heisst sie und für welche Schulstufe ist sie verantwortlich?

ja/nein und Kommentar mit Name der Stelle/n

1.6.2 Falls es mehrere Stellen sind, wie schätzen sie die **Koordination, Zusammenarbeit** unter diesen Stellen ein?

Kommentar

1.7 Wer ergreift in der Praxis die Initiative, dass dieser Unterricht durchgeführt wird?

Nach Schulstufe

- *jeder einzelne Lehrer*
- *Lehrerteam*
- *Rektor/Schulleitung*
- *Inspektor*
- *andere*

2. Finanzielle Mittel

2.1 Gibt es ein spezielles Budget für diese Themen in den Schulen?

per Thema

- *ja/ nein*
- *keine speziellen Budgets*

2.2 Wie hoch sind die Beträge ?

Kommentar per Schulstufe

2.3 Wenn es keine speziellen Budgets gibt, in welchen anderen Budgets sind die Kosten für diese Themen inbegriffen?

Kommentar

2.4 Verfügen Lehrer oder Schulen über Mittel, wenn sie aussenstehende Referenten/Experten zu den Themen einladen wollen?

Kommentar

2.5 Aus welcher Quelle kommen diese verschiedenen Budgets und Mittel?

Kommentar

2.6 Wie schätzen Sie die Nachhaltigkeit dieser Budgets ein?

- *regelmässiges Budget*
- *immer wieder zu beantragendes Budget*

evtl. Kommentar

3. Umsetzung

3.1 In welchem Rahmen werden HIV-Prävention. und/oder Sexualkundeunterricht erteilt?

Vor dem Interview hier ausfüllen und nachfragen, ob es stimmt

Mehrere Antworten möglich, aber v.a. die meistverbreitete Praxis nennen)

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
• <i>wird nicht erteilt</i>				
• <i>Spezialkurs zu HIV</i>				
• <i>Spezialkurs Sexualunterricht, der auch HIV-Prävention einschliesst</i>				
• <i>Lebenskunde (gilt nur für die Innerschweiz)</i>				
• <i>Biologie oder anderes definiertes Fach</i>				
• <i>Gesundheitsförderung oder -förderung</i>				
• <i>Einzelne Aktivitäten, Aktionen, Themenwochen</i>				
• <i>fächerübergreifend (themenübergreifend</i>				
• <i>anderes</i>				

Kommentar

8.2 Wird sich das auch in Zukunft so abspielen, oder geht die Tendenz in eine andere Richtung?

- *fächerübergreifend-themenübergreifend*
- *Integriert in Gesundheitserziehung oder -förderung*
- *Integriert in Sexualunterricht*
- *Spezialkurs zu HIV*
- *Anderes und Kommentar*

3.2 Wer erteilt in der Praxis v.a. den Unterricht zu den Themen?

Eine mögliche Antwort pro Schulstufe

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
• <i>Lehrkraft</i>				
• <i>öffentlich angestellte Fachkraft (z.B. Schularzt, Schulschwester)</i>				
• <i>Privatperson</i>				
• <i>Fachkraft einer NGO</i>				
• <i>andere</i>				

Kommentar

3.3 Wenn der Unterricht von externen Fachleuten bestritten wird, wer sind sie?

- *Aids-Hilfe*
- *Familienplanung*
- *Medizinische Fachkraft*
- *Fachstelle Sexualerziehung*
- *Private Fachleute*
- *Anderer*

Kommentar zum Ausmass der Einsätze

3.4 Existiert für die Lehrkräfte eine Liste mit Namen von externen Fachleuten, die bei Bedarf beigezogen werden können?

ja/nein

Kommentar

4. Ausbildung

4.1 Wie hoch schätzen Sie den Anteil des Lehrkörpers, der gut genug auf die Aufgabe vorbereitet ist, Gesundheitsförderung, besonders aber Sexualerziehung und HIV-Prävention zu vermitteln?

Schätzung pro Schulstufe und Kommentar zu den Themen

4.2 Wie wurde der Lehrkörper auf diese Aufgabe vorbereitet? Gab/gibt es eine obligatorische Vorbereitung?

Kommentar für jede Stufe

4.3 Auf welche Weise werden zukünftige Lehrer in den Lehrerseminarien oder anderen Ausbildungsstätten auf ihre Mediatorenrolle für die HIV-Prävention, Sexualpädagogik oder Gesundheitserziehung vorbereitet?

Kommentar für jede Stufe:

4.4 Wieviele (in %) der externen Fachkräfte sind auf diese Rolle vorbereitet?

% und Kommentar nach Schulstufe

4.5 Wie gestaltet sich diese Ausbildung?

Kommentar

4.6 Sind in den letzten drei Jahren Weiterbildungskurse zu HIV-Prävention, oder Sexualerziehung angeboten worden? Wieviele davon mussten abgesagt werden?

Titel und Kommentar zu den Absagen

5. Abdeckung

5.1 Können Sie genau oder auch schätzungsweise sagen, wieviele Schüler in ihrem Kanton irgendeine Information zu den Themen erhalten?

Angeben, ob es sich um eine Schätzung oder belegte Zahlen handelt.

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

5.2 Wissen Sie oder können Sie schätzen, wieviele Stunden pro Schulstufe ungefähr für diese Aufgabe aufgewendet werden?

Angeben, ob es sich um eine Schätzung oder belegte Zahlen handelt (Gesamtstundenzahl angeben, wenn eine nach Themen getrennte Antwort nicht möglich ist).

	Prim	Sec I	Sec II	Appr
HIV				
ES				
PS				

5.3 Gibt es ihrer Meinung nach Regionen im Kanton, die weniger gut abgedeckt sind?

Kommentar

5.4 Gelten diese Zahlen und Fakten auch für die Sonderschulen? Spielt sich dort das gleiche ab

Kommentar

6. Inhalte

6.1 Sind die vermittelten Inhalte je Schulstufe einigermaßen einheitlich?

Ja, z.B. wegen...

- ausführlichen Lehrplänen
- Richtlinien
- einheitlichem Unterrichtsmaterial
- einheitlicher Aus- oder Weiterbildung
- nein

Kommentar (mein eigener Eindruck aufgrund der Dokumente und Frage)

6.2 Welche Themen der Sexualität findet man in den Richtlinien, Lehrplänen?

Diese Frage wird von den Interviewern aufgrund der Dokumente beantwortet. Sie wird den Auskunftspersonen nicht direkt gestellt.

	Prim	Sec I	Sec II	App
• <i>Biologie, Reproduktion</i>				
• <i>Sexualität</i>				
• <i>Geschlechtsverkehr, Zeugung</i>				
• <i>Beziehungen, Liebe, Freundschaft</i>				
• <i>Sexuelle Orientierung</i>				
• <i>sexuell übertragbare Krankheiten</i>				
• <i>HIV-Aids</i>				
• <i>Verhütung</i>				
• <i>Schwangerschaft, Geburt</i>				
• <i>Schwangerschaftsabbruch</i>				
• <i>sexueller Missbrauch</i>				
• <i>Pornographie</i>				
• <i>Informationen über Beratungsstellen oder andere Informationsquellen</i>				

7. Unterrichtsmaterial

7.1 Welches offizielle Unterrichtsmaterial für Schüler existiert zu den Themen Aids und Sexerziehung ? Titel der Lehrmittelverlage, Erscheinungsjahr

8. Nachhaltigkeit der HIV-Prävention

8.1 Haben Sie Vorschläge, Ideen, Wünsche, wie die Aidsinformation und die Sexualerziehung in Ihrem Kanton nachhaltig und langfristig garantiert werden könnten?

Kommentar

8.3 Das Nationale Aidsprogramm hat für die nächsten 5 Jahre für die Schulen folgende Ziele gesetzt: Ich zitiere:

Bis Ende 2001 ist an Volks-, Berufs- und Mittelschulen die HIV Problematik Bestandteil der Diskussion über Liebe, Beziehung und Sexualität; die Themen sexuell übertragbare Krankheiten werden miteinbezogen. Bis Mitte 2000 haben die Kantone alle Schulgemeinden auf die Wichtigkeit dieses Aspektes aufmerksam gemacht und entsprechende Hinweise für Materialien und Ausbildung gegeben. Gleichermassen gilt dies für die Berufsschulen

Kannten Sie diesen Text schon?

ja/nein

8.4 Ist das erste Ziel, d.h. die Integration der HIV-Prävention in ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar?

ja/nein

Kommentar zur Integration von HIV

8.5 Ist das zweite Ziel, d.h. Hinweise auf Materialien und Ausbildung in ihrem Kanton schon erreicht oder erreichbar?

ja/nein

Kommentar

17.3 LETTRES DE DEMANDE DE COLLABORATION AUPRES DES DIRECTEURS DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (DIP)

IUMSP

Institut universitaire de médecine sociale et préventive
Directeur : Professeur Fred Paccaud

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

Brenda Spencer
E-mail direct : brenda.spencer@inst.hospvd.ch

«Titre_1»
«Prénom» «NOM»
«Institution»
«Adr1»
«Adr2»
«RueBP»
«NPA» «Ville»

k:\uepp\commun\education
sexuelle\courrier\lett
accompagne.doc

Lausanne, le 6 septembre 1999

Concerne : Etude sur les politiques et pratiques cantonales en matière d'éducation sexuelle et de prévention du VIH/Sida à l'école

«Titre_1»,

L'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Lausanne a été chargé de mener l'étude sus-mentionnée par l'Office fédéral de la santé publique.

Les sources principales qui seront traitées dans cette étude sont les données écrites et électroniques déjà existantes (programmes scolaires, plans et moyens d'enseignement). Pour les compléter, nous aimerions également pouvoir consulter une ou deux personnes par canton, qui par leurs compétences et leur fonction pourront nous fournir les commentaires et les éventuelles précisions nécessaires.

Nous vous serons donc reconnaissantes de bien vouloir nous signaler les personnes ou institutions qui sont chargées dans votre canton **des questions touchant à la politique ou à l'implantation de la prévention et de l'éducation sexuelle en milieu scolaire.**

Pouvez-vous nous transmettre leurs coordonnées (Nom, fonction, adresse de contact et téléphone)?

En vous remerciant beaucoup de votre réponse - par poste, fax, ou e-mail, nous restons à votre disposition pour d'autres précisions.

Brenda Spencer, PhD
Cheffe de projet

17, rue du Bugnon - CH-1005 Lausanne - Tél. 41 (0)21 314 72 92 - Fax 41 (0)21 314 72 44 - e-mail: UEPP@inst.hospvd.ch

IUMSP

Institut universitaire de médecine sociale et préventive
Directeur : Professeur Fred Paccaud

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

Brenda Spencer
E-mail direct : brenda.spencer@inst.hospvd.ch

«Titre_1» «Prénom» «NOM»
«Institution»
«Adr1»
«Adr2»
«RueBP»
«NPA» «Ville»

k:\uepp\commun\education
sexuelle\courrier\begleitbrief.doc

Lausanne, den 6. September 1999

**Betrifft : Studie zur Politik und Praxis des Sexualunterrichts und
der Aidsprävention in der Schule**

Sehr geehrte(r) «Titre_1»!

Das Institut für Sozial- und Präventivmedizin der Universität Lausanne
ist vom Bundesamt für Gesundheit mit der Durchführung der obengenannten
Studie beauftragt worden.

Neben intensiven Quellenstudien (Lehrpläne, Stundenpläne, Lehrmittel,
etc.) beim EDK möchten wir auch ein bis zwei kompetente Personen in jedem
Kanton befragen, die die schriftlich vorhandenen Informationen bei Bedarf
erweitern und präzisieren können.

Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie uns angeben könnten, welche
Personen (Name, Funktion, Kontaktadresse und Telefonnummer) oder
Institutionen in Ihrem Kanton beauftragt sind, zu Fragen Stellung zu
nehmen, welche die Politik und/oder die konkrete Umsetzung im Bereich
schulische Aidsprävention und Sexualkunde betreffen.

Wir danken Ihnen herzlich für Ihre prompte Antwort per Post, Fax oder E-
mail (brenda.spencer@inst.hospvd.ch) und stehen Ihnen selbstverständlich
jederzeit für weitere Auskünfte zur Verfügung.

Hochachtungsvoll

Dr. Brenda Spencer
Projektleiterin

17, rue du Bugnon - CH-1005 Lausanne - Tél. 41 (0)21 314 72 92 - Fax 41 (0)21 314 72 44 - e-mail: UEPP@inst.hospvd.ch

17.4 RAPPEL : LETTRE DE DEMANDE DE COLLABORATION AUPRES DES DIRECTEURS DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (DIP)

IUMSP

Institut universitaire de médecine sociale et préventive
Directeur : Professeur Fred Paccaud

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

«Titre_1» «Prénom» «NOM»
«Institution»
«Adr1»
«Adr2»
«RueBP»
«NPA» «Ville»

k:\uepp\commun\education
sexuelle\courrier\rappe1 1 d.doc

Lausanne, den 12. Oktober 1999

Betrifft : Unsere Anfrage vom 6. September 1999

Sehr geehrte «Titre_1» !

Wir erlauben uns, Sie auf obenerwähnten Brief aufmerksam zu machen, da wir bis heute noch keine Antwort bekommen haben.

Dürfen wir Sie höflich bitten, uns wenn möglich die gewünschte Information bald zuzustellen.

Hochachtungsvoll

Dr. Brenda Spencer
Projektleiterin

Beilage erwähnt

17.5 LETTRE DE DEMANDE DE COLLABORATION AUPRES DES PERSONNES-RESSOURCES SIGNALÉES PAR LES DIP

IUMSP

Institut universitaire de médecine sociale et préventive
Directeur : Professeur Fred Paccaud

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

«Titre_1» «Prénom» «NOM»
«Institution»
«Adr1»
«Adr2»
«RueBP»
«NPA» «Ville»

k:\uepp\commun\education
sexuelle\lettre resp Oct99.doc

Lausanne, le 22 octobre 1999

Concerne : Politiques et pratiques cantonales en matière de prévention du VIH/sida et d'éducation sexuelle à l'école

«Politesse»,

L'Institut de Médecine sociale et préventive de l'Université de Lausanne a été chargé de l'étude sus-mentionnée par l'Office fédéral de la santé publique.

Nous nous référons à notre échange de correspondance avec la Direction du Département chargé de l'instruction publique de votre canton pour prendre contact avec vous, afin que vous nous aidiez à obtenir les informations dont nous avons besoin. D'avance, nous vous remercions de l'appui que vous apporterez à notre travail.

Dans un premier temps, nous procédons à une investigation systématique des sources écrites existantes (programmes scolaires, matériel pédagogique, rapports et textes cantonaux, études déjà réalisées). Nous aimerions ensuite avoir avec vous un entretien téléphonique, qui nous permettra de compléter et de commenter les informations dont nous disposons.

Voici en résumé les informations que nous attendons de vous

- les documents écrits qui vous paraissent pertinents pour cette étude (cf. en annexe la liste des textes dont nous disposons déjà pour votre canton - à compléter)
- une courte description de votre fonction et de votre travail concernant le domaine de notre étude
- vos informations sur ce qui se passe dans le canton en matière de prévention du VIH/sida et d'éducation sexuelle en milieu scolaire
- votre appréciation personnelle de la situation actuelle et de son évolution dans l'avenir.

Nous attendons donc les **informations écrites** que vous pourrez nous transmettre sur ces sujets, avant de fixer avec vous un **rendez-vous téléphonique** dès que possible.

Madame Marie-Jo Glardon, collaboratrice scientifique pour les cantons francophones, est à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire. Vous pouvez l'atteindre au (021) 311 75 42.

En espérant que notre travail vous intéressera, nous vous envoyons nos meilleures salutations.

17, rue du Bugnon - CH-1005 Lausanne - Tél. 41 (0)21 314 72 92 - Fax 41 (0)21 314 73 73 - e-mail: UEPP@inst.hospvd.ch

Projet « Politiques et pratiques cantonales en matière d'éducation sexuelle et de prévention du VIH/sida à l'école »

CANTON du VALAIS

L'objectif de l'étude est de faire le point sur la manière dont les cantons concrétisent la **prévention en santé sexuelle (prévention du VIH/sida et éducation sexuelle) en milieu scolaire** y compris apprentissage)

Informations désirées:

- fondements politiques et administratifs traitant du sujet dans les écoles du canton (y compris les écoles professionnelles pour apprenti-e-s)
 - responsabilités politiques
 - responsabilités administratives
 - moyens financiers publics consacrés
 - mise en oeuvre des activités de prévention du VIH et d'éducation sexuelle
 - formation des intervenant-e-s dans le domaine
 - par niveau d'école: évaluation de la couverture (pourcentage de la population scolaire touchée par des enseignements ayant trait à la santé sexuelle; heures consacrées aux thèmes)
 - contenu des enseignements traitant de ces thèmes
 - matériel didactique à disposition des intervenant-e-s
- **Documents: voir le tableau p. suivante**

Contact pour la récolte des données dans les cantons latins:

Marie-Jo Glardon

Profa Unité de formation

Bellefontaine 8

1003 Lausanne

Tél. (021) 311 75 42

Fax (021) 311 75 44

E-mail: glardon@pingnet.ch

CANTON du VALAIS

Documents pertinents sur le thème de la prévention en santé sexuelle dans les écoles (y compris niveau secondaire et apprentissage)

Types de documents	Documents consultés	Nos questions, vos suggestions
Bases légales, directives, règlements, décisions	Extrait du Mandat du Conseil d'Etat du 23 mars 94 au groupe de travail « Enfance et Adolescence » de la Commission cantonale de prévention.	<ul style="list-style-type: none"> • Ce mandat est-il toujours valable? • Existe-t-il d'autres bases, notamment pour la santé sexuelle? • ? Présence du thème « sexualité » dans le Cahier des charges de la Commission cantonale de prévention
Concepts	1991: concept d'organisation. Information sur le sida dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> • Le doc utilisé en 1992 - at-il été remplacé ou modifié?
	<p>Concept de prévention du sida auprès des jeunes de 13 à 15 ans dans les écoles valaisannes: Evaluation 1995/1996. Antenne sida du Valais romand. / Pierre Brechbühl, Dr Ph. Chastonay, Dr Daniel Cordonnier, Dr Danielle Sierro, Béatrice Jordan</p> <p>ANNEXE 1: Education pour la santé en matière de prévention du sida - à l'intention des jeunes de 13-15 ans en milieu scolaire en Valais</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Statut actuel de ce concept
	<p>L'introduction du programme « Education générale et promotion de la santé (EGPS) dans les écoles publiques du Canton du Valais : Rapport final / par Anne Dentan, Gaby Jentsch-Volken, Catherine Praplan. Novembre 1998 Publié par: Education générale et promotion de la santé (EGPS) - Commission cantonale de prévention. Sous-groupe « Enfance et adolescence ». Valais/Wallis</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Suites données aux recommandations
Extraits de programmes scolaires		<ul style="list-style-type: none"> • ? • Extraits des programmes mentionnant les enseignements sur éducation sexuelle et prévention du VIH
Documents concernant la formation du corps enseignant		
Matériel pédagogique à disposition		
Autres documents adressés aux maîtres ou aux élèves		
Statistiques à disposition, rapports		<ul style="list-style-type: none"> • Particulièrement en rapport à la question de la couverture (part des classes touchées par des enseignements de prévention en santé sexuelle)

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

Brenda Spencer
E-mail direct : brenda.spencer@inst.hospvd.ch

«Titre_1» «Prénom» «NOM»
«Institution»
«Adr1»
«Adr2»
«RueBP»
«NPA» «Ville»

k:\uepp\commun\education
sexuelle\brief verantw okt99.doc

Lausanne, im Oktober 1999

**Betrifft: Studie zur Politik und Praxis des Sexualunterrichts und
der Aidsprävention in der Schule**

Sehr geehrt«Politesse» «NOM»!

Das Institut für Sozial- und Präventivmedizin der Universität Lausanne ist vom Bundesamt für Gesundheit mit der Durchführung der obengenannten Studie beauftragt worden.

Wir wenden uns heute an Sie, da Sie uns von Ihrer Erziehungsdirektion als Ansprechperson genannt wurden. Wir hoffen, dass Sie bereit sind, uns in unseren Bemühungen zu unterstützen und danken Ihnen schon im voraus für die Aufmerksamkeit, die Sie unserer Arbeit schenken.

Nach intensiven **Quellenstudien** (Lehrpläne, Lehrmittel, kant. Verfügungen, andere relevante Studien, usw.) möchten wir dann nach Absprache **mit Ihnen ein Telefongespräch** führen, damit Sie die schriftlich vorhandenen Informationen nach Bedarf erweitern und präzisieren können.

Zusammenfassend erhoffen wir uns von Ihnen **folgende schriftlichen oder mündlichen Informationen:**

- alle relevanten Unterlagen zum Thema (Ergänzung des Materials, das wir schon besitzen, siehe beiliegende Liste)
- einen Kurzbeschrieb Ihrer eigenen Funktion und Stelle
- Angaben zu anderen Stellen und Institutionen, die sich in Ihrem Kanton mit HIV-Prävention und Sexualerziehung (evtl. Gesundheitserziehung) befassen.
- Ihre persönliche Einschätzung der aktuellen Situation und Entwicklungen für die Zukunft

Ihre Zeit ist kostbar und deshalb wollen wir das Interview mit Ihnen so kurz wie möglich halten. Um uns optimal vorbereiten zu können, brauchen wir schon vorher das schriftlich erhältliche Material. Wir wären Ihnen deshalb sehr dankbar, wenn Sie uns dieses so schnell wie möglich anhand der beiliegenden Checkliste zustellen könnten. Bei Unklarheiten steht Ihnen Barbara So, wissenschaftliche Mitarbeiterin (Direktwahl 021 311 80 38) gerne zur Verfügung.

Wir grüssen Sie hochachtungsvoll

Dr. Brenda Spencer
Projektleiterin

Studie zur Politik und Praxis des Sexualunterrichts und der Aidsprävention in der Schule

Bei der Studie geht es um folgende Themen:

- Politische und administrative Grundlagen für Aidsprävention und Sexualerziehung in den Schulen (inkl. Berufsschulen) des Kantons
- politische Verantwortlichkeit für diese Themen
- administrative Verantwortlichkeit für die Umsetzung in der Praxis
- Finanzielle Mittel zur Durchführung derselben
- praktische Umsetzung der Vorgaben zu Aidsprävention und Sexualerziehung
- Ausbildung/Weiterbildung der Lehrkräfte
- Nach Schulstufe, Schätzung des Anteils der Schüler, die Informationen zu Aidsprävention und Sexualerziehung erhalten. Schätzung der Stundenanzahl, die dafür aufgewendet wird
- Unterrichtsinhalte
- Unterrichtsmaterial

Schriftliche, teilweise noch benötigte Unterlagen zu den Themen HIV-Prävention, Sexualerziehung (evtl. Gesundheitserziehung) in den Schulen (inkl. Mittelschulen und Berufsschulen) des Kantons ZÜRICH :

Wir sammeln die folgenden Dokumente	Bei uns schon vorhanden (nicht mehr schicken):	Bitte stellen Sie uns alle anderen relevanten Texte zu, besonders auch folgende:
Grundlagentexte, Weisungen, Konzepte, Regierungsbeschlüsse	<ul style="list-style-type: none"> • Regierungsratsbeschluss 22.Feb. 1995, betr. Sucht-u.Aidsprävention an Berufsschulen 	<ul style="list-style-type: none"> • Aids.Prävention. Beschluss des Erziehungsrates vom 9.8. 1988
Auszüge aus den Lehrplänen		
Studien, Evaluationen, Kommissionsberichte Arbeitsgruppenberichte	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation der Aids-Präventionskampagne in Zürcher Schulen, Dez 1988 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Aids im Kt. Zürich</i>, 1994, Bericht und Massnahmen, Gesundheitsdirektion des Kt. ZH, <p>Gibt es einen Bericht neueren Datums?</p> <p>Berichte des Pestalozzianums?</p>
Richtlinien, Merkblätter		
Weiterbildungsangebot zu den Themen in den letzten drei Schuljahren (97/98, 98/99, 99/2000), evtl. auch abgesagte Kurse		97/98: 98/99: 99/2000:
Evtl. Angaben/Unterlagen zur Grundausbildung der Lehrkräfte		
Offizielles Unterrichtsmaterial zu den Themen (Liste des Lehrmittelverlags)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Übersicht über Angebote in Sexualberatung und Sexualpädagogik im Kt. ZH</i>, Amt für Jugend- u. Sozialhilfe der Stadt Zürich, Nov 1998 	
Andere Dokumente zur Unterstützung der Lehrer oder Schüler		

17.6 PRINCIPALES PERSONNES-RESSOURCES CONTACTÉES PAR CANTON

Canton	Prénom	Nom	Fonction	Informations données pour les niveaux scolaires	
				Obligatoire	Post-obligatoire
Appenzell A. Rh.	Paul	MARTI*	Beratungsstelle für Suchtfragen	x	x
	Erwin	GANZ*	Fachstelle für Weiterbildung	x	
	Willy	EUGSTER	Rektor Kantonsschule Trogen		x
	Paul	SIGNER	Rektor Berufsschule		x
	Pius	WIDMER	Aids-Hilfe St.Gallen/Appenzell	x	x
Argovie	Felix	WETTSTEIN*	Beauftragter für Gesundheitsförderung, Fachstelle für Gesundheitserziehung, Lehramtsschule	x	
	Stefan	CAMPI	Amt für Berufsbildung		x
Baselland	René	GLAUSER*	Beauftragter für Jugend- und Gesellschaftsfragen	x	
	Martina	SANER	Aids-Hilfe beider Basel	x	x
Basel-Stadt	Andreas	BÄCHLIN	Schulärztlicher Dienst des Kt. Basel- Stadt	x	x
	Kathrin	SCHMOCKER	Leiterin Fachstelle Pädagogik, Erziehungsdepartement des Kantons Basel-Stadt	x	
	Martina	SANER	Aids-Hilfe beider Basel	x	x
		ALDER	Stellenleiterin IN>TEAM	x	x
	Benno	GASSMANN	Beauftragter für Suchtprävention, Abt. Jugend, Familie und Prävention, Justizdepartement	x	x
Bern	Klaus	MEYER	Wake-up	x	x
	Beat	MAYER*	stellvertretender Amtsvorsteher, Amt für Bildungsforschung	x	
	Thomas	HOLZER	Fachstelle für Sexualpädagogik	x	x
▲	Andreas	MÜLLER	Vorsteher Abtl. Berufsschulen		x
	Doris	ZBINDEN	Fachstelle für Sexualpädagogik	x	x
Berne (francophone)	Jean-René	CARNAL	Secrétaire Commission des moyens d'enseignement et des plans d'étude de l'école obligatoire (COMEIO)	x	
		APESE	Association pour l'éducation sexuelle dans les écoles du Jura bernois et de Bienne romande	x	
Fribourg (germanophone)	Robert	RUDAZ*	Leiter Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten	x	
▲	Daniel	NYFELLER	Centre professionnel cantonal		x
Fribourg (francophone)	Christiane	BRÜHLHART*	Cheffe du Service de l'enseignement du cycle d'orientation	x	
	Werner	KULL	Chef de service du secondaire supérieur		x
	Christine	NOYER	Centre de planning familial	x	x

Informations données pour les niveaux scolaires



Canton	Prénom	Nom	Fonction	Obligatoire	Post-obligatoire
Genève	Paul	BOUVIER*	Médecin directeur, Service de santé de la jeunesse	x	x
	Mayanne	BENHAMOU*	Membre de l'équipe EPS, Service Santé de la jeunesse		x
Glaris	Fritz	TRÜMPI*	Schulinspektor	x	
	Paul	MARTI	Beratungsstelle für Suchtfragen	x	x
	Richard	RUTSCHMANN	Rektor		x
	Pius	THRIER	Lehrer Kaufmännische Berufsschule		x
Grisons	Christian	SULSER*	Adjunkt beim Amt für Volksschule	x	
	Susanna	SIEGRIST	Leiterin der Familien-, Sexual- und Schwangerschaftsberatung GR	x	x
	Lisa	JANISCH	Geschäftsleiterin Aids-Hilfe GR	x	x
Jura	Alain	BEUCHAT*	Responsable de la section enseignement	x	
	Liliane	AMMANN*	Présidente de l'Association jurasienne des animatrices en éducation sexuelle	x	
Lucerne	Erich	LIPP*	Beauftragter für 'Lebenskunde'	x	
	Sylvia	HAUSAMMANN	Verantwortliche Bereich Jugendliche, Aids-Hilfe Luzern	x	x
	Bruno	WETTSTEIN*	Leiter Abteilung Schulentwicklung	x	
	Peter	ROTHENFLUH	Leiter der Gruppe Gymnasien		x
	Fritz	VOGEL	Abteilungsleiter Abteilung Berufseinführung	x	
Neuchâtel	Jacques	LAURENT	Chef du Service de la jeunesse	x	x
	Cristina	DE CASTRO	Conseillère aun apprentis		x
	Christine	MAQUELIN	Présidente du GIS	x	x
	Daphné	BERNER	Médecin cantonal	x	x
Nidwald	Albert	ODERMATT*	Fachberater Lebenskunde	x	
Obwald	Lydia	HÜMBELI*	Sachbearbeiterin Fachstelle Gesundheitsförderung	x	x
	Stephan	KRUMMENACHER	Rektor BWZ Obwalden		x
Schaffhouse	Klaus	WECKERLE*	Turninspektor	x	x
	Christian	AMSLER	Didaktisches Zentrum	x	
Schwyz	Herbert	KISTLER*	Sekundarlehrer	x	
	Kurt	GEHRI	Turnlehrer		x
	Kaspar	METTLER	Prorektor Berufsschule Goldau		x
Soleure	Roland	STACH*	Beauftragter für Gesundheitsförderung	x	x
St-Gall	Rolf	RIMENSBERGER*	Leiter Abteilung Unterricht	x	
	Pius	WIDMER	Aids-Hilfe St.Gallen/Appenzel	x	x
	Ursula	EIGENMANN	Bezirksschulratspräsidentin des Bezirks St. Gallen	x	

Informations données pour les niveaux scolaires



Canton	Prénom	Nom	Fonction	Obligatoire	Post-obligatoire
St-Gall	Fredy	HUBER	Rektor Gewerbliche Berufsschule		x
		LAIMBACHER	Schulärztlicher Dienst für Mittelschulen St. Gallen		x
Tessin	Diego	ERBA*	Capo Divisione scuola, Republica e Cantone del Ticino	x	
	Marina	ARMI*	Assistente per la prevenzione AIDS	x	x
Thurgovie	Daniel	BRUTTIN	Aids-Hilfe Luzern	x	x
	Heinrich	LANG	Departementssekretär für Erziehung und Kultur	x	
	Franz Xaver	ISENRING*	Sekundarschulinspektor	x	
	René	MEIER	Amt für Lehrerinnen-und Lehrerfortbildung	x	
Uri	F.	ASCHWANDEN	Kantonale Mittelschule Uri		x
	Guido	KELLER*	Oberstufeninspektor	x	
	Kathrin	ELMIGER*	Suchtberatung Uri	x	x
	Charlotte	SENN	Suchtberatung Uri	x	x
Valais	Silvia	BITTEL	Aids-Hilfe Oberwallis	x	x
	Markus	PFÄFFEN	coordinateur du programme 'Lebenskunde'	x	
Valais (francophone)	Catherine	DONNET	coordinatrice Antenne sida du Valais romand	x	
		FILLIEZ	Directeur Ecole professionnelle de Sion		x
▲	Pierre-Marie	GABIOUD*	Service de l'enseignement du Département de l'éducation, de la culture et du sport	-	-
▲	Gilberte	VOIDE	Secrétaire de la Fédération valaisanne des associations et centres de consultation (grossesse, PF, conseil conjugal)	x	x
		JORDAN	Service de médecine scolaire	x	
▲		MATHIEU	Responsable de l'enseignement secondaire II		x
	Max	SCHMID	Adjoint Service de la formation professionnelle du DECS		x
▲	Walter	SCHNYDER*	Directeur Service d'aide à la jeunesse	-	-
	Geneviève	SCHWERY	Planning familial de Sierre	x	x
Vaud	Dominique	DE VARGAS*	Responsable du Service d'éducation sexuelle de la Fondation Profa	x	
	Monique	WEBER-JOBE	Unité de formation Profa		
	Eva	PALASTHY	Adjointe pédagogique du Service de la formation professionnelle		x
	Jean-Daniel	BOEGLI*	Délégué cantonal à l'éducation pour la santé, Secrétariat général du Département de la Formation et de la Jeunesse	x	

Informations données pour les niveaux scolaires



Canton	Prénom	Nom	Fonction	Obligatoire	Post-obligatoire
Vaud (suite)	Janine	ANNAHEIM	Responsable du Service 'Jeunesse et santé'		x
	Manuela	FONTANA	Appui au développement de projets de promotion de la santé chez les 16-19 ans		x
Zug	Robert	HITZ*	Leiter Amt für Gemeindliche Schulen	x	x
	Hugo	NUSSBAUMER	Direktor der Berufsschule		x
		MEIER*	Beraterin Sexual- und Schwangerschaftsberatung der Frauenzentrale Zug		x
	Bettina	STAMM*	Mitarbeiterin Aids-Hilfe Zug	x	x
Zürich	Irène	RENZ*	Fachstelle für Aidsfragen	x	x
	Ruedi	Gysi*	Volksschulamt	x	
	Michael	DE BONI	Mittelschul- und Berufsbildungsamt, Bildungsentwicklung		x
	Walter	KERN	Pestalozzianum	x	x
	Daniel	FREY	Schulärztlicher Dienst der Stadt Zürich	x	
	Hans	NYDEGGER	Kantonsschularzt	-	-
	Christina	HOFMANN	Bereichsleiterin Prävention	x	x

- sans précision

* Personnes signalées par les Départements de l'éducation

▲ Dans les cantons bilingues, la personne renseigne sur l'ensemble du canton

17.7 DEUXIEME DEMANDE DE COLLABORATION AUPRES DU CANTON
AYANT REFUSE

IUMSP

Institut universitaire de médecine sociale et préventive
Directeur : Professeur Fred Paccaud

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

Herr Regierungsrat Carlo Schmid
Erziehungsdirektor des Kt.
Appenzell I.Rh.
Kaustrasse 4a
9050 Appenzell

\\shc04\data\ims\uepp\commun\education
sexuelle\rappel appenzell.doc

Lausanne, den 17. Dezember 1999

**Betrifft : Studie zur Politik und Praxis des Sexualunterrichts und
der Aidsprävention in der Schule**

Sehr geehrter Herr Regierungsrat Schmid!

Im September haben wir uns mit der Bitte an Sie gewandt, uns den Namen einer Kontaktperson zu nennen, die uns auf verschiedene Fragen zu unserer Studie Auskunft geben könnte (siehe beigelegte Kopie). Leider wollten Sie auf diese Bitte nicht eingehen.

Die Verantwortung der Kantone für ihr Schulwesen steht ausser Frage, darüber sind wir mit Ihnen einig. Gerade aus diesem Grund hat sich das BAG entschlossen, diese Studie zu beauftragen, die darüber Auskunft geben soll, wie die einzelnen Kantone die HIV/Aids-Prävention in den Schulen handhaben. Denn allmählich soll Aids-Prävention stärker in den allgemeinen Unterricht eingebaut werden, d.h. dass die Verantwortung für dieses Thema zukünftig weniger vom BAG und mehr von den Kantonen wahrgenommen wird. Um eine auch in der Schule integrierte HIV/Aids-Prävention nachhaltig zu garantieren, brauchen wir Informationen zum heutigen Stand der Aktivitäten.

Ausser Appenzell-Innerrhoden haben uns alle Kantone Informationen geliefert. Wir haben bereits viele interessante Daten und ein beinahe lückenloses gesamtschweizerisches Bild zum Stand der Situation. Natürlich bedauern wir, dass Appenzell-Innerrhoden dabei fehlt und wir möchten Sie höflich anfragen, ob Sie bereit wären, auf Ihre Entscheidung zurückzukommen. Wenn das der Fall wäre, ist es für uns noch nicht zu spät, die Informationen von Ihrem Kanton in unsere Studie zu integrieren, was wir selbstverständlich sehr gerne tun würden.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, die Sie unserer erneuten Anfrage widmen und verbleiben

hochachtungsvoll

Dr. Brenda Spencer
Projektleiterin

17.8 PERSONNES-RESSOURCES AU NIVEAU SUPRACANTONAL

Verein für Schule und Fortbildung, SVSF

Sekretariat Höllstein

Herr Seeger

Radix Gesundheitsförderung

Réseau suisse d'écoles en santé

Habsburgerstrasse 31

6003 Luzern

Barbara Zumstein

Aids Info Docu

Schauplatzgasse 26

3001 Bern

Annette Ruef

Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen, ZBS

Luzernerstrasse 69

6030 Ebikon

Monika Mettler

Aids-Hilfe Schweiz AHS

Christina Hofmann

Konradstrasse 20/Postfach 141

8031 Zürich

Section Information IDES

de la Conférence Suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

Zähringerstrasse 25

3001 Bern

Michel Rohrbach

Fachschaft Biologie

Kantonsschule Wiedikon

Krähbühlstrasse 122

8044 Zürich

Eva Fasnacht

Bundesamt für Berufsbildung und Technologie BBT

Office Fédéral de Formation professionnelle et de Technologie OFFT

Kurssekretariat

Postfach 42

3250 Lyss

Dr. Rickenbacher

Schweizerisches Institut für Berufspädagogik

Kirchlindachstrasse 79

3052 Zollikofen

Herr Häsler, Herr Häberli

17.9 DEMANDE DE VALIDATION DE LA FICHE DE SYNTHÈSE

IUMSP

Institut universitaire de médecine sociale et préventive
Directeur : Professeur Fred Paccaud

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

«Titre» «Prenom»«Nom»
«Fonction»
«Institutionprof»
«InstitutionprofBIS»
«Casepostale»
«Rueprof»
«NumeroPostalProf» «LieuProf»

k:\uepp\commun\education
sexuelle\courrier\lettre jan00 per
ressource.doc

Lausanne, le 10 juillet 2000

Concerne : **Etude "Politiques et pratiques cantonales en matière
d'éducation sexuelle et de prévention du VIH/sida à l'école"**

«Titre»,

Vous trouverez en annexe un résumé des informations orales et écrites qui ont été rassemblées concernant votre canton. D'avance, nous vous remercions de bien vouloir le relire pour apporter vos corrections, remarques et précisions.

Faute de temps, nous avons dû renoncer à investiguer de manière exhaustive les niveaux d'école post-obligatoires. Souvent, un contact avec une seule école nous a donné les informations pour les autres. Parfois, nous nous sommes limitées à une formulation très générale valable pour toute la Suisse. Cela explique certaines lacunes que nous vous remercions d'avance de combler, dans la mesure du possible.

Nous vous demandons de bien vouloir porter une attention particulière aux points suivants:

- Notre rapport de vos informations est-il correct?
- Avez-vous d'autres informations importantes ou d'autres précisions à nous signaler?

Nous vous serons reconnaissantes de bien vouloir nous transmettre vos remarques et commentaires **dans les deux semaines à venir**, soit par écrit, soit par téléphone.

Par téléphone, vous pouvez directement vous adresser à Barbara So, Tél et Fax 021 311 80 38 ou Tél 021 311 66 56.

Les lettres sont à envoyer à l'adresse ci-dessus.

Sans nouvelles de votre part, nous considérerons que vous n'avez pas d'objection à l'esquisse proposée.

En vous remerciant d'avance pour votre précieuse contribution à cette étude, nous vous envoyons, «Titre», nos meilleures salutations.

Définitions

Par "**les trois thèmes**", nous entendons :

- la prévention VIH/sida
- l'éducation sexuelle
- la promotion ou l'éducation à la santé.

Niveaux d'école :

- primaire
- secondaire 1 : dès la 7ème classe
- secondaire 2 : écoles post-obligatoires à plein temps
- Ecoles professionnelles : écoles dispensant les cours pour les apprenti-e-s (choisies en tant qu'exemple plutôt dans les branches industrielles et artisanales)

Unité d'évaluation
de programmes de prévention (UEPP)
Dr Françoise Dubois-Arber

«Titre» «Prenom» «Nom»
«Fonction»
«Institutionprof»
«InstitutionprofBIS»
«Casepostale»
«Rueprof»
«NumeroPostalProf» «LieuProf»

k:\uepp\commun\education
sexuelle\courrier\brief verantw
jan00.doc

Lausanne, den 2. Februar 2000

Concerne : Studie zur Politik und Praxis des Sexualunterrichts und
der Aidsprävention in der Schule

Sehr geehrter «Titre» «Nom»,

In der Beilage erhalten Sie eine Zusammenfassung aller mündlichen und schriftlichen Informationen, die wir zu Ihrem Kanton zusammengetragen haben. Wir danken Ihnen, wenn Sie den Text freundlicherweise kritisch gegenlesen können.

Aus zeitlichen Gründen mussten wir in einigen Kantonen darauf verzichten, die Schulen der nach-obligatorischen Stufe genauer zu befragen, oft antwortete eine Schule stellvertretend für andere oder wir haben eine gesamtschweizerisch-gültige, sehr allgemeine Antwort formuliert. Lücken erklären sich daraus und wir sind für eventuelle weitere Informationen dankbar.

Wir bitten Sie höflich, insbesondere auf folgende Punkte zu achten:

- Haben wir die von Ihnen und anderen gemachten Angaben richtig übertragen?
- Fehlen wichtige Informationen oder Präzisierungen?

Dürfen wir Sie bitten, uns Ihre Bemerkungen und Kommentare **innerhalb der nächsten zwei Wochen** telefonisch oder schriftlich zukommen zu lassen. Telefonisch an: Barbara So, Tel und Fax 021 311 80 38 oder Tel 021 311 66 56, schriftlich an die obenstehende Adresse. Ohne Ihre Mitteilung gehen wir davon aus, dass Sie gegen den vorliegenden Entwurf keine Einwände haben.

Für Ihre Bemühungen danken wir Ihnen zum voraus bestens und verbleiben mit freundlichen Grüßen

Brenda Spencer, PhD
Projektleiterin

Bitte beachten Sie folgendes:

'Die drei Themen' sind:

- HIV/Aids-Prävention (pHIV)
- Sexualerziehung (SE)
- Gesundheitserziehung/-förderung (GF)

Primarschule I: 1-6. Klasse

Sekundarstufe I: 7.- 9. Klasse (inkl. 10. Freiwilliges Schuljahr)

Sekundarstufe II: Maturitätsschulen und weitere vollzeitliche Schulen

Berufsschulen: als Beispiel für die verschiedensten die Lehre begleitenden Berufsschulen haben wir die industriell-gewerblichen Berufsschulen gewählt

17.10 POPULATION SCOLAIRE PAR CANTON ET NIVEAU D'ECOLE

		Ecole obligatoire		Degré secondaire II	
SR	Suisse romande et Tessin				
FR	Fribourg	27'373	3.5%	9'597	3.3%
GE	Genève	39'779	5.0%	19'234	6.7%
JU	Jura	7'954	1.0%	2'526	0.9%
NE	Neuchâtel	17'614	2.2%	7'676	2.7%
TI	Tessin	27'373	3.5%	12'520	4.3%
VS	Valais	32'324	4.1%	11'596	4.0%
VD	Vaud	65'052	8.2%	23'966	8.3%
	Sous-total	217'469	27.4%	87'115	30.2%
SNO	Suisse nord-occidentale				
AG	Argovie	65'939	8.3%	18'811	6.5%
BL	Baselland	27'408	3.5%	8'698	3.0%
BS	Basel-Stadt	17'194	2.2%	10'104	3.5%
BE	Berne	103'739	13.1%	40'611	14.1%
SO	Soleure	28'179	3.6%	8'360	2.9%
	Sous-total	242'459	30.6%	86'584	30.0%
SC	Suisse centrale				
LU	Lucerne	41'633	5.3%	16'993	5.9%
NW	Nidwald	4'428	0.6%	951	0.3%
OW	Obwald	4'305	0.5%	753	0.3%
SZ	Schwyz	15'740	2.0%	4'427	1.5%
UR	Uri	4'355	0.5%	959	0.3%
ZG	Zug	10'342	1.3%	3'924	1.4%
	Sous-total	80'803	10.2%	28'007	9.7%
SO	Suisse orientale				
AI	Appenzell I.Rh.	6'734	0.8%	1'080	0.4%
AR	Appenzell A. Rh.	2'097	0.3%	134	0.0%
GL	Glaris	4'925	0.6%	1'290	0.4%
GR	Grisons	21'110	2.7%	7'655	2.7%
SG	St-Gall	57'990	7.3%	21'138	7.3%
SH	Schaffhouse	8'725	1.1%	2'433	0.8%
TG	Thurgovie	30'902	3.9%	6'700	2.3%
ZH	Zürich	119'740	15.1%	46'649	16.2%
	Sous-total	252'223	31.8%	87'079	30.2%
Total général		792'954	100.0%	288'785	100.0%

Source : Elèves et étudiants 1997/98. Neuchâtel : Office fédéral de la statistiques, 1999.

17.11 EXISTENCE D'UNE NOTION D'OBLIGATION DANS LES CANTONS PAR THEME
ET NIVEAU D'ECOLE

Canton	Primaire			Secondaire I			Secondaire II			Ecoles professionnelles		
	HIV	ES	PS	HIV	ES	PS	HIV	ES	PS	HIV	ES	PS
Appenzell A Rh.			X	X	X		X	X				
Appenzell I Rh												
Argovie		X	X	X	X	X			X			
Bâle-Ville		X	X	X	X	X			X	X		
Bâle-Campagne	X			X	X	X	X			X		
Berne germanophone		X	X	X	X	X						
Berne francophone			X	X								
Fribourg germanophone			X	X	X	X		X	X			
Fribourg francophone		X	X	X	X	X		X	X			X
Genève	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X
Glaris			X		X	X						
Grisons			X	X	X	X				X	X	X
Jura	X	X	X	X	X	X						
Lucerne			X	X	X	X	X	X	X			
Neuchâtel	X	X	X	X	X	X			X			X
Nidwald			X	X	X	X						
Obwald			X	X	X	X				X		
Schaffhouse	X	X	X	X	X	X	X			X		
Schwyz			X	X	X	X	X			X		X
Soleure		X		X	X		X					
St-Gall	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
Tessin		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Thurgovie				X	X	X						
Uri				X	X	X		X				
Valais germanophone			X	X	X	X			X			X
Valais francophone			X	X	X	X			X			X
Vaud			X			X						X
Zug			X	X	X	X				X	X	X
Zürich		X	X	X	X	X	X				X	X
TOTAL	6	12	24	26	26	25	10	8	11	8	5	11

17.12 STRUCTURES ET ORGANES RESPONSABLES ET/OU IMPLIQUES

Canton	Départements politiques autres que les départements de l'instruction publique	Organes ayant une responsabilité ou un rôle administratif	Autres organes impliqués	Affiliation des intervenants extérieurs	Types d'intervenants internes autres que les enseignants	Nbre d'organes et intervenants extérieurs impliqués	Collaboration, coordination (expressions utilisées par les interlocuteurs)
AG		<ul style="list-style-type: none"> Fachstelle Gesundheitserziehung 	<ul style="list-style-type: none"> Arbeitsgruppe FASS 	<ul style="list-style-type: none"> Planning familial Antenne sida 		3	Gut
AR		<ul style="list-style-type: none"> Fachstelle für Weiterbildung 	<ul style="list-style-type: none"> Antenne sida 	<ul style="list-style-type: none"> Planning familial Médecin scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> Paires 	4	Gut
BS	Justiz	<ul style="list-style-type: none"> Schulärztl. Dienst, Antenne sida, Fachstelle Pädagogik AJFP 		<ul style="list-style-type: none"> Wake-up in>team 		7	Schwierig
BL		<ul style="list-style-type: none"> Delegierter für Jugendfragen 	<ul style="list-style-type: none"> Gesundheitsförderung Antenne sida 	<ul style="list-style-type: none"> Médecin scolaire 		4	Gut
BEg	Gesundheit	<ul style="list-style-type: none"> Amt für Bildungsforschung Amt für Mittelschule Amt für Berufsschule 	<ul style="list-style-type: none"> Fachstelle Sexualpädagogik Antenne sida 	<ul style="list-style-type: none"> Etudiants en médecine Médecins scolaires Personne privée 		9	Schlecht
BEf	Gesundheit	<ul style="list-style-type: none"> COMEO 	<ul style="list-style-type: none"> Groupe de travail APESE 			4	Gut
FRf	Economie		<ul style="list-style-type: none"> Proposé : groupe de référence 	<ul style="list-style-type: none"> Planning familial Personnes privées 	<ul style="list-style-type: none"> Médiateurs Service de médiation 	3 (+Dépt. Instr. Publique)	Peu précisé
FRg			<ul style="list-style-type: none"> Berater Lebenskunde 	<ul style="list-style-type: none"> Planning familial 		2	Genügend

Canton	Départements politiques autres que les départements de l'instruction publique	Organes ayant une responsabilité ou un rôle administratif	Autres organes impliqués	Affiliation des intervenants extérieurs	Types d'intervenants internes autres que les enseignants	Nbre d'organes et intervenants extérieurs impliqués	Collaboration, coordination (expressions utilisées par les interlocuteurs)
GE		<ul style="list-style-type: none"> Service de la santé de la jeunesse 			<ul style="list-style-type: none"> (Equipes de santé) 	1	
GL		<ul style="list-style-type: none"> Schulinspektorat (von Amtes wegen) 	<ul style="list-style-type: none"> Sozialdienst Fachstelle Sucht-und Gesundheitsförderung Kommission für Suchtfragen 			4	Gut
GR		<ul style="list-style-type: none"> Amt für Volksschule 	<ul style="list-style-type: none"> Planning familial Antennes sida Aidskommission 	<ul style="list-style-type: none"> Medecin scolaire instr. religion 		6	Sehr gut
JU	Economie		<ul style="list-style-type: none"> ADJAES Planning familial 			3 (+ Dépt. instr. publique)	Informelle
LU		<ul style="list-style-type: none"> Amt für Volksschulbildung⁵ 	<ul style="list-style-type: none"> Berater 'Mensch und Umwelt' Berater Lebenskunde Leiter Gruppe Gymnasien Gesundheitsbeauftragte IP 	<ul style="list-style-type: none"> Antenne sida Planning familial 		7	Keine
NE	Justice/santé/sécurité	<ul style="list-style-type: none"> Service de la jeunesse Service de la santé publique 	<ul style="list-style-type: none"> GIS (Groupe d'information sexuelle et de l'éducation à la santé) 	<ul style="list-style-type: none"> Médecins scolaires Planning familial Antenne sida Service médico-social Drop-in 	<ul style="list-style-type: none"> Médiateurs Groupe santé (conseillers aux apprentis) 	9-10	Une meilleure harmonisation est prévue

⁵ Diese Dienststelle delegiert die Fachberater.

Canton	Départements politiques autres que les départements de l'instruction publique	Organes ayant une responsabilité ou un rôle administratif	Autres organes impliqués	Affiliation des intervenants extérieurs	Types d'intervenants internes autres que les enseignants	Nbre d'organes et intervenants extérieurs impliqués	Collaboration, coordination (expressions utilisées par les interlocuteurs)
NW			<ul style="list-style-type: none"> • Berater Lebenskunde • Fachstelle Prävention • Konzeptgruppe Gesundheitsförderung 			3	Gut
OW	Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Fachstelle Gesundheitsförderung 	<ul style="list-style-type: none"> • Amt für Volksschule • Jugendberatungsstelle 			4	
SH		<ul style="list-style-type: none"> • Gesundheitsbeauftragter 	<ul style="list-style-type: none"> • Didakt. Zentrum • Antenne sida 			3	Gut
SZ		<ul style="list-style-type: none"> • Inspektorat (von Amtes wegen) 	<ul style="list-style-type: none"> • Berater Lebenskunde 	<ul style="list-style-type: none"> • Prophylaxeteams 		3	Genügend
SO		<ul style="list-style-type: none"> • Beauftragter Gesundheitserziehung 				1	Keine Koordination (da allein im Kanton)
SG		<ul style="list-style-type: none"> • Antenne sida (AHSGA) • Schulräte • jede einzelne Schule 	<ul style="list-style-type: none"> • ZEPRA 	<ul style="list-style-type: none"> • Médecins scolaires • Planning familial • Sages-femmes³ 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseiller pour apprentis 	7	Unklar, schlecht, neu abzusprechen
TI	Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Commission cantonale 		<ul style="list-style-type: none"> • Planning familial • Antenne sida 		3	Bien, assuré
TG		<ul style="list-style-type: none"> • Ämter der versch. Schulstufen 	<ul style="list-style-type: none"> • Amt für LehrerInnenfortbildung • Kantonsarzt 	<ul style="list-style-type: none"> • Antenne sida⁷ 		6	Punktuell

⁷ Sporadische Einsätze.

Canton	Départements politiques autres que les départements de l'instruction publique	Organes ayant une responsabilité ou un rôle administratif	Autres organes impliqués	Affiliation des intervenants extérieurs	Types d'intervenants internes autres que les enseignants	Nbre d'organes et intervenants extérieurs impliqués	Collaboration, coordination (expressions utilisées par les interlocuteurs)
UR		<ul style="list-style-type: none"> • Schulinspektor (von Amtes wegen) 	<ul style="list-style-type: none"> • Sucht- und Jugendberatungsstelle • Ansprechperson in Berufsschule 			3	Gut
VSf		<ul style="list-style-type: none"> • En préparation : concept de promotion de la santé par Sous-groupe 'Sexualité' de la Sous-commission 'Enfance et adolescence' de la Commission cantonale 	<ul style="list-style-type: none"> • Antenne sida • Commissions scolaires • Office médico-pédagogique 	<ul style="list-style-type: none"> • Animatrices en santé sexuelle • médiateurs 		6	(Keine Information)
VSg		<ul style="list-style-type: none"> • Jugendkommission 	<ul style="list-style-type: none"> • Antenne sida • Berater Lebenskunde 			3	(Keine Information)
VD	Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Profa • Service de la formation professionnelle • Office des écoles en santé 			<ul style="list-style-type: none"> • Equipes de santé 	4	Structuré
ZG	Wirtschaft	<ul style="list-style-type: none"> • Amt für gemeindliche Schulen (Fachberater) • entsprechendes Mittelschulamt • Antenne sida 	<ul style="list-style-type: none"> • Planning familial • Suchtprävention Zug 			6	Gut

Canton	Départements politiques autres que les départements de l'instruction publique	Organes ayant une responsabilité ou un rôle administratif	Autres organes impliqués	Affiliation des intervenants extérieurs	Types d'intervenants internes autres que les enseignants	Nbre d'organes et intervenants extérieurs impliqués	Collaboration, coordination (expressions utilisées par les interlocuteurs)
ZH		<ul style="list-style-type: none"> • Fachstelle Aids • Volksschulamt • Pestalozzianum • Mittelschul- und Berufsbildungsamt 	<ul style="list-style-type: none"> • Kant. Schularztamt • Schulprojekt • Aids-Hilfe Schweiz • Institut für Sexualpädagogik • Aids-Hilfe Zürich 	<ul style="list-style-type: none"> • Schulärzte 		9	Keine Koordination, Zusammenarbeit unter einigen Akteuren, teilweise gut, oft zufällig
TOTAL	Dans 17 cantons, la resp. pol. est dans un seul département (Instr. Publique). Dans 8 cantons, la responsabilité est partagée					130	

Pour les abréviations, prière de consulter le chapitre 15, Fiches cantonales

17.13 CONTROLE DE LA MISE EN ŒUVRE

Canton	Réponse	Commentaires des répondants
Appenzell A. Rh.	oui	Theoretisch durch die Schulpräsidenten und die Schulberater, von denen einige eine Aufsichtsfunktion haben. Sie fragen aber kaum spezifisch nach diesen Themen. Sie wird teilweise auch durch die Schulleitung wahrgenommen.
Argovie	non	Nein, praktisch existiert das nicht. Theoretisch ist das nur durch die offiziellen Aufsichtsbehörden möglich/Schulpflege, Inspektorat). Bei fächerübergreifenden Themen ist die Überprüfung der Inhalte praktisch unmöglich.
Baselland	oui	über Erhebungen, z.B. für den Aidsreport. Durch jährliches Präventivkonzept, das jede Schule vorlegen muss.
Basel-Stadt	non	Die Qualitätssicherung des Unterrichts obliegt der Schulpflege. Es ist kaum vorstellbar, dass zu den Themen spezifisch nachgefragt wird. Vor Jahren gab es einmal eine Umfrage, die auch eine gewisse Kontrollfunktion hatte. Das Schularztamt schätzt, dass eine solche Umfrage wieder einmal fällig wäre. Der seit zwei Jahren existierende Gesundheitsfragebogen für die austretenden Schüler fragt spezifisch nach dem HIV-Unterricht und würde krasse Lücken aufzeigen.
Bern	oui	Im Prinzip ist es das Schulinspektorat. Das Kontrollsystem im Kanton ist weitmaschig, d.h. sehr generell. Wir glauben, dass selten bis nie spezifisch nach den Themen nachgefragt wird und dass es deshalb leicht möglich ist, dass das Thema untergeht. Andererseits müssen sich Lehrkräfte untereinander absprechen, was die Sexualkunde betrifft, was eine gewisse Selbstkontrolle garantiert.
Berne (francophone)	oui	La qualité et la couverture sont assurées par les interventions de l'APESE.
Fribourg	ne sait pas	La question n'a pas été posée directement.
Fribourg (francophone)	ne sait pas	
Fribourg (francophone)	non	La question n'a pas été posée directement.
Genève	oui	Le service dirigé par un médecin est responsable d'un cahier des charges clairement défini pour les trois domaines et dans tous les niveaux d'école.
Glaris	non	Der Inspektor hätte die Möglichkeit, nach diesen Themen zu fragen. Da er aber aus Erfahrung annimmt, dass die Themen ES und HIV im Unterricht 'behandelt' werden, war er noch nie veranlasst, spezifisch danach zu fragen. Er weiss auch, dass der Schülerdruck gross ist, damit diese Themen zur Sprache kommen.
Grisons	oui	Eine Studie erfüllte diesen Zweck. Es gibt in diesem Bereich keine eigentliche Kontrolle. Die Auskunftsperson denkt nicht, dass die Inspektoren speziell nachfragen. Sie müssten einen Impuls bekommen. Andererseits hat die Studie 'Sexualkunde und Aidsprävention im 7.-9. Schuljahr in Graubünden' eine Kontrollfunktion gehabt. Die Lehrer sprechen sich untereinander ab, wer was macht, was auch eine gewisse Selbstkontrolle darstellt.
Jura	ne sait pas	

Canton	Réponse	Commentaires des répondants
Lucerne	non	Der schulärztliche Fragebogen gegen Ende der Schulzeit stellt den Schülern konkrete Fragen zum erhaltenen Unterricht. Ganz grobe Lücken könnten dort vielleicht festgestellt werden. Wir wissen nicht, wie und ob dieser Fragebogen ausgewertet wird. Es wurde mitgeteilt, dass viele Lehrer den Bereich umgehen, obwohl er obligatorisch ist.
Neuchâtel	oui	En ce qui concerne l'école obligatoire, la pratique en cours est l'application de routine d'une réglementation publique. Les grandes agglomérations (Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle) ont leur propre organisation de l'éducation sexuelle, indépendante de la Convention sur les prestations obligatoires du médecin scolaire. Mais l'ensemble de l'éducation sexuelle est réglementée par les pouvoirs publics. On en déduit que son application fait l'objet d'un certain contrôle.
Nidwald	oui	Informell durch den Fachberater 'Lebenskunde'. Er trifft sich regelmässig mit den Lehrpersonen und hat einen guten Eindruck. Das Inspektorat hat einen formellen Auftrag, über die Umsetzung des Lehrplans zu wachen. Der Fragebogen des schulärztlichen Dienstes würde frappante Lücken ebenfalls aufzeigen.
Obwald	oui	Der Fragebogen des Schularztes, der am Ende der Schulzeit ausgefüllt werden muss, konkret auch zu Fragen ES/HIV, würde vorhandene Lücken aufzeigen.
Schaffhouse	oui	Jeder Lehrer muss im schriftlichen Schulbericht ausdrücklich bestätigen, dass er den pHIV durchgeführt hat. Es gibt auch eine Teamabsprache unter Lehrern, wer welche Themen behandelt, was eine gewisse Selbstkontrolle ist.
Schaffhouse	oui	Teamabsprache, wer die Themen behandelt, d.h. es existiert eine gewisse Selbstkontrolle unter den Lehrkräften.
Schwyz	oui	Zwei Lehrer phil I und II arbeiten zusammen zu den Themen. Auf der Wissensebene wird auch schriftlich dazu geprüft.
Soleure	non	Es existiert keine Kontrolle auf allen Stufen.
St-Gall	non	Die Kontrolle über die Einhaltung dieser Richtlinien wurde an die Bezirksschulräte delegiert. Sie könnte auf Gemeindeebene durch das Inspektorat und die allgemeine Aufsicht wahrgenommen werden. Ob das in der Praxis spezifisch kontrolliert wird, ist in Frage gestellt, jedenfalls verfügt das Amt für Volksschule über keine Information über die Einhaltung der Richtlinien. Auch die Bezirksschulratspräsidenten erhalten keine Rückmeldung.
Tessin	non	On ne peut pas parler de contrôle au sens strict du terme même s'il y a obligation pour les maîtres de traiter le thème.
Thurgovie	oui	Umfrage des Inspektorats. Sie hatte Kontrollfunktion. Alle Schulen mussten teilnehmen. Sie ist eine rein quantitative Selbsteinschätzung der Lehrer.
Uri	oui	Durch das Oberstufeninspektorat. Alle Lehrer werden systematisch gefragt, ob die HIV-Prävention durchgeführt werde, was alle (100%) bestätigen. Andere Themen der Lebenskunde sind schwierig zum Kontrollieren, da sie sehr integriert angegangen werden.
Valais	non	Der Auskunftgeber glaubt nicht, dass diese Themen spezifisch kontrolliert werden.

Canton	Réponse	Commentaires des répondants
Valais (francophone)	oui	Les inspecteurs exercent la haute surveillance, le contrôle appartient aux directions d'école. La qualité des interventions est assurée par la formation et les supervisions-séminaires des animateurs/animatrices.
Vaud	oui	Autocontrôle par les intervenants de Profa, qui assurent par leur supervisions régulières, la qualité des interventions.
Zug	oui	Inspektorat. Amt für gemeindliche Schulen hat durch Umfrage konkret danach, vor allem ES, gefragt. Auf Anregung der Ärzte. Die Ergebnisse waren nicht gut.
Zürich	oui	In der Praxis werden alle austretenden Jugendlichen via Schularztfragebogen nach den Themen befragt und dann individuell beraten. Das ergibt eine gewisse Kontrolle. Nach Erfahrung des städt. Schularztes machen nur 1/3 -1/2 aller Lehrer ES/HIV. Theoretisch müsste die Schulpflege nachfragen. Wird aber kaum gemacht. Es soll Übersichten geben, die zeigen, dass viel HIV-Prävention betrieben wird.

17.14 EXISTENCE DE BUDGETS SPECIFIQUES PAR THEME

Canton	Prévention HIV	Education sexuelle	Promotion santé	Pas de budget, pour aucun thème
Appenzell A. Rh.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Argovie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Basel-Stadt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Baselland	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bern	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Berne (francophone)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fribourg	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fribourg (francophone)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Genève	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Glaris	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Grisons	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Jura	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lucerne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Neuchâtel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nidwald	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Obwald	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Schaffhouse	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Schwyz	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Soleure	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
St-Gall	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tessin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Thurgovie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Uri	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Valais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Valais (francophone)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vaud	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Zug	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Zürich	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

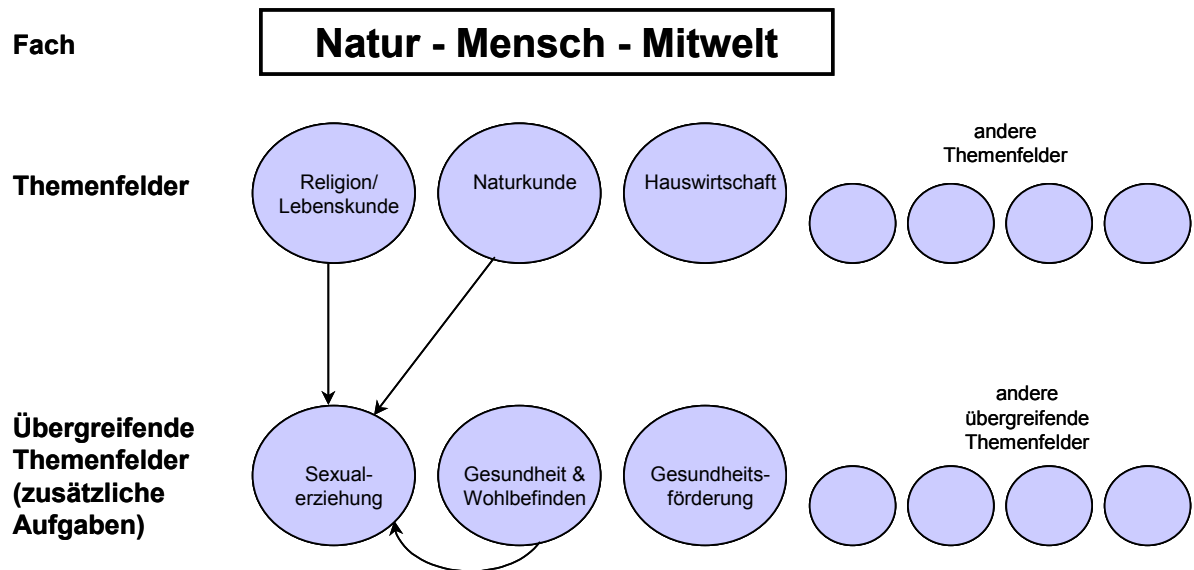
17.15 REACTIONS RELATIVES A L'OBJECTIF 5 DU PROGRAMME NATIONAL VIH ET SIDA 1999-2003

Canton	L'objectif 5, est-il atteignable dans votre canton ?	L'objectif 5 est-il atteint dans votre canton ?	Commentaires
Appenzell A. Rh.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Erreicht für die Volksschule und die Maturitätsschulen erreichbar für Berufsschulen
Appenzell I. Rh.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Refus de participation
Argovie	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aids-Prävention wird nur noch sehr bedingt ein losgelöster Inhalt des Unterrichts sein. Sie wird immer mehr als integriertes Thema der Sexualerziehung/ Gesundheitsförderung verstanden. Auch das Angebot der Aids-Hilfe geht in diese Richtung. Auch in der Berufsschule sollten die Ziele, trotz der grossen Arbeitsbelastung, erreichbar sein.
Baselland	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Die Sexualerziehung steht ausserhalb des Aids-Konzepts. Dementsprechend ist in diesem Kanton, v.a. in der 6./7. Klasse, der Unterricht zur Aids-Prävention oft eine eigenständige Einheit Man könnte sagen, dass Sexualerziehung im Zusammenhang mit HIV-Prävention angesprochen wird und nicht wie andernorts üblich, die Sexualerziehung im Mittelpunkt steht.
Basel-Stadt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Kurzfristig nicht erreichbar. Man hat in den letzten Jahren so viel in Aidsprävention investiert und nichts in die Sexualerziehung. Deswegen ist es schwierig, das jetzt integriert zu machen, HIV ist im Moment nicht integriert, wird noch meistens als einzelne Unterrichtseinheit bestritten. Dieses Ziel müsste aber unbedingt angestrebt werden. In der Berufsschule ist dieses Ziel erreichbar.
Bern	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Erreicht für die Volksschule. Für Berufsschulen und Mittelschulen ist es schwieriger, die Ziele des Nationalen HIV- und AIDS PROGRAMMES 1999-2003 zu erreichen, da sich niemand dafür verantwortlich fühlt.
Berne (francophone)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Erreicht durch den Einsatz der APESE. Le responsable dit que les enseignants 'ne touchent pas à la santé sexuelle', une intégration totale à la vie scolaire n'est donc pas envisageable.
Fribourg	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le concept " <i>Lebenskunde</i> " intègre la prévention VIH/sida à l'ensemble de l'éducation sexuelle. Les spécialistes externes ont aussi une approche intégrée entre VIH et éducation sexuelle, mais ils n'interviennent que sur demande. La situation est moins claire pour le post-obligatoire, cela dépend de la couverture des interventions externes et de la manière de traiter le sujet de la part des enseignants.
Fribourg (francophone)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	(voir réponses pour tout le canton de Fribourg)
Genève	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les contenus touchant à la prévention VIH/sida sont généralisés dans les cours d'éducation sexuelle pour tous les niveaux d'école. (Le "Programme d'action" n'était pas connu dans le service, car dans son ensemble il est du ressort du département de la santé publique).

Canton	L'objectif 5, est-il atteignable dans votre canton ?	L'objectif 5 est-il atteint dans votre canton ?	Commentaires
Glaris	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Gilt für die Volksschule. Sonst wird alles so bleiben wie es ist, d.h. Sexualerziehung wird im Rahmen der Gesundheitserziehung durchgeführt; HIV-Prävention ist da eingebettet.
Grisons	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Gilt für alle Schulstufen, in der Berufsschule wird es erst zukünftig so sein.
Jura	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'intégration du thème du VIH à un enseignement d'éducation sexuelle dispensé par des spécialistes externes est garanti par la loi pour les niveaux de l'école obligatoire. Le même principe est appliqué progressivement dans les niveaux post-obligatoire, avec des lacunes.
Lucerne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Erreicht für Volksschule nicht erreicht für Maturitätsschulen, da die Themen ziemlich verdrängt sind. Erreichbar nur, wenn Impulse von oben kommen. Im Moment fehlen die Voraussetzungen. Erreichbar für Berufsschulen, wenn die Verhandlungen mit den Berufsschulen und der Aids-Hilfe erfolgreich sind
Neuchâtel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le principe de la prévention VIH/sida intégré à l'éducation sexuelle est généralisé dans la pratique de l'école obligatoire. Il est moins établi pour les autres niveaux d'école.
Nidwald	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Keine Antwort für die nach-obligatorische Stufe
Obwald	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Gilt für die Volksschule
Schaffhouse	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Die Ziele des Programms sind für die Volksschule erreicht, für die nach-obligatorische Stufe aber zwecks Zeitmangels nicht erreichbar.
Schwyz	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Berufsschulen machen oft auch losgelöste HIV-Prävention
Soleure	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Eine Mittelschule erreicht, eine andere macht spezifische HIV-Aktionen
St-Gall	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Die Integration ist erreicht, das spielt sich überall so ab. Zur Qualität lässt sich leider nichts sagen, es ist sehr lehrerabhängig (Volksschulstufe). Maturitätsschulen machen das eher integriert, zu den Berufsschulen lässt sich nur sagen, dass die Lehrerweiterbildung zu diesen Themen aus Zeitmangel nicht gefragt ist.
Tessin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le concept de l'éducation sexuelle intègre le VIH, pour tous les niveaux.
Thurgovie	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Heute 52% des Unterrichts in Lektionen, 37% in Projekte integriert, 11% als eigenständige Projekte. Früher war alles im traditionellen Unterricht. Das gilt nur für die Volksschulstufe.
Uri	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Valais	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il y a encore des efforts à faire pour atteindre ces objectifs. Lacunes particulières dans le Haut-Valais.
Valais (francophone)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Canton	L'objectif 5, est-il atteignable dans votre canton ?	L'objectif 5 est-il atteint dans votre canton ?	Commentaires
Vaud	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'éducation sexuelle à l'école obligatoire intègre la prévention VIH/sida. La pratique en milieu post-obligatoire est plus diversifiée.
Zug	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Erreichbar für die Volksschule und die Berufsschulen. Wir wollen das ganz integrieren, jedenfalls auf der Volksschule, nach dem neuen Konzept. Keine Information für die Maturitätsschulen.
Zürich	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Die Integration ist nicht so schnell erreichbar. Das müsste als grosses Thema lanciert werden, denn Aids/HIV-Prävention steht immer noch isoliert und die Sexualerziehung wird nicht als Verpflichtung empfunden. Die Lehrer fühlen sich nicht so vorbereitet wie z.B. zu Suchtprävention, wo die Kompetenzen da sind. In den Mittelschulen dürfte die Erreichbarkeit der Ziele noch schwieriger sein.

17.16 CONCEPT "FÄCHERÜBERGREIFEND" (exemple BEg, école obligatoire)



17.17 COURS DE FORMATION CONTINUE EN PREVENTION VIH/SIDA ET EDUCATION SEXUELLE OFFERTS (1997-1999)

Canton	Nb de cours offerts aux enseignants	Nb de cours annulés	Titre des cours et commentaires
Appenzell A. Rh.	3	3	Lehrmittel- und Medienpräsentation zu Gesundheitsförderung, Sucht- und Aidsprävention, Prävention von Gewalt und sexuellem Kindesmissbrauch (abgesagt) Regelmässiges Weiterbildungsangebot zu den Themen. Sie alle mussten in den letzten Jahren abgesagt werden.
Appenzell I. Rh.			Refus de participation
Argovie	2	0	Hautnah. Sexualerziehung in der Schule. Fortbildungskurs 98/99 Wenn's um Liebe geht, Mädchen sind anders, Jungen auch. Fortbildungskurs 99/2000
Basel-Stadt	1	1	Keine spezifischen Weiterbildungsangebote im riesigen Katalog der Kurse, den wir aber nicht im Detail konsultierten. Es gibt einen SCHILF Abrufkurs 'Projektgestaltung im Bereich Gesundheitsförderung/ Prävention'. Keine Information, wie oft dieser Kurs durchgeführt wurde. Das ULEF- Angebot (kantonale Weiterbildung) der Aids- Hilfe musste mangels Interesse der Lehrerschaft abgesagt werden.
Baselland	1	1	Voir commentaire Basel-Stadt
Bern	2	2	Die Fachstelle für Sexualpädagogik schreibt jedes Jahr Fortbildungskurse aus. Sie werden regelmässig aus Mangel an Interesse abgesagt. Auch ein abrufbares Kursangebot (Holkurs), das Lehrergruppen oder Schulen aller Stufen zur Verfügung steht, wird nicht benutzt.
Berne (francophone)	0		-
Fribourg			
Fribourg (francophone)	0		-
Genève			(question non posée)
Glaris	1	0	-

Canton	Nb de cours offerts aux enseignants	Nb de cours annulés	Titre des cours et commentaires
Grisons	2	0	Sexualerziehung und Aids - Eine interregionale Weiterbildung für Oberstufen-, Mittelschul- und Berufsschullehrpersonen aus Graubünden, Tirol und Südtirol. Weiterbildungskurs. Giornata di formazione sulla tematica HIV/AIDS (in Cama). Giornata di formazione sulla tematica HIV/AIDS in Brusio. Eintägiger Kurs.
Jura			-
Lucerne	2	0	Jährlicher Kurs 'Sexualerziehung und Aidsprävention'. Durchschnitt 15 Teilnehmer. Dieses Jahr nicht ausgeschrieben. Nächstes Jahr wieder im Programm.
Neuchâtel			-
Nidwald	3	0	Lebenskunde Impulse. Kurs. Sexuelle Ausbeutung. Kurs Frauen sind anders - Männer auch. Kurs
Obwald	3	2	Sexualerziehung und Aids (abgesagt) Sexuelle Ausbeutung von Kindern und Jugendlichen (durchgeführt) Sexualerziehung und Aids (abgesagt) Das Kursangebot des Kantons Luzern steht ebenfalls zur Verfügung. Keine Angaben zur Teilnehmerzahl möglich
Schaffhouse	3	2	Obligatorische Fortbildung aller Klassenlehrer des 6. Schuljahres (hier Primarstufe) durch Mediatoren (Kurs durchs Netzwerk ermöglicht) Der freiwillige Ganztageskurs zu ES/HIV, aufgebaut auf dem obligatorischen Kurs, aber für Oberstufenlehrer, musste abgesagt werden Der jedes Jahr angebotene HIV Kurs kam nie zustande
Schwyz	1		Sexuelle Ausbeutung
Soleure	2	2	Aidsprävention ist jedes Jahr im Kursangebot und muss jedes Jahr abgesagt werden.

Canton	Nb de cours offerts aux enseignants	Nb de cours annulés	Titre des cours et commentaires
St-Gall	6		<p>Liebhabe, Schmusen, Doktorspiele (Kurs für Kindergarten)</p> <p>Sexuelle Ausbeutung von Jugendlichen (Kurs)</p> <p>Sexualpädagogik für SchülerInnen einer Sonderschule oder Kleinklasse (Abrufkurs)</p> <p>Sexualität und Liebe (Kurs)</p> <p>Den menschlichen Körper kennen lernen / mit Liebe und Freundschaft vertraut werden (Kurs zur Umsetzung der Lehrpläne)</p> <p>Es blieb unklar, ob all diese Kurse durchgeführt werden konnten</p> <p>Die AHSGA offeriert einen Abholkurs 'Aidsproblematik'. In den letzten 3 Jahren wurde er von ca. 30 Schulen angefordert, d.h. ca. 500/4-5000 Lehrern wurden fortgebildet</p>
Tessin			-
Thurgovie	2		<p>1999 wurden 14 schulhausinterne Kurse zum Thema Sexualität/sexuelle Ausbeutung durchgeführt</p> <p>Das Angebot der Aids-Hilfe ist im offiziellen Weiterbildungskatalog des Kantons. Es wurde bis anhin von ca. 30 Lehrern pro Jahr genutzt, heute nur noch von 14 pro Jahr</p>
Uri	0	0	Es gibt kein Angebot im engeren Sinn. Das Thema ist nicht sehr gefragt
Valais			-
Valais (francophone)	0		-
Vaud			-
Zug	2	1	<p>Sexuelle Gewalt. (Schulhausinterner Kurs der Familienplanungsstelle). Ca. 30-40 Lehrer der Primarstufe wurden in den letzten Jahren erreicht</p> <p>Angebot der Aids-Hilfe (Aufruf in der Lehrerzeitung, dass die AH auch pädagogisch-didaktisch berät. Keine Reaktion der Lehrer aller Stufen)</p> <p>Kein offizielles Weiterbildungsangebot in den letzten Jahren, da es kein ausformuliertes Bedürfnis gibt.</p>
Zürich	1		<p>Liebe, Lust, Leidenschaft - Pille, Penis, Pariser - Sexualpädagogik zur Provokation, Hilfslosigkeit und Tabu (Kurs). Kam mit 8 Teilnehmern nur knapp zustande</p> <p>Am Pestalozzianum wird allgemein festgestellt, dass die heute freiwilligen Weiterbildungskurse rund ums Thema Sexualität zumindest bei den Volksschullehrkräften auf äusserst wenig Interesse stossen</p>

17.18 LISTE DU MATERIEL DIDACTIQUE HIV/SIDA

Canton	Titre
Appenzell A. Rh.	JO Freundschaft, Liebe, Sexualität, Aids
Argovie	Aids - Information. Schülerheft
Bern (germanophone)	Aids - Steck dich nicht an
Berne (francophone)	Sida - ne t'infecte pas
Glaris	Stop Aids - so wird's gemacht Infos für Frauen
Grisons	Amore, Sesso, Protezione Aids Liebe, Sex, Verhüte Aids Giauda l'amur e ta protegia cunter Aids
Lucerne	Aids- Steck dich nicht an Arbeitsunterlagen 'Sexualität und Aids' der Fachstelle Zug
Nidwald	Arbeitsunterlagen 'Sexualität und Aids' der Fachstelle Zug
Obwald	Aids - Steck dich nicht an Arbeitsunterlagen Sexualität und Aids der Fachstelle Zug
Schaffhouse	Gesundheitsförderung in der Schule. Heft 4. Hautnah
Schwyz	Aids-Information für die Schule Liebe, Sex, Verhüte Aids
St-Gall	Gesundheitsförderung in der Schule. Heft 4. Hautnah 'Lehrmittel' der AHSGA
Thurgovie	Aids - Steck Dich nicht an Aids-Kommentar Kt ZH (Tobler, von Tobel)
Uri	Aids. Information für die Schule
Valais (francophone)	Questionnaire 1 et questionnaire 2 - Evaluation
Zug	Aids - Steck dich nicht an Aidsfragen Arbeitsunterlagen 'Sexualität und Aids' der Fachstelle Zug
Zürich	Aids - Informationen für die Schule Liebe, Sex, Verhüte Aids

17.19 MATERIEL DIDACTIQUE EDUCATION SEXUELLE

Canton	Titre
Appenzell A. Rh.	Ich will wissen, wer ich bin ... Na Nu? Von Liebe, Sex und Freundschaft Schritte ins Leben Gesundheitsförderung in der Schule. Heft 4. Hautnah Freundschaft, Liebe, Sexualität, Aids
Argovie	Gesundheitsförderung in der Schule. Heft 4. Hautnah Schritte ins Leben Mädchen - Knabengeschichten
Bern	Schritte ins Leben
Berne (francophone)	Ho les filles Ça dérape ou un espace de parole
Glaris	Schritte ins Leben
Lucerne	Wachsen und Erwachsenwerden Schritte ins Leben Das Aufklärungsbuch Arbeitsunterlagen 'Sexualität und Aids' der Fachstelle Zug
Nidwald	Schritte ins Leben Wachsen und Erwachsenwerden Das Aufklärungsbuch Arbeitsunterlagen 'Sexualität und Aids' der Fachstelle Zug
Obwald	Wachsen und Erwachsenwerden Schritte ins Leben Arbeitsunterlagen Sexualität und Aids der Fachstelle Zug Liebe, Leid und welches Kleid
Schaffhouse	Gesundheitsförderung in der Schule. Heft 4. Hautnah
Schwyz	Grenzen: Sexuelle Gewalt gegen Kinder
St-Gall	Gesundheitsförderung in der Schule. Heft 4. Hautnah 'Lehrmittel' der AHSGA
Tessin	La vita nasce dalla vita: Fascicolo per gli allievi della scuola media dedicato alle tematiche della trasmissione della vita et della sessualità humana La contraccezione
Uri	Schritte ins Leben Grenzen: Sexuelle Gewalt gegen Kinder
Zug	Das Aufklärungsbuch Schritte ins Leben Wachsen und Erwachsenwerden Arbeitsunterlagen 'Sexualität und Aids' der Fachstelle Zug
Zürich	Sexualpädagogische Materialien Ich will wissen, wer ich bin Liebe, Sex, Verhüte Aids